

- Le marché des stars
- La crise asiatique épargne l'Europe

LES PLUS FORTS REVENUS EN 1997

GEORGE W. BUSH	100 000 000 \$
JEAN-PAUL SARTRE	100 000 000 \$
MICHAEL JACKSON	100 000 000 \$

■ Voyage au cœur de l'Etat

L'Etat est-il un partenaire fiable ? Ses actions sont en tout cas obérées par des acrobaties comptables imposées par la « régulation comptable » censée adapter les crédits aux rentrées d'impôts. Deuxième volet de notre enquête. p. 12 et 13

■ Le sida avance dans le tiers-monde

Selon l'Onusida et l'OMS, plus de 30 millions de personnes étaient contaminées par le VIH à la fin de 1997. Les deux tiers d'entre elles se trouvent dans les pays de l'Afrique subsaharienne. p. 5

■ Le procès du militant FN

Robert Lagier, qui avait tué un adolescent d'origine comorienne en 1995 à Marseille, a été condamné à quinze ans de réclusion criminelle. p. 8

■ Radicalisation au Kosovo

La poursuite des combats et l'afflux grandissant de réfugiés inquiètent les Occidentaux. p. 2

■ L'aïeul des oiseaux était un dinosaure



Des paléontologues ont mis au jour, en Chine, des fossiles de dinosaures parés de plumes. p. 24

■ Le citoyen et le transgénique

Les 14 profanes qui ont participé à la Conférence de citoyens sur les organismes génétiquement modifiés ont rendu leur avis. p. 24 et notre éditorial p. 15

■ Armand Gatti repart en campagne

Le dramaturge inaugure en Seine-Saint-Denis une série de spectacles dédiés aux Amérindiens. p. 27

■ Sondage gastronomique

La maison d'édition américaine Zagat a établi des fiches sur 800 restaurants parisiens après avoir interrogé leur clientèle. p. 25

■ Paris, port de mer

Le cabotage fluvio-maritime est en plein essor dans la capitale. p. 10

Australie, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Canada, 2,25 \$ CAN; Chine-France, 850 F CFA; Danemark, 10 KSD; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Nouvelle-Zélande, 3 NZ\$; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Réunion, 9 F; Singapour, 200 S\$; Suède, 10 KSE; Suisse, 2,30 Sfr; Thaïlande, 10 Baht; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 824 - 7.50 F



Le calendrier des réformes de M. Jospin

- Le premier ministre affirme aux députés socialistes sa « détermination à réformer en profondeur notre société »
- Il entend instaurer une fiscalité écologique, moderniser la vie politique et réformer l'audiovisuel public
- Assurance-maladie : M^{me} Aubry prépare des « mesures fortes »

LIONEL JOSPIN, intervenant mardi 23 juin devant les députés socialistes, a assuré que « les réformes vont se poursuivre », en résumant son objectif en trois mots : « Gouverner, réformer, moderniser ». « Je n'oppose pas la gestion à la réforme », a affirmé le premier ministre en proclamant sa « détermination à réformer en profondeur notre société » et en assurant qu'« il y a place dans notre pays pour une grande politique résolument moderne, authentiquement de gauche ».

M. Jospin a souligné que la réforme de la fiscalité qu'il entendait mettre en œuvre devait être « progressive mais aussi durable ». Confirmant son intention de mettre en œuvre, dans le projet de budget 1999, une fiscalité écologique, il s'est déclaré déterminé à « poursuivre cet effort de justice fiscale s'agissant de la fiscalité du patrimoine et de la fiscalité locale, qui sont, l'une et l'autre, sources de profondes inégalités ». M. Strauss-Kahn va engager une « concerta-



tion large » sur ce sujet. M. Jospin a répété son souci de moderniser la vie politique et annoncé qu'il donnait la priorité à une réforme de l'audiovisuel public.

Le gouvernement est confronté, depuis le début de l'année, à une progression très soutenue des dépenses d'assurance-maladie. Estimant que cette dérive est « sans justification sanitaire », Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a annoncé, lundi 22 juin, qu'elle allait prendre des « mesures fortes » pour enrayer cette augmentation. L'Assemblée nationale devait commencer l'examen, mardi 23 juin, du projet de réforme du scrutin régional. Afin d'assurer des majorités stables, le texte transpose aux régions le mode de scrutin municipal. Ce projet de loi suscite les réserves des députés communistes, pour lesquels le gouvernement cherche à « faire un pas de plus vers la bipolarisation en éliminant les sensibilités qui existent ».

Lire pages 6 et 7



■ L'Allemagne a honte de ses hooligans

■ Les Bleus face aux Danois

■ Raul, gloire madrilène

■ Tous les matches en infographies

Lire notre calendrier Le Mondial et nos informations page 32

Les victimes du Viagra sous le scalpel américain

IL A ENTRE quarante-huit et quatre-vingts ans, souffre souvent de diverses affections de nature cardio-vasculaire et consomme régulièrement un ou plusieurs médicaments. Il souffre aussi de troubles de la fonction érectile et souhaite pouvoir retrouver des relations sexuelles normales.

Tel est aujourd'hui le portrait-robot brossé par les autorités sanitaires américaines de l'homme le plus exposé au risque mortel inhérent à la consommation de Viagra. La Food and Drug Administration (FDA) vient, sur ce thème, de fournir les premiers éléments disponibles à partir des seize premiers cas de « morts du Viagra ».

La plus jeune de ces victimes avait des antécédents de diabète. Après avoir pris un comprimé de Viagra, elle devait, durant la relation sexuelle qui suivit, souffrir d'intenses douleurs thoraciques. Appelés en urgence, les services médicaux lui administrèrent des dérivés nitrés, substances connues depuis longtemps pour soulager les souffrances des malades coronariens. La douleur disparut, pour réapparaître trente minutes plus tard, induisant un arrêt car-

diaque mortel. Un autre cas mortel concerne un homme de soixante-quatorze ans souffrant de diabète, d'hypertension artérielle et d'un cancer de la peau. Dans son cas, les premiers symptômes inquiétants survinrent dans la matinée qui suivit une prise nocturne de Viagra.

La FDA rapporte aussi le dossier d'un homme de quatre-vingts ans, cardiaque et prostatique, mort au cours d'une relation sexuelle facilitée par la prise de ce nouveau médicament. Les documents de l'administration américaine signalent encore un homme de soixante-sept ans, mort lors des prémices d'une relation sexuelle sous Viagra, et un sujet de soixante-treize ans, hypertendu connu, consommant pour la seconde fois ce médicament, pour lequel l'autopsie a démontré que le décès résultait d'un infarctus du myocarde concomitant avec un accident vasculaire cérébral. A noter encore le dossier d'un homme de soixante-quatre ans, cardiaque et diabétique, ayant pris sa première dose de Viagra avant de mourir au moment où il s'apprêtait à avoir une « activité sexuelle ».

Compte tenu des volumineuses prescriptions et consommations de Viagra en différents points du monde, tout indique que cette liste va s'allonger. Jusqu'où ? La multinationale pharmaceutique Pfizer n'entend pas élargir le nombre des contre-indications de son Viagra.

Elle estime, soutenue par les autorités sanitaires américaines, que les seules précautions d'emploi portent sur l'administration concomitante de produits médicamenteux nitrés, alors même que ces produits peuvent être administrés aux hommes souffrant d'accidents cardiaques, les services d'urgence pouvant, quant à eux, ne pas savoir si ces patients sont ou non « sous Viagra ».

La société américaine et cette multinationale se sont déjà organisées pour faire face à de telles urgences. Des numéros téléphoniques gratuits et un site Internet (www.viagra.com) se mettent en place, Pfizer prenant jour après jour la mesure des risques inhérents au succès planétaire de sa molécule.

Jean-Yves Nau

Lire page 17

Euro : les banques sont prêtes

REVISION des programmes informatiques, formation du personnel, modification des relevés bancaires : les banques auront dépensé 20 milliards de francs pour se préparer à l'euro. Elles sont désormais techniquement prêtes et une série de tests de simulation est prévue à l'automne. Les stratégies commerciale et de marketing restent en revanche à définir dans un « euroland » où la concurrence avec les établissements étrangers sera ouverte. Les employés du secteur redoutent entre 200 000 à 500 000 suppressions d'emplois en quelques années. Pour les particuliers, l'euro se traduira par un paiement des chèques et, en échange, une rémunération des comptes.

Le succès de LCI



JEAN-CLAUDE DASSIER

LANCÉE le 24 juin 1994 par TF 1, La Chaîne Info est nationalement la troisième chaîne du câble et du satellite. Mais, dans la capitale, cette télévision d'information en continu occupe désormais la première place : elle est la chaîne thématique la plus regardée du réseau câblé parisien. Dirigée depuis deux ans par Jean-Claude Dassier, elle devrait bénéficier de l'essor de la télévision numérique pour atteindre son équilibre financier en 1999.

Lire page 20

International	2	Carnet	25
France	6	Aujourd'hui	24
Société	6	Météorologie	26
Régions	10	Jour	26
Horizons	12	Culture	27
Entreprises	17	Code culturel	29
Annuaire classés	18	Kiosque	30
Communication	20	Abonnements	30
Tableau de bord	21	Radio-télévision	31

Powered Network.

C'est important, ce nouveau logo?

Voir page 9.

©1998 Cisco Systems, Inc. All rights reserved.

POINT DE VUE

La « préférence nationale » contre la République

par Dominique Schnapper

La sociologue Dominique Schnapper avait, en 1995, dans le recueil collectif *Combattre le Front national* (Vincel), démonté la logique antidémocratique que véhicule la notion de « préférence nationale ». L'auteur et l'éditeur ont autorisé *Le Monde* à reproduire, dans une version légèrement augmentée, ce texte plus que jamais d'actualité.

Le terme de « préférence nationale » est de ces mots vagues du vocabulaire politique dont l'ambiguïté même prête à toutes les interprétations. Il peut d'abord servir dans les débats politiques que, quelles que soient les pensées et les arrière-pensées de ceux qui l'utilisent, la connotation est, a priori, positive. Préférer une personne à une autre implique qu'on aime aussi l'autre, mais, comme il est normal, qu'on aime encore plus celle qu'on

aime. Qui ne souscritait à un tel programme ? N'est-ce pas « naturel », donc « juste » d'aimer les hommes en général mais d'aimer encore plus ses proches, n'est-ce pas « naturel » donc « juste » d'aimer toutes les nations mais d'aimer encore plus la sienne ? C'est un thème que le leader du Front national a souvent orchestré et qui risque, s'il n'est pas discuté, de trouver un profond écho.

La « préférence » est connotée positivement. Mais dans la vie sociale il n'existe pas de jeu à somme nulle. Toute préférence pour les uns implique la discrimination contre les autres. Si les A sont préférés aux B, cela signifie que les B sont discriminés. Si l'on accorde la préférence aux nationaux, c'est que l'on discrimine les étrangers.

Lire la suite page 14

Dominique Schnapper est directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 24 JUIN 1998

YOUgoslavie Alors que la communauté internationale multiplie les mises en garde à Belgrade et les missions diplomatiques dans la région, les autorités serbes et le chef

de la communauté albanaise radicalisent leurs discours. Le premier ministre albanaise, Fatos Nano, a estimé que son pays était « à la veille d'une guerre » avec la République fédé-

rale de Yougoslavie. ● LE MONTÉ-NEGRO fait face à un afflux de réfugiés qui rendent compte de l'intervention brutale des forces de l'ordre serbes et des conditions diffi-

ciles de leur exode. ● EN ALBANIE, la gestion des personnes déplacées provoque des difficultés de plus en plus grandes. Les autorités locales comme les organisations humani-

taires ont du mal à gérer la distribution de l'aide humanitaire. ● AU TO- TAL, depuis le début des combats au mois de février, environ 70 000 personnes ont déjà quitté le Kosovo.

La radicalisation de la situation au Kosovo inquiète les Occidentaux

Les déclarations intransigeantes des autorités serbes et des dirigeants albanais, la poursuite des combats et l'afflux grandissant de réfugiés plongent la province dans le chaos, malgré les multiples mises en garde de la communauté internationale

DANS CHACUN des camps en conflit au Kosovo, le ton paraît à la radicalisation. Dans la province serbe à majorité albanaise, on renouvelle avec force une revendication première : l'indépendance ; à Belgrade, on réitère une volonté d'en finir, « par tous les moyens », avec les indépendantistes kosovars. Le vice-premier ministre yougoslave, Zoran Djindjic, vient ainsi de déclarer qu'il ne pouvait être question du retrait des forces serbes du Kosovo - comme le demandent les Occidentaux - avant que le « terrorisme albanais ne soit vaincu » dans cette province. Dans une interview au quotidien Vecernje Novosti, dans son édition de mardi, M. Djindjic, chargé des questions de sécurité dans le gouvernement, ajoute : « Nous combattons le terrorisme par tous les moyens, jusqu'à ce qu'il soit vaincu. » Pour lui, « les conditions posées » à la Yougoslavie (REY - Serbie et Monténégro) sur le retrait de ses forces du Kosovo sont « illogiques » et « ne mènent pas au règlement du problème ». « Il apparaît que nous devons simplement abandonner le Kosovo aux Albanais. Quel pays souverain accepterait de telles conditions et renoncera à une partie de son territoire ? », s'interroge M. Djindjic, qui qualifie d'« inacceptables les condamnations de la communauté internationale qui nous sont adressées en raison de nos actions antiterroristes ». M. Djindjic réitère la position



de Belgrade : la police se retirera du Kosovo « au fur et à mesure que les activités de la prétendue Armée de libération du Kosovo (UCK) cesseront ». De son côté, le chef politique de la communauté albanaise du Kosovo, Ibrahim Rugova, affirme, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand Spiegel, qu'il n'acceptera « aucune solution qui ne soit l'indépendance ». Il précise, toutefois, qu'un « protectorat international » pourrait être envisagé de manière transitoire. Même dramatisant à Tirana. Renouant son appel à une intervention de l'OTAN pour enrayer la crise au Kosovo, le premier ministre albanaise, Fatos Nano, a estimé que son pays était « à la veille d'une guerre » avec la Yougoslavie. Dans un discours prononcé à Vienne, il a reconnu que son gouvernement avait établi des contacts avec des représentants de la « résistance ar-

mée » au Kosovo. Parallèlement, les Occidentaux ont renouvelé leurs mises en garde, tant à l'intention des autorités serbes et du président Slobodan Milosevic qu'à l'adresse de M. Rugova. La situation dans la province serbe à majorité albanaise est « mise pour un recours à la force », a ainsi estimé, lundi 22 juin à Helsinki, Elisabeth Rehn, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en Bosnie-Herzégovine. A Vienne, le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a indiqué que « l'OTAN est prête à agir pour imposer les décisions internationales » au Kosovo.

MISES EN GARDE Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a estimé, lundi, qu'il « ne reste plus guère de possibilités en matière de sanctions ». La veille, il avait déclaré que l'OTAN était « en train d'examiner l'envoi de troupes en Albanie et en Macédoine », aux frontières du Kosovo. Il a, d'autre part, écrit à M. Rugova, qu'il doit recevoir cette semaine à Bonn, une lettre dans laquelle il l'appelle « à s'engager de toutes ses forces pour mettre fin à la violence et pour trouver une solution pacifique négociée ». La communauté internationale, poursuit M. Kinkel dans sa lettre, condamne les agissements des forces de l'ordre au Kosovo, « mais elle exige avec la même déter-

mination que, du côté kosovar, les éléments les plus militants cessent les agressions et évitent la poursuite de l'escalade ». Avec ses partenaires du groupe de contact, le gouvernement de Bonn est pour « une solution donnant aux Albanais du Kosovo un statut juridique garantissant leurs intérêts légitimes, sans mettre en cause l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie ». Le Groupe de contact (Allemagne, États-Unis, France, Grande-

Un « message fort » de Washington

L'ambassadeur désigné des États-Unis auprès des Nations unies, Richard Holbrooke, devait se rendre mardi 23 juin en Macédoine, où il doit rencontrer le dirigeant des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, avant de se rendre à Belgrade pour des entretiens avec Slobodan Milosevic. Il sera porteur d'un « message fort » de Washington, a précisé le département d'État. « Il va transmettre un message fort au président Milosevic et lui faire comprendre de façon claire que les exigences du Groupe de contact ne constituent pas un menu ou sein duquel on peut choisir », a déclaré le porte-parole du département d'État, James Rubin.

Bretagne, Italie et Russie) avait demandé, le 12 juin, au président Slobodan Milosevic de mettre fin à la violence au Kosovo, sous peine de nouvelles sanctions, voire d'une intervention militaire. Une nouvelle réunion du Groupe, initialement prévue mercredi, a été reportée en raison de la multiplication de missions diplomatiques dépeçées cette semaine par Washington et Moscou.

L'ambassadeur désigné des États-Unis auprès des Nations unies, Richard Holbrooke, devait tenter cette semaine d'obtenir de Belgrade un retrait des forces serbes du Kosovo, a indiqué le département d'État. M. Holbrooke doit rencontrer, en Macédoine, le dirigeant des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, avant de se rendre à Belgrade, mardi, pour des entretiens avec le président yougoslave. Deux vice-ministres russes des affaires étrangères ont aussi entamé une mission dans les Balkans. Leur « patron », le ministre Evgeni Primakov, a jugé que Belgrade ne pouvait pas retirer « maintenant » ses troupes du Kosovo, « car dans ce cas ils (les Yougoslaves) auront une vague de réfugiés serbes qui percevront le retrait des troupes comme un signal de départ pour eux-mêmes ».

Denis Hautin-Gebaut, avec AFP

« Dieu m'a conduite là où mon fils survivrait »

FRONTIÈRE ENTRE KOSOVO ET MONTÉNEGRO de notre envoyé spécial « Surtout n'écrivez pas où nous nous sommes rencontrés, ils pourraient venir », implorait

REPORTAGE Cachée au Monténégro, une femme kosovare raconte comment les Serbes ont massacré sa famille

Ruka Hamzaj. Elle regarde au loin, par une lucarne, les forêts agrippées aux flancs des montagnes. Elle guette un bruit, des ombres se détachant entre les arbres. Apaisée, elle pose son regard avec une infinie douceur sur l'homme qui repose près d'elle. Il est allongé sur un lit, pâle, la main collée au ventre. Lujan Hamzaj, 22 ans, est le fils de Ruka. Son autre fils, Imer, est mort, le père aussi et six autres membres

de la famille Hamzaj. Cela s'est passé le 25 mai autour de leur maison, à Ljubenic, un village situé près de Pec (ouest du Kosovo). Les forces serbes ont investi le village et abattu huit hommes. Lujan a vu une balle qui lui a perforé à trois reprises l'intestin. Il a fait le mort et sa mère a vite étendu une couverture sur lui pour que les Serbes n'entendent pas le souffle de vie qui sortait de sa bouche. Ruka est ensuite allée chercher d'autres couvertures et les a posées méticuleusement sur le corps de chaque homme. Au départ des Serbes, elle a traîné son fils jusqu'à une cave et l'a soigné pendant plusieurs jours en appliquant des pansements compressifs. Elle est enfin allée à Pec chercher un médecin albanaise qui lui a prodigué des soins. Lorsque celui-ci a jugé que Lujan était en état de supporter un voyage, Ruka est partie par la montagne avec son fils juché à dos de cheval. Elle ignore la durée de la traversée, mais dit : « Dieu m'a conduite là où mon fils sur-

vivrait ». De l'autre côté de la frontière, au Monténégro, une minorité d'Albanais est implantée depuis des lustres. Le premier homme croisé lui a indiqué où trouver des secours. Lujan a été opéré dans un lieu secret puis transféré dans une petite maison en bois adossée à la montagne, perdue à la lisière d'une forêt. Le Kosovo est à 4 kilomètres, et Ruka craint à tout instant de voir surgir à nouveau des hommes armés. Lujan, d'une voix saccadée, raconte : « Ils sont arrivés en début d'après-midi, ils étaient habillés avec des uniformes kaki et ils avaient des cagoules. Ils nous ont ordonné d'entrer à la maison en nous donnant des coups. Puis, ils nous ont séparés des femmes. Ils ont fouillé partout. Ils ne disaient rien. Ensuite, ils nous ont alignés contre un mur. On a su ce qui allait nous arriver alors on s'est mis à courir et ils ont tiré des rafales. Je suis tombé, mon père et mon frère étaient à côté de moi, j'ai compris qu'ils étaient morts. Ruka écoutait impassible, couvrait son fils des yeux. Elle ne

pleure pas. « Je leur ai demandé après pourquoi ils avaient fait cela. Ils n'ont pas répondu et ils m'ont dit de ne pas parler en albanaise mais en serbe parce qu'ici, c'était la Serbie », se souvient-elle. Le destin tragique qui a frappé la famille Hamzaj a fait le tour de la communauté albanaise du Kosovo. En mars dernier, dans la Drenica, une autre famille, les Jashari, suspectée d'appartenir à l'UCK (l'Armée de libération du Kosovo) avait, elle aussi, été décapitée. Une trentaine de ses membres avaient été exécutés dont le chef de famille, des femmes et des enfants. La structure sociale des Kosovars est traditionnellement concentrée autour du clan familial qui se divise en de multiples branches. Les habitants de plusieurs villages d'une même région portent souvent un patronyme identique. En éliminant les têtes pensantes, les forces serbes pensent décapiter l'UCK. « Personne n'était armé chez nous, jure pourtant Ruka. Dans le village, on n'a ja-

mais vu de combattants de l'UCK. On était seulement des croyants, on s'entraînait toutes les fêtes musulmanes... On ne faisait pas de politique dans la famille, mon mari l'aurait fait. Il travaillait à l'usine de matériaux de Zastava, à Pec, et quand il y avait une manifestation pacifique là-bas, tout le monde devait être à la maison », poursuit-elle. A Pristina, chef-lieu du Kosovo, les responsables albanais ont accusé les forces serbes d'avoir conduit une expédition punitive contre des civils, en représailles à la mort de policiers abattus par l'UCK. Au bras, Ruka Hamzaj balaie l'argument. Aucune explication ne lui rendra son mari, son fils, son beau-frère et ses neveux. Il reste ce fils qu'elle a secouru et porté au-delà de la montagne. Elle consacre, aujourd'hui, chaque seconde de sa vie à le soigner et scrute par la lucarne les mouvements de la nature.

Christian Lecomte

Les organisations humanitaires face à l'afflux de réfugiés

TIRANA de notre envoyé spécial L'aide humanitaire internationale à destination des Albanais du Kosovo réfugiés dans le nord de l'Albanie s'organise dans un environnement socio-économique difficile et alors que le nombre de personnes déplacées ne cesse d'augmenter. Au total, ce sont entre 12 000 et 15 000 personnes - essentiellement des femmes, des vieillards et des enfants - qui ont trouvé refuge en Albanie, dont plus de 8 000 dans le seul district de Bajram Curri, et plus particulièrement à Trojopa, premier village albanaise « sûr » après la frontière.

Depuis le début de la semaine du 15 juin, ce sont plus de 500 personnes fuyant les combats et les bombardements qui font l'objet de l'attention de la communauté internationale et de Djacovic qui ont franchi les montagnes séparant la province serbe du Kosovo de l'Albanie. Selon un triste ballet dorénavant bien réglé, les colonnes de réfugiés sont repérées serpentant à flanc de montagne par les gardes-frontières albanais juchés dans leurs miradors. Ils sont ensuite récupérés par le personnel du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) au premier plateau montagneux accessible aux véhicules tout-terrain et aux camions, avant de se répartir dans des fa-

milles d'accueil. Cet afflux continu depuis le début des combats à la mi-mai, bien que d'ampleur inégale - elle est directement proportionnelle à l'intensité des bombardements serbes dans l'ouest du Kosovo -, n'est pas sans poser des problèmes. « La situation sanitaire est relativement bonne, mais les capacités d'accueil des réfugiés par la population locale seront bientôt saturées », estime-t-on au Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Dans cette optique, les autorités de Tirana ont dressé un village de tentes de l'armée d'un millier de places dans une caserne de Bajram Curri.

« PARQUAGE » Cette initiative est diversement appréciée. « Depuis le début de la crise, le gouvernement veut regrouper les réfugiés dans des centres d'accueil où il espère pouvoir mieux les contrôler », regrette, en privé, le responsable d'une organisation humanitaire. Le HCR et le CICR défendent, dans la mesure du possible, une approche favorisant l'accueil chez l'habitant, moins traumatisant que le « parquage » dans des camps. « L'exemple de la Bosnie montre qu'ils se sentent moins abandonnés s'ils sont dans des familles », souligne Laura Boldrini du HCR. Officiellement, le gouvernement

défend sa position en arguant des mauvaises conditions de vie dans des maisons surpeuplées accueillant parfois une trentaine de personnes, dans une région montagneuse parmi les plus pauvres d'Europe. On lui prête toutefois d'autres raisons moins humanitaires. La division politique du pays suit en effet une ligne géographique très nette. Un seul ministre de l'actuel gouvernement socialiste de Fatos Nano, au pouvoir depuis juillet 1997, est originaire du Nord, région dominée par leurs adversaires du Parti démocratique de l'ancien président Sali Berisha.

« Le gouvernement redoute qu'un afflux de réfugiés dépourvus de ressources dans le centre et le sud du pays ne crée des problèmes de sécurité et de délinquance. Il aimerait autant que ce soit le Nord qui hérite de cette charge », estime un diplomate étranger. Jusqu'à présent, la majeure partie des réfugiés y est restée. « Ils ne s'éloignent pas parce qu'ils espèrent toujours pouvoir rentrer rapidement chez eux. Mais, si les combats durent, ils s'éparpillent », avertit le HCR. Un autre problème concerne la distribution de l'aide humanitaire, quelques centaines de tonnes d'aliments, de médicaments et de biens divers (couverture, matelas...) apportés par le CICR, le

HCR, différents pays - dont la France - ainsi que des ONG (Caritas, Médecins du monde, Médecins sans frontières...). Le gouvernement essaie, tant bien que mal, de faire face. Il a ainsi décidé d'orchestrer la répartition des aides en plaçant sous la responsabilité du vice-premier ministre, Bashkim Fino, et en empêchant les donateurs d'intervenir directement auprès des réfugiés.

« AIDES DÉTOURNÉES » La première difficulté concerne l'établissement des listes de réfugiés accueillis par les familles. « Les Kosovars s'adressent directement à la population sans passer par nous. Il est donc pratiquement impossible de vérifier l'exactitude des déclarations. Certains affirment héberger vingt personnes alors qu'ils n'en ont que trois », reconnaît Isa Memia, le jeune maire démocrate de Trojopa. « Des aides ont déjà été détournées », admet-il, comme ce fut également le cas, dans tout le pays, après les émeutes de 1997. Régulièrement la presse se fait l'écho de dépôts publics, d'armes ou de marchandises, attaqués et pillés par des groupes d'inconnus, pas seulement dans la « zone de non-droit » du Nord.

Christophe Châtelot

La Lettonie assouplit sa législation sur l'intégration de la mi...

Les deux pays... l'impact sur le sort de M...

Le Parlement... l'impact sur le sort de M...

Les non-citoyens, un problème ré...

La Grande-Bretagne légalise l'homosex...

Le Parlement... l'impact sur le sort de M...

Le Parlement... l'impact sur le sort de M...

Handwritten note: 'Handwritten text in a box at the bottom right of the page, possibly a signature or date.

La Lettonie assouplit sa législation pour faciliter l'intégration de la minorité russophone

Les deux pays s'opposent sur le sort de 700 000 personnes devenues apatrides

Le Parlement de la Lettonie, pays candidat à l'entrée dans l'Union européenne, a modifié lundi 22 juin sa loi sur la citoyenneté, en adop-

tant un amendement prévoyant la naturalisation automatique des enfants nés dans la République après août 1991. Moscou, qui avait annoncé en

avril des sanctions économiques contre le pays balte pour dénoncer la « discrimination » visant les russophones, a réagi avec réserve.

STOCKHOLM
de notre correspondant
en Europe du Nord

Après des mois de tergiversations, le Parlement letton a adopté, lundi 22 juin, des amendements législatifs destinés à faciliter le processus de naturalisation de la forte minorité russophone vivant dans le pays balte.

Il aura fallu, pour y parvenir, les pressions européennes, les exhortations du président letton, Guntis Ulmanis, et l'annonce de sanctions par Moscou. Des trois États baltes ayant regagné leur indépendance en 1991 après un demi-siècle dans le giron soviétique, la Lettonie est celui qui a la plus forte proportion de russophones : quelque sept cent mille personnes, soit près d'un tiers de la population. La plupart d'entre elles devinrent apatrides lors de

l'adoption d'une « loi sur la citoyenneté » au retour à l'indépendance.

Ce texte n'accordait automatiquement la nationalité lettonne qu'à ceux qui étaient déjà citoyens lettons en juin 1940, date de l'invasion soviétique de la jeune République balte, ainsi qu'à leurs descendants. Pour le reste, un dispositif de quotas par tranches d'âge fut instauré, ne bénéficiant au départ qu'aux plus jeunes. Les candidats devaient, en outre, passer un examen de langue et d'histoire lettones. Résultat, seulement 6 % de ceux habilités à se faire naturaliser en firent la demande. Ce traitement réservé aux russophones fut qualifié de « discriminatoire » par Moscou et critiqué par des institutions européennes. Pour Riga, candidate à l'Union européenne, il était impé-

ratif de revoir la « loi sur la citoyenneté ».

Les amendements adoptés lundi par le Parlement répondent aux recommandations de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui surveille le processus d'intégration des russophones. Le système des quotas par âge sera supprimé, tandis que la citoyenneté sera accordée automatiquement à tous les enfants apatrides nés en Lettonie après le 21 août 1991. L'examen linguistique sera « simplifié » pour les candidats âgés de plus de soixante-cinq ans, moins aptes que les jeunes à assimiler une nouvelle langue.

La réaction de Moscou au vote a été réservée. « Beaucoup de questions restent en suspens », a estimé lundi le chef de la diplomatie russe, Evgueni Primakov. Mais pour le

ministère letton des affaires étrangères, il s'agit d'un « progrès majeur » sur la voie de l'UE.

La mise en œuvre de la nouvelle législation pourrait toutefois être bloquée par des députés opposés à ces changements « mettant en danger la nation lettonne ». Le parti nationaliste Pour la patrie et la liberté, principal membre de la coalition gouvernementale, souhaite reporter de deux mois l'entrée en vigueur des amendements. Chef de file des mécontents, Juris Dobelis s'est interrogé sur le bien-fondé d'une marche forcée vers l'UE si elle doit passer par ce genre de compromis. Des propos en contradiction avec le discours pro-européen du premier ministre Guntar Krasts, pourtant membre du même parti.

Antoine Jacob

Les orthodoxes s'isolent au sein de la chrétienté

Cette évolution crée des tensions au Conseil oecuménique des Eglises.

Une rencontre de conciliation a été ajournée

UNE CRISE s'est ouverte au sein du Conseil oecuménique des Eglises (COEE), dont le siège est à Genève et qui célèbre cette année son cinquantième anniversaire. La décision prise il y a un an par l'Eglise orthodoxe de Géorgie de quitter cet organisme regroupant 330 Eglises à travers le monde fut le signe avant-coureur d'un mouvement de défiance plus large qui, à terme, menace la participation de toute l'orthodoxie au Conseil oecuménique.

A Thessalonique (Grèce), une rencontre inter-orthodoxe a pris, début mai, une décision sans précédent : sans qu'il soit pour l'heure question de boycotter l'assemblée générale du COEE, qui se tiendra en décembre, à Harare (Zimbabwe), une recommandation a été adressée à tous les délégués orthodoxes de s'abstenir de prendre part aux votes et même aux cultes et aux programmes radicaux de structures et de programmes sont souhaités. La création d'une commission théologique mixte, appelée à débattre des tensions qui traversent le mouvement oecuménique, est demandée.

Quels sont les griefs orthodoxes ? Une autre réunion de trente dignitaires à Damas (Syrie), à la mi-mai, a déploré que, dans certains pays, les orthodoxes soient devenus « les victimes du prosélytisme » (allusion aux campagnes missionnaires catholiques et protestantes dans des pays de l'Est sortis du communisme). Les orthodoxes se disent en outre « ébranlés par la crise de valeurs et les positions morales défendues par certains groupes de chrétiens ». Derrière cette formule, sont mises en cause des positions libérales sur l'avortement ou la défense des minorités sexuelles (notamment des homosexuels), pour lesquels le Conseil oecuménique est jugé trop tolérant, ainsi que l'extension des ministères féminins (comme le sacerdoce) chez les anglicans.

« Le Conseil oecuménique des Eglises est devenu le bouc émissaire d'une crise qui se joue à l'intérieur des différentes communautés orthodoxes », vient de déclarer à Paris, devant l'association des informateurs religieux, le pasteur Konrad Raiser, secrétaire général du COEE. Il a rappelé que le COEE n'est pas une « super-Eglise » et qu'il ne peut être tenu pour responsable des prises de position sur la morale, sur les femmes ou les minorités sexuelles de ses Eglises-membres.

Les Eglises orthodoxes se trouvent aujourd'hui confrontées à des tensions nées de la sortie du communisme, à une demande religieuse croissante, confondue avec la course aux sectes et à l'irrationnel, ainsi qu'à une résurgence du nationalisme. Le départ des orthodoxes du Conseil oecuménique de Genève n'est plus une hypothèse absurde. Une tentative de conciliation a été engagée d'urgence. Une rencontre de la dernière chance devait avoir lieu du 22 au 24 juin à Genève, à l'initiative d'Aram I^{er}, catholique de Cilicie, président du Comité central du COEE, et du pasteur Konrad Raiser. Elle avait été encouragée par Bartholomée I^{er}, patriarche de Constantinople, primat d'honneur de l'orthodoxie. Mais plusieurs invités ont fait valoir des oppositions, et cette rencontre a été ajournée sine die, ce qui en dit long sur la gravité de cette crise.

Henri Tincq

Les « non-citoyens », un problème réel, exagéré et exploité par Moscou

RIGA
de notre envoyée spéciale

Dans un café de faubourg ouvrier à Riga, Larissa raconte, en russe, ce que cela signifie, d'être une « non-citoyenne ». C'est ce sentiment flou de n'être ni citoyenne lettonne ni citoyenne russe, rattachée à aucun pays. De ne pouvoir voter nulle part et de ne pouvoir obtenir, pour voyager, qu'un drôle de document, ce « *viatorvi* », passeport spécial de couleur mauve où apparaît la mention : « non-citoyen », apatride.

En Lettonie, quelque 700 000 personnes sont dans son cas, pour la plupart des transfuges de l'ex-URSS, ces « pieds-rouges » d'origine russe, ukrainienne, biélorusse, tatare, etc., installés sur les rives de la Baltique au gré des ordres de l'administration centrale ou de l'armée soviétique. La Lettonie devenue indépendante, peu encline à l'indulgence envers ces anciens « colons » ou « occupants », ne s'est pas pressée de les naturaliser (Le Monde du 23 mars 1998).

Larissa raconte qu'une inspectrice lettonne s'est un jour présentée au bar, fréquenté par des Russes. « Elle m'a demandé mon certificat linguistique, qui doit indiquer mon niveau de connaissance de la langue lettonne... J'hésite depuis dix-huit ans en Lettonie, ma fille a grandi ici, elle a épousé un Letton. J'étais hôtesse de l'air sur Aeroflot. Quand l'URSS a disparu, Baltic Airlines m'a recrutée. Ensuite, ils ont licencié, en priorité les Russes, parce que nous parlions mal le letton. L'inspectrice m'a infligé une amende de 50 lats (environ 500 francs, un mois de salaire) parce que je n'avais pas de certificat en règle. »

Larissa a fini par prendre un mois de cours de letton, à ses frais. A 47 ans, il lui en a coûté de retourner en classe. Comme les autres « non-

citoyens », elle estime que sa vie est faite de vexations et que les choses allaient mieux avant 1991. Les Lettons, pense-t-elle, peinent à s'accoutumer à l'idée d'un pays pour plusieurs communautés, plusieurs cultures, plusieurs mémoires... Pourtant, elle ne souhaiterait pour rien au monde rentrer en Russie ; le niveau de vie y est plus bas, les salaires ne sont pas versés.

CAMPAGNE DE « BOYCOTT »
« Génocide culturel », « apartheid », « répression... » à l'ambassade russe de Riga, on manie un vocabulaire complètement disproportionné pour décrire le sort des Russes dans la République balte - passant sous silence le fait que les entrepreneurs les plus dynamiques et puissants de Lettonie sont, précisément, des russophones.

Moscou a mis en place, depuis le 8 avril, des « mesures » économiques comme la Lettonie, amonçant une réduction des exportations de pétrole par la République balte. Une campagne de « boycott » des produits lettons a été lancée par Iouri Louikov, le maire de la capitale russe. Les officiels russes se référent, en guise de justification, à « l'écrasement par la police » d'une manifestation de retraités russophones, le 3 mars à Riga.

C'est cet incident, monté en épingle par les médias russes, qui a déclenché la crise entre la Lettonie et la Russie, dont les relations n'ont jamais été faciles. Le 16 mars, la tenue d'un défilé officiel commémorant les morts lettons de la deuxième guerre mondiale, auquel participaient des vétérans de la légion lettonne SS, a contribué à donner l'impression d'une République où les « fascistes relèvent la tête », selon la formule du ministère russe des affaires étrangères. D'autres événements, à ce jour

inexpliqués, ont suivi : l'explosion le 2 avril d'une bombe endommageant la synagogue de Riga, puis la détonation d'une mine antipersonnel, le 6 avril, à proximité de l'ambassade russe. Une équipe du FBI, dépêchée par Washington, même l'enquête - au grand soulagement des Lettons, qui y voient un geste d'assistance américaine.

De « bon élève » de la transition économique, décrit comme une « démocratie stable », la Lettonie est devenue la cible de nombreux reproches occidentaux. Interrogé sur la législation lettonne, le chancelier Helmut Kohl déclare, lors du sommet franco-germano-russe du 26 mars à Moscou, qu'« aucun État ne peut devenir membre de l'Union européenne s'il ne respecte pas les droits de l'homme ».

Le réalisme est réel sur l'état de la législation lettonne, où figurent des résidus soviétiques tels que la *propiska*, cette autorisation policière de résider dans une localité, ou bien l'indication du groupe ethnique dans les passeports, qui rappelle le tristement célèbre « cinquième point » des passeports de l'URSS.

La scène politique lettonne, secouée en avril par une crise gouvernementale liée aux tensions avec la Russie, se trouve fragmentée, et les nationalistes y sont influents. L'approche des élections législatives d'octobre pourrait retarder les progrès concernant la loi sur la citoyenneté.

Un constat s'impose toutefois : en Estonie voisine, l'intégration de la minorité russophone (30 % de la population) ne va pas, non plus, sans difficultés - sans que cela ait récemment soulevé l'ire de Moscou. Cela fait dire à de nombreux observateurs que la crise russo-lettonne aurait en réalité d'autres motifs.

Le dossier letton aurait notam-

Natalie Nougayrède

La Grande-Bretagne légalise l'homosexualité à seize ans

LONDRES
de notre correspondant

Le Parlement britannique a décidé, lundi soir 22 juin, d'abaisser de dix-huit à seize ans l'âge légal pour avoir des relations homosexuelles. Cette décision, qui souligne l'évolution des mentalités dans un pays longtemps marqué par le puritanisme victorien, est conforme à la promesse faite aux gays lors de la campagne électorale du printemps 1997.

Le Labour a remédié à la législation la plus rétrograde de l'Union européenne en matière d'égalité sexuelle (en France, l'âge de consentement sexuel est fixé à quinze ans depuis 1961). C'est à la suite d'un débat tendu et dénué de toute passion que les Communes ont adopté dans la soirée par 336 voix contre 129 l'amendement du député travailliste Ann Keen, alignant l'âge légal des relations homosexuelles sur celui des hétérosexuelles. En 1994, sous le gouvernement conservateur de John Major, une proposition similaire avait été rejetée de justesse au terme d'une séance particulièrement houleuse. Chrétien convaincu, le premier

ministre Tony Blair est resté jusqu'au bout fidèle à ses engagements électoraux. Le lobby rose, formidablement organisé sur le mode américain, a ainsi pu compter sur le soutien d'une large majorité du groupe parlementaire travailliste qui compte, il est vrai, six députés ouvertement homosexuels. L'un d'entre-eux, le ministre de la culture, Chris Smith, siège au Cabinet.

Les réformateurs ont également reçu l'appui des libéraux-démocrates et de certains élus conservateurs, dont le jeune chef des Tories, William Hague. Le vote a pourtant mis en lumière certaines divisions qui perdurent sur un sujet qui reste brûlant dans l'Angleterre profonde et en Ulster.

GESTE D'APPAISEMENT
Dans un geste d'apaisement envers les adversaires des gays, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Alun Michael, a promis d'étudier la question de la protection des adolescents entre seize et dix-huit ans des avancées pour un rapport homosexuel faites par des adultes ayant autorité sur eux. Il s'agit de métiers sensibles comme l'aide sociale,

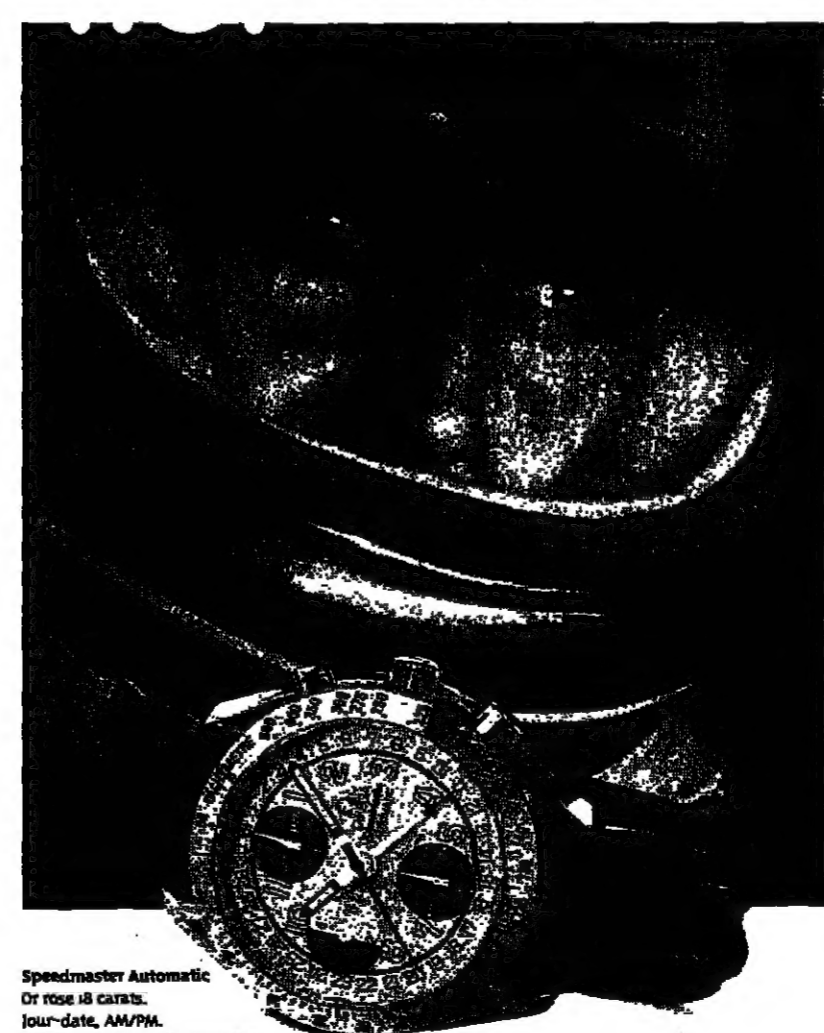
l'éducation ou la police, théâtre d'une série de récents scandales de pédophilie.

Malgré le oui massif de la Chambre basse, le gouvernement craint d'être confronté à la Chambre des lords à une guérilla appuyée par l'Eglise anglicane. Décrivant cette libéralisation comme « moralement et socialement peu désirable », l'archevêque de Cantorbéry, Mgr Carey, est intervenu sans succès auprès de M. Blair pour le faire changer d'avis.

Stonewall, la principale association de défense des gays britanniques, juge que ce vote n'est qu'une première étape d'une longue course d'obstacles destinée à obtenir l'égalité. Parmi les autres exigences de Stonewall, figurent la suppression de l'interdiction de s'enrôler dans l'armée, l'abandon de la loi de 1988 visant à empêcher l'étude de l'homosexualité dans les écoles, notamment la délivrance d'informations sur le sida, la liberté de se marier et d'adopter des enfants pour les couples du même sexe, notamment. Une fraction assez large de l'opinion est hostile à ces revendications.

Marc Roche

Bravo Michael!



Speedmaster Automatic
Or rose 18 carats.
Jour-date, AM/PM.
OMEGA - Swiss made since 1848.

Course après course, une passion intacte de la précision pour les "maîtres de la vitesse", Michael Schumacher et OMEGA.

OMEGA

Le signe de l'excellence

http://www.omega.ch

Le Pakistan est en proie à des violences islamiques alimentées par le conflit afghan

Après avoir participé à la guerre d'Afghanistan, des Pakistanais se livrent au djihad dans leur pays

Formés à la « guerre sainte » en Afghanistan, plus de 20 000 Pakistanais ont rejoint des organisations islamistes qui se livrent à la guérilla au

Cachemire indien, mais aussi à des violences dans leur pays. Ces conflits internes opposent notamment la minorité chiite aux sunnites du Pakistan.

Le laxisme des autorités, la montée du chômage, les désillusions de la jeunesse font craindre que les islamistes ne réussissent à s'imposer.

LAHORE
de notre envoyé spécial
« Quand je lis que le noyau dur du GIA algérien est constitué d'anciens d'Afghanistan, je tremble pour le Pa- »

REPORTAGE

« La trêve actuelle n'est que provisoire. Les terroristes sont là, et ils se réorganisent »

kistan. » Dans la bouche d'un haut responsable de la sécurité, la réflexion paraît naïve, mais l'homme est sincère et avoue ne pas toujours comprendre la politique de son pays. La politique, ou plutôt « les » politiques, tant l'attitude du Pakistan à l'égard de l'Afghanistan est ambiguë, le discours politique de soutien aux initiatives de paix étant souvent en contradiction avec les politiques menées sur le terrain par différents secteurs de la hiérarchie militaire, totalement acquis aux talibans islamistes.

La guerre d'Afghanistan n'a pas fini de peser sur le Pakistan, et l'une de ses nombreuses conséquences est l'islamisation rampante de toute une jeunesse qui, après avoir fait un séjour dans les madrasas (écoles coraniques), fait le coup de feu aux côtés des islamistes afghans. Selon une source policière, « de vingt mille à quarante mille jeunes Pakistanais ont été, sont ou vont de temps à autre combattre en Afghanistan ».

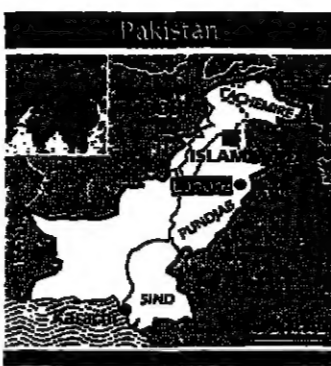
Beaucoup de ceux qui sont revenus sans autre connaissance que l'art de tuer forment maintenant les rangs des organisations islamistes qui se consacrent au djihad (guerre sainte) sur divers théâtres d'opération, notamment au Cachemire indien, mais aussi à l'intérieur du Pakistan, où sunnites et chiites s'affrontent de plus en plus violemment. Les violences, qui étaient jusqu'à maintenant cir-

conscrites principalement au Pendjab, tendent d'ailleurs à s'étendre au Sind et dans la province du Nord-Ouest, où des incidents ont fait entre trente et cinquante morts en mars. Si le phénomène n'est pas originellement lié au conflit afghan, celui-ci l'a très sérieusement amplifié et les chiffres sont là pour le prouver. Selon les statistiques policières, le nombre des morts du fait de violences sectaires est passé de onze, en 1987, à plus de deux cents, en 1997. Un chiffre qui s'explique aussi par l'arrivée massive d'armes, produites notamment dans des usines de la zone tribale frontalière de l'Afghanistan.

Minoritaires au Pakistan, les chiites, qui constituent environ 20 % des 97 % de Pakistanais musulmans, ont commencé à relever la tête lors du triomphe de la révolution islamique en Iran, en 1979, alors même que l'islamisation imposée par le général Zia Ul Haq, au Pakistan, accentuait la division entre les communautés. En réaction, les sunnites de l'école déobandite (secte rigoriste qui prêche un retour à la pureté de l'islam), violemment hostiles aux chiites qu'ils voudraient voir déclarer « non musulmans », se sont eux aussi mobilisés, avec le soutien de l'Arabie saoudite, qui voulait ainsi compenser l'appui de l'Iran aux chiites.

« TUER DU CHITE »

Plusieurs mouvements se sont alors formés dans chaque camp, qui ont eux-mêmes, au fil des ans et de la radicalisation des militants, généré des groupuscules violents qui se combattent en pleine rue, comme le Lashkar-i-Jhangvi pour les sunnites et le Sipah-i-Mohammad, pour les chiites. Face à la détérioration de la situation, le gouvernement a tenté de réagir en prenant un certain nombre de mesures, comme la loi antiterroriste. Dénoncée par les organisations de



droits de l'homme, cette loi donne à la police quasiment tout pouvoir d'arrestation et crée des zones spéciales pour juger dans l'urgence les actions violentes.

Cette politique n'a eu, toutefois, que des succès limités et se heurte aux contradictions des politiques afghanes. « En même temps que la police recherche des militants sunnites impliqués dans des actions terroristes, souligne un éditeur, ceux-ci se réfugient chez les talibans, qui sont protégés par le gouvernement. Celui-ci prétend garder l'équilibre entre les deux communautés, mais il fait tout pour jeter les chiites dans les bras de l'Iran. » Le fait qu'islamabad n'ait rien fait pour aider l'ONU à forcer le blocus imposé par les talibans aux chiites d'Afghanistan est un exemple souvent relevé par les chiites pakistanais.

« Le gouvernement ne veut traiter le problème des madrasas que dans le cadre du maintien de l'ordre, mais c'est un problème social », affirme un sociologue, dans la mesure où le nombre de celles-ci suppléent l'absence totale d'écoles publiques dans un pays où le taux d'alphabétisation ne dépasse pas 28 %. Sur les milliers de madrasas qui ont prospéré au Pakistan, toutes n'abritent pas des camps d'entraînement militaires. Mais beaucoup enseignent une litté-

ture violemment antisunnite ou antichite, incitant à la haine communautaire. « Je suis là pour tuer du chite », m'a répondu à Karachi un jeune paysan du Sind venu combattre aux côtés des talibans », raconte un journaliste pakistanais.

LAXISME DU GOUVERNEMENT

« Quand les troubles augmentent, le gouvernement annonce des mesures, et puis quand cela se calme, il ne fait plus rien », dénonce un responsable policier. La loi antiterroriste n'a eu que peu d'effets, beaucoup de juges se désistant par crainte des représailles.

Les récompenses financières promises par le gouvernement pour l'arrestation des personnes recherchées ont, selon la police, apporté quelques informations, mais, souligne un policier, les témoins ne veulent pas venir au tribunal, par peur. « La trêve actuelle, souligne-t-il par allusion au fait qu'il n'y a pas eu d'incidents majeurs depuis l'assassinat de vingt-quatre chiites dans un cimetière le 11 janvier, n'est que provisoire. Les terroristes sont là, et ils se réorganisent. »

Plus généralement, alors que les partis islamiques n'ont jamais pu réunir plus de 5 % des voix aux diverses élections, le laxisme des gouvernements successifs à l'égard de l'activisme islamique inquiète la société libérale. Cet activisme se nourrit des frustrations et des désillusions d'une jeunesse qui ne peut s'intégrer dans la société, tant par manque de formation que par manque d'emplois. « Le peuple pakistanais n'est pas fondamentaliste, affirme une intellectuelle de Karachi, mais nous nous trouvons dans une situation où les islamistes pourraient s'imposer après les échecs de la dictature militaire comme ceux des régimes soi-disant démocratiques. »

Françoise Chipaux

Un sous-marin nord-coréen arraisonné dans les eaux de la Corée du Sud

Menace sur la politique de la « main tendue » du Sud

SÉOUL

de notre envoyé spécial
Nouvelle tentative d'infiltration de la Corée du Nord au Sud ou mission d'espionnage de routine ? Un petit sous-marin nord-coréen s'est fait capturer, lundi 22 juin, dans les filets d'un bateau de pêche sud-coréen, au large du port de Sokcho, sur la côte est de la péninsule, à une cinquantaine de kilomètres au sud de la zone démilitarisée qui sépare les deux Corées à hauteur du 38^e parallèle.

Le sous-marin de 110 tonnes, mesurant une vingtaine de mètres et pouvant avoir à son bord jusqu'à sept hommes, a été capturé et remorqué mardi par la marine sud-coréenne jusqu'à une base militaire. L'équipage - dont trois membres ont essayé de déloger l'appareil des filets dans lesquels s'était pris le périscope - est resté enfermé dans le sous-marin pendant l'opération de remorquage. On n'excluait pas à Séoul que tout ou partie de l'équipage se soit suicidé. L'appareil a coulé dans l'après-midi pour des raisons inconnues, et les autorités sud-coréennes s'apprêtaient à le renflouer.

Par l'intermédiaire de son agence officielle, KCNA, la Corée du Nord a reconnu qu'un de ses sous-marins avait eu « une avarie lors d'une mission d'entraînement ». « On ne sait pas si l'équipage est vivant ou mort », a ajouté KCNA. Il n'a pas encore été établi si ce sous-marin de type Yugo, construit en Corée du Nord à partir d'une technologie yougoslave, partait en mission d'infiltration ou en revanche. En tout cas, il naviguait dans les eaux territoriales sud-coréennes. Le président Kim Dae-jung a recommandé de traiter cette affaire « avec calme ».

L'incident rappelle l'incursion d'un sous-marin espion nord-coréen de 520 tonnes, qui s'échoua en septembre 1996 sur la côte est de la péninsule. Vingt-quatre des vingt-six membres du commando qui

avait débarqué après le naufrage furent tués par les forces sud-coréennes lors d'une chasse à l'homme de cinquante-trois jours. Cette fois, l'état d'esprit à Séoul est plus serein. Les autorités cherchent d'abord à déterminer ce que le sous-marin faisait dans leurs eaux territoriales avant d'élever une protestation.

Cette nouvelle incursion nord-coréenne intervient au moment où Séoul s'efforce de pratiquer une politique de main tendue en direction de Pyongyang. Le président Kim entend, « sans baisser la garde », faire preuve de flexibilité à l'égard du Nord en développant les contacts privés entre les deux pays indépendamment des négociations politiques.

LE CHAUD ET LE FROID

Ce nouvel incident se produit alors que le « patriarche » de l'industrie coréenne, Chung Ju-yong, fondateur du groupe Hyundai, est revenu, mardi, de sa visite d'une semaine en Corée du Nord - devenant le premier civil à franchir la ligne de démarcation à Panmunjom. M. Chung, quatre-vingt-quatre ans, qui est né dans une région appartenant désormais au territoire de la République populaire démocratique de Corée, a fait don de 500 vaches à ses compatriotes du Nord.

Panmunjom devait être en outre le théâtre, mardi, de deux événements : la reprise des pourparlers entre les deux pays et les Etats-Unis dans le cadre de la commission d'armistice, qui étaient suspendus depuis sept ans, ainsi qu'un séminaire sur les investissements en Corée du Nord. L'incursion du sous-marin semble indiquer qu'en dépit de l'acceptation par Pyongyang de la reprise de ces pourparlers, le régime nord-coréen ne change guère sa tactique consistant à souffler tour à tour le chaud et le froid.

Philippe Pons

Le nord de l'Ouganda est meurtri par la guerre et abandonné par Kampala

GULU
de notre envoyé spécial
La ville est privée d'électricité. « Un court-circuit », expliquent avec fatalisme les habitants de Gulu ; les

REPORTAGE

« Les paysans acholis sont ballottés entre les violences des rebelles et les camps « protégés » »

pièces du transformateur doivent venir de Kampala ! » La capitale n'est pas si éloignée : moins de 350 kilomètres, plein sud... Les maisons et les bâtiments publics sont bas, comme aplatis par le poids de leurs toits en tôle. Les lieux des lampes à néon vacillent sous les vérandas, éclairant les échoppes des rues commerçantes. Les groupes électrogènes sont peu nombreux et trahissent les privilèges par l'intensité des lumières. La capitale du Nord s'accroche au clair-obscur et règle sa vie, comme les campagnes alentour, sur le rythme du soleil. A l'équateur, les jours ne varient pas et la règle est stricte : couché tôt, levé à l'aube.

Rues goudronnées et pistes se croisent à angles droits. Tout est un peu délabré. Eviter nids-de-poule et fondrières n'est pas simple. Le jour se lève. La ville sort de sa torpeur. Vue de loin, la prison a un air gentillet. Une vingtaine de prison-

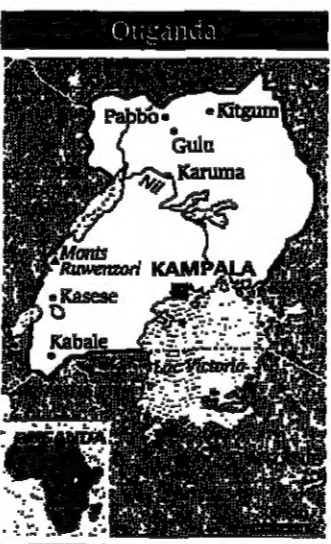
niers sont assis à l'extérieur, sur la pelouse, en short et chemisette beige. D'autres, sous la garde d'un soldat débonnaire, biment un potager.

La piste qui mène vers le nord s'anime. Les piétons qui vont en ville croisent ceux qui se dirigent vers Lacor et son gigantesque hôpital. Une multitude d'enfants et de familles les prennent d'assaut chaque soir pour y dormir à l'abri des raids de rebelles. Ils quittent leur refuge matelas sur la tête, nattes et couvertures roulées sous le bras. Les longues batisses et les allées sont propres. De vieux arbres étendent leur ombre protectrice. Piero Codi, médecin fondateur de cet hôpital diocésain, est jovial. Miss Ouganda et ses dames honorent l'établissement de leur présence. « J'ai un job éprouvant », en conclut le vieux médecin italien, installé là depuis 1962. Il a fait la renommée de cet établissement avec le « docteur Lucille », son épouse, tragiquement décédée il y a quelques années. On affine de tout l'Ouganda pour y être soigné, et parfois même du Kenya ou de Tanzanie.

REVENDECTIONS CONFUSES

Des militaires patrouillent sur la piste qui mène à la frontière soudanaise. Des camions calcinés sont renversés sur les bas-côtés. Certains ont sauté sur des mines, d'autres portent les stigmates de roquettes. Ils ont été cannibalisés. Les carcasses rouillent bon train dans les herbes hautes. A l'approche de Pabbo, au kilomètre 37, les mouvements s'intensifient. Des milliers de huttes circulaires en terre et au toit de roseau s'étendent à l'infini. Jadis petit village à l'improbable église bleue, Pabbo est devenu une « agglomération » de 40 000 âmes : le plus grand camp de déplacés de la région.

Perchés sur leurs vélos chinois, des hommes pédalent à l'économie. En longues files, comme des fourmis ouvrières, des femmes et des enfants, récipiendaires sur la tête,



outils à la main, vont, viennent et s'égaillent dans la savane. Ils vont aux champs, entretiennent les cultures, cherchent du bois et de quoi manger, prenant soin de regarder le camp avant le crépuscule. Les rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony sont très actifs dans la région de Gulu, comme dans le district voisin de Kitgum.

Soutenus par le Soudan, où ils disposent de bases arrière, ils combattent le régime du président Yoweri Museveni, entretenant l'insécurité dans le nord ougandais depuis dix ans. Leurs revendications sont confuses. D'aucuns leur prêtent la volonté de mettre fin à l'hégémonie du Sud et de vouloir forcer le président à ouvrir le pays au multipartisme... Il y a peu de temps encore, ils n'avaient pour ambition déclarée que de faire de l'Ouganda une théocratie régie par les Dix Commandements de la Bible.

Ces dernières années, les rebelles de la LRA ont terrorisé les populations du district de Gulu - des Acholis, comme eux. Ils ont mutilé, coupant nez, lèvres et oreilles pour dissuader les paysans de renseigner

l'armée ; ils ont coupé les pieds des cyclistes à la hache, interdisant l'usage de la bicyclette, comme ils interdisent de s'établir près des routes ou d'élever des porcs. Ils ont enlevé des milliers d'enfants au cours de leurs raids, garçons et filles. Les premiers sont devenus porteurs, puis combattants, les seconds, cuisiniers, combattantes, épouses, mais surtout esclaves sexuelles. Les enfants et les villageois qui ont survécu et ont fui s'accrochent sur l'extrême violence de la LRA.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU SUD

C'est en 1996 que le gouvernement a décidé de regrouper les populations du Nord dans trente et un « villages protégés », pour séparer les rebelles des paysans, mais aussi parce que Kampala prêtait aux Acholis des sympathies pour la LRA. A la faveur de regroupements, le nombre des « villages » a été réduit à une vingtaine, qui accueilleraient, selon des chiffres officiels, quelque 300 000 déplacés. Ils ont été nombreux à se réfugier sous la protection de l'armée, mais d'autres ont été contraints de rejoindre les sites désignés. Certains voient dans cette politique la tentation du gouvernement de renforcer son contrôle sur l'Acholi Land, une région où l'on a voté à 75 % contre M. Museveni en 1996.

Coupés de leur habitat traditionnel, de leurs champs et de leurs res-

sources, les paysans du nord ougandais sont massivement assistés. Le Programme alimentaire mondial (PAM) leur fournit de la nourriture, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des organisations non gouvernementales s'occupent des prestations humanitaires.

Le refus des autorités de reprendre le dialogue - interrompu

Des parlementaires du Nord essaient de convaincre le gouvernement de négocier avec la rébellion. Ils voudraient obtenir une meilleure redistribution des richesses.

La forte croissance économique de ces dernières années n'a pas atteint le nord du pays. Le Centre et le Sud - notamment Kampala et les zones urbaines - ont taillé la mise.

Trente-neuf écolières enlevées par les rebelles

L'Armée de résistance du Seigneur (LRA) a enlevé trente-neuf écolières dans le district de Kitgum, dans le nord de l'Ouganda, et annoncé, lundi 22 juin, des organisations humanitaires à Kampala. Une quarantaine de rebelles ont attaqué dimanche une école secondaire et enlevé les jeunes filles. « Ils ont ouvert les dortoirs et emmené les filles », a confirmé le général Salim Saleh, un haut responsable du ministère de la défense. Les ONG ont indiqué que les rebelles avaient attaqué deux autres localités, Ngora et Patongga, où sept personnes ont été enlevées. La LRA a attaqué par ailleurs trois quartiers périphériques de Gulu, enlevant trente civils, selon le quotidien pro-gouvernemental Vision. Des centaines de civils pourchassés par les rebelles se sont réfugiés dans le parking des autobus de Gulu et à l'hôpital. Selon le général Saleh, 295 rebelles de la LRA, des enfants enlevés et formés aux combats, se sont échappés depuis le 20 mai. - (AFP)

en 1994 - avec la LRA, en invoquant les atrocités commises, et la façon de présenter les rebelles de Joseph Kony exclusivement comme des barbares violents et tueurs d'enfants, sont considérés par des intellectuels et des hommes politiques comme des artifices pour ne pas aborder le fond du problème, « les disparités entre le Nord et le Sud ».

Frédéric Fritscher

ESEC
École du cinéma, de la vidéo et du numérique
01 43 42 43 22

BAC + 2 (DEUG, BTS, DUT...) BAC + 3 (LETTRES, DROIT, ÉCO...)
INTÉGRER UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE
CONCOURS D'ADMISSION EXTERNES
SESSION DE JUULIET
TÉL. 01 56 26 26 26

Ouvert juillet - août
DU BEAU VÊTEMENT A LA SIMPLE RETOUCHE
LEGRAND
Tailleur sur mesure
Hommes et Dames
Très grand choix de tissus et de prix
Nouvelles collections
27, rue du 4-Septembre, Paris 2e
Tél : 01.47.42.70.61

السنة الأولى

Le président Havel charge M. Zeman de former un nouveau cabinet

PRAGUE. Le président tchèque Vaclav Havel a chargé, lundi 22 juin, Milos Zeman, chef du parti social-démocrate (CSSD), vainqueur des législatives du week-end, de former un nouveau cabinet. M. Havel, qui avait reçu auparavant les dirigeants des partis parlementaires, sauf les communistes, a souligné que la « tâche ne sera pas facile ». M. Zeman, qui espère « constituer un gouvernement de coalition stable pour les quatre années à venir », dispose d'une marge de manœuvre réduite. A droite, le Parti démocratique civique (ODS) et l'Union de la Liberté (US), émanation de l'ODS, ont catégoriquement refusé de s'allier au CSSD. Le chef de l'Union chrétienne-démocrate (KDU), ancienne alliée de l'ODS, est favorable à une alliance avec le CSSD mais devra convaincre sa base qui s'est immédiatement mobilisée contre un possible « virage à gauche ». - (Corresp.)

L'UE demande à la Biélorussie de rappeler ses ambassadeurs

MINSK. L'Union européenne va demander à la Biélorussie de rappeler ses ambassadeurs en poste dans les capitales des pays membres de l'UE, pour « exprimer dans les termes les plus forts » sa réprobation après l'expulsion, la semaine dernière, des ambassadeurs européens de leurs résidences à Minsk, la capitale biélorusse. Cette annonce a été faite, lundi 22 juin, par l'ambassade de Grande-Bretagne à Minsk, alors que la crise entre le régime autoritaire biélorusse et l'Ouest s'approfondissait. Cinq ambassadeurs de l'UE, ainsi que les représentants américains et japonais ont quitté Minsk, rappelés en consultation pour des durées non précisées. La Pologne et la Bulgarie se sont déclarées prêtes à rappeler leurs ambassadeurs. Les Etats-Unis ont par ailleurs demandé à l'ambassadeur biélorusse, actuellement à Minsk, de ne pas regagner son poste à Washington tant que le litige sur les résidences diplomatiques ne serait pas réglé. - (AFP)

Vives condamnations du projet israélien de Grand Jérusalem

NEW YORK. L'adoption par le gouvernement israélien du projet de Grand Jérusalem (Le Monde du 23 juin) a suscité de vives condamnations dans le monde. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a « déploré », lundi 22 juin, cette « mesure unilatérale qui enfreint de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur le statut de Jérusalem ». Le président iranien Mohamad Khatami a appelé à une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) pour examiner cette question. Pour la France, la décision israélienne est une « provocation ». C'est un « plan fort inquiétant de la part du gouvernement israélien à qui nous demandons de ne pas donner suite », estime le ministère des affaires étrangères. - (AFP)

Doutes en Iran sur la « sincérité » des Etats-Unis

TEHERAN. L'ancien président iranien Ali Akbar Hachémi Rafsandjani a exprimé des doutes, lundi 22 juin, quant à la « sincérité » des Etats-Unis lorsqu'ils affirment vouloir normaliser leurs relations avec son pays. Le projet d'Israël de « judaïser Jérusalem, le massacre des musulmans au Kosovo, le soutien militaire au régime sioniste et l'attentat contre deux dignitaires religieux chiites en Irak prouvent l'hostilité des ennemis de l'Islam », a-t-il déclaré. « La pression exercée sur le marché pétrolier et la tentative de faire baisser les cours et d'empêcher la coopération entre membres de l'OPEP sont d'autres exemples de cette hostilité », a-t-il ajouté pour justifier ses « doutes ». - (AFP)

AFRIQUE

TOGO : le dépouillement du scrutin présidentiel a été suspendu à Lomé, lundi 22 juin, par la Commission électorale locale, sans explication. La présidente de la Commission électorale nationale, M^{me} Awa Nana, a affirmé que « rien ne justifie l'interruption d'un dépouillement ». Selon l'opposition, Gilchrist Olympio, le principal challenger du président sortant, le général Gnassingbé Eyadéma, a largement remporté le scrutin dans la capitale. Le parti au pouvoir a simplement reconnu que M. Olympio avait réalisé « un bon score ». - (AFP)

GUINÉE-BISSAU : les soldats mutins se sont déclarés, lundi 22 juin, prêts à engager des négociations, accusant les forces du président José Bernardo Vieira et leurs alliés sénégalais d'avoir refusé leur offre de pourparlers. Des tirs de mortier ont retenti lundi à Bissau, où les loyalistes, appuyés par 1 500 Sénégalais et Guinéens de Conakry, s'efforcent de prendre l'aéroport, dernier bastion des mutins. - (Reuters)

BURUNDI : l'accord inter-burundais d'Arusha signé dimanche par dix-sept factions a déjà été fragilisé, lundi 22 juin, par les réserves de partis d'opposition et le recul du gouvernement, qui se dit « non concerné » par la promesse d'un cessez-le-feu devant entrer en vigueur au plus tard le 20 juillet. - (AFP)

ASIE

INDE : les Etats-Unis ont demandé à la Russie d'annuler un projet de construction de réacteurs nucléaires en Inde, à la suite des essais nucléaires menés le mois dernier par ce pays, a annoncé lundi 22 juin le département d'Etat. Le ministre russe de l'énergie atomique avait signé, dimanche à New Delhi, un accord sur la construction de deux tranches nucléaires dans le Tamil Nadu (sud de l'Inde). « Nous avons appelé la Russie à ne pas continuer dans sa coopération nucléaire avec l'Inde », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. « Cela envoie le mauvais message, au mauvais moment pour nos efforts dans la lutte contre la prolifération » nucléaire, a ajouté M. Rubin. - (AFP)

EUROPE

RUSSIE : le Kremlin estime que les conditions du Fonds monétaire international pour un crédit d'urgence d'au moins dix milliards de dollars ne sont « pas toutes acceptables », a déclaré lundi 22 juin le porte-parole de la présidence, Sergueï Iastrjenski. Une réunion spéciale du gouvernement russe est prévue mardi pour convaincre le FMI, dont une délégation est arrivée lundi à Moscou, de son intention de mettre en œuvre un « plan anti-crise » diminuant les dépenses et augmentant les rentrées fiscales. - (AFP)

PROCHES-ORIENT

LIBAN-ISRAËL : un échange de corps et de prisonniers entre le Liban et Israël devait avoir lieu mercredi 24 ou jeudi 25 juin, ont indiqué lundi des sources impliquées dans cette affaire à Beyrouth. Israël devrait récupérer le corps d'un soldat israélien tué le 5 septembre 1997 au Liban. Les dépouilles de quarante combattants libanais anti-israéliens devraient être restituées et soixante Libanais incarcérés par l'Etat juif et ses supplétifs libanais devraient être libérés. - (AFP)

YÉMEN : quatre personnes ont été tuées et huit autres blessées lors de manifestations qui ont eu lieu lundi 22 juin au Yémen contre l'augmentation du prix des carburants de 25 % à 55 %. Le gouvernement a réaffirmé sa volonté de continuer à assainir les finances publiques selon les directives de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. - (AFP)

Sida : le fossé entre pays riches et pays pauvres continue de s'accroître

Seuls la Thaïlande et l'Ouganda ont réussi à mener une politique efficace de prévention dans le tiers-monde

Le dernier bilan mondial de la progression du sida a été rendu public mardi 23 juin. Alors que la pandémie semble se stabiliser dans les pays in-

dustrialisés, elle continue de s'étendre dans le tiers-monde. On estime à 30 millions le nombre de séropositifs en 1997, dont près de 21 millions

en Afrique subsaharienne. Près de 90 % des personnes infectées à travers le monde ne bénéficient d'aucun traitement adapté.

LES DOCTEURS Peter Piot, directeur d'Onusida, et David Heymann, responsable de la division des maladies émergentes à l'OMS, ont rendu public, mardi 23 juin à Genève, le dernier bilan mondial de la progression de la pandémie de sida. Ce bilan, diffusé à quelques jours de l'ouverture de la 12^e Conférence internationale sur le sida qui s'ouvrira dimanche 28 juin à Genève, est à bien des égards dramatique, témoignant à la fois de la diffusion exponentielle de l'infection dans les pays du tiers-monde et des écarts grandissants existant en matière d'accès aux soins entre les malades des pays riches et ceux - de loin les plus nombreux - des pays pauvres.

L'Onusida et l'OMS estiment qu'à la fin de 1997, à travers le monde, plus de 30 millions de personnes (dont un million d'enfants) étaient contaminées par le VIH. Avec près de 21 millions de séropositifs ce sont toujours les pays

de l'Afrique subsaharienne qui payent le plus lourd tribut à la maladie. « En Asie, en Amérique latine et en Europe orientale, bien que les taux relevés au niveau national soient plus faibles qu'en Afrique, beaucoup de pays ont vu doubler, voire tripler leur nombre d'infection depuis 1994 a-t-on expliqué à Genève. L'Asie, où vit la moitié de la population du globe, a été touchée par le VIH au début des années 1990 mais déjà, à l'heure actuelle une personne séropositive sur cinq vit dans cette région et l'Inde compte environ 4 millions de personnes infectées. »

STABILISATION EN EUROPE

La période, relativement longue, qui sépare l'infection de la maladie et du décès explique que la plupart des pays n'ont pas encore observé l'effet « dévastateur » de l'épidémie sur leur tissu social et économique. D'ores et déjà, toutefois, dans les pays les plus touchés, l'es-

perance de vie à la naissance - indicateur essentiel du niveau de développement - régresse, atteignant des niveaux qui n'étaient plus observés depuis les années 1960. Ce phénomène a réduit à néant tout ce qui avait, depuis, pu être gagné en matière de survie infantile.

Le bilan d'Onusida ne peut que constater l'écart considérable et croissant qui existe en matière d'accès aux soins et qui se traduit notamment par l'augmentation du nombre des malades et des décès dans les pays du tiers-monde alors que dans les pays industrialisés, grâce aux nouvelles associations médicamenteuses antirétrovirales, l'épidémie semble aujourd'hui se stabiliser quand elle ne commence pas à régresser.

Près de 90 % des personnes infectées par le VIH à travers le monde ne bénéficient d'aucun traitement adapté. Sans même parler des très coûteux médica-

ments antirétroviraux, ils n'ont le plus souvent pas accès aux traitements contre la tuberculose et les autres maladies opportunistes qui caractérisent le sida.

« OBSTACLES CULTURELS »

Seuls deux pays en voie de développement - la Thaïlande et l'Ouganda - ont réussi à mettre en place une politique efficace de prévention de l'infection par voie sexuelle. C'est ainsi qu'en Ouganda, la proportion de la population infectée est passée de 13 % en 1994 à 9,5 % en 1997. En Thaïlande cette proportion est passée de 2,7 % en 1994 à 2,3 % en 1997.

« En matière de prévention ce n'est pas l'argent qui manque le plus a souligné le docteur Piot. C'est surtout le courage politique, celui de décider d'adopter des méthodes efficaces et d'aller de l'avant en dépit des obstacles culturels. »

Jean-Yves Nau

Tirez toute la quintessence de vos loisirs. Profitez-en deux fois.



Réf. 3712 «La Portugaise» chronographe à rattrapante, en or rose, en platine ou en acier surfin, avec aiguille centrale supplémentaire pour la mesure d'un temps intermédiaire ou d'un deuxième temps. A partir de FRF 44150.-

IWC

International Watch Co. Ltd. Schaffhausen, Switzerland Since 1868

Notre catalogue général vous sera envoyé gratuitement sur simple demande à BCM/IWC S.A. 90, Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. 01/42 89 65 51. Belgique: 0031/20/672 33 33. Suisse: 0041/52/635 65 65 <http://www.iwc.ch>

S-marin nord-corréen dans les eaux de la Corée du Sud

LEGRAND Tailleur

GOVERNEMENT Lionel Jospin a indiqué, mardi 23 juin, aux députés socialistes, les priorités du gouvernement pour la période à venir, en mettant en avant « le pri-

mat de l'écoute, du dialogue, de la négociation ». Le premier ministre a insisté, notamment, sur la réforme de la fiscalité, portant sur l'imposition du patrimoine, les impôts locaux

et la fiscalité écologique. ● LE SCRUTIN régional, dont la réforme était examinée, mardi, par l'Assemblée nationale, provoque un débat avec l'opposition, mais aussi au sein de la

majorité, les communistes étant hostiles à la « prime » prévue, sur le modèle du scrutin municipal, pour la liste arrivée en tête. ● LE GROUPE socialiste de l'Assemblée nationale,

qui était parcouru, à l'origine, de divisions héritées des courants du PS, connaît à présent un calme imposé par la popularité du premier ministre et du gouvernement.

Le premier ministre croit en une politique « moderne » et « de gauche »

Devant les députés socialistes, Lionel Jospin s'est de nouveau refusé, mardi 23 juin, à faire un bilan de sa première année. Voulant s'inscrire, comme toujours, « dans la durée », il a affirmé sa « détermination à réformer en profondeur notre société »

POUR la quatrième fois depuis sa nomination au poste de premier ministre, Lionel Jospin s'est rendu, mardi 23 juin, devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. La première fois, le 1^{er} juillet 1997, M. Jospin avait fixé aux 251 députés socialistes leur cahier des charges : « Vous êtes aussi – surtout – là pour soutenir le gouvernement et défendre cette politique à laquelle (...) vous devez être étroitement associés ». Mardi, le chef du gouvernement a confié aux parlementaires qu'une année de responsabilité avait « renforcé [sa] détermination à réformer en profondeur notre société ». « Je n'oppose pas la gestion à la réforme, je refuse la caricature d'une société française âgée, frileuse, incapable d'évoluer, a-t-il dit. Nous savons qu'il y a place dans notre pays pour une grande politique résolument moderne, authentiquement de gauche ».

D'emblée, en estimant que le gouvernement et sa majorité avaient « beaucoup et bien travaillé », M. Jospin s'est voulu rassurant : « Je peux vous dire que ce rythme va continuer, car les réformes vont se poursuivre », en résumant son objectif en trois mots : « gouverner, réformer, moderniser ». Saluant « la très grande confiance réciproque » entre les députés socialistes et le gouvernement et jugeant que cette « collégialité », « indispensable à notre cohérence, interne et au sein même de la majorité », « fonctionne bien », il a rendu hommage à Jean-Marc Ayrault, Daniel Vaillant, François Hollande et Laurent Fabius, en parlant de la « qualité du dialogue » avec ce dernier.

Le premier ministre est revenu sur le vote de la proposition de loi

UDF sur la chasse par une majorité du groupe socialiste en assurant que cette « réponse provisoire (...) ne règle rien, puisque la législation nationale ne peut pas prendre le pas sur un texte communautaire ». Il a invité les députés à travailler avec Dominique Voynet pour arriver à « une position concertée » avec la Commission européenne.

PETITE MISE EN GARDE

Comme il l'avait fait, le 6 juin, devant le conseil national du PS, il a insisté sur la diversité de sa majorité : « Je suis aussi attentif à ce que toutes les autres composantes de cette majorité se sentent respectées et entendues (...) Les Français

attendent d'abord d'un gouvernement qu'il sache gérer et transformer. Je les crois, aussi, attendus à la manière dont nous gouvernons. Travailler avec une majorité plurielle, c'est aussi une autre façon de faire de la politique, en sachant parfois écouter la différence et l'intégrer ». Il a ajouté une petite mise en garde à ses alliés : « J'attends aussi de nos partenaires qu'ils ne jugent pas l'action du gouvernement uniquement à l'aune de l'influence qu'ils estiment avoir eu (ou non) sur telle ou telle décision. Ce que nous faisons ensemble dépasse ce que nous voulons chacun ».

Jugeant de nouveau « inopportuniste l'exercice du bilan » – pour

moi, notre politique s'inscrit dans la durée », M. Jospin estime que les Français n'attendent « ni précipitation, ni improvisation », mais qu'ils sont aussi « légitimement exigeants et, parfois, impatientes ». « Je dois vous dire, avec vous, a-t-il affirmé, à la recherche d'une cohérence dans le rythme ».

SANS POLÉMIQUE

Le premier ministre est revenu sur la loi sur les 35 heures et sur le plan emplois-jeunes – les conventions signées prévoient 105 000 créations d'emplois à la mi-juin, ce qui rend à ses yeux atteignable l'objectif de 150 000 emplois à la fin de l'année – en mettant en

avant « le primat de l'écoute, du dialogue, de la négociation ». M. Jospin est aussi revenu sur les décisions annoncées lors de la conférence sur la famille, le 12 juin, en jugeant, sans polémiquer directement avec Jacques Chirac, qu'elles dépassent les « clivages traditionnels », avec l'objectif de « faire évoluer notre système d'aides aux familles dans le sens d'une plus grande justice sociale mais aussi faciliter la vie quotidienne des familles, conforter les parents dans leur rôle éducatif ». Situait la réunion du comité interministériel des villes, le 30 juin, dans la perspective de « réorientations nécessaires », il a confié son souci de

« faire avancer prioritairement l'examen des projets de loi constitutionnelle ».

Le premier ministre a évoqué aussi la préparation du budget 1999, en assignant trois priorités à sa politique économique : « faire en sorte que la croissance soit durable » ; « réduire fortement le chômage en accompagnant la croissance d'un changement profond de son contenu en emploi » ; « faire en sorte que la croissance profite à tous, c'est le sens de notre politique de lutte contre les exclusions et aussi de notre action pour une plus grande justice fiscale ». M. Jospin estime que la réduction des déficits publics dans une période de croissance – 2,3 % du PIB en 1999 –, donne « des marges de manœuvre pour soutenir l'activité économique si jamais devait se produire un ralentissement conjoncturel au cours des prochaines années ».

La réforme fiscale doit être, a-t-il souligné, « progressive mais aussi durable ». « Pour être efficace, une réforme fiscale doit être pérenne. Changer continuellement de fiscalité, c'est introduire une incertitude nuisible à la croissance et à l'efficacité économique », a dit M. Jospin, confirmant que le réajustement se poursuivra sur la fiscalité écologique – qui « doit avoir pour contrepartie des allègements d'impôts en faveur de l'emploi » – et que l'effort de justice continuera sur la fiscalité du patrimoine et la fiscalité locale, « l'une et l'autre sources de profondes inégalités ». M. Strauss-Kahn va engager une « concertation large et sans précédent ».

Le premier ministre a conclu sur la modernisation de la vie politique, qui peut « redonner aux Français confiance en leur système politique », la gauche occupant sur ce sujet « un espace décisif déserté par la droite », « absorbée par ses débats internes ». Il a annoncé, pour l'automne, l'examen d'un projet de loi sur la réforme du secteur public audiovisuel.

J.-B. de M.

Michel Noblecourt

Les communistes sont réservés sur la réforme du scrutin régional

« LE DIAGNOSTIC établi, les remèdes sont simples », peut-on lire dans le rapport de René Dosière (PS) sur la réforme du mode d'élection des conseillers régionaux, dont les députés devaient commencer l'examen, en séance publique, mardi 23 juin. En février 1991, le bureau exécutif du Parti socialiste avait déjà établi le diagnostic – l'absence de majorité claire dans la plupart des conseils régionaux élus en mars 1986 –, désigné le coupable – la proportionnelle intégrale – et proposé le remède : adapter le scrutin municipal à la région, en accordant une « prime » (de 20 % à 30 % des sièges) à la liste arrivée en tête. Deux mois plus tard, le projet de réforme était retiré de l'ordre du jour du conseil des ministres, sous la pression de l'Elysée, François Mitterrand étant hostile à ce que les conseils régionaux soient élus dans le cadre de la région et non plus du département.

A l'automne 1995, le nouveau locataire de l'hôtel Matignon, Alain Juppé, établit le même diagnostic que son prédécesseur socialiste – pas de majorité stable dans dix-huit des vingt-deux conseils régionaux élus en 1992 – et propose le même remède. Seize mois plus tard, le maire de Bordeaux referme le dossier, faute d'avoir pu trouver un terrain d'entente avec l'UDF, elle-même très divisée.

Août 1997 : constatant les divisions à l'intérieur de la majorité et craignant d'être accusé de manipuler la règle du jeu électoral avant le scrutin de mars 1998, le nouveau premier ministre, Lionel Jospin, renonce, à court terme,

à une réforme prévue par le PS lors de sa convention de juin 1996. Le gouvernement se contente de faire adopter par le Parlement un dispositif réformant la procédure d'adoption du budget, destiné à éviter partiellement le blocage des régions.

Vingt des vingt-deux conseils régionaux issus du scrutin de mars 1998 ne disposant pas de majorité absolue, le diagnostic est aujourd'hui le même que par le passé. La prise de conscience qu'a provoqué l'élection de quatre présidents de régions de droite avec les voix du Front national a toutefois permis d'accélérer le calendrier de la réforme. Les réticences n'ont pas toutes été vaincues pour autant. Si le PS, aligné sur la matière par le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, est convaincu de l'opportunité du projet gouvernemental – le principal débat interne portant sur le choix de la circonscription, entre région et département –, il n'en est pas de même de certains de ses partenaires de la gauche « plurielle ».

LA LISTE ARRIVÉE EN TÊTE

« Le gouvernement a profité pour aller au-delà de ce qui serait souhaitable », estime Jean-Claude Sandrier (PC, Cher). Favorable à un dispositif qui attribuerait à la liste arrivée en tête la majorité absolue des sièges plus trois, le représentant du groupe communiste critique un texte qui cherche à « faire un pas de plus vers la bipolarisation en éliminant les sensibilités qui existent ». « Il est fort probable que [si] les amen-

tements du PCF ne sont pas retenus, pour le moins, nous nous abstenons », indique M. Sandrier lundi soir. Les députés MDC devaient défendre, quant à eux, le maintien du cadre départemental.

En commission des lois (Le Monde du 20 juin), la droite ne s'est pas montrée farouchement hostile à ce volet d'un texte qui fera, toutefois, l'objet d'une motion de procédure défendue par le président du groupe DL, José Rossi. Le RPR devait arêter sa position peu avant l'ouverture de la séance, mardi. Suivant en cela l'argumentation développée par Valéry Giscard d'Estaing dans ses colonnes (Le Monde du 23 juin), Pierre Albertini (UDF, Seine-Maritime) fait part de ses réticences sur un scrutin à deux tours qui « permet le rapprochement des listes de la gauche plurielle tout en mettant les listes de la droite républicaine en difficulté vis-à-vis du Front national ».

L'ancien chef de l'Etat, qui souhaite relever à 10 % des électeurs inscrits – au lieu de 10 % des suffrages exprimés – le seuil permettant le maintien des listes au second tour, a reçu, lundi, l'appui du président de la région Rhône-Alpes, qui s'est dit soucieux d'empêcher ainsi « la confusion des extrêmes ». Ce qui lui a valu une mise en garde du secrétaire général du Front national, Bruno Gollnisch, selon lequel Charles Millon est d'une « extrême déloyauté » en souhaitant « programmer la disparition de ceux dont [il] sollicite le soutien ».

J.-B. de M.

Michel Noblecourt

La période faste que traverse M. Jospin impose le calme au sein du groupe socialiste

« SI QUELQU'UN dégainait aujourd'hui, alors que tout va bien, personne ne comprendrait pourquoi il a un flingue à la main » : en vertu de ce principe de base de la vie politique, rappelé en ces termes à l'hôtel Matignon, Lionel Jospin n'a pas grand-chose à redouter, à court terme, du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Des sondages au beau fixe, une croissance retrouvée : « Les temps ne permettent pas le conflit », confirme-t-on dans l'entourage de Laurent Fabius, où l'on affirme qu'aucune « machine de guerre » n'est en place. Juste un « réseau », qui « fonctionne comme une veille ».

En juin 1997 : une guerre de positions succède à la victoire aux élections législatives, qui s'est traduite par un quadruplement des effectifs du groupe. Le nouveau président de l'Assemblée nationale a beau jurer de sa fidélité envers le premier ministre – « Laurent ne sera pas à Lionel ce que Séguin a été à Juppé », promettent alors ses proches –, un climat de méfiance réciproque s'installe. Laissé-pour-compte du gouvernement Jospin – Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, y sera leur seul représentant, jusqu'à la nomination de Claude Bartolone comme secrétaire d'Etat à la ville –, les fabiusiens (un gros tiers des effectifs du groupe) obtiennent plusieurs postes-clés au Palais-Bourbon. Tandis que M. Fabius étoffe son cabinet, et veille avec attention aux nominations à la tête des organismes extra-parlementaires, d'autres, comme Henri Emmanuelli ou les quatre représentants de la Gauche socialiste, semblent prendre leurs marques, notamment dans la perspective du congrès de

Brest. Après une accalmie lors de l'examen du projet de loi sur les emplois-jeunes, bien préparé en amont par un groupe de travail piloté par Jean Le Garrec, la tension remonte avec l'arrivée des textes sur la nationalité et l'immigration.

UN AVERTISSEMENT

Début novembre, les fabiusiens s'engouffrent dans la brèche ouverte par Louis Mermaz et Véronique Neiertz, favorables à des avancées supplémentaires en matière de droit du sol : la signature du président de l'Assemblée nationale est apposée au bas d'un amendement maximaliste de la députée de Seine-Saint-Denis, avant d'être retiré. « Il a été pris la main dans le sac », commente-t-on rétrospectivement à Matignon.

L'affaire sonne comme un avertissement. La vigilance redouble.

« C'est un groupe qui fonctionne bien », estime aujourd'hui un conseiller de M. Jospin, qui, avec un sens aigu de l'euphémisme, constate qu'il n'y a pas eu de grand écart permanent vis-à-vis des décisions prises par le gouvernement ». Les petits déjeuners du mardi, qui réunissent, autour de M. Jospin et du ministre des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, les présidents des groupes socialistes de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi que le premier secrétaire du PS, François Hollande, ont fait la preuve de leur efficacité. A charge pour Yves Colom, directeur de cabinet de M. Vaillant, et Pierre Guelman, conseiller parlementaire de M. Jospin, de mettre quotidiennement de

l'huile dans les rouages. A l'hôtel de Lassay, on se félicite ainsi de la qualité des échanges avec le ministère des relations avec le Parlement.

Combien de temps durera cette lune de miel ? « Les troupes [fabiusiennes] sont mobilisables très vite », observe-t-on à Matignon, où l'on sait pertinemment que, « si l'action du premier ministre était moins bien comprise dans l'opinion, certains ne manqueraient pas d'exprimer leur trouble ».

EUROSCEPTICISME

Passée la réforme du mode de scrutin régional, qui avait été réclamée de longue date par M. Fabius, en conflit sur ce point avec le premier ministre, on a déjà, de part et d'autre, noté sur son agenda quelques rendez-vous cruciaux : l'exa-

men en deuxième lecture du projet de loi sur le cumul des mandats et le texte sur l'aménagement du territoire en font partie, ainsi que la ratification du traité d'Amsterdam.

Tirant parti d'un euroscepticisme croissant au sein du groupe socialiste – dont l'examen du texte sur la chasse, en attendant les débats, à l'automne, sur la transposition d'une directive européenne sur l'électricité, a été le dernier révélateur –, M. Fabius a pris ses marques en réclamant des avancées supplémentaires en matière institutionnelle. Le 26 mai, lors d'un petit déjeuner du mardi élargi à M. Fabius et à M. Jack Lang, un consensus s'est dégagé sur une ratification conditionnelle du traité d'Amsterdam (Le Monde du 30 mai). L'accord du premier ministre n'exclut pas, toutefois, un débat sur les modalités.

Le président de l'Assemblée n'a pas non plus l'intention de mettre en sourdine son plaidoyer en faveur d'une baisse des impôts et des charges. M. Fabius a ainsi l'intention de présider, à l'automne, une commission d'enquête – ou une mission d'information – parlementaire sur « l'efficacité de la dépense publique et le contrôle budgétaire », qui conduirait ses travaux parallèlement à l'examen de la loi de finances pour 1999, pour remettre ses conclusions en janvier. L'objectif serait de trouver les moyens de dégager une marge de manœuvre oscillant entre 10 et 30 milliards de francs. A Matignon, on souligne que la question doit être traitée en toute responsabilité, mais que, pour l'heure, que toutes les suggestions sont bienvenues.

J.-B. de M.

Jean-Baptiste de Montvalon

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
128, rue de Valenciennes
95012 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex
Tél : 01.46.48.26.87 - Fax : 01.46.48.70.66

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^{ème} Chambre (section B) de la Cour d'Appel de PARIS du 23 janvier 1998.

HUA Zhang Fu, né le 2 février 1952 à BEIJING (CHINE), demeurant 72, Cours de Vincennes, 75012 PARIS, a été condamné à 1 an d'emprisonnement avec sursis et 100.000 F d'amende, pour : fraude fiscale (soustraction frauduleuse, en sa qualité de gérant de fait de la SARL LUDOR au paiement de l'impôt sur les sociétés pour les exercices 1992 et 1993) et pour omission de passation d'écritures comptables.

La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :
1^o) La publication de cet arrêt, par extrait, dans : le Journal Officiel de la République Française, le Monde, Libération.
2^o) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la ville de PARIS 75012.
Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa requête.
Pour LE GREFFIER EN CHEF.

« Par jugement du Tribunal de Grande Instance de PARIS (17^{ème} Chambre correctionnelle) en date du 22 Mai 1998, Monsieur Damien BONNETETE, Directeur de la publication du bulletin "Premier Janvier 1998" a été condamné à une peine d'amende et au paiement de dommages-intérêts à l'égard de Monsieur Emmanuel GUILLAUME, Directeur Juridique de la Société FRANCE-TELECOM pour avoir commis, au préjudice de celui-ci, le délit de diffamation publique envers un fonctionnaire public, en publiant, en page 7 du bulletin n° 2 daté du 5 Décembre 1995, de l'association "Premier Janvier 1998", un article intitulé : "GUILLAUME, le rôle trouble d'un maître des requêtes au Conseil d'Etat".

السنة 1398

M^{me} Aubry prépare des mesures pour juguler la dérive des dépenses d'assurance-maladie

La CSMF menace le gouvernement d'un « conflit majeur »

Martine Aubry a annoncé, lundi 22 juin, qu'elle va prendre des « mesures fortes » pour freiner la dérive des dépenses d'assurance-maladie, qui ont

fortement progressé depuis janvier. Le Conseil d'Etat devrait casser prochainement les conventions médicales (généralistes et spécialistes) si-

gnées en mars 1997. La CSMF, principale organisation de praticiens, menace le gouvernement d'un « conflit majeur » sur la régulation des dépenses.

MARTINE AUBRY n'a pas la santé ! Un an après son arrivée rue de Grenelle, la ministre de l'emploi et de la solidarité n'est toujours pas parvenue à définir une politique claire vis-à-vis du corps médical, malgré sa tentative de renouer le dialogue avec ses représentants, au point mort sous le gouvernement d'Alain Juppé. Elle n'a pu, ces derniers mois, que constater la dérive des dépenses d'assurance-maladie, et elle se trouve contrainte de prendre des mesures d'urgence. En ouvrant, lundi 22 juin, la Conférence nationale de la santé - aréopage d'experts chargés de proposer au gouvernement et au Parlement les axes de la politique de santé publique - M^{me} Aubry a annoncé son intention de prendre rapidement « des mesures fortes de réorientation des dépenses ». Elles seront rendues publiques dans quelques jours.

M^{me} Aubry a réuni ses conseillers, le 20 juin, pour arrêter les mesures d'urgence qu'elle va soumettre au premier ministre. Le gouvernement n'a pas l'intention de réduire le niveau des remboursements, la ministre ayant encore rappelé, lundi, que le taux de prise en charge des dépenses par la « Sécurité » (74,4 % en 1996) est très bas et que « l'on ne peut pas aller en deçà ». C'est bien sur les dépenses et leurs ordonnateurs, les médecins, qu'elle va faire porter l'effort. « Il n'est pas acceptable que, sans justification sanitaire, certains postes re-

noient avec des rythmes de progression proches de 10 % », a-t-elle souligné.

C'est le cas, notamment, des médicaments, de la radiologie et des honoraires, qui sont dans le collimateur. Le système d'assurance-maladie doit prévoir, selon M^{me} Aubry, « une corde de rappel en cas de dérapage injustifié ». Si elle juge mauvais le système de reversement des honoraires prévu par le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale, elle a toujours assuré qu'elle ne le supprimerait que lorsqu'il pourrait être remplacé par un autre. Un tel système devrait figurer dans les mesures annoncées prochainement par la ministre de la solidarité.

Le gouvernement va devoir résoudre un deuxième problème : le remplacement de Bertrand Pragnard, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), qui a démissionné le 2 juin. Ce départ a mis en lumière le partage des rôles très flou entre un directeur nommé en conseil des ministres et un président élu par les partenaires sociaux siégeant au conseil d'administration de la CNAMTS. Depuis des mois, un bras de fer discret oppose le gouvernement à Jean-Marie Spaeth (CFDT), président de la caisse nationale, qui réclame une véritable autonomie de gestion pour la branche maladie de la « Sécurité ». L'affaire traîne. Le gouverne-

ment et les gestionnaires de la CNAMTS - la CFDT et le CNPF au premier chef - vont devoir trouver un mode vivendi pour que le prochain directeur puisse concilier son double rôle de représentant de l'Etat et d'encadrant des décisions votées par le conseil d'administration.

C'est sur les dépenses et leurs ordonnateurs que portera l'effort

Enfin, M^{me} Aubry va devoir gérer l'annulation probable, par le Conseil d'Etat, des conventions régissant les relations entre l'assurance-maladie, d'un côté, les généralistes et les spécialistes, de l'autre. Signée en mars 1997 par la seule Union collégiale des chirurgiens et spécialistes français, alors qu'elle était à l'époque non représentative, la convention des spécialistes doit être renégociée. Celle des généralistes, paraphée par le syndicat MG-France, devrait aussi tomber, mais pour d'autres raisons, et faire l'objet d'une renégociation. Le gouvernement s'attend depuis plusieurs mois à ces décisions de la haute juridiction administrative. Il a donc préparé un « règle-

ment conventionnel minimal », comme le prévoit l'ordonnance du 24 avril 1996 sur la maîtrise des dépenses de santé en cas de vide conventionnel. Ce règlement est plus rigoureux pour les médecins que les conventions : l'Etat fixe d'autorité les tarifs médicaux, édicte les sanctions et peut réduire la prise en charge des cotisations sociales des praticiens par les organismes de Sécurité sociale.

Or la principale organisation de praticiens libéraux a annoncé qu'elle refuserait un règlement conventionnel aussi drastique. « Je n'exclus pas un conflit majeur entre les médecins et le gouvernement », a prévenu Claude Maffioli, président de la Confédération des syndicats médicaux français, dans un entretien publié, lundi, par *Le Quotidien du médecin*. Plus grave pour le gouvernement : elle souhaite désormais que la prochaine convention soit négociée sur la base de ses propositions, notamment la réouverture du secteur à honoraires libres et la mise en concurrence de la Sécurité sociale avec les compagnies d'assurances. Deux projets rejetés par M^{me} Aubry. C'est dans ce contexte que le gouvernement doit organiser, à la rentrée, des états généraux de la santé qui risquent de donner lieu à tous les débordements.

Jean-Michel Bezat et Bruno Caussé

La Cour des comptes a interrogé Matignon sur sa gestion 1993-1997

Questions sur le statut des « officieux »

SELON le quotidien *France-Soir* du 22 juin, un rapport de la Cour des comptes relèverait de nombreuses irrégularités dans la gestion des services généraux du premier ministre (SGPM) entre 1993 et 1997. Un contrôle de la Cour des comptes a effectivement été réalisé sur les SGPM entre septembre 1996 et le début de 1997. Il a donné lieu à un rapport d'instruction, daté du 2 février 1997, sur la base duquel le premier président de la Cour, Pierre Joxe, a adressé des observations, le 29 avril 1997, à Alain Juppé, premier ministre à l'époque. Les services de Matignon ont répondu durant l'été 1997, et la Cour des comptes n'a donné aucune suite à ce dossier, considéré, de part et d'autre, comme clos.

Les observations finalement retenues par la Cour des comptes portaient sur la situation, apparemment peu orthodoxe, de membres des cabinets d'Edouard Balladur et de M. Juppé ou de ceux de ministres délégués auprès de ces premiers ministres entre 1993 et 1997. Quatorze cas de collaborateurs de Matignon ont été évoqués par la Cour sur l'ensemble de cette période, leur nomination n'ayant pas fait l'objet d'un arrêté publié au *Journal officiel*. Le problème n'est pas nouveau. Le seul texte de référence en la matière est, en ef-

fet, un décret du 28 juillet 1948 fixant, de façon très limitative, la liste et le nombre des « emplois de cabinet », et les premiers ministres, comme Lionel Jospin le 6 juin 1997, ont pris l'habitude de fixer par circulaire le nombre de collaborateurs ministériels qu'ils souhaitent voir respecté.

Quand le nombre de membres de cabinet (pour Matignon comme pour les autres ministères) excède ces quotas - une trentaine sur 310 dans le gouvernement Juppé, une soixantaine sur 400 dans le gouvernement Balladur -, ils sont considérés comme « officieux », puisque leur nomination n'est pas publiée au *Journal officiel*. Ils ne sont pas pour autant clandestins. Les fonctionnaires sont détachés de leur administration d'origine, qui continue à les rémunérer. Les non-fonctionnaires font l'objet de contrats assortis de clauses résolutoires, bornant la durée de leur emploi à celle du ministre qu'ils représentent. Comme ce fut le cas pour la secrétaire de M. Balladur, ils peuvent continuer à être rémunérés par une entreprise, dans le cadre d'une convention avec l'Etat qui permet, précisément, d'éviter les risques d'abus de biens sociaux.

Gérard Courtois

Une élection municipale partielle

La Celle-Saint-Cloud (Yvelines, second tour).

L. 14 177 ; V. 5 066 ; A. 64,26 % ; E. 4 954.

Liste div. d. d'Olivier Delaporte (RPR), 2 608 (52,64 %), 27 sièges ; liste PS de Jean-Claude Fourton (PS), 1 300 (26,24 %), 4 sièges ; liste div. d. de François Pasquier 1 046 (21,11 %), 4 sièges.

La victoire de la liste conduite par Olivier Delaporte (ancien UDF-FD passé au RPR) marque le retour à la tête de la municipalité des amis de Jean-Claude Gasquet, maire RPR battu en 1995. M. Delaporte améliore de plus de 14 points le résultat obtenu par M. Gasquet en 1995. Jean-Claude Fourton (PS), quant à lui, avec 9 points de plus par rapport à la dernière élection municipale, obtient un siège de plus. Le maire sortant François Pasquier (div. d.), désavoué par sa majorité et qui avait dû démissionner, est le grand perdant du scrutin.

24 juin 1998 : L. 14 177 ; V. 5 092 ; A. 64,08 % ; E. 4 974 ; div. d. (Delaporte, RPR), 1 904 (38,27 %) ; PS (Fourton), 1 164 (23,00 %) ; div. d. (Pasquier, m.), 1 183 (23,37 %) ; div. d. (Gardel, RPR), 793 (15,94 %).

18 juin 1995 : L. 14 939 ; V. 8 469 ; A. 43,30 % ; E. 8 378 ; div. d. (Pasquier), 3 738 (44,61 %) ; Un. d. (Gasquet, RPR, m.), 3 226 (38,50 %) ; Un. g. (Fourton, PS), 1 014 (16,87 %).

DÉPÊCHES

■ RÉGIONS : les conseillers régionaux RPR, UDF et FN repoussent la gratuité des livres scolaires. Cette mesure, la première proposée par Alain Le Vern (PS) depuis son élection à la présidence du conseil régional de Haute-Normandie, instaurait, dès la rentrée 1998, une aide à la scolarité pour les élèves des CAP, BEP et lycées professionnels de la région, avant de l'étendre à l'ensemble des lycéens. Elle a été rejetée, lundi 22 juin, par la majorité RPR-UDF (20 élus) et le FN (10 élus) face à la « gauche plurielle » (23 élus) et à Lutize ouvrière (2 élus). - (Corresp.)

■ FRONT NATIONAL : le conseil régional d'Auvergne a, à nouveau, retiré, lundi 22 juin, par vote, ses délégations dans les lycées à l'élu FN Claude Jaffrés, à qui la cour d'appel de Strasbourg a confirmé le 9 avril une condamnation à un an de prison avec sursis et deux ans de privation des droits civiques, pour avoir « contrôlé » illégalement des jeunes gens dans la banlieue strasbourgeoise en se faisant passer pour un policier en civil. Comme en avril 1997, le président de région, Valéry Giscard d'Estaing (UDF), a fait voter le retrait des seules délégations dans les lycées, estimant que M. Jaffrés devait pouvoir conserver les autres.

B. C.

Divisions et rivalités dans le syndicalisme médical

PRIS séparément, le dialogue est possible, raconte un membre de l'entourage de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité ; mais ensemble autour de la même table, poursuit-il, tout se gâte. Sectarismes, anathèmes et conflits de personnes : ainsi vont les relations entre les syndicats de médecins. François Stasse, conseiller d'Etat à qui M^{me} Aubry a confié une mission de concertation sur l'avenir de la médecine de ville, a écrit, dans son rapport, son « étonnement » de « ces querelles obscures » (*Le Monde* du 18 juin).

Ce climat de « déstabilisation réciproque », selon l'expression d'un membre de la commission Stasse, a plusieurs sources. D'abord les divergences internes à la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et le départ, en 1986,

de l'un des ses dirigeants, le docteur Richard Bouton, qui a fondé MG-France, syndicat de médecins généralistes. Cette rupture était de nature idéologique, MG-France voulant donner la priorité à une « médecine libérale et sociale ».

Depuis, MG-France est catalogué plutôt à gauche, et du coup son concurrent, la CSMF, qui compte aussi dans ses rangs les spécialistes, plutôt à droite. Cette classification a été brouillée lors de la publication, en 1996, des ordonnances d'Alain Juppé pour réformer la Sécurité sociale. La CSMF s'est mise vent debout contre ces orientations que MG-France a soutenues de tout son possible. Le syndicat de M. Bouton s'est trouvé fort isolé dans ce débat puisque d'autres organisations, comme le Syndicat des médecins libéraux

(SML) et la Fédération des médecins de France (FMF), ont, eux aussi, pris le parti de refuser la réforme Juppé.

La ligne de fracture entre MG-France et la CSMF s'est donc élargie ces deux dernières années, et les règlements de comptes ont parfois volé bas, en témoignent les courriers des lecteurs et les tribunes libres parues dans la presse médicale qui visaient M. Bouton « formé dans le moule marxiste-léniniste ». Il est vrai que le président de MG-France avait accusé ces publications spécialisées d'être « une vaste entreprise de manipulation » en raison de leur traitement systématiquement négatif de la réforme Juppé. Il avait dénoncé les liens financiers de ces périodiques avec l'industrie pharmaceutique et réclamé une commission d'enquête

parlementaire. A ces tensions chroniques entre la CSMF et MG-France se sont ajoutées des suspicions qu'entretenaient désormais les généralistes vis-à-vis des spécialistes. Le corps médical français, situation unique en Europe, compte presque autant de médecins spécialistes que de généralistes. Les intérêts divergents des uns et des autres, le sentiment des généralistes de devenir les parents pauvres de la médecine de ville, ont attiré les conflits entre leurs syndicats.

Tous ces contentieux accumulés ont profondément divisé le paysage syndical médical. Dans ce contexte de crispations, il semble difficile d'aboutir à un consensus, et même à un compromis, avec ces organisations pour dégarer les réformes nécessaires sur la maîtrise des dépenses de santé. Depuis un an, M^{me} Aubry a fait le pari de prendre le temps de renouer le dialogue avec l'ensemble de ces syndicats. Cette attente a été déçue MG-France sans calmer la CSMF : à peine la ministre avait-elle annoncé son prochain train de mesures que Claude Maffioli, président de la CSMF, lançait des mises en garde.

Alain Beauvère-Méry

Forte progression des accords d'entreprise en 1997

Le thème du temps de travail et de l'emploi devance celui des salaires

LE DIALOGUE social a pris de l'ampleur, en 1997, dans les entreprises, mais il a marqué le pas au niveau des branches économiques et au niveau interprofessionnel. Tel est le constat le plus marquant du bilan annuel de la négociation collective que Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a présenté, mardi 23 juin, aux partenaires sociaux. 11 797 accords d'entreprise ont été conclus, soit une progression de 27 % sur un an.

Ces accords concernent 3,2 millions de salariés. Dans le même temps, la négociation de branche enregistrée, avec 577 textes, une baisse de 16 %, et la négociation interprofessionnelle s'établissent à 45 textes, contre 57 en 1996. « Après plusieurs années d'évolution parallèle, la négociation d'entreprise se démarque nettement, en 1997, de la négociation de branche », constate le ministre.

Sur les thèmes de négociation, le bilan de 1997 s'inscrit dans la continuité par rapport à 1996, avec un nouvel essor des accords sur le temps de travail qui désormais devance très largement ceux consacrés aux salaires (respectivement 51,6 % de textes, contre 41,6 %). « La progression de la négociation sur le temps de travail et l'emploi, au niveau de l'entreprise, constitue le phénomène majeur de l'année 1997 », estime le ministre du travail, qui relève que la négociation salariale « a manifesté un net frémis-

sement » au niveau de l'entreprise, mais stagné dans les branches. Le nombre d'avenants salariaux conclus à ce niveau a baissé pour la deuxième année consécutive ; le nombre de branches ayant bénéficié d'au moins un relèvement salarial est aussi en baisse, et les revalorisations inférieures à 2 % sont en hausse. L'augmentation moyenne par accord est de 1,8 %, contre 2,2 % en 1996.

IMPORTANTE DYNAMIQUE

Le développement de la négociation d'entreprise sur l'emploi et le temps de travail a été accentué sous l'effet de la loi Robien, votée le 11 juin 1996. La négociation d'entreprise portant sur le temps de travail est passée de 4 000 accords à 6 061 en 1997, couvrant un total de 1,67 millions de salariés (soit une augmentation de 30 % par rapport à 1996). Cette progression correspond pour l'essentiel aux 1 968 accords signés dans le cadre de la loi Robien. La moitié de ces accords ont été conclus dans des entreprises de moins de cinquante salariés.

1997 marque aussi l'émergence de l'emploi comme l'une des préoccupations centrales des partenaires sociaux. On recense, en effet, 2 200 accords traitant de l'emploi, contre 900 en 1996. La cessation anticipée d'activité est à l'origine d'une importante dynamique de négociation sur l'emploi, au niveau de la

branche, avec la mise en œuvre de l'ARPE (allocation de remplacement pour l'emploi, créée en septembre 1995 et reconduite en décembre 1996). La négociation sur la formation professionnelle reste dans la décline amorcée en 1995.

Dans les entreprises, un des phénomènes particulièrement notables est l'augmentation d'accords globaux qui lient plusieurs thèmes : emploi, temps de travail et salaires. La diffusion de la négociation dans les petites et moyennes entreprises a été facilitée par les possibilités du mandatement, ouvertes dans les entreprises dépourvues de délégués syndicaux.

En 1997, environ 660 accords ont été signés avec des salariés mandataires ou avec des élus du personnel, en grande majorité dans des petites unités.

Forcé ouvrière demeure le premier signataire des textes conventionnels, même si son taux de signature passe de 74,6 % à 71,2 %. Avec un taux de 68,5 %, en hausse de 1 %, la CFDT talonne FO, tandis que la CGT continue de signer un tiers des textes conventionnels. Dans les entreprises, c'est la CFDT qui arrive toujours en tête des organisations syndicales, avec 6 406 accords représentant 58 % du total. Viennent ensuite la CGT et FO, qui signent, respectivement, 44 % et 41 % des accords.

JUSTICE La cour d'assises des Bouches-du-Rhône a condamné, lundi 22 juin, Robert Lagier, reconnu coupable d'avoir volontairement donné la mort au lycéen d'origine comorienne

Ibrahim Ali, à quinze ans de réclusion criminelle. ● LES DEUX AUTRES co-accusés d'affiches du Front national, Marco d'Ambrosio et Pierre Giglio, se sont vu infliger des peines de dix et deux

années de prison. ● DANS SON RÉQUISITOIRE, l'avocat général, Etienne Ceccaldi, s'est employé à montrer en quoi ce meurtre était « tout sauf un fait divers » ● LES AVOCATS DES PARTIES CI-

VILES se sont félicités de « la décision sage et mesurée » de la cour d'assises dans laquelle ils voient « la condamnation morale du Front national ». ● DURANT LE PROCÈS, la famille d'Ibrahim

Ali et la communauté comorienne de Marseille - estimée à 30 000 personnes - se sont attachées à faire entendre la voix du jeune assassiné, laissant à d'autres la mise en cause du FN.

Le colleur d'affiches du FN a été condamné à quinze ans de réclusion criminelle

La cour d'assises des Bouches-du-Rhône a estimé que Robert Lagier avait volontairement donné la mort à Ibrahim Ali, un jeune Français d'origine comorienne. Pour l'avocat général, ce crime est lié au « conditionnement » idéologique des militants du Front national

AIX-EN-PROVENCE
de notre correspondant régional
La cour d'assises des Bouches-du-Rhône a condamné les trois colleurs d'affiches du Front national à des peines allant de deux à quinze ans de prison. Robert Lagier, reconnu coupable d'avoir volontairement donné la mort au jeune Français d'origine comorienne Ibrahim Ali, d'avoir tenté de la donner à l'un de ses jeunes amis et d'avoir exercé des violences envers Ibrahim Soulé - qu'il avait menacé de son arme - a été condamné à quinze ans de réclusion criminelle. Marco d'Ambrosio, qui a été reconnu coupable d'avoir tenté de donner la mort à deux des dix jeunes gens qui couraient après le bus, s'est vu infliger une peine de dix ans d'emprisonnement. Quant à Pierre Giglio, qui ne portait pas d'arme, il a été condamné à deux ans de prison, dont un avec sursis, pour avoir transporté

civiles. M^e Saïd Larifou, conseil de la famille, disait apprécier cette « décision sage et mesurée » et se réjouissait que la cour ait reconnu « le caractère volontaire du crime ». Quant à Gilbert Collard, avocat des jeunes amis d'Ibrahim Ali, il savait qu'il voyait « la condamnation morale du Front national et de Bruno Mégret venu défendre ses colleurs d'affiches assassins ».

TOUT SAUF UN FAIT DIVERS
La dernière journée du procès, consacrée au réquisitoire et à la plaidoirie de l'avocat des trois accusés, avait été centrée sur deux questions : le problème de l'intention homicide de Robert Lagier et de Marco d'Ambrosio et la responsabilité du Front national. L'avocat général, Etienne Ceccaldi, s'était d'abord employé à montrer pourquoi le meurtre était « tout sauf un fait divers, un accident du destin ».

« C'est très volontairement que ces hommes ont tiré », soutenait-il. « La rencontre était fortuite, mais le drame était prévisible » car Robert Lagier « était parti avec ses gants, ses lunettes de contraste, son pistolet à la cheville qu'il avait chargé de cartouches explosives » comme « pour une patrouille ». Et il ajoutait à l'intention de Robert Lagier : « Vous vous retournez vers le groupe, qui est à dix-sept mètres, qui court en s'efforçant. Ibrahim Ali, vous l'avez abattu à trente-cinq mètres. Il a eu le temps de parcourir dix-huit mètres. »

Faisant allusion aux origines italiennes de deux des accusés, il poursuivait : « Votre Casino à vous, la vraie bataille des tirailleurs algériens et marocains qui marque la victoire contre le fascisme, il est médiocre, il est médiocre : c'est la bataille des Ayyalades contre dix musiciens noirs et français. » Puis, fixant l'accusé : « Vous êtes, M. Lagier, un excellent tireur. »

Le FN « indigné », le MRAP « soulagé »

Le secrétaire général du Front national Bruno Gollnisch a affirmé mardi que « la partie était jouée d'avance », au lendemain de la condamnation de Robert Lagier, colleur d'affiches du FN meurtrier du jeune Français d'origine comorienne Ibrahim Ali.

M. Gollnisch s'est déclaré « indigné » de l'attitude de l'avocat général Etienne Ceccaldi qui, selon lui, « a lié partie ouvertement avec une partie de l'auditoire, a mis en cause une formation politique d'une façon aussi outrageusement partisane et mensongère ».

De son côté, le MRAP qui s'était constitué partie civile, a accueilli « avec soulagement et satisfaction le verdict » qui constitue, selon ce mouvement « un signal fort, un message qui fait du mobile raciste une circonstance désormais aggravante ». Le MRAP se félicite que « la violence mortelle des idées racistes du Front national a été omni présente durant ce procès » mais regrette que « les dirigeants de ce crime n'aient pas été condamnés par la justice ».

une arme dans sa voiture. La cour d'assises a, semble-t-il, voulu sanctionner l'attitude des trois militants frontistes, qui sont partis lourdement armés pour un collage d'affiches et qui ont tiré délibérément sur de jeunes Marseillais d'origine comorienne qui n'avaient manifesté aucune intention belliqueuse, le 22 février 1995, en rentrant chez eux après une répétition de musique. C'est en tout cas l'interprétation livrée, après le verdict, par les avocats des parties

ment. Pour l'avocat général, la mort d'Ibrahim Ali est liée au « conditionnement » idéologique des militants. La victime « n'était plus un homme, ce n'était plus qu'un stéréotype, comme dans tous les racismes, qui veut arracher vos précieuses affiches ». Reprenant son prologue fondé sur la devise républicaine « Liberté, égalité, fraternité, qui sont notre patrie », il demandait à la cour d'assises de faire de « ce moment un moment historique où la justice devait sévir, pour que Marseille ne devienne pas un faubourg de l'Alabama des années 50 ». Il précisait alors qu'il ne requerrait pas contre « Lagier malade mais contre Lagier le criminel qui a tué un innocent par la conjonction d'une idéologie de haine et de circonstances tragiques ».

Il concluait son réquisitoire en demandant vingt ans de réclusion criminelle contre Robert Lagier, sept ans, partiellement assortis de

sursis, pour Marco d'Ambrosio, et deux ans, assortis de sursis, contre Pierre Giglio.

UNE CRISE DE PANIQUE
L'avocat des trois accusés, M^e Jean-Michel Pesenti, rappelait discrètement être « un avocat de gauche » avant de rendre un hommage appuyé à la famille d'Ibrahim Ali. Il entamait son propos en demandant aux jurés de se délier de « toutes les surenchères » qui ont marqué cette affaire. Il prenait d'ailleurs immédiatement ses distances avec le Front national et la thèse de la « légitime défense dans l'esprit », avancée par ses responsables en affirmant : « Je ne la soutiendrai pas ».

Après avoir tenté de gommer l'effet désastreux du témoignage de la petite-fille de Robert Lagier, qui avait dénoncé à la barre le racisme de son grand-père, il s'efforçait de

montrer qu'il n'y avait pas eu « d'embuscade » de la part de ses clients. « La vérité des faits se situe dans un juste milieu », tentait-il de montrer.

Pour lui, si l'on n'avait pas retrouvé les fameuses pierres lancées par le groupe de jeunes, c'est parce qu'elles ont été cherchées trop tard. « Les circonstances étaient telles que Robert Lagier a cru, légitimement ou non, qu'il était menacé, poursuivait-il. Il a eu une crise de panique. » Se retournant vers son client, qu'il qualifiait, comme l'avocat général, de « paranoïaque », il lançait : « Il est évident que vous n'avez rien à faire au milieu de ce carrefour, armé ». « Vous avez tout raté M. Lagier, même votre famille, et vous avez même été maladroit dans vos dépositions. » Pour éloigner encore ses clients de la position adoptée par le FN, il ajoutait : « J'en veux terriblement à tous ceux qui ont su exploiter

notre peur, votre peur de l'autre, du mauvais temps, de la guerre. »

Il concluait en demandant des circonstances atténuantes, expliquant à la cour d'assises que la peine de vingt ans de réclusion criminelle demandée par l'avocat général condamnait le principal accusé « à la mort carcérale, à une peine démesurée ». « Je crois même que la famille de la victime se serait opposée à l'idée que Robert Lagier finisse ses jours en famille », ajoutait-il en faisant allusion au cancer de l'accusé. Robert Lagier se levait alors pour un dernier mot, avec les larmes aux yeux et la voix cassée. « Quoi qu'on en pense, j'ai conscience de la douleur immense que j'ai causée à la famille, déclarait-il. Pour moi, il n'y avait personne devant. »

Michel Samson

La communauté comorienne « s'exprime dans le silence »

MARSEILLE-AIX-EN-PROVENCE
de notre correspondant régional

Le procès des meurtriers d'Ibrahim Ali, comme les manifestations qui l'ont entouré, auront été une - triste - occasion de croiser quelques membres de l'importante et discrète communauté comorienne de Marseille, qu'on estime à trente mille membres. On rencontre d'abord la famille : la mère d'Ibrahim, toujours silencieuse, ce qui ne veut pas dire muette, flouillard sur la tête, accompagnée du beau-père du jeune homme, d'une sœur, d'oncles ou de tantes. Le petit groupe, soudé, ne s'adresse à peu près jamais directement aux journalistes et a choisi trois défenseurs avec une science consommée des sensibilités et des réseaux.

M^e Saïd Larifou, qui vit à la Réunion, a été appelé dès le lendemain du meurtre : il est issu du même village de Grande Comore que la maman, que tout le monde appelle « Mama ». M^e Christian Bruschi a été sollicité très vite : il représente un peu le barreau marseillais et il avait déjà eu des clients comoriens, tandis que M^e Isabelle Long est la part féminine de l'ensemble.

Suivant de près les manifestations de soutien organisées par le Collectif contre l'exclusion, la famille se garde pourtant de s'y impliquer trop. Elle a refusé le soutien, jugé encombrant, de SOS-Racisme, qui s'était précipité pour impliquer le Front national. « Elle s'exprime dans le silence », explique M^e Larifou, qui souligne qu'il n'y a pas, dans la communauté, « de culture réactionnelle ». Celle-ci se réjouit pourtant officiellement que des associations, la LDH, SOS-Racisme, le MRAP entre autres, se soient constituées partie civile, y voyant toujours, selon M^e Larifou, « l'incarnation des notions de solidarité, de fraternité qui sont la grandeur de la France ». La communauté a choisi de faire entendre la voix d'Ibrahim et combien « ce jeune homme, marseillais, était

vivant avant que sa vie ne soit anéantie », laissant la mise en cause du FN à d'autres. Sans le dire, elle le fait en creux et en silence en quelque sorte...

Au soir du premier jour du procès, le petit groupe familial est descendu d'Aix à Marseille pour assister à l'érection d'une plaque posée à l'endroit même où Ibrahim a été tué en 1995. Après le discours du maire communiste de secteur Guy Hermier, respecté pour l'aide qu'il a apportée à la famille, et de Patrick Lacoste, porte-parole du Collectif, M^e Larifou a prononcé, à voix presque basse, quelques mots disant que la famille et la communauté, « qui s'est toujours considérée comme marseillaise », étaient « fières qu'Ibrahim soit dans le cœur de Marseille ». Ce fut tout et, après avoir accepté poignées de main ou accolades émus, la maman et les autres ont filé, laissant jeunes de la cité de la Savine et responsables de gauche du quartier bavarder en deux groupes séparés.

IMPRESSION DE SÉRÉNITÉ BLESSÉE

Cette discrétion, qui n'exclut nullement le chaleur, se retrouvait le soir de la projection du film réalisé par la jeune cinéaste Isabelle Sens et consacré aux amis d'Ibrahim Ali, projeté à l'Alhambra à l'initiative du Collectif contre l'exclusion. Racontant devant une caméra attentive l'histoire de leurs vies, de Madagascar ou des Comores à Marseille, leurs espoirs de travail, leurs joies de rappeurs, leur goût pour l'ironie, ces jeunes gens donnaient une image joyeuse de leurs difficultés. Et disaient avec une étonnante économie de mots la blessure profonde que le meurtre de leur ami « Chibaco » a provoqué chez eux. Maître Soly, de son vrai nom Mohamed M^eBae, auteur de textes du groupe et animateur dans les quartiers nord, racontait après la projection comment l'intrusion des médias au lendemain du meurtre avait traumatisé tous ses jeunes amis :

« Je me suis caché, je ne voulais pas aller parler à la télé le soir ! Déjà que j'aimais pas la télé... » Avant d'avoir dû s'y résoudre : « Face à tout ce désarroi, il a fallu que je me dévoue. » Et il ne s'agissait pas de timidité de la part d'un garçon habitué à la scène, mais d'un pudeur ou plutôt d'un refus, tranquille et net, de l'information spectacle.

Cette attitude commune à des jeunes rappeurs ou à des parents dans le deuil n'empêche ni les conflits ni les mutations : Soly expliquait encore comment il voulait « juste garder ses racines, sans vouloir être prisonnier de ces racines », et pourquoi il refusait vigoureusement celles qui lui paraissent inacceptables. En revanche, il mêlait dans un même système de valeurs « la solidarité des Comoriens et la fraternité ». Au procès, le défilé des neuf jeunes gens témoins du meurtre produisait la même impression de sérénité blessée et de refus de rendre les choses spectaculaires. Toujours en groupe eux aussi, s'installant à l'écart après quelques sobres déclarations, ils ont observé le déroulement d'un processus judiciaire qu'ils découvraient. Quant à la Fecom, Fédération des Comoriens de Marseille, sorte de porte-parole reconnue des deux cent quatre-vingt-douze associations comoriennes, de quartier, de village d'origine ou de sensibilité, ses dirigeants présents au procès soulignaient encore la capacité des Comoriens à la solidarité : ils tenaient avant tout à dire combien leurs valeurs sont proches de celles que la République française affiche quand elle proclame la fraternité. Comme si le malaise que vivent les membres de cette communauté ne tenait pas aux difficultés généralement recensées sous le nom d'intégration, mais plus simplement au chômage et à la pauvreté, choses du monde les mieux partagées dans la plupart des cités dans lesquelles ils vivent.

M. Sa.

Une enquête préliminaire sur le Conseil d'architecture de Corse-du-Sud

LE PROCUREUR d'Ajaccio (Corse-du-Sud), Jacques Dallest, a ouvert, lundi 22 juin, une enquête préliminaire sur le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE), organisme attaché au conseil général de Corse-du-Sud. L'enquête porte sur l'utilisation, par le CAUE, de 1991 à 1998, des fonds prélevés grâce à une taxe départementale sur les permis de construire. Cette enquête pourrait mettre en cause, à terme, l'ancien président du conseil général, José Rossi, ancien ministre, actuel président de l'Assemblée de Corse et président du groupe Démocratie libérale (DL), qui était à l'époque président du CAUE.

Le conseil d'architecture a pour mission d'apporter gratuitement, par le biais d'un architecte, une expertise à toute personne désireuse de construire une habitation. Ses dépenses de fonctionnement sont financées par une taxe prélevée sur le prix du permis de construire. Créé en 1978, le CAUE de Corse-du-Sud a présenté un déficit important en 1989. Ses frais de fonctionnement dépassaient alors largement, semble-t-il, le revenu de la taxe qui était censée alimenter ses caisses. Le 2 décembre 1991, le conseil gé-

ral a pris la décision d'apurer les dettes, estimées à cinq millions de francs, et de nommer José Rossi président du CAUE.

Les interrogations portent sur la période qui a suivi la nomination de M. Rossi. Car, entre 1991 et 1998, les activités du conseil étaient, semble-t-il, inexistantes. La taxe étant toujours perçue, les enquêteurs souhaitent connaître la destination des fonds perçus par ce conseil d'architecture, qui sont estimés à une dizaine de millions de francs. Si les enquêteurs découvraient que les prestations du conseil d'architec-

ture étaient fictives, la perception de la taxe serait irrégulière.

Les enquêteurs devront, par ailleurs, vérifier la réalité du travail effectué par les personnes rémunérées par le conseil et éventuellement, leurs modalités d'embauche. Le CAUE de Corse-du-Sud employait une quinzaine de personnes, un nombre bien plus important que dans la plupart de ces structures dans les autres départements.

Le parquet possède, par ailleurs, les traces de nombreux courriers indiquant que des administrations

ont demandé à plusieurs reprises au président du conseil général de régulariser la situation. Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme avait formulé ce souhait le 3 février 1995 et le directeur régional de l'équipement avait renouvelé cette demande le 7 juin 1996.

LETTRES SANS RÉPONSE

Aucune de ses lettres n'avait reçu de réponse. Enfin, les revenus générés par la taxe n'étaient, enfin, jamais annexés au titre des recettes du conseil général.

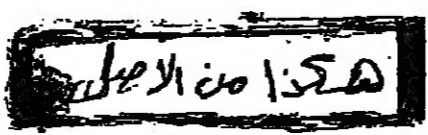
Les services administratifs du conseil général de Corse-du-Sud contestent cette présentation des faits et indiquent que la taxe a été utilisée en toute régularité et que la prestation du conseil était bien réelle. Ils ajoutent que la direction départementale de l'équipement, qui avait le pouvoir de contrôler la perception de cette taxe, n'a jamais désapprouvé les pratiques du conseil général dans sa gestion du conseil d'architecture. Il rendra aux enquêteurs de définir si cette affaire relève du domaine pénal ou de la discipline budgétaire.

Jacques Follorou

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
136, av. Charles de Gaulle 92521 NANTERRE-SUR-SEINE Cedex
Tél : 01.46.40.26.13 - Fax : 01.46.40.70.66

75
Vente au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 2 JUILLET 1998 à 14h30
UN APPARTEMENT à PARIS 15^e
45, rue de l'Eglise
au 10^e étage, de 3PP avec balcon - CAVE et BOX
MISE A PRIX : 300.000 F - Occup. voir cahier des ch.
M^e Yves TOURAILLE, Avocat à PARIS 9^e, 48, rue de Clichy
T. : 01.48.74.45.85 - M^e G. AYACHE, mandataire judiciaire à CRETEIL.
Visite en s'adressant à l'Avocat poursuivant

94
Vente au Palais de Justice de CRETEIL
le JEUDI 2 JUILLET 1998, à 9h30 - EN UN SEUL LOT :
PROPRIÉTÉ à GENTILLY (94)
27, rue Raymond Lefebvre
à usage d'habitation, industriel et commercial
MISE A PRIX : 1.900.000 F
S'adr. à la SCP CHEVALIER, BARADEZ et Associés, Avocats au Barreau du Val-de-Marne, 39, rue de Croisne (94192) VILLENEUVE-SAINT-GEORGES CEDEX
Tél. : 01.48.18.11.45 - Sur les lieux où une visite sera organisée par la SCP CAZENAVE & SOURVILLE, Huissiers de Just. à FONTENAY-SOUS-BOIS, Tél. : 01.48.73.98.63



La chambre régionale des comptes de la Guadeloupe critique sévèrement l'action de M^{me} Michaux-Chevry

L'ancien maire de Gourbeyre aurait bénéficié de virements du Comité des œuvres sociales de sa commune

Lucette Michaux-Chevry, présidente (RPR) du conseil régional de la Guadeloupe, sénateur de la Guadeloupe et maire de Basse-Terre, a été dé-

clarée comptable de fait par la chambre régionale des comptes (CRC) de la Guadeloupe. Dans une décision rendue publique, lundi 15 juin, la

CRC critique sévèrement la gestion, de 1989 à 1995, du Comité des œuvres sociales de Gourbeyre, ville dont elle était maire de 1987 à 1995.

POINTE-À-PITRE
de notre correspondant
Après avoir usé et, semble-t-il, abusé de procédures dilatoires pour en retarder l'échéance, Lucette Michaux-Chevry a été déclarée comptable de fait, lundi 15 juin, par la chambre régionale des comptes (CRC) de la Guadeloupe dans une affaire concernant la gestion du Comité des œuvres sociales de Gourbeyre, une ville dont elle était maire. Cette décision signifie que la CRC considère que l'ancien maire s'est ingéré dans le recouvrement de recettes de ce comité et en a extrait irrégulièrement des fonds. Le contrôle, résumé sobrièvement les magistrats financiers, « s'est déroulé dans des conditions officieuses » du fait de la « réticence » opposée par M^{me} Michaux-Chevry « à produire des documents dont l'existence était

avérée, ainsi que l'absence de réponse aux demandes de la chambre, qui ont anormalement prolongé la durée du contrôle ». Le 3 juin 1997, cet organe de contrôle budgétaire des collectivités locales avait adressé à l'épouse une lettre d'observations provisoire puis, le 8 décembre, une lettre d'observations définitive. Entre-temps, M^{me} Michaux-Chevry avait souhaité être entendue par la CRC, mais elle n'a honoré aucun des quatre rendez-vous prévus, demandant à chaque fois de nouvelles dates avant de renoncer à être entendue le 9 juin. L'ancien ministre a également contesté « la compétence de la chambre pour ouvrir la procédure de gestion de fait, ainsi que sa qualité de comptable de fait » et déposé plusieurs recours, toujours pendants, devant le tribunal administratif.

La chambre régionale s'intéresse aux comptes du Comité de gestion des œuvres sociales (CGOS) de Gourbeyre, créé et présidé par M^{me} Michaux-Chevry lorsqu'elle était maire de cette commune de 6 300 habitants, entre 1987 et 1995. Cette association non déclarée percevait des subventions municipales, une redevance jugée illégale par le tribunal administratif sur la délivrance des permis de construire, une partie de l'indemnité des élus municipaux et des dons provenant, relève la CRC, « d'organismes qui entretenaient des relations économiques avec la commune ».

Officiellement voué à « venir en aide à la couche la plus déshéritée de la population » de Gourbeyre, le CGOS n'a longtemps disposé que d'un compte bancaire ouvert au nom personnel de M^{me} Michaux-Chevry, son président, puis en sa qualité de maire. La présidente « a bénéficié de cinq retraits en espèces d'un montant global de 34 000 francs et de deux virements bancaires respectivement de 30 et 40 000 francs sur son compte personnel à Paris ». « Aucune explication n'a été produite sur ces versements », ajoute la CRC. Quant au trésorier, le secrétaire général de mairie, Fred Madinécouty, à

Les déboires judiciaires d'Edouard Chamougon

La décision concernant Lucette Michaux-Chevry a été rendue publique, mercredi 17 juin, quelques heures avant qu'Edouard Chamougon se constitue prisonnier, comme le prévoit la loi, pour permettre l'examen de son pourvoi en cassation. Cet ancien député de la Guadeloupe a été condamné en appel à quinze mois de prison ferme pour abus de confiance, abus de biens sociaux, corruption passive et détournement de fonds. Il s'est présenté, mercredi 17 juin, devant le centre pénitentiaire de Baie-Mahault, une commune dont il a été maire pendant dix-sept ans et conseiller général pendant quinze ans.

Deux jours auparavant, l'ancien élu avait présidé aux cérémonies de baptême du « groupe scolaire Edouard-Chamougon » et du « boulevard Edouard-Chamougon ». Ainsi en avait décidé, le 13 juin, le conseil municipal, aujourd'hui dirigé par son épouse. Seul le leader de l'opposition municipale s'est élevé contre cette initiative.

« **COMPABILITÉ RECONSTITUÉE** » Parmi les autres irrégularités relevées par la CRC, figure un chèque de 20 000 francs, « ne figurant pas dans la comptabilité remise » par le CGOS, établi à l'ordre d'un élu RPR, Clodomir Bajazet, « actuellement maire de la commune de Sainte-Rose ». Dans sa réponse à la lettre d'observations provisoire de la CRC, M^{me} Michaux-Chevry affirmait qu'il s'agissait d'un « remboursement d'avances faites par lui, en fin de 1989 et au début de 1990, à des Gourbeyriens installés provisoirement à Sainte-Rose après la cyclone Hugo ». De son côté, M. Bajazet a déclaré à la chambre que « cette somme constituait une aide person-

nelle et qu'il ignorait l'origine et la provenance des sommes reçues ». Dans leur lettre d'observations définitive, les magistrats soulignent qu'ils ont reçu « une comptabilité sommaire qui ne reflète qu'imparfaitement les opérations réalisées », et qu'ils ont été confrontés à « une mise en concordance des comptes artificielle ». « C'est une comptabilité reconstituée pour les besoins du contrôle qui a été transmise à la chambre », ajoutent-ils. Ils considèrent que les sommes perçues par le CGOS ont été soit encaissées irrégulièrement puis qu'il s'agissait de recettes communales, soit irrégulièrement extraites de la caisse publique sous la forme, écrivent-ils, « de secours pour un montant estimé à ce jour à 1 115 346 francs » de 1989 à 1995. Parallèlement, des versements totalisant 1 106 460 francs ont été effectués sur les deux comptes bancaires successifs de cette association paramunicipale non déclarée.

Eddy Nedeljkovic

Nouvelle arrestation dans l'affaire des prêts du Crédit agricole de Corse

UNE TROISIÈME personne a été arrêtée, lundi 22 juin, dans le cadre de l'enquête menée à Ajaccio (Corse-du-Sud), par le juge d'instruction Jean Guary sur les détournements de fonds au Crédit agricole. Joseph Barratier a été interpellé par les gendarmes, à son domicile, à Biguglia, près de Bastia. Le magistrat lui reproche l'utilisation frauduleuse de prêts agricoles destinés à soutenir les exploitations en difficulté. Le rapport de l'inspection générale des finances, à l'origine de cette procédure judiciaire, faisait état d'un prêt de 2,9 millions de francs aux seules fins d'alimenter le plan épargne personnel de M. Barratier. Une note du Crédit agricole, annexée à son prêt, demandait que « l'habillage du dossier soit effectué afin d'être à l'abri de vérifications ultérieures ». Dans le même temps, M. Barratier accumulait 2,2 millions de francs d'impayés au sein de la banque.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE**: Antoine Gaudino et les éditions Albin Michel ont été condamnés, lundi 22 juin, par le tribunal de grande instance de Rennes à verser 100 000 francs à la Société vitrine d'abatage (SVA), qui estimait sa réputation gravement atteinte par des passages du livre de l'ancien inspecteur de police, *La Mafia des tribunaux de commerce*. Les juges ont estimé que les « insinuations » de M. Gaudino concernant des passe-droits dont aurait bénéficié la SVA lors du redressement judiciaire d'une société concurrente, constituaient un « dénigrement ».

■ Un avocat membre du RPR, M^o Sylvain Garant, a déposé lundi 22 juin auprès du parquet de Paris une plainte pour « recel de détournement de fonds publics » contre le premier ministre Lionel Jospin, à qui il reproche d'avoir perçu indûment une prime en plus de son traitement de fonctionnaire, de 1993 à 1997. « La perception du traitement est déjà un peu scandaleuse, mais la perception de la prime n'est pas légale ; les primes supposent le service fait », estime l'avocat, qui agit au nom de l'Union des contribuables de France.

■ **EDUCATION**: la Conférence des directeurs des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) a demandé, lundi 22 juin, la mise en œuvre d'un plan de rattrapage portant sur les emplois et le fonctionnement, afin de permettre une nouvelle phase de développement des IUFM, sept ans après leur création. La Conférence des directeurs propose également une modification des concours de recrutement dès la session de l'an 2000, afin que ces derniers soient « plus conformes à leur objectif » qui est « de recruter des enseignants » : l'admissibilité au Capes vaudrait ainsi admission en première année d'IUFM.

Les « lefebvristes » attaquent violemment le pape

CELA s'appelait, selon les organisateurs, une initiative allant dans le sens de l'ouverture. Pour fêter dignement le dixième anniversaire de l'ordination de quatre évêques par Mgr Lefebvre sans l'accord du pape (Le Monde des 14 et 15 juin), les dynamiques abbés en soutane de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet avaient monté un congrès dans la salle voisine de la Mutualité, dimanche 21 juin à Paris. Fait assez remarquable, l'affiche réunissait des personnalités issues de la mouvance conservatrice du catholicisme français, mais qui n'appartiennent pas toutes au courant « lefebvrisme ». On croisait ainsi des journalistes de l'hebdomadaire *France catholique*, des collaborateurs de la revue *La Nef*, ou encore le Père Michel LeJong, religieux très engagé dans le dialogue avec l'islam. Environ 1 500 personnes, pour la plupart fidèles de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, s'étaient déplacées.

En fait d'ouverture, les catholiques intégristes ont choisi de passer à l'offensive. Les personnalités modérées ont été plus souvent huées qu'applaudies, surtout lorsqu'elles prenaient la défense du pape Jean-Paul II et du concile Vatican II. L'abbé Aulagnier, ancien supérieur général de la Fraternité Saint-Pie-X, qui regroupe les prêtres disciples de Mgr Lefebvre, a tenu un discours de combat : « Le moment est venu de sortir de nos tranchées et de nos donjons, qui pourraient devenir des ghettos » ; il faut « guerroyer en tous lieux » pour « devenir le souci des évêques français, leur ange-garde ». Le prêtre lefebvrisme a ainsi prédit « des dizaines de

Chamblac », faisant allusion à une église de l'Eure, occupée de force par ses troupes en 1997.

Les disciples de Mgr Lefebvre s'en sont pris avec une rare violence aux évêques de France - des « cervelles molles » - et au pape, coupables selon eux de défendre les droits de l'homme, la laïcité et le dialogue entre les religions.

« **SIDA SPIRITUEL** » « Il ne faut pas s'acharner sur un cadavre », a précisé l'un d'eux. « Rome est atteinte de sida spirituel », a asséné Mgr Tissier de Mallerais, l'un des évêques ordonnés par Mgr Lefebvre. L'abbé Laguerie, ancien curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, a dénoncé la déclaration du Vatican sur la Shoah (Le Monde du 17 mars) et le projet de célébration du jubilé de l'an 2000 par le pape Jean-Paul II, en ces termes : « On voit le mont Sinaï se dessiner à l'horizon » (allusion au projet du pape d'organiser une réunion des religions monothéistes au mont Sinaï). Serge de Beketch, de Radio Courtoisie, a renchérit : « On est en train de nous embarquer dans une religion judéo-chrétienne qui n'est pas la mienne ».

Les disciples de Mgr Lefebvre se défendent de mener un combat politique. Néanmoins, on reconnaissait parmi les intervenants et les personnes présentes des monarchistes, des figures de l'extrême droite, comme François Brigneau, et des élus du Front national : Olivier Fichou, conseiller régional d'Île-de-France, et Edouard Ferrand, conseiller régional de Bourgogne.

Xavier Ternisien



C'est important, ce nouveau logo?

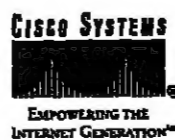
(Indice: Notre dernière contribution majeure aux entreprises s'appelait Internet.)

Que signifie le logo Cisco Powered Network? Tout simplement que votre fournisseur réseau a basé ses solutions sur la technologie Cisco, celle-là même qui a fait d'Internet la réalité économique de millions d'entreprises dans le monde.

Lorsque vous envoyez un message de Hong Kong et qu'il arrive quasiment en temps réel à Buenos Aires, lorsque votre bureau de Marseille fait parvenir ses fichiers à son siège londonien en toute sécurité, ou encore lorsque vos salariés travaillent, communiquent, échangent des données, sans quitter leur domicile,

tout cela passe par Internet à travers des équipements Cisco. La prochaine fois que vous verrez le logo Cisco Powered Network dans la documentation de votre fournisseur de services réseau, vous ne vous poserez plus de questions. Vous aurez la certitude que le service qui vous est proposé s'appuie sur la technologie et les produits qui mettent les réseaux du monde entier au service des entreprises.

Et pour savoir tout ce que les produits Cisco peuvent faire pour vous, visitez notre site Web, à l'adresse www.cisco.com.



Paris, port de mer et qui entend le rester...

Grâce à des cargos spécialement conçus, près de 700 000 tonnes de marchandises diverses - acier, céréales ou pâte à papier - sont passées en 1997 par les terminaux du Port autonome de Paris, à destination ou en provenance de quatorze pays. Ce cabotage fluvio-maritime est en plein essor

CE NE SERA JAMAIS Hong-kong, Rotterdam ou Marseille. Mais pour ceux - nombreux - qui l'ignorent, le Port autonome de Paris, connu pour ses péniches, ses bateaux-mouches et ses bateaux-logements, est aussi un port de mer. Avec des « vrais » cargos qui transportent, en direct depuis l'île-de-France, des marchandises vers le Maroc ou la péninsule ibérique à travers le golfe de Gascogne ou en apportent en provenance de Scandinavie, via la Baltique et la mer du Nord. Les modernes terminaux qui affichent ainsi fièrement une double vocation, fluviale et maritime (sans compter les centaines de conteneurs qui transitent par camion ou voie ferrée), sont situés le long des darses à Gennevilliers (et dans une moindre mesure à Bonneuil-sur-Marne, dans le Val-de-Marne, et Limay dans les Yvelines) où récemment, à l'occasion du salon Equipport-Logiport, les avantages du transport multimodal et des échanges fluvio-maritimes ont été mis en évidence par les transitaires, les armateurs et les chargeurs.

En 1997, le trafic fluvio-maritime parisien a dépassé 675 000 tonnes,

soit une progression de 34 % par rapport à 1996. Les lignes régulières par caboteurs d'une capacité de 2 à 3 000 tonnes, comme celle qui, pour le compte de British Steel et le transport de bobines d'acier, relie les Hauts-de-Seine à Swansea au pays de Galles, se développent régulièrement. Le Royaume-Uni, avec 408 000 tonnes, est d'ailleurs le premier partenaire maritime de Paris, loin devant l'Espagne, l'Irlande et le Portugal... et au total quatorze pays. Acier et ferrailles britanniques, poutrelles de Sicile, argiles de Norvège, pâte à papier nordique, céréales françaises pour l'Irlande, moteurs réexpédiés, ensuite, à partir d'Anvers ou de Rotterdam vers les continents lointains: il n'est guère de marchandises qui ne soient intéressées par ce mode de transport.

Le système d'ailleurs tendance à se développer dans toute l'Europe, là du moins où les fleuves navigables jouent les prolongations naturelles de la mer et dans les zones où les installations industrielles ou les silos de stockage sont à même les berges. Lyon ou Chalon-sur-Saône constituent des terminaux reliés à la Tunisie, la Grèce,

voire Israël. Mais Duisbourg, dans la Ruhr, apparaît pour tous les spécialistes comme le modèle, avec un trafic fluvio-maritime qui oscille entre 2 et 3 millions de tonnes par an, en fonction de la hauteur d'eau du Rhin. Liège sur la Meuse, relié à Anvers par le canal Albert, se targue d'être depuis 1948 un port de mer actif, comme le raconte avec conviction, dans son ouvrage *50 ans de trafic maritime au cœur de l'Europe* (Éd. du Perron 1998), l'économiste belge Paul Romus.

Mais d'autres Etats - comme la Finlande qui utilise ses grands lacs intérieurs, ses canaux et la Baltique - s'intéressent aussi de plus en plus à ce cabotage mixte. Au total, 20 millions de tonnes de marchandises sont concernées chaque année en Europe.

« Le fluvio-maritime est intéressant en termes économiques lorsque la marchandise, si possible en cargaison groupée, va d'un point A à un point B sans rupture de charge ni transbordement, sur un camion ou

un train, à condition que la distance à parcourir ne dépasse pas certaines limites; sinon, le grand cargo au long cours coûte moins cher, explique Bernard Chamey, directeur général du port de Paris. C'est en tout cas une bonne alternative au « tout routier » sur longue distance dans les échanges intrazéropéens. » La marchandise, qui n'a pas à être manipulée plusieurs fois entre le départ et l'arrivée, est mieux protégée contre les vols ou les chocs et les formalités douanières sont simplifiées.

politiques soient les moins lourdes possible. On s'étonne par exemple qu'un cargo allant de Paris au Portugal soit obligé de payer des droits en passant dans la circonscription du port de Rouen, même s'il n'y fait pas escale. De même, plusieurs industriels ou chargeurs (Renault, coopératives de céréales) sont actuellement en train d'étudier le lancement d'une ligne régulière entre Paris et Moscou, via la Baltique, Saint-Petersbourg puis la voie fluviale. Mais la réglementation russe interdit jusqu'à maintenant le transport intérieur aux armements étrangers.

Les dirigeants du Port de Paris veulent aussi renforcer leurs liens avec leurs homologues du Havre et de Rouen, afin de mettre en place entre la région capitale et la Basse-Seine un seul et même ensemble. Une ligne régulière de conteneurs, du nom de Logiseine, existe déjà entre Gennevilliers et Le Havre: elle a transporté 17 000 conteneurs l'an dernier. De quoi alléger sensiblement le trafic sur l'autoroute de Normandie et sur la voie ferrée, elle aussi fréquemment saturée.

François Grosrichard

Les trois principales plates-formes portuaires en Ile-de-France



CONTRAINTES ADMINISTRATIVES

Les bateaux, qui naviguent pour la plupart sous des pavillons de complaisance et avec des équipages originaires des pays d'Europe de l'Est pour avoir des coûts d'exploitation réduits, ressemblent à des automoteurs fluviaux classiques, mais avec une étrave renforcée, un profil de coque adapté pour assurer la stabilité en mer et une passerelle qui s'abaisse afin que l'embarcation puisse passer sous les ponts.

Mais pour que la fluidité « mer-fleuve » soit complète, il faut que les contraintes administratives et

Vers de nouvelles relations financières entre l'Etat et les collectivités locales

LE GOUVERNEMENT a entamé, lundi 22 juin, une concertation avec les élus locaux sur la « sortie » du pacte de stabilité - qui alignait jusqu'à maintenant la progression de la majorité des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales sur l'inflation - et, au-delà, sur l'ensemble des relations financières entre l'Etat et les élus locaux (*Le Monde* du 23 juin). Même si certains élus s'affirmaient toujours inquiets à la sortie de cette réunion, le gouvernement affiche sa volonté de restaurer avec eux des relations plus confiantes que par le passé, sans pour autant mettre en péril l'équilibre des finances publiques.

PARTAGE DE LA CROISSANCE

Cette volonté de « décrispation » s'illustre dans le vocabulaire: le vocable de « pacte de stabilité » semble abandonné au profit de l'appellation - pour le moment provisoire mais résumant mieux les nouvelles orientations souhaitées -, de « contrat de progrès et de solidarité ». L'un des enjeux de la discussion est en effet le partage de la croissance: les élus demandent à bénéficier de la moitié du taux de croissance du PIB. Ils désirent également que le nouveau dispositif, qui sera conclu pour trois ans, comme le précédent « pacte », porte non seulement sur les recettes mais aussi sur les dépenses. En effet, les élus ne sont pas entièrement maîtres de la progression de ces dernières, notamment

pour le personnel. M. Chevènement, ministre de l'Intérieur, a réaffirmé son soutien au principe de l'indexation sur la croissance, tandis que les représentants de Bercy, partisans à l'origine d'un maintien du statu quo, ont de nouveau mis en avant la bonne santé financière des collectivités, l'importance des transferts de l'Etat, tout en soulignant leurs propres priorités: développement de la péréquation financière (c'est-à-dire la réduction des disparités de richesse entre collectivités) et modération de la fiscalité locale. Lionel Jospin recevra les élus le 9 juillet. C'est lors de cette rencontre qu'il devrait confirmer, sauf coup de théâtre, que l'expression de la « solidarité » se traduira bien par le partage d'une partie des fruits de la croissance.

Par ailleurs, la création de trois groupes de travail a été décidée: Le premier devrait travailler, « à court terme », sur les problèmes de la péréquation financière. Le deuxième doit réfléchir à l'épineuse question de l'avenir de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL). Le troisième abordera un autre sujet constant de préoccupation pour les élus: les normes, notamment européennes, de plus en plus sévères - et de plus en plus coûteuses - auxquelles doivent satisfaire les équipements des collectivités locales.

Jean-Louis Andréani

A l'occasion de la rentrée de septembre, Le Monde de l'éducation va se rapprocher un peu plus de ses lecteurs. En leur donnant la parole.

De manière de plus en plus pressante, la société multiplie ses exigences envers un système éducatif dont chacun constate qu'il est toujours plus difficile à gouverner.

Pourtant, aucun des grands débats d'aujourd'hui, qu'il soit lié à l'emploi, la violence, l'égalité des chances ou la formation des élites, ne peut se passer de la contribution déterminante de l'école ou de l'université. Ou plus exactement de l'expérience trop méconnue de ceux dont la vocation quotidienne est de transmettre le savoir et la connaissance, c'est-à-dire les enseignants.

C'est précisément pour mieux nourrir et réhabiliter le débat sur l'éducation que *Le Monde de l'éducation* a décidé de leur ouvrir très largement ses colonnes. Dès le numéro de septembre, un Forum, défini comme un « espace où se discutent les affaires publiques », sera créé.

L'expression des idées et des opinions y trouvera une formulation écrite, concise et argumentée.

Notre ambition est de poser des questions qui intéressent directement ceux qui sont en charge d'éducation et de culture, d'améliorer les relations et le dialogue entre eux pour mieux cerner les problèmes auxquels ils sont confrontés et leur résolution.

Chacun pourra répondre dès maintenant aux questions posées par la rédaction en rédigeant un article d'une longueur maximale de 3 feuillets (4 500 signes). Sous réserve d'offrir un intérêt évident, et dont la rédaction sera seule juge, ces contributions seront publiées dans la nouvelle rubrique créée à cette occasion.

Jean-Michel Dijan, directeur de la rédaction

Forum de septembre :

Peut-on classer les établissements scolaires ?

C'est *Le Monde de l'éducation* qui, en 1982, a lancé l'idée d'un palmarès, reprise depuis par d'autres supports de presse. Malgré la transparence que permettent de tels classements par l'accès à une information jusqu'alors réservée à quelques privilégiés, leur généralisation sur des bases définies par le ministère de l'éducation nationale, pose le problème de l'égalité d'accès à l'école républicaine. Si les palmarès participent à l'émulation entre les établissements, n'ont-ils pas, en revanche, les vices de leurs vertus ? Ne creusent-ils pas un peu plus le fossé qui sépare ceux qui savent de ceux qui ne savent pas ? Doit-on alimenter un marché de l'angoisse scolaire, d'autant plus difficile à contenir que l'exigence d'éducation est, en principe, la même pour tous ?

Forum d'octobre :

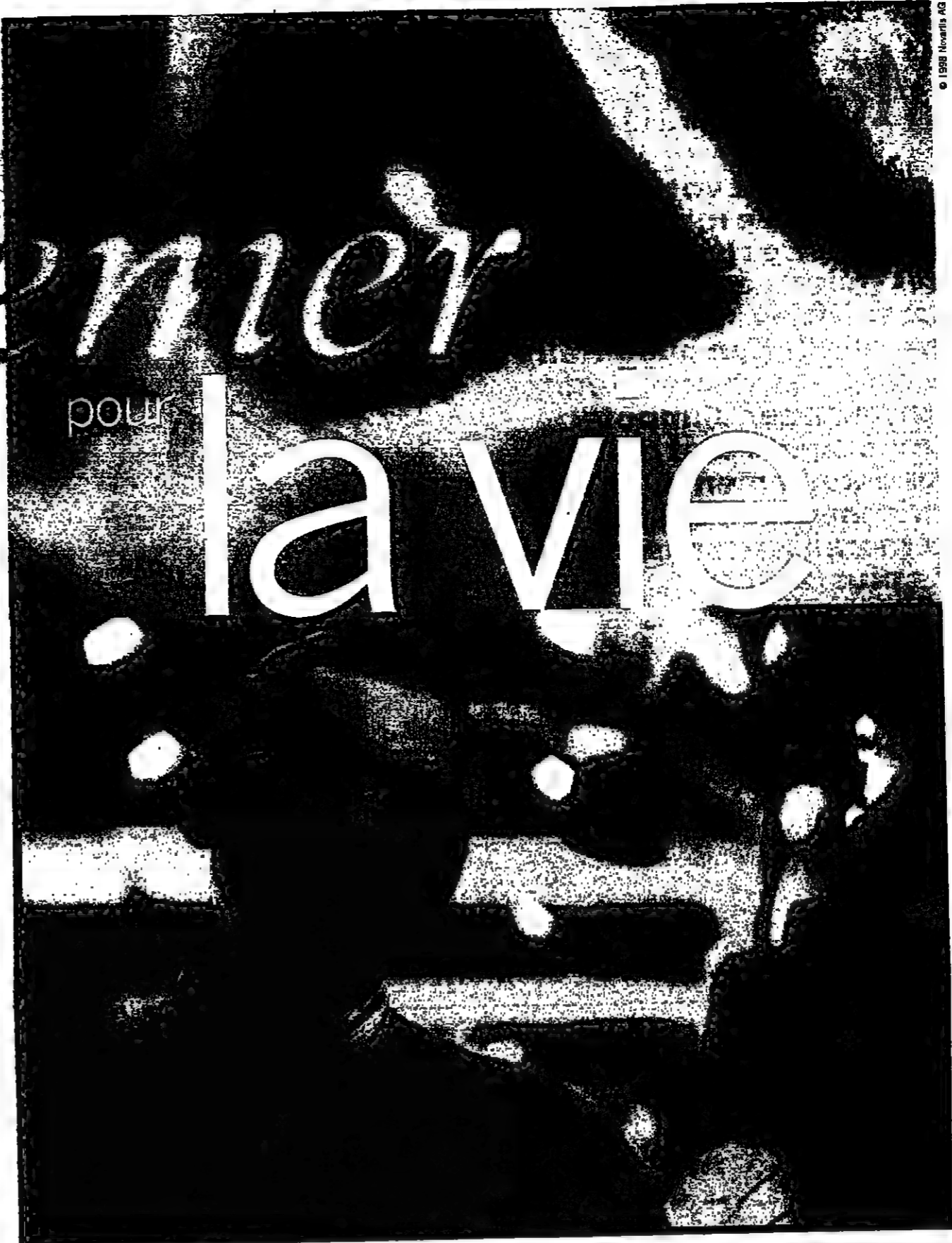
Les enseignants peuvent-ils accepter la présence du Front national dans les conseils d'administration des établissements du second degré ?

La récente élection de conseillers régionaux du FN provoque des réactions en cascade des acteurs de l'école, lycéens en tête, partout où les établissements sont amenés à renouveler leur conseil d'administration. Comment est-il possible de réagir face à ces situations, étant entendu que ces nominations se font dans la plus parfaite légalité républicaine ?

Le Monde de l'éducation, 21bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris - fax : 0142172132 / E-mail : roullier@lemonde.fr

البيان 1350

Semier pour la vie



Comment satisfaire au mieux les besoins alimentaires de la population ?
Fournir aux industriels de l'alimentation et aux consommateurs des produits de qualité régulière et en quantité suffisante, tel est le métier de Benoît Fenzère, agriculteur dans le Loiret. Pour remplir cette mission, il utilise des variétés performantes, résistantes aux maladies, riches en protéines, en huile ou en sucre selon leur destination. Ainsi, il peut maintenir la rentabilité de son exploitation et la qualité de sa production, tout en respectant l'environnement.
Comme à des milliers d'autres agriculteurs, Novartis, le leader mondial des Sciences de la Vie, lui propose des semences répondant à ses besoins spécifiques et s'adaptant aux particularités locales. Grâce à une recherche innovante utilisant la sélection conventionnelle et les biotechnologies, Novartis améliore constamment le comportement et les performances des nouvelles variétés pour satisfaire les besoins alimentaires de la population.

Novartis. Ensemble... pour une meilleure vie.

 NOVARTIS



De nouvelles forces pour les Sciences de la Vie

Pour en savoir plus, visitez notre site internet: www.fr.novartis.com
Novartis France S.A., 14, boulevard Richelieu, BP 410, F-92845 Rueil Malmaison Cedex

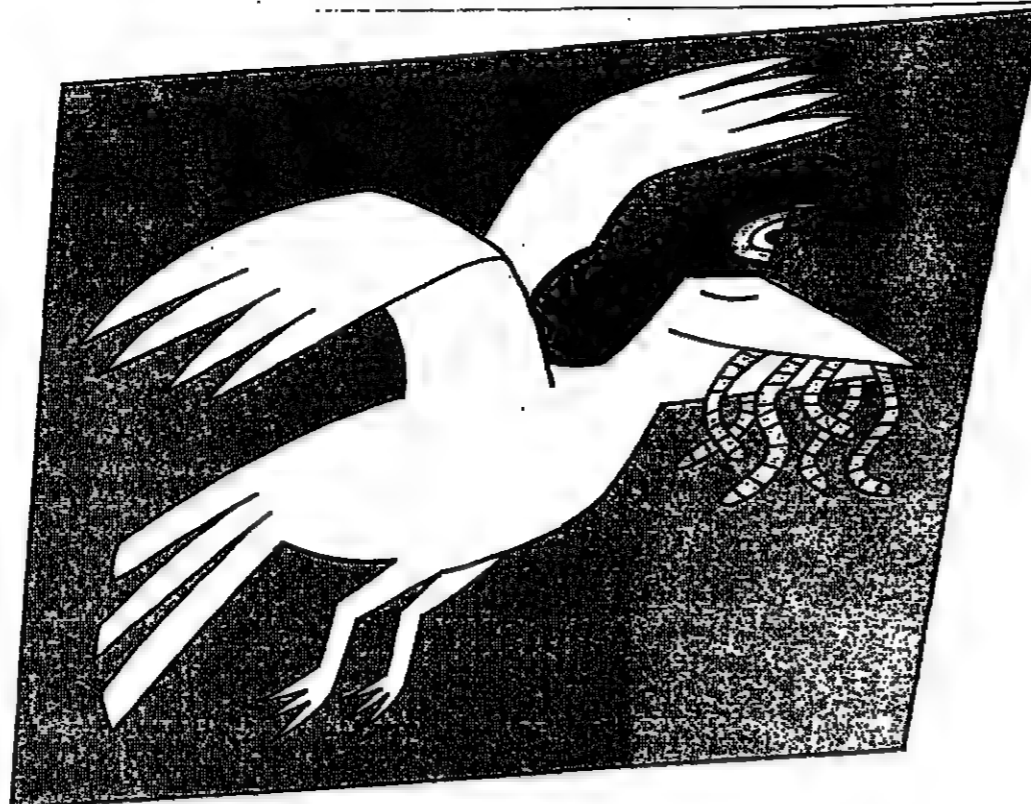
HORIZONS

ENQUÊTE

VOYAGE INDISCRET AU CŒUR DE L'ÉTAT

Mauvais payeur, mauvais investisseur

Le Parlement vote le budget. Le ministère des finances l'exécute à sa guise. Les acrobaties comptables imposées par la « régulation budgétaire », censée adapter les crédits aux rentrées d'impôts, empêchent l'Etat de tenir ses engagements, entachent son crédit et démoralisent ses serviteurs les plus motivés



CHACUNE année, en janvier, l'administration tremble. Des cabinets ministériels aux directions départementales des ministères, on se demande à quelle sauce on va être mangé. En principe, la question est pourtant réglée : la loi de finances initiale a été votée par le Parlement et publiée au *Journal officiel* du 31 décembre. Elle devrait s'appliquer dès le 1^{er} janvier. En fait, les responsables des affaires budgétaires des ministères s'aperçoivent que leurs dépenses sont insidieusement bloquées par le contrôleur financier. Surnommé « l'œil de Moscou », ce haut fonctionnaire de Bercy, présent dans chaque ministère, vérifie que toute dépense engagée est bien inscrite au budget. Si, même lorsque c'est le cas, il refuse de débloquer l'argent, on se doute qu'il y a « de la régulation dans l'air » : le ministère des finances a décidé de ne pas dépenser une part des sommes inscrites dans la loi de finances, pour le cas où les recettes fiscales ne seraient pas aussi importantes que prévu. Il « gèle » les crédits, en attendant de voir quelle va être la conjoncture. A l'automne, il décide soit de les débloquer, soit, plus fréquemment, d'en annuler une partie.

Les instructions que reçoit le contrôleur financier sont d'abord secrètes, car le ministère de l'économie et des finances veut imposer une sorte de délai de décence par rapport au vote de la loi de finances. Les orthodoxes budgétaires objectent, certes, que la régulation ne porte pas atteinte aux prérogatives des parlementaires, dans la mesure où ceux-ci ne votent qu'une autorisation maximale, et non minimale, de dépenses. Il n'empêche que l'annulation des mesures nouvelles décidées par les représentants de la nation, qui plus est au lendemain même de leur vote, pose un véritable problème démocratique.

Le secret dans lequel opère Bercy n'est pas de nature à rassurer les membres des différentes administrations, désormais convaincus que la loi de finances est une coquille vide. Chacun use des relations pour savoir ce qui se trame, des informations « fuitent », mais la procédure officielle de régulation n'est connue qu'ultérieurement. Ainsi, en 1995, la direction du budget a-t-elle envoyé aux contrôleurs financiers, dès le 19 janvier, une note manuscrite et confidentielle, qui leur demandait de « procéder à titre conservatoire et de façon officieuse à des blocages de crédits ». C'est seulement un mois plus tard, le 22 février, que la procédure officielle de régulation débute, avec une lettre du ministre du budget, Edmond Alphandéry, à ses collègues.

Dès que les ministères connaissent le pourcentage de crédits gelés, des cellules de crise se réunissent autour du respon-

sable des affaires budgétaires, qui a préparé la loi de finances et sait débusquer d'éventuels magots, tandis que les différents directeurs d'administrations centrales tentent de sauver leurs biens. Bercy force la cadence, pour éviter que les ministères ne fassent défiler leurs groupes de pression dans la rue : tout doit être bouclé en quelques jours. Les membres des cabinets ministériels s'empressent donc de téléphoner à la direction du budget pour obtenir que les dotations politiquement sensibles soient épargnées. Un ancien directeur de cabinet du ministère des affaires sociales se souvient d'avoir sursauté en apprenant que 100 millions de francs de crédits, destinés aux associations de lutte contre le sida,

cher à la masse des dépenses obligatoires que sont les traitements et les pensions des fonctionnaires ou les crédits d'intervention prévus par les traités internationaux ou les lois (RMI, allocations pour adultes handicapés...). En revanche, il peut « taxer » toutes les autres dépenses. En 1995, la régulation a touché 13,5 % des dépenses de fonctionnement, 32 % des crédits d'intervention et 26,6 % des crédits d'équipement

confectionnés sous le signe de l'austérité. « Les régulations, qui sont devenues systématiques depuis quelques années, sont catégoriques pour la vie des services », proteste Jean-Yves Ollivier, président du groupement des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt, l'un des rares fonctionnaires concernés qui aient le courage de parler à visage découvert. « Chaque année, dit-il, on a des dotations de départ plus faibles que l'année précédente et, en plus, on nous gèle 10 % des crédits ! On ne peut plus payer que les dépenses incompressibles : loyer, téléphone, électricité, eau, papier. On serre au maximum les frais de déplacement. Le plus casse, c'est que l'on n'est plus en mesure d'investir dans l'informatique, alors que les ordinateurs nous permettraient d'obtenir des gains de productivité ! Ceux qui dissent sur le prétendu « train de vie de l'Etat » devraient venir voir ce qui se passe, une fois les crédits de fonctionnement régulés ! »

La régulation des crédits de fonctionnement a torpillé la modernisation de l'administration, conviennent tous les observateurs. Les centres de responsabilité, mis en place dans le cadre de la politique du renouveau du service public de 1989, prévoyaient que les chefs des services déconcentrés réduiraient leurs effectifs, en échange de quoi l'administration centrale leur accorderait des crédits de fonctionnement plus importants. « Tous ceux qui ont cru à cette promesse et joué le jeu ont été trahis », indique-t-on un peu partout. En effet, les emplois ont été réduits, mais les crédits de fonctionnement supplémentaires ne sont pas venus : au contraire, les enveloppes disponibles ont diminué. Les chefs des services déconcentrés proclament donc une méfiance générale à l'égard de toute nouvelle mesure de ce type qui pourrait être proposée dans le cadre de la réforme de l'Etat.

Quant aux hauts fonctionnaires qui, dans les administrations centrales, prônaient la modernisation par la voie du contrat, ils déplorent d'avoir perdu toute crédibilité. Seul le ministère de l'équipement a, depuis deux ans, échappé à ce sort, en passant avec la direction du budget un contrat pluriannuel, pour l'instant respecté, qui stipule que les crédits de fonctionnement subissent une certaine baisse, mais qu'ils sont, en contrepartie, épargnés par la régulation : « Je préfère subir une baisse programmée de 1 % chaque année, plutôt que de me voir imposer n'importe quand des gels de 15 % à 20 % », explique Gilbert Santel, ancien directeur du personnel de l'équipement, aujourd'hui directeur général de

teurs régionaux et départementaux des affaires sanitaires et sociales.

Les crédits d'équipement sont également touchés. Le ministère de la défense a ainsi subi de fortes amputations en 1995, 1996 et 1997. Dans un rapport particulier sur la gestion budgétaire et la programmation au ministère de la défense, la Cour des comptes observe d'ailleurs que la régulation imposée en 1995 sur les crédits d'investissement a remis en question la loi de programmation militaire 1995-2000 votée en 1994, alors que le montant des crédits de paiement affichés dans la loi de finances initiale était conforme à l'engagement pluriannuel pris par le Parlement.

Les financements croisés étant de plus en plus nombreux, la régulation porte de plus en plus souvent sur des engagements pris avec les collectivités locales. L'exemple le plus fameux est celui des contrats de plan Etat-région, censés porter sur la période 1994-1998 et rallongés unilatéralement d'un an par le gouvernement d'Alain Juppé en 1996. Certains objecteront que les dotations programmées de façon pluriannuelle sont subordonnées à l'inscription des crédits nécessaires dans chaque loi de finances. Il n'en demeure pas moins que le non-respect d'un engagement écrit et solennel pose un problème politique, sinon juridique. Il pose aussi de sérieux problèmes économiques, aux élus locaux qui, émus pour un nombre d'années limité, souhaitent programmer le financement de leurs investissements sur la durée de leur mandat.

L'administration et de la fonction publique. Les crédits de subventions aux associations constituent aussi une cible de choix. Le ministère de la culture, dont le budget est essentiellement constitué de tels crédits, se plaint d'être une victime toute désignée. « Quand on dit que la régulation est de 5 %, ce la peut paraître anodin, explique un directeur régional des affaires culturelles (DRAC). En fait, elle est de 50 % pour les structures artistiques les plus fragiles, car le secteur institutionnel est traditionnellement sauvegardé. La régulation fait donc disparaître brutalement de petites compagnies de théâtre ou de danse innovantes, qui ont très peu de moyens. » Les annulations de crédits de 10 % qui, pendant l'été 1997, ont touché le budget de la culture, ont suscité une polémique particulièrement nourrie. Une quarantaine de professionnels du spectacle vivant ont adressé à Lionel Jospin une lettre dans laquelle ils protestaient contre cette mesure, « appliquée de façon subreptice, sans concertation ni annonce », et dont ils n'ont pris connaissance qu'en se plongeant dans la lecture du *Journal officiel* (Le Monde du 25 juillet 1997).

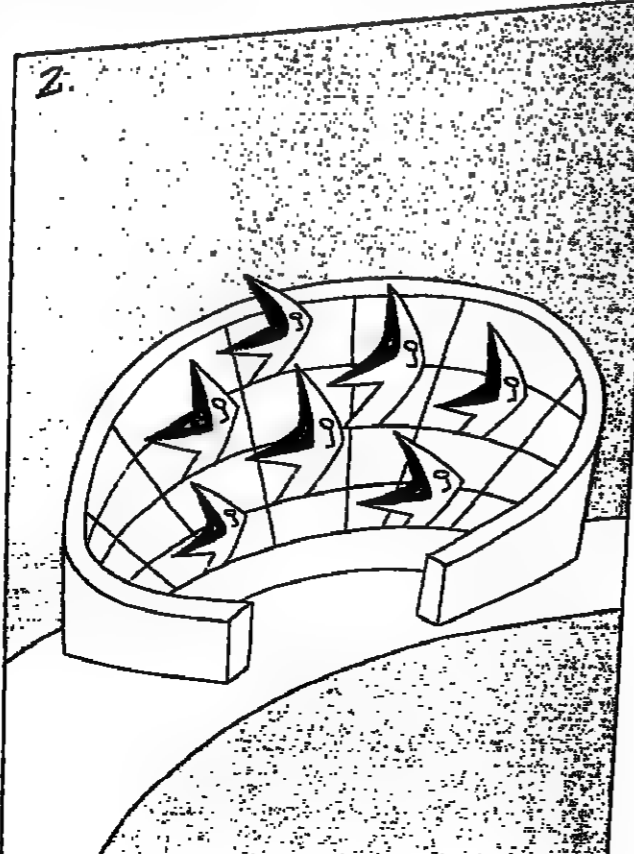
La Datar affirme que les crédits promis par l'Etat dans le cadre des contrats de plan n'ont jamais été atteints par la régulation. Pourtant, le rapport de la Cour des comptes sur l'exécution de la loi de finances pour l'année 1996 assure le contraire, et certains élus locaux sont là pour le confirmer. Pierre Hérisson, sénateur (UDF-FD) de la Haute-Savoie, et ancien vice-président du conseil régional Rhône-Alpes, se plaint ainsi que la direction départementale de l'équipement de son département n'ait engagé ni les études ni les travaux nécessaires pour la réalisation d'un tronçon de la route nationale 508, entre Annecy et Faverges, prévu dans le contrat de

La régulation imposée en 1995 a remis en question la loi de programmation militaire 1995-2000, alors que le montant des crédits de paiement était conforme à l'engagement pluri-annuel pris par le Parlement

Dans le secteur social aussi, la régulation menace les associations caritatives, qui vivent essentiellement des subventions ministérielles. Chacun des responsables des directions départementales des affaires sanitaires et sociales tente donc de défendre son territoire, lorsque l'administration centrale cherche à répartir les gels dans les services déconcentrés : « Dans l'Est, ils plaident la dureté du climat, pour obtenir que l'on ne taille pas dans les crédits des centres d'hébergement d'urgence pour les sans-abri, qui permettent d'éviter que des gens meurent de froid. Dans les zones rurales du Midi, ils invoquent l'isolement des jeunes, qui ne pourront plus se rendre dans les missions locales si l'on réduit le fonds qui finance leurs transports. Dans les grandes villes, ils expliquent qu'il ne faut pas toucher aux crédits destinés à la lutte contre le saturnisme, maladie de la misère, faite de quoi les enfants ne pourront plus se faire soigner », explique Catherine Dardé, présidente de l'Association des direc-

plan. « Pendant longtemps, la DDE n'a rien dit aux élus de la Haute-Savoie. Tout récemment, elle les a avertis que les travaux commenceraient en 2001, sous réserve que les crédits prévus dans le contrat de plan soient reportés ». On se moque du monde ! », proteste cet élu, qui déplore que « l'Etat mente par omission ». Ce sénateur juge regrettable que « des technocrates de Bercy mettent en cause les engagements pris par le Parlement » et souhaite que les contrats de plan ne puissent plus être conclus tant que la signature de l'Etat ne sera pas irréversible.

Lorsque l'Etat ne peut débours les fonds prévus, il demande une avance aux collectivités ; mais le « rattachement » de ce fonds de concours au budget concerné, qui se fait par voie de décret, prend au moins quatre mois. Pendant ce temps, le chantier est interrompu. Les élus locaux estiment que l'Etat aggrave son cas en n'utilisant pas immédiatement les prêts qu'il a lui-même sollicités. L'annulation de certains crédits



U... (partially visible text from another page)



Handwritten text at the bottom of the page: "L'Etat n'a pas le droit de..."

vestisseu

touche toutes sortes d'opérations contractuelles. A Marseille, c'est la rénovation d'un centre aéré situé dans les quartiers Nord qui a été abandonnée par l'Etat. L'opération avait été inscrite dans un contrat de ville, la municipalité et l'Etat devant mettre chacun 300 000 francs pour l'opération, qui consistait à refaire l'électricité, changer le mobilier, installer un vestiaire et des sanitaires et rafraîchir la peinture. La Datar n'a pas pu verser la somme prévue, pour cause de régulation : la section « libre d'emploi » du Fonds national d'aménagement du territoire, dotée de 140 millions de francs depuis quelques années, a été totalement amputée en 1996. Du coup, la ville de Marseille a doublé sa mise pour réaliser, malgré tout, cet investissement qu'elle jugeait nécessaire. « Le désengagement de l'Etat, qui a retardé l'opération d'un an, a singulièrement compliqué nos relations avec la population et les associations », indique Roland Blum, conseiller municipal (UDF-DL) délégué au développement social urbain et aux affaires sociales.

La période pendant laquelle les crédits sont gelés est une période d'incertitude pour les gestionnaires de l'Etat. Ils ne peuvent faire aucune prévision, puisqu'ils ne savent pas si les crédits gelés seront un jour débloqués ou annulés. « Nous attendons le dégel », bruisse-t-ils. « Lorsque, en février, un organisateur de festival vient me demander si je peux subventionner la manifestation qu'il souhaite organiser en juin, je suis incapable de lui répondre, raconte un directeur régional des affaires culturelles (DRAC). Si je dis "oui" et que les crédits sur lesquels je table ne sont pas dégelés en octobre, cet organisateur se retrouvera en déficit. Je préfère répondre "non", mais je risque de le regretter si les crédits sont finalement débloqués. »

Un directeur départemental de l'agriculture se souvient de 1997 comme d'une année cauchemardesque : « Mes calculs personnels me permettaient de penser que mon service disposerait de 9 millions de francs au titre du fonds de gestion de l'espace rural, créé par la loi Pasqua. Je n'ai jamais obtenu de notification officielle du montant de cette dotation. En mai, j'ai reçu un versement de 1,5 million de francs, présenté comme un acompte. En septembre, l'administration centrale m'a dit que cette somme constituait en fait un arriéré de crédits de 1996 et que la dotation 1997 était purement et simplement supprimée. Pendant presque une année, j'ai été incapable de répondre aux sollicitations des maires ruraux, des syndicats d'agriculteurs ou des associations qui me demandaient de participer à des opérations de reconstitution de zones boisées, de remise en état de zones pastorales ou de réimplantation de troupeaux dans les zones forestières menacées par les incendies, alors que le gouvernement faisait de l'entretien des zones rurales une préoccupation nationale ! »

La paralysie du fonctionnement de l'Etat a de nombreux effets pervers. Ancienne directrice du patrimoine, Maryvonne de Saint-Pulgent se souvient que, pendant la période de « gel », où elle ne pouvait engager de dépenses, « le patrimoine se dégradait, les coûts renchérrissaient et les entreprises fermaient ». « Alors que la régulation est destinée à éviter la dégradation des comptes publics, elle entraîne localement du chômage », constate cette ancienne directrice, retournée au Conseil d'Etat. Les associations aussi souffrent de la régulation : lorsqu'elles ne reçoivent pas leurs subventions en temps voulu, elles doivent emprunter aux banques, qui leur prélèvent des agios, non remboursés par l'Etat.

Le contrôleur financier veille à ce que les crédits gelés ne soient pas dépensés. Pour éviter la paralysie, certains gestionnaires trouvent toutefois des subterfuges. Catherine Bersani, ancienne directrice de l'architecture et de l'urbanisme, admet ainsi avoir commandé plusieurs études nécessaires à l'élaboration de lois sur l'urbanisme, malgré le gel de ses crédits. Le plan urbain a fait appel à des universités, qui ont recruté des « thésards ». Lorsque ces chercheurs ont eu terminé leur travail, les crédits de paiement destinés à rémunérer leurs études ont été annulés. Les universités les ont payés, mais elles n'ont pas été remboursées. « Une loi sur l'urbanisme ne s'improvise



pas. Des considérations conjoncturelles et comptables ne sauraient mettre à mal l'intérêt supérieur de l'Etat », se justifie M^{me} Bersani. Quant au contrôleur financier, il ne trouve rien à redire au fait qu'un ministère en mal de fonds commande des études à un organisme public qu'il remboursera plus tard, sans avoir à payer d'intérêts moratoires.

Parfois, certains crédits sont débloqués à l'automne. Catastrophe ! Le principe de l'annualité budgétaire impose, en effet, que les dépenses soient engagées avant le 31 novembre, pour être liquidées le 31 décembre, les administrations payant après « service fait », c'est-à-dire après livraison de la marchandise. Il est donc trop tard pour organiser une mise en concurrence et... pour acheter ! En théorie, les administrations peuvent reporter une partie de leurs crédits sur l'année suivante ; en réalité, Bercy considère qu'une dépense non engagée est une dépense dont l'administration n'avait pas besoin : l'argent n'est donc pas rendu au ministère qui commet l'imprudence de ne pas le dépenser.

Pour dépenser à tout prix, certains gestionnaires locaux sont souvent conduits, avec l'aval de leur hiérarchie, pourtant composée d'éminents membres des grands corps de l'Etat, à commettre des irrégularités

graves telles que... l'émission de fausses factures : ils passent commande d'une marchandise chez un fournisseur avec lequel ils se sont entendus, mais ne se la font pas livrer. Grâce au crédit ainsi obtenu, ils achètent ce dont ils ont besoin au début de l'année suivante. Le contrôleur financier est incapable de détecter ce genre de faux en écriture.

Au ministère de l'éducation na-

Ancienne directrice du patrimoine, Maryvonne de Saint-Pulgent se souvient que, pendant la période de « gel » des crédits, « le patrimoine se dégradait, les coûts renchérrissaient, et les entreprises fermaient »

tionale, l'administration centrale a souvent confié à des collèges ou des lycées, établissements dotés d'une autonomie budgétaire, le soin de « garder » certains crédits destinés à l'achat de matériel pour les rectorats ou les inspections académiques. Dans son rapport annuel 1997, la Cour des comptes rappelle que cette pratique, qui permet de contourner les règles limitant les reports de crédits d'un exercice à l'autre, enfreint le principe de l'annualité budgétaire et rend ses auteurs

passibles de la cour de discipline budgétaire et financière. Dans les secteurs de l'action sociale et de la politique de la ville, il arrive souvent que les administrations centrales confient de l'argent à des associations « parkings », au lieu de le déléguer à leurs services déconcentrés, qui l'attribueraient ensuite à des associations caritatives locales, au terme d'un contrat. La faute est double : non seulement les administrations centrales ne respectent pas le principe de la déconcentration, mais, en plus, elles distribuent de l'argent avant d'avoir précisé son affectation !

Pour éviter de commettre des malversations, certains gestionnaires font appel à l'Union des groupements d'achats publics (UGAP), formule qui les dispense de toute procédure d'achat et les autorise à payer sans attendre la livraison de la marchandise. « Cette formule, qui fait la fortune de l'UGAP, n'est pourtant pas la plus économique pour les deniers de l'Etat, confient plusieurs responsables de services déconcentrés. Les prix des voitures de service, par exemple, sont nettement moins intéressants que ceux que l'on pourrait négocier auprès de certains fournisseurs locaux ! » Le président de l'UGAP a récemment été mis en examen pour favoritisme.

La régulation complique singulièrement le fonctionnement de l'administration. Lorsque les services extérieurs ont déjà reçu des crédits qui font l'objet d'un gel, ils doivent les renvoyer à Paris. Outre que l'exercice « est catastrophique pour le moral des troupes », comme le déplore un directeur d'administration centrale, il impose de multiples jeux d'écriture dans les bureaux des comptables locaux et centraux. Il arrive souvent que les chefs des

place dans l'ensemble des ministères le dispositif de régulation (...), le nombre de réunions organisées à la direction du budget, dans les cabinets ministériels, les directions financières, les directions de gestion, les services déconcentrés et les établissements publics, les chiffres seraient certainement éloquentes », observe la Cour des comptes.

Les services comptables, pour leur part, travaillent par à-coups. Après avoir ronronné pendant plusieurs mois, ils sont submergés de factures alors que s'annoncent les vacances de Noël ! Comme les factures ne peuvent pas toujours être acquittées dans un délai de trente-cinq jours après la passation des marchés, l'Etat est souvent condamné à payer des intérêts moratoires. Pour éviter de tels écueils, plusieurs trésoriers-payeurs généraux - qui font office de contrô-

leur même de la loi organique de 1959 relative aux lois de finances qui est alors oubliée : la notion de « crédits devenus sans objet », requise par l'article 13 pour procéder à une annulation, est en effet vidée de son sens, puisque Bercy voit dans la mise en réserve des crédits une façon de les rendre sans objet, pour pouvoir ensuite les annuler.

De même, précisait-elle, « la régulation des dépenses d'investissement par les crédits de paiement finit par faire apparaître, en fin d'année, des autorisations de programme inemployées qu'il devient facile d'annuler : c'est la philoso-

Certains gestionnaires locaux sont souvent conduits, avec l'aval de leur hiérarchie, à commettre des irrégularités graves telles que... l'émission de fausses factures

leurs financiers déconcentrés - pratiquent sans le dire l'annualisation du temps de travail : « On conseille à nos secrétaires de partir plus tôt pendant l'année, mais on leur demande de rester le soir pendant les coups de feu... »

Les effets négatifs de la régulation, telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée, sont nombreux : incertitude des gestionnaires, comportements courtliniens, perte de crédibilité de l'Etat. Alors qu'une bonne gestion économique imposerait une programmation sur plusieurs années, les gestionnaires nationaux et locaux constatent qu'ils ne disposent même pas d'une visibilité annuelle. Le projet de réforme de l'Etat lancé par Alain Juppé en juillet 1995, et considéré par Jacques Chirac comme l'une des réformes majeures de son septennat, a pris la mesure du problème : il prévoit que « les modalités de la régulation budgétaire seront revues, afin de réduire les aléas qui hypothèquent une bonne gestion ». Dans son rapport sur l'exécution des lois de finances pour l'année 1995, la Cour des comptes approuve cette orientation, qui rejoint ses propositions. Les magistrats financiers de la rue Cambon estiment que, pour respecter le rôle du Parlement tout en tenant compte des nécessités de la gestion, « le montant et les modalités de la régulation » devraient faire partie des choix débattus dans le cadre de la discussion budgétaire.

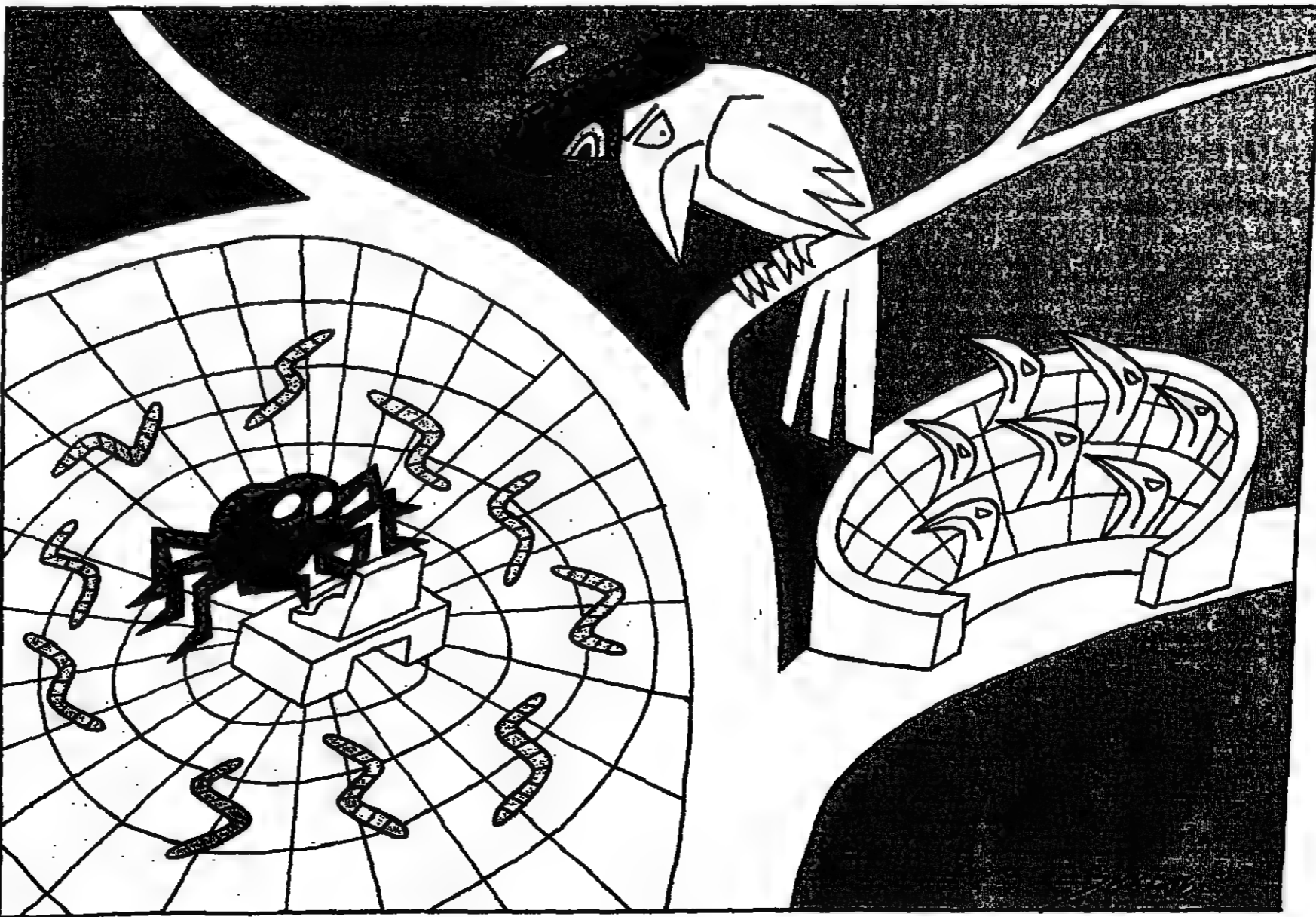
Déjà, en 1989, la commission d'efficacité de l'Etat du X^e Plan, pré-

sentée par François de Closets, signalait que « la lenteur des contrôles a priori est parfois utilisée pour rationner les crédits de manière occulte : on entend moins alors vérifier la régularité des engagements de dépenses que restreindre les dépenses à la source ». La commission ajoutait que « la notification tardive des reports est aussi un moyen efficace de peser sur le volume des dépenses. Les gels et réaffectations divers décidés en cours d'année, pour des raisons de conjoncture, sont autant d'économies forcées imposées autoritairement, dont les effets déresponsabilisent les services ».

EN 1997, l'hôtel Matignon a donné des instructions à Bercy pour que le montant des crédits gelés soit annoncé au Parlement lors de la discussion de la loi de finances 1998 et pour qu'il soit voté par le Parlement lors de la discussion de la loi de finances 1999. Entre-temps est intervenue la dissolution... Le commissariat à la réforme de l'Etat indique que les orientations décidées par le précédent gouvernement ne devraient pas être remises en cause à terme. L'avenir le dira. Au mois de janvier 1998, des annulations de crédits ont eu lieu, à hauteur de 1 milliard de francs, pour financer le fonds d'urgence pour l'exclusion. Dans l'immédiat, il n'y a pas d'autres crédits gelés, assure le ministère du budget. Bercy, toutefois, ne manquera pas de s'opposer à une réforme dont il ne mesure guère la pertinence.

Rafaële Rivals
Dessins : Sergueï

Demain :
3. Un protecteur impuissant



La « préférence nationale » contre la République

Suite de la première page

Le terme de « préférence nationale » repose sur une assimilation abusive entre nation et personnes. La nation est une abstraction, une construction politique. Les sentiments qu'on peut éprouver pour sa nation ne sont pas du même ordre que ceux qu'on entretient à l'égard de ses proches, personnes concrètes. La politique n'est pas le simple prolongement des relations individuelles. La nation n'est pas une personne, sinon dans la mythologie nationaliste. C'est une forme d'organisation politique qui comporte des règles de droit et des valeurs qui sont proclamées et inscrites dans des institutions. Il importe donc de rappeler à la fois ce que sont aujourd'hui, de ce point de vue, le droit et la politique nationale et, également, les valeurs sur lesquelles celle-ci est fondée. Il importe enfin d'expliquer ce que serait une politique fondée sur l'idée de la « préférence nationale » dans la France d'aujourd'hui.

La nation démocratique inclut tous les citoyens en assurant leur égale participation à la vie politique. Elle exclut les autres des pratiques directement liées à la citoyenneté : droit de voter, d'être élu, de faire son service militaire, d'occuper des fonctions administratives ou professionnelles directement liées à la puissance publique et d'exercer quelques professions protégées.

Mais en même temps, elle reconnaît aux étrangers en situation régulière - qualifiés d'immigrés quand ils viennent de pays pauvres et appartenant à des groupes sociaux modestes - l'égalité des droits civils, économiques et sociaux ; seule leur est inaccessible la participation directe à la communauté politique.

Notons à ce propos les effets du « modèle français ». S'il est parfaitement légitime de réserver aux nationaux les fonctions liées à la puissance publique, l'étendue de l'emploi public et à statut - de l'ordre de 25 % de la population active - constitue souvent de fait une forme de préférence nationale. Pourquoi les fonctions de secrétaire de ministère, de facteur ou de technicien des communications devraient-elles être réservées aux nationaux ? Ne serait-il pas souhaitable de suivre l'exemple des universités, ouvertes aux étrangers.

Depuis quelques années, les citoyens de l'Europe communautaire forment, à certains points de vue, une catégorie juridique intermédiaire entre les nationaux et les étrangers, mais ils continuent à ne pas participer aux élections nationales qui constituent la « communauté des citoyens » (j'ai développé ces analyses dans le

livre qui porte ce titre, Gallimard, 1994). Toute organisation politique, par définition, inclut les uns et exclut les autres. En ce sens, la nation démocratique qu'est la France n'est pas différente des autres formes d'organisations politiques. La nation démocratique moderne est fondée sur un principe d'inclusion des membres de la communauté politique par la citoyenneté et d'exclusion des non-citoyens de la « communauté des citoyens ». Mais ce qui caractérise ce mode d'inclusion et d'exclusion politique, ce en quoi la nation démocratique est spécifique, c'est, d'abord, son ouverture potentielle ou sa vocation universelle. Ce sont, ensuite, les droits qu'elle reconnaît aux non-citoyens.

La nation démocratique fonde sa légitimité sur le citoyen, défini par un ensemble de droits et de devoirs garantis et sanctionnés par le droit. C'est un individu ab-

Pourquoi les fonctions de secrétaire de ministère, de facteur ou de technicien des communications devraient-elles être réservées aux nationaux ?

trait, sans identification et sans qualification particulières, en deçà et au-delà de toutes ses caractéristiques concrètes. Tout citoyen dispose des mêmes droits, doit remplir les mêmes obligations et obéir aux mêmes lois, quels que soient sa « race » telle qu'elle est socialement perçue, son sexe, son appartenance à une collectivité historique particulière, sa religion, ses caractéristiques économiques et sociales.

On est également citoyen quelles que soient son Église d'appartenance, sa région ou sa nation d'origine, sa richesse ou sa pauvreté. L'idée de citoyenneté est une utopie créatrice. Le projet de la nation démocratique est universel, non seulement en ce qu'il est destiné à tous ceux qui sont réunis dans la même nation, mais aussi parce que le dépassement des particularismes de toute nature par le politique est, en principe, susceptible d'être adopté dans toute société. L'universalité est l'horizon de l'idéologie de la liberté et de l'égalité postulée

des individus, valeurs qui sont fondatrices de l'idée moderne de nation.

En conséquence, la nation démocratique est, dans son principe, ouverte à tous ceux qui sont susceptibles de participer à la vie politique et de devenir des citoyens. Si l'on définit comme « ethnique » l'appartenance à une communauté historique, qui a conscience d'elle-même mais qui n'est pas reconnue comme entité politique souveraine dans l'ordre international, la nation démocratique est, par définition, plus ouverte aux étrangers que les ethnies, que ces dernières soient définies en termes religieux, culturels ou historiques. Toute organisation nationale prévoit que l'étranger puisse se voir reconnaître le droit d'entrer dans la communauté politique, moyennant le respect d'un certain nombre de conditions que fixe l'Etat.

Ces conditions varient d'un pays à l'autre : le droit français continue à être le plus ouvert des droits européens, alors que l'Allemagne ou la Suisse refusent de reconnaître le droit du sol. Mais dans tous les cas, on peut acquérir la nationalité française, suisse ou allemande, au moins par naturalisation, même si les exigences imposées au candidat sont, dans chaque cas, différentes.

En revanche, on appartient, par exemple, au « peuple corse » par sa naissance, on ne peut pas devenir corse. Mais, si la Corse était constituée en nation souveraine, elle ne pourrait pas ne pas prévoir les modalités, juridiques et administratives, selon lesquelles certains individus pourraient acquérir la nationalité d'une nation politique indépendante corse.

De même, les rabbins rendent difficile l'entrée dans le peuple juif tel que le définit la tradition religieuse, mais l'Etat d'Israël compte des citoyens israéliens qui sont catholiques ou musulmans, ainsi que des individus liés au judaïsme mais qui ne seraient pas reconnus comme juifs par les tribunaux rabbiniques. L'inclusion nationale, parce qu'elle est de nature politique, est potentiellement ouverte, ce qui n'exclut pas, bien évidemment, qu'elle le soit selon des modalités variables suivant les lieux, les temps et l'intensité de chaque nation tel que le perçoivent les dirigeants et les opinions publiques. Définie en termes juridiques et politiques, elle a pour vocation de s'ouvrir à tous les étrangers susceptibles de participer à la communauté des citoyens.

Si l'on ne s'agit pas de voir dans la nation un pur projet civique fondé sur l'abstraction de la citoyenneté. La participation à une même nation est concrètement fondée sur toutes sortes d'éléments

qu'on peut qualifier d'ethniques : la pratique d'une même langue (sauf cas rares), le partage par tous les nationaux d'une même culture et d'une mémoire historique singulière, la participation aux mêmes institutions, de l'école à l'entreprise en passant par l'ensemble des pratiques politiques. La familiarité immédiate qui s'établit entre tous les nationaux, quelles que soient par ailleurs toutes les différences qui les séparent, est le produit de cette socialisation spécifique et de la vie commune à l'intérieur d'une même société nationale concrète.

Chaque national est normalement attaché à ce qui constitue son univers familier à l'intérieur duquel il a élaboré son identité individuelle, liée à une identité collective. Chacun trouve sa nation à l'intérieur de soi, comme l'une des dimensions de sa propre identité. La nation est indissociablement communauté de culture, lieu de mémoire collective et d'identité historique et, en même temps, projet civique.

Reste que la nation démocratique se définit, par rapport aux autres formes d'organisation politique, par le fait que l'idée civique et le principe de la citoyenneté doivent en dernière analyse avoir la prééminence sur les dimensions ethniques ou religieuses.

L'intériorisation de ce principe explique l'opposition de beaucoup de citoyens à l'idée de donner le droit de vote aux « immigrés » - formule aussi contestable analytiquement que politiquement. Ou bien les « immigrés » ont acquis la nationalité française, et dans ce cas ils disposent, cela va de soi, du droit de vote attaché à la citoyenneté. Ou bien ils ont gardé leur nationalité d'origine et, dans ce cas, il s'agit de savoir si l'on souhaite accorder le droit de vote à des étrangers.

Si le projet suscite de manière générale la réticence, c'est qu'il aboutirait à dissoudre la distinction entre les nationaux et les autres et donnerait le sentiment qu'est remise en question l'idée même de communauté des citoyens qui fonde la légitimité politique. Cela n'empêche pas, bien entendu, que soient organisés des moyens de consulter les étrangers sur la politique municipale et sur toutes les dispositions locales ou nationales qui peuvent plus particulièrement les concerner - ce qui d'ailleurs se fait normalement dans la plupart des pays européens.

Si tous les citoyens d'une nation démocratique se voient reconnaître les mêmes droits politiques, tous les étrangers en situation régulière, non-citoyens, disposent des mêmes droits civils, économiques et sociaux que les nationaux. C'est la seconde caractéristique de l'inclusion politique

rectement ou indirectement liés à l'emploi. Il doit respecter la législation du travail, payer les cotisations sociales et les impôts. Il bénéficie en contrepartie d'une législation qui le protège contre les accidents du travail, fixe la durée et les conditions d'exercice de ce travail. Elle lui assure, au même titre qu'aux nationaux, congés payés, compensation financière en cas de maladie, de chômage ou de grossesse et retraite. Les étrangers participent ainsi dans toute l'Europe à ce qu'on a appelé la « démocratie de l'entreprise ». Ces droits ont été progressivement élargis en ce qui concerne le droit d'accéder aux instances dirigeantes des associations et le droit de créer des associations.

En matière de logement, d'emploi ou de fréquentation scolaire, il est contraire à la loi, en France comme dans toutes les nations démocratiques de l'Europe, de faire une distinction entre le national et l'étranger. La législation qui réprime les discriminations selon l'origine, la nationalité, l'appartenance à une ethnique, une « race » ou à une religion, le sexe, les moeurs ou la santé (loi de 1972), est une conséquence de ce principe. La discrimination en matière d'emploi et de prestation ou louage d'ouvrage est un délit pénal incriminé par le code pénal. Même les enfants des étrangers en situation irrégulière ont le droit d'être scolarisés comme les autres.

Cette législation nationale a d'ailleurs été consacrée par la législation européenne au cours des années 60. La Cour européenne de justice condamnerait, au nom de la convention européenne des droits de l'homme, tout Etat dont les pratiques ne se conformeraient pas au principe de l'égalité des droits civils, économiques et sociaux de tous, nationaux et étrangers en situation régulière.

Cela ne signifie pas que ces principes soient toujours respectés dans la vie sociale. Mais c'est au nom de ces principes de l'Etat de droit qu'on peut concrètement lutter pour que ces dispositions

En deçà ou par-delà les droits du citoyen nés de sa participation à une organisation politique particulière, il existe des droits de l'homme en tant qu'homme. L'étranger ne saurait en être privé

accuse les causes finales d'être « l'asile de l'ignorance ». Il nous fait ainsi savoir que sa propre ignorance a trouvé asile à l'Académie française. Bien fait pour elle ! Bien fait pour lui !

Bernard Bachelet
Saint-Herblain
(Loire-Atlantique).

soient effectivement appliquées. Il n'existe plus et il ne peut plus exister d'exclus par le statut juridique, comme pouvaient l'être les juifs avant la Révolution française ou les indigènes dans les sociétés coloniales. Les sociétés pluriethniques, selon la formule des anthropologues, à la suite de la colonisation, est divisée en catégories juridiques différentes, soumises à une législation différente, constituant des groupes sociaux séparés les uns des autres, sous contrainte à la vocation universelle de la citoyenneté moderne et à la reconnaissance des droits de l'homme.

La législation qui affirme l'égalité des droits civils, économiques et sociaux modernes, même si elles risquent toujours de trahir les valeurs dont elles se réclament. Les droits du citoyen ne se confondent pas avec les droits de l'homme, mais sans droits de l'homme, il ne saurait y avoir véritablement de droits du citoyen.

Adopter une politique de « préférence nationale » consisterait donc à remettre fondamentalement en question aussi bien le droit positif actuel que les engagements internationaux de la France. C'est un projet de rupture avec une tradition politique vieille de plusieurs siècles, que la France elle-même a puissamment contribué à élaborer intellectuellement et institutionnellement. C'est au sens propre un projet révolutionnaire.

Il existe de fait, et il est conforme aux valeurs démocratiques qu'il existe, non pas une « préférence nationale » mais une exclusivité nationale dans les pratiques proprement politiques découlant de la citoyenneté. C'est là le fondement de la légitimité politique qui doit être conservé dans la mesure même où la citoyenneté est ouverte à tous ceux qui manifestent la volonté d'y participer. Mais il est également conforme à ces valeurs que soit reconnue par le droit et les pratiques sociales l'égalité de tous, citoyens et étrangers en situation régulière, en ce qui concerne les droits de la personne, d'une part, et, d'autre part, les droits sociaux que sont l'égalité de l'accès au logement, à l'emploi et à l'éducation. Les droits civils, les droits économiques et sociaux ne dépendent pas des droits politiques de la citoyenneté.

Par-delà le droit positif, ces dispositions traduisent les valeurs fondamentales auxquelles se réfèrent toutes les démocraties modernes et qui justifient l'ordre social et la légitimité politique. Si elle introduisait dans le droit ou dans les faits les inégalités de traitement entre nationaux et étrangers autres que celles qui sont liées à la citoyenneté politique - ce qu'implique la formule de la « préférence nationale » -, la France romprait non seulement avec sa propre tradition politique telle qu'elle s'est constituée au cours de son histoire, mais elle cesserait d'appartenir à la communauté des nations démocratiques.

Dominique Schnapper

AU COURRIER DU « MONDE »

EMMANUEL KANT OU BARUCH SPINOZA

Tout écolier apprend au lycée que les citations, dans un exposé, cela fait savoir. Dans son discours d'éloge d'Étienne Wolff (Le Monde du 12 juin), Jean-François Revel attribue à Kant la formule de Spinoza (Éthique, livre I, appendice) qui

accuse les causes finales d'être « l'asile de l'ignorance ».

Il nous fait ainsi savoir que sa propre ignorance a trouvé asile à l'Académie française. Bien fait pour elle ! Bien fait pour lui !

Bernard Bachelet
Saint-Herblain
(Loire-Atlantique).

La montagne et la souris d'Edgar Morin

par Patrick Kopp

La lecture du point de vue d'Edgar Morin (Le Monde du 18 juin) me distraint un temps de la correction des copies de philosophie du baccalauréat. Le mot distraction est le terme : ledit texte est quasi religieux, mystique du jeunisme et du progrès, rédigé dans un style et avec un vocabulaire qui détournent radicalement de ce dont il est question : la réforme de l'enseignement dans les lycées et non un prétendu « défi de la globalité ». Ma mission est l'enseignement de la philosophie. Je sais l'esprit de compréhension de M. Morin. Aussi vais-je me permettre de rappeler en quoi elle consiste.

Jamais l'enseignement de la philosophie en France n'a fait de la philosophie elle-même une discipline, « rétrécie corporativement en une quasi-discipline reformée sur elle-même ». Tous les partenaires de l'enseignement philosophique en France, responsables des programmes, universitaires, inspection générale, inspecteurs régionaux, professeurs, formateurs de la formation continue, intervenants dans les missions de formation, collègues d'autres disciplines ainsi que les élèves, contribuent à faire de la philosophie une recherche problématique et conceptuelle au sens très

large du terme. On n'y apprend ni des savoirs ni des disciplines, on y apprend à penser.

Cette recherche est un véritable enseignement de la philosophie, à travers l'étude de notions au programme toujours par définition pluridisciplinaires, parmi lesquelles des notions plus spécifiquement scientifiques (épistémologie, morales, politiques, etc.). Les collègues de sciences nous sont souvent reconnaisants de traiter une épistémologie qui, faute de temps, leur échappe.

Jamais cette agrégation d'intervenants philosophiques n'a été une corporation, défendant sa propre existence plutôt que la validité de son enseignement. L'enseignement de la philosophie constitue, en France, une exception culturelle dont on doit être fier. Le professeur, qui est l'auteur de son cours, s'appuyant sur un programme de notions, apprend non pas une ou la philosophie, mais bien à philosopher, c'est-à-dire à penser librement. Cet enseignement ne se développe jamais contre les autres disciplines, mais, grâce à un contenu scientifique propre, soutient les autres contenus d'enseignement dans leur légitimité, dans leurs contenus propres. Telle est la seule façon de « renouer avec la mission

qui fut la sienne depuis Aristote jusqu'à Bergson ».

Renouer avec ces grands philosophes ne consiste pas à enseigner leur philosophie, ni même à prétendre inventer de la philosophie, mais à penser, à construire sa pensée. Le professeur de philosophie propose cet apprentissage dans et par les exercices de la dissertation et de l'étude de textes. Il s'agit d'apprendre à poser un problème et à lui donner une solution argumentée, raisonnée, conceptuelle. Il est enfin question de lire un philosophe et d'en extraire l'intérêt. Le corrigé, la correction, sont les moyens d'une relation authentique et patiente avec qui apprend à penser.

Enfin, le professeur propose la lecture d'une œuvre complète. Renouer avec ces deux professeurs de génie que furent Aristote et Bergson ne revient pas à se prendre soi-même pour ces deux figures de la pensée, mais à devenir ce professeur de philosophie de classe terminale. Jules Lagrèze, Alain, ont été en leur temps ces libres professeurs.

Que propose-t-on à ces professeurs qui remplissent leur mission ? On leur donne une vision préfabriquée du monde où - c'est bien connu - tout va de plus en plus vite, tout est polydisciplinaire, transversal, global, plané-

taire, universel... De quelle souris accouche cette montagne ? De mots d'ordre qui se croient savants et dont on abuse l'enseignement jusqu'au dégoût : « Il faut apprendre à apprendre », « L'élève est au centre du système éducatif », « l'école citoyenne ». L'enseignement n'est pas une entreprise de communication. Il faut relire la préface de la *Phénoménologie de l'esprit* pour comprendre que la science vraie s'oppose toujours à cette main où toutes les vaches sont noires.

L'ensemble de ces partenaires est aujourd'hui face à un choix, donc, au sens philosophique, d'un problème : ou bien on s'engage dans une « réforme » d'un système existant au nom de rhétoriques sur la globalisation des savoirs (encore faudrait-il être capable de déterminer dans le détail en quoi cette réforme consisterait) ou bien on s'engage à donner des moyens aux professeurs pour continuer une mission qu'ils continuent à assumer, malgré la croissance des difficultés de tous ordres, avec une grande fierté républicaine.

Patrick Kopp, agrégé de philosophie, est professeur au lycée Fabert de Metz.

Le g à faire

I
C
A
T
E
R
F
I
U
P
B
V
O
N
2
C
D
P
H
A
E
L
E
V
B
L
A
D
C
S
E
V
I
S
I
C
C
A
L
L
E
L
A
I
P
C
I
E
B
A
B
P
E
D
A
S
M
L
A
I
B
I
T
I
Q
U
E
M
I
C
O
C
I
Q
U
A
V
M
C
O
T
R
A
V
N
O
I
P
O
U
A
V
A
D
P
R
I
U
N
M
A
C
O
L
C
O
R
N
A
L
T
E
U
V
P
L
U
M
I
R
D
R
O
S
E
M
E
T
O
U
N
E
U
T
E
N
É
Q
A
D
O
R
E
P
S
O
L
E
S
M
A
I
M
O
U
V

La houle et la « ola » par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

LES JOURS raccourcissent, ça y est. Depuis hier, aussi vral qu'ils rallongeront à Noël. Pas de quoi pleurer sur la fuite des heures, mais le phénomène mérite mieux que les musiques d'un soir. Nos ancêtres rétaient religieusement cette bascule des astres. Ils alignaient des menhirs pour vérifier l'année suivante que le ciel n'est pas fait que de caprices météo, que l'année solaire obéit à de ponctuels engrenages, idée rassurante.

Devant l'épouvante de la mort, nous sommes réduits à glaner des signes. L'hommage à Eic Tabary a correspondu, pile, avec le solstice, repère familial et commun aux fervents de toutes les marines. La cérémonie de Brest et son assistance illustraient la solidarité des diverses pratiques nautiques incarnées par le disparu. Militaires en service et promeneurs civils se mêlaient sur le plan d'eau, comme au large, ainsi que les générations.

Se retrouvaient côte à côte, comme dans la vie de Tabary, officiers chamarrés et champions hirsutes, vétérans de la construction en bois, comme Raymond Labbé, les as du plastique comme Amette Roux. Le maître de cérémonie, l'amiral Hubert Follard, était bien placé pour sentir et faire vibrer cette fusion, lui qui a commandé Navale, après y avoir été élève avec Tabary, et qui barre les voiliers de l'école comme personne. Quel est

le sport à ce point immergé dans les activités économiques et militaires d'un pays ?

Si les régates de plage et les courses hantées ne se terminent pas en pugilats mais en embrassades entre champions, si les mieux placés n'hésitent pas à perdre leur place pour secourir leurs challengers en difficulté, si aucun abruti fanatisé ne castagne sur les pontons d'arrivée comme aux portes des stades, il y a bien une raison. Les exploits physiques attirent le public et les misères qu'ils méritent. Sur l'eau, il ne s'agit pas de « mettre la pâte » à ces « défilés » venus du pays voisin ou des antipodes, de collectionner les bras d'hommeur, comme sur les pelouses, la terre battue et... la route, de transpercer les défenses adverses, d'humilier quiconque, mais de mesurer des talents face à un même élément adoré et craint, d'honorer une même vision du monde et des relations humaines, faite d'ingéniosité et de frayeurs surmontées.

Si le recueillement de Brest fut tellement pacifié, et exemplaire la dispersion vers l'horizon des voiles venues saluer le « patron », c'est que la plaisance vit de victoires remportées sur soi, et sur personne d'autre. Aucune frustration ne la corrompt, parce que chacun y joue sa partie, s'y donne son propre spectacle.

Pas trace de l'agitation frustrée, régressive, dangereuse, qui s'empare du « supporteur », dans sa sauvagerie revendiquée, peinturlurée et banderolesque. La compensation que les publics

de stade se cherchent dans le tumulte. Le moindre marin amateur se l'offre en inclinant son mât à la sortie du port, en pointant son étrave vers l'île convoitée. Nul besoin de jet de canette sur le voisin pour sentir revenir un peu de pouvoir sur le monde. Le passage à travers la prochaine vague y suffit.

Depuis quelques années, la violence qui saisit les foules condamnées à l'inertie des stades s'est trouvée un exutoire pacifique dans la « ola ». Des rencontres de ballon rond ou ovale, la pratique a gagné les cours de tennis. Les corps et les bras se lèvent de proche en proche, mimant la progression d'une lame de foed courant le long d'un môle, sans que personne n'ait à en rythmer le mouvement. Les figurants de ce ballet spontané ne sont pas mécontents de l'effet produit. Ils sortent de leur léthargie. Ils retrouvent l'initiative de quelque chose. Ils tiennent vaguement un rôle dans le spectacle de la télé du soir. On ne sait quelle bonne conscience leur vient, comme aux festivaux de cinéma applaudissant, debout, leur bon goût et leur bon cœur, autant que l'artiste à qui va l'ovation.

Les gens de bateau en mal de se manifester n'ont besoin ni de rugir, ni de détruire, ni de singer ensemble les respirations d'une vague cherchant sur quel sable mourir : ils ont leur point pour cela, soulevé comme par une poitrine endormie, et la mer, modèle parfait de toutes les « ola ».

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TÉL. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

OGM : bon sens citoyen

P OUR la première fois en France, quatorze « profanes » ont été amenés, dans le cadre d'une « Conférence de citoyens » à débattre sur un sujet complexe et décisif : les organismes génétiquement modifiés (OGM). A quelques semaines de décisions que Lionel Jospin doit prendre en la matière, ils ont exprimé, lundi 22 juin, après deux journées d'investigation avec une trentaine d'experts, un avis qui révèle un grand sérieux et une incontestable maturité.

Inspiré d'une pratique largement développée dans les pays d'Europe du Nord, ce type de consultation est un progrès pour la démocratie. Aurait-on imaginé, il y a vingt ans, une conférence de citoyens sur le nucléaire civil ? Qui donc aurait-on convié autour de la table ? Quels industriels, quels écologistes ? Ces questions, à l'époque, ne se posaient pas. Les éventuelles erreurs de la science et de ses techniques étaient éclipsées par l'autorité incontestée de l'expertise. A la fin de ce siècle, après Bhopal, Tchernobyl, le sang contaminé et la « vache folle », les rapports entre la technologie et la société ont radicalement changé. La population ne fait plus une confiance aveugle ni aux experts, ni aux dirigeants politiques.

Les OGM sont une matière parfaite pour une telle « conférence ». Atteints dans ce qu'ils ont de plus précieux (la santé) et de plus familier (l'alimentation), les citoyens refusent d'accepter passivement les choix technologiques ou industriels. Parce qu'elle concerne tout à la fois les

consommateurs, les écologistes et les agriculteurs, parce qu'elle représente pour ses promoteurs des enjeux économiques considérables, parce qu'elle s'appuie, enfin, sur une technologie dont les risques sont loin d'être cernés, la commercialisation des OGM a fait office de détonateur.

Cette « conférence » aurait-elle vu le jour sans la vaine hésitation du pouvoir politique français, en 1997, sur le dossier des plantes transgéniques ? Sans doute pas et peut-être faut-il, paradoxalement, se réjouir de ces atermoiements. Car le génie génétique ne concerne pas seulement les principales variétés végétales cultivées dans les pays riches. Il transformera demain la médecine, humanisera des animaux transgéniques, ouvrira la porte à la manipulation génétique de notre propre espèce. Vertigineuse, cette malinisme de l'homme sur le vivant ne saurait être acceptée sans discussion.

Les quatorze citoyens appelés à se prononcer sur l'utilisation des OGM ont finalement indiqué au gouvernement qu'ils ne souhaitent pas une interdiction des biotechnologies, mais à condition que leur usage soit suffisamment contrôlé. Insistant sur la nécessité « recherche liée au risque écologique », ils expriment l'importance du « principe de précaution ». Les biastes en démontrent que l'exercice ne servait à rien, si ce n'est à supprimer, par la démagogie, à la suite d'un choix politique des politiques. Nous préférons saluer une démarche qui aurait été bienvenue avant le choix énergétique en faveur du nucléaire et qui permet d'associer les citoyens aux choix de société.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Auby, directeur général
Web-Jean Borgeaud, directeur général adjoint

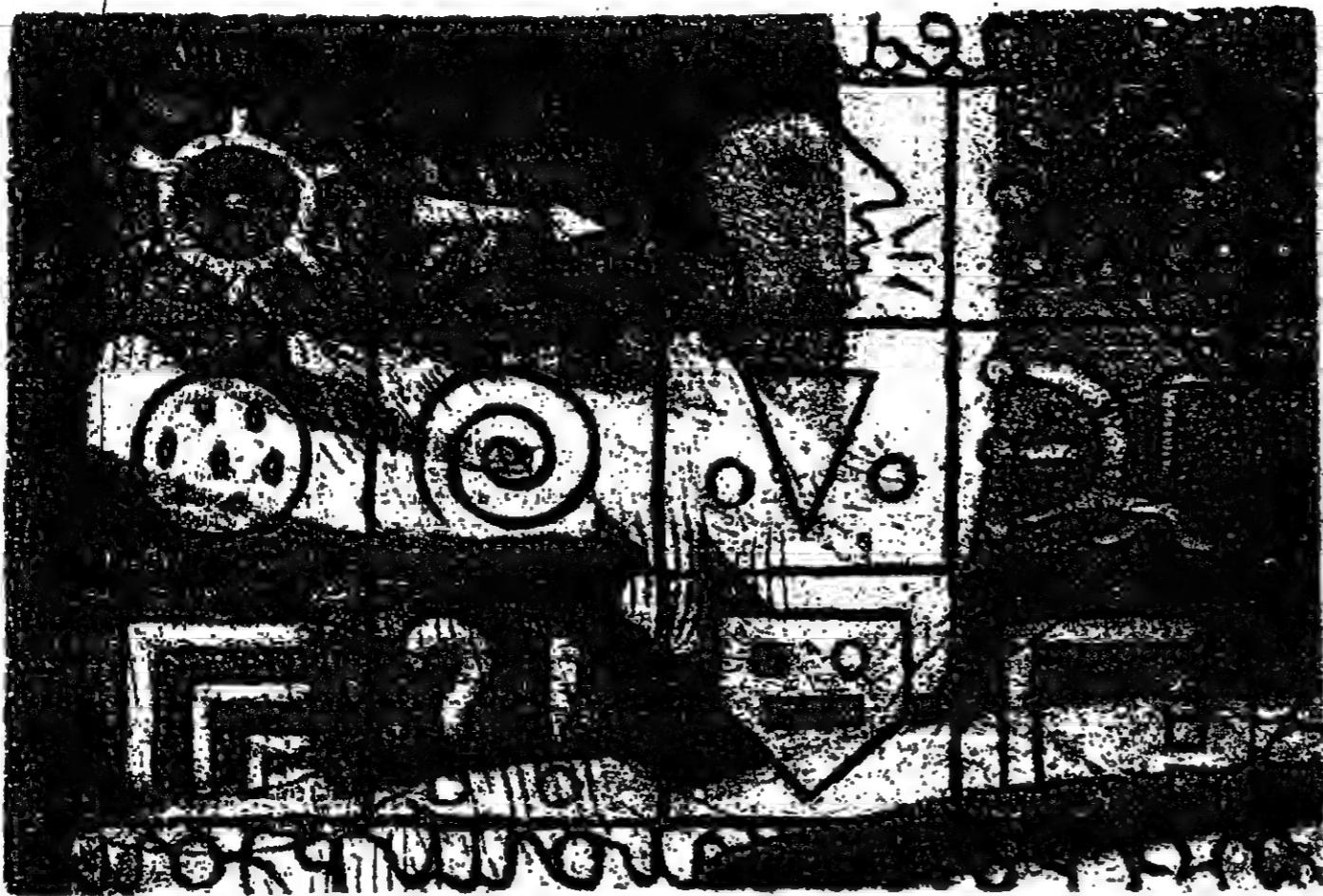
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lelièvre, Robert Solé
Rédaction en chef : Paul-François Besson, Pierre Godeau
Lecteurs : Gilles Lelièvre, Michel Lelièvre, Bernard Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Erik Azam
Secrétaire général de la rédaction : Anne-Françoise

Médecin : Thomas Fournier
Directeur adjoint : Erik Follard / directeur adjoint : Anne-Cécile
Conseiller de la direction : Alain Rollin / directeur des relations internationales : Daniel Verret

Conseil de surveillance : Alain Minc, président / Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bernès-Auby (1944-1947), Jacques Favre (1949-1952), André Lelièvre (1952-1955), André Fontaine (1955-1957), Jacques Lelièvre (1957-1964)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Date de la société : 22 ans à compter du 30 décembre 1994.
Capital social : 90 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bernès-Auby, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Jean Press, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

La fête de l'estampe par Albert Dupont



Taille-douce, « La jeune Cycliste », 1996, atelier Albert Dupont. Le Mois de l'estampe à Paris. Soixante-dix lieux d'exposition. Contact : les Ateliers au 01-43-21-15-10.

La Biélorussie, une dictature aux portes de l'Europe

QUELLE mouche a piqué le président biélorusse, Alexandre Loukachenko ? En expulsant un groupe d'ambassadeurs occidentaux de leurs résidences en banlieue de Minsk, la capitale, afin de rattacher les terrains et les bâtiments à son propre domaine immobilier (Le Monde daté 21-22 juin) M. Loukachenko, semble-t-il, franchi une nouvelle étape dans sa dérive mégalomane, et surtout dans sa vision paranoïaque d'un monde qui camperait encore, selon lui, dans la « guerre froide » : Ouest contre Est.

La crise diplomatique qui l'oppose à l'Union européenne, dont les cinq ambassadeurs ont quitté Minsk, lundi 22 juin, pour protester contre le traitement qui leur était réservé, suivis dans cette démarche par leurs collègues américain et japonais, jette une lumière crue sur l'enlèvement dans l'autoritarisme de cette République ex-soviétique de 10 millions d'habitants, voisine de la Pologne, et donc de l'Europe.

Le pays est tombé sous le joug d'un ancien éducateur politique de l'Armée rouge et ancien directeur de sovkhos, nostalgique de PURSS et de Staline, chaire de l'économie planifiée et fustigeur de tout ce qui, ailleurs à l'Est, a constitué la « transition post-communiste ». En Biélorussie, la télévision et la radio sont aux ordres. Les axes journaliers indépendants, avec leur circulation maigrelette, sont rappés d'amendes. Les opposants se réfugient à Pétranger, ou bien vivent dans la hantise d'être subitement passés à tabac

dans la rue, par des sbires en civil qui lâchent au passage : « et ça sera pire, si tu continues... ». Des procès-spectacles ont lieu, comme à l'époque stalinienne. Le principal avocat de l'opposition, Hary Pagarnyala, s'est récemment vu retirer sa licence.

UNE SÉRIE DE MYTHES
A quarante-trois ans, Alexandre Loukachenko est, dans la galerie des dictateurs, un cas particulièrement cocasse. Il a été élu président en 1994 avec 85 % des voix, et il s'est emparé des pleins pouvoirs après un référendum tenu en novembre 1996. Son pouvoir est basé sur une série de mythes, apparemment porteurs dans ce pays dépourvu de société civile, où la population reste, d'une certaine façon, traumatisée par les guerres successives qui ont balayé son territoire au cours du siècle, par l'industrialisation tardive soviétique, et par la catastrophe de Tchernobyl.

L'un de ces mythes : Alexandre Loukachenko est un saviour de la nation (« Appelez-moi « père », tout simplement ». Il « sauve » les Biélorusses et leur épargne d'abord les affres du capitalisme tel qu'il se pratique en Russie et en Ukraine voisines : privatisations à scandales, apparition de nouveaux riches, amoncellement des salaires impayés. Il les « sauve » aussi des incursions d'ennemis tapis, parmi lesquels figurent l'OTAN, en passe de s'élargir à l'Est, et l'Union européenne, accusée de « sauter » l'opposition biélorusse. Autre mythe,

Alexandre Loukachenko est doté du talent d'ubiquité. Il circule (c'est vrai) à travers le pays en hélicoptère, attentif où bon lui semble pour des visites imprévisibles qui ne manquent pas de tenir les directeurs de kolchozes et d'usines, potentiels « spéculateurs », au garde à vous. Pour prouver encore qu'il est partout, M. Loukachenko s'est rendu au Japon lors des Jeux olympiques d'hiver, afin de commenter lui-même, en direct de Nagano, les images des performances de l'équipe nationale biélorusse.

Mais Alexandre Loukachenko n'est pas simplement un Ubu roi courtois d'une petite République sans grand enjeu stratégique. Il a une allée de taille, qui tour à tour le rattroue et le cajole : la Russie de Boris Eltsine. Leurs relations n'ont pas toujours été au beau fixe, mais une « union », scellée en avril 1996, lie ces deux Républiques, « sans slaves ».

GRÂCE AU SOUTIEN RUSSE
La Russie est la héritière économique de la Biélorussie, qui lui exporte, par des accords de troc, une production antédiluvienne de tracteurs et téléviseurs de type soviétique, invendables sur d'autres marchés. C'est essentiellement grâce au soutien russe que les usines biélorusses tonnent encore, offrant en 1997 à cette République l'un des plus forts taux de croissance de l'ex-URSS, 10 % (selon des statistiques officielles, douteuses). Alors que le régime de M. Loukachenko est régu-

lièrement dénoncé pour ses violations des droits de l'homme, un spécialiste occidental de retour de Minsk résume ainsi le paradoxe : « l'Ouest donne à la Russie [sides du FMI] et la Russie donne à la Biélorussie... ».

Moscou utilise la Biélorussie pour le transit de ces hydrocarbures vers l'Ouest, pour des trafics d'armes dans lesquels M. Loukachenko jouerait, selon des opposants biélorusses, le rôle d'intermédiaire, et plus généralement comme tremplin pour son influence en Europe centrale. M. Loukachenko est, de son côté, un apôtre du pan-slavisme. Il nourrit aussi des ambitions politiques en Russie propre. Il multiplie les contacts régionaux, effectuant récemment un voyage à Smolensk, et certains hommes politiques russes (dont le général Alexandre Lebed) ont par le passé salué sa poignée.

Moscou « lâchera »-t-il un jour l'homme fort biélorusse ? Face à la crise diplomatique en cours entre la Biélorussie et ses « partenaires » occidentaux, la Russie a adopté une position d'attente. Elle a critiqué Minsk, mais s'est gardé d'embêter le pas aux Européens en rappelant son ambassadeur. M. Loukachenko n'en est, après tout, pas à sa première expulsion : en 1997, il avait chassé un diplomate américain, la fondation Soros, et l'organisation caritative Les Enfants de Tchernobyl, sous divers motifs dont celui d'« espionnage ».

Natalie Nougayrède

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Louis David remis à la mode

LE PEINTRE Louis David est né le 30 août 1748. Les musées de France, pour fêter le deux centième anniversaire de cette naissance, ont organisé à l'Orangerie une exposition qui sera demain jeudi livrée au public. Complétée par une visite dans la salle Daru au Louvre, où dans quelques jours on mettra *Le Serment du jeu de paume* et *Léonidas aux Thermopyles*, et par une visite à Versailles, l'occasion unique est fournie pour bien connaître un artiste justement célèbre, opportunément remis à la mode.

L'exposition de l'Orangerie est ordonnée autour des célèbres tableaux du *Serment des Horaces* et du *Rapt des Sabines*. Elle apporte les toiles des concours de Rome auxquels David a pris part, et l'on voit l'artiste abandonner assez vite les attractions frivoles de l'art de Boucher et de Vien pour adopter le joug classique, s'abandonner aux

constructions intellectuelles, devenir le peintre officiel de la Révolution, puis de l'Empire, servir passionnément les idées et les préjugés de son époque, apporter son rare talent à l'histoire, mais restant en dépit de tout son dogmatisme théorique l'un des plus grands portraitistes de tradition française qui donnent la main à Clouet, préparant Ingres, Degas et même, pourrait-on dire, ouvrant une porte à Bonnat avec certains fonds comme ceux des beaux portraits de ses fils.

Peu imaginatif, prenant son bien où il le trouvait, son œuvre reste dominée par le réel. Il ne perd jamais le contact avec la vérité poursuivie passionnément. De là viennent la grandeur et la qualité de ses portraits.

René-Jean (24 juin 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
OU 06-38-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>
Films à Paris et en province : 06-36-68-43-78

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 24 JUIN 1998

EN UN MOT.

FINANCES « Techniquement, les banques seront prêtes », affirme Nikolaus Boemcke, secrétaire général de la Fédération bancaire européenne (FBE). Le coût des transfor-

mations nécessaires est évalué à 12 milliards d'euros (80 milliards de francs) pour les banques de la Communauté. ● LES STRATÉGIES marketing et commerciale restent

en revanche à définir. Certains établissements s'attendent à une concurrence plus dure. ● LE CADRE réglementaire est jugé trop rigide par les grandes banques, qui esti-

ment qu'elles ne peuvent pas tirer parti des avantages potentiels de la monnaie unique. ● LES EMPLOYÉS du secteur redoutent entre 200 000 et 500 000 suppressions d'emplois

en quelques années. ● LA GUERRE des places est déjà engagée entre Londres, Paris et Francfort pour tenter de s'imposer comme le centre financier de l'Euroland.

Les banques sont désormais prêtes pour passer à l'euro

Révision des programmes informatiques, formation du personnel, modification des relevés : l'opération coûtera 20 milliards de francs. La norme européenne s'imposera rapidement avec un paiement des chèques et, en échange, une rémunération des comptes

NOMBREUX étaient ceux qui soupçonnaient les banques de vouloir saboter le lancement de l'euro, source pour elles de coûts d'adaptation élevés, notamment en matière informatique, et d'un important manque à gagner avec la disparition des transactions entre devises du Vieux Continent. Ces craintes étaient injustifiées. Avec plus ou moins d'entrain, de célérité et de moyens selon leur pays d'origine, les établissements financiers européens se sont préparés à ce choc monétaire sans précédent qui les concernera, en tant qu'intervenants sur les marchés de capitaux, dès le 1^{er} janvier 1999.

« Techniquement, les banques seront prêtes, c'est une condition sine qua non de leur survie commerciale », affirme Nikolaus Boemcke, secrétaire général de la Fédération bancaire européenne (FBE), qui constate qu'« à mesure que l'on se rapproche de la date fatidique, les différences dans l'avancement des préparations entre les différents pays de l'Union européenne s'ameublissent ». Une belle prouesse lorsqu'on sait que la Fédération avait

évalué à 12 milliards d'euros (80 milliards de francs) le coût de la préparation du passage à l'euro pour les banques de la Communauté dans un scénario de « big bang » unique. Dans le schéma finalement retenu - celui d'un passage à l'euro des places financières dès le lundi 4 janvier 1999 suivi par une période de transition jusqu'à l'introduction des billets et des pièces début 2002 - les charges sont encore plus élevées. Si les grands établissements ont dégagé des moyens importants, les petites banques, à

l'instar de la Banque Martin-Mauriel de Marseille, se sont elles aussi mobilisées pour être prêtes en temps et en heure. « C'est très important pour notre crédibilité », explique Bernard Mauriel, son président.

STRATÉGIE MARKETING
L'effort supporté par les banques est d'autant plus lourd que « les coûts sont immédiats, visibles, certains, concentrés sur les banques de détail. Les avantages de la monnaie unique sont, eux, différés et diffus,

plutôt en faveur des banques de marché », constate Frédéric Hafman, analyste financier de la société de Bourse CCF Elysee Bourse. Si elles ont identifié les charges suscitées par l'euro, les banques sont moins en avance dans la définition de stratégies marketing et commerciales qui leur permettront d'en tirer avantage. Ne serait-ce que parce qu'elles sont très partagées aujourd'hui sur les conséquences qu'aura l'euro sur leurs marchés.

Certaines redoutent les effets d'une concurrence trop rude sur leurs marges et leurs résultats. D'autres, au contraire, appellent de leurs vœux une grande remise à plat des règles pour ouvrir à tous le marché européen. « L'évolution de l'environnement légal et réglementaire qui régit les activités bancaires en Europe semble être dans une impasse et ne permet pas en l'état actuel de tirer parti des avantages potentiels de la monnaie unique pour la communauté bancaire », dénonce ainsi un rapport que vient d'adresser le bureau bruxellois de la banque néerlandaise ABN Amro au commissaire européen Mario

Monti, lui demandant, au nom du droit européen, de « fluidifier » le marché.

« Il y a actuellement plus de 10 000 entités bancaires dans l'Union européenne » et « le nombre de producteurs financiers doit se réduire fortement », a prêté pour sa part, lundi 22 juin, le président du groupe bancaire espagnol Argenta, Francisco Gonzalez. Restructurations qui redoutent les employés du secteur : selon l'Euro-FIET, la section européenne de la Fédération internationale des employés, ce sont de 200 000 à 500 000 emplois qui pourraient être supprimés en quelques années.

CONCURRENCE DÉJÀ PERCEPTIBLE

S'ils ne font que se profiler pour les banques, les effets de la concurrence résultant de l'introduction de l'euro sont déjà perceptibles entre places financières. Londres, Paris et Francfort se livrent une bataille sans merci pour tenter de s'imposer comme le centre financier de l'Euroland : guerre des tarifs, renouveau des systèmes de négociation - fermeture de la créneaux entraînant une réduction d'un tiers des effec-

tifs sur le Matif parisien - et lancement à un rythme soutenu de nouveaux produits. Chacune vante ses propres mérites : Londres met en avant la vocation historique internationale de la City et la fiscalité avantageuse dont les opérateurs bénéficient au Royaume-Uni ; Francfort rappelle l'avantage que lui procure la présence de la Banque centrale européenne et la puissance des banques allemandes ; Paris, enfin, souligne son avance technique, reflétée par le degré inégal de développement de son marché obligataire.

C'est aujourd'hui Francfort, dont chacun estimait pourtant que le retard culturel allemand en matière de marchés allait la condamner à jouer les seconds rôles, qui a le vent en poupe. La Deutsche Termin Börse (DTB) a gagné des parts de marché vis-à-vis du marché parisien mais surtout vis-à-vis du Liffe londonien. Mais la partie est loin d'être jouée, et d'ici au 1^{er} janvier 1999, la guerre des places devrait connaître de nouveaux rebondissements.

P.-A. D. et S. F.

Le Nasdaq discute avec la Bourse allemande

Lundi 22 juin, les dirigeants du Nasdaq (marché électronique américain) et la Deutsche Börse AG ont annoncé avoir mis en place un groupe de travail en vue d'une éventuelle alliance. Après avoir mis la main sur ses rivaux (Amex et le Philadelphia Stock Exchange), le Nasdaq veut attaquer le marché européen des actions, en plein développement.

De son côté, le marché allemand a déclenché, depuis un an, une série d'offensives en Europe. La conversion au tout électronique lui a permis de s'imposer sur le marché des produits dérivés d'instruments de taux (le DTB) et de faire une percée remarquée sur le marché des valeurs de croissance (le Neuer Markt) largement dépassé tous ses rivaux, dont le nouveau marché et l'Eurodaq. Déjà allié aux marchés suisses et français, la Bourse allemande pourrait aussi jouer la carte américaine.

Pierre Simon, directeur général de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Afecei)

« Les prix des services seront les mêmes en francs et en euros »

« A six mois du lancement de l'euro, la place de Paris et ses établissements financiers sont-ils bien préparés ?

« Le « big bang » du 1^{er} janvier 1999 est strictement limité aux marchés financiers et aux relations, entre professionnels de la finance. Il ne portera pas sur les autres services que les banques et les entreprises d'investissement rendent à leurs clients. Ceux-ci pourront continuer à utiliser le franc jusqu'en 2002. Le pourcentage d'opérations bancaires concernées par ce qui va se passer le 1^{er} janvier 1999 est certainement bien inférieur à 1 %.

« Le risque est donc de portée très limitée et toutes les dispositions sont prises pour qu'il soit maîtrisé et géré. Tous les intervenants limiteront au strict minimum leurs transactions le 31 décembre 1998 pour avoir le plus de temps possible pour faire le basculement. La place a défini de manière détaillée, début 1997, toutes les étapes à

suivre. Les structures classiques de gestion de grands projets ont été mises en place avec des comités de pilotage et soixante-quatre grands acteurs (établissements de crédit, entreprises d'investissement, presse, diffuseurs d'information, sociétés de services informatiques...) ont été identifiés. L'état d'avancement de leur préparation à l'euro est suivi de près : des indicateurs s'allument dans le cas où le retard de l'un d'entre eux menacerait de perturber les autres, et les mesures rectificatives immédiatement prises.

« Enfin, la série des tests qui devront être faits pour vérifier que l'ensemble du système fonctionne et pour simuler le week-end du 1^{er} janvier ont été mis au point et programmés. Ils s'étaleront au second semestre et permettront notamment à chaque établissement de s'assurer que ses liaisons avec les systèmes de place fonctionnent. Certains se feront en septembre, les plus importants - la



PIERRE SIMON

simulation du basculement intégral - ayant lieu en novembre.

« Toutes les places financières sont-elles bien préparées ?

« Toutes les places sont sensibles à ce qui peut être dit sur leur état de préparation, sur tout ce qui pourrait faire douter de leur capacité à réussir l'opération technique que constitue le basculement de l'euro du 1^{er} janvier 1999. Car la concurrence est extrêmement rude entre les trois places financières que sont Paris, Londres et Francfort.

« Par ailleurs, ne soyons pas candides : nos concurrents jouent souvent de l'effet d'annonce pour souligner leur état d'avancement alors qu'en ingénieurs sérieux, nous avons tendance à ne parler

que quand tout est prêt. Je pense que les Anglais, quoi qu'ils en disent, sont fortement désavantagés par le fait de rester en dehors de la zone euro. Les systèmes britanniques seront à deux devises, ce qui est plus difficile à gérer que du tout-euro. Nous n'avons aucun complexe, bien au contraire, vis-à-vis de Francfort non plus. Nous nous sommes fixés à Paris des objectifs ambitieux, en faisant à marche forcée le passage à l'euro et une modernisation rapide de toute une série d'outils techniques, notamment en matière de règlement-livraison de titres. Nous serons les seuls à avoir terminé le passage de l'ensemble des marchés de capitaux le 1^{er} janvier 1999.

« Quel est le coût global de la préparation à l'euro ?

« Pour la profession bancaire, le coût global de la préparation à l'euro a été chiffré à 20 milliards de francs, qui se décomposent en 10 milliards de francs de coûts technologiques et 10 milliards d'autres dépenses, qui vont de la formation du personnel à la modification de la documentation ou des relevés de comptes, en passant par la fabrication de nouvelles formules de chèques. Ces 20 milliards ne constituent pas tous un coût

supplémentaire. Il y a eu de très nombreux arbitrages : la formation du personnel à l'euro par exemple se substituera pendant quelque temps à la formation à d'autres activités. Ces dépenses prennent aussi en compte des efforts de modernisation. Pour les banques, l'euro est déjà une réalité.

« Qu'est-ce qui va changer pour les clients particuliers ?

« Le particulier évoluera à son rythme. S'il veut passer à l'euro le 4 janvier 1999, il le pourra. Je ne pense pas qu'il y ait une ruée générale en 1999, ne serait-ce que parce que les billets et les pièces en euro ne seront disponibles qu'au début 2002. Qu'est-ce qui incitera à acheter un disque avec un chèque en euro alors qu'on viendra de payer son pain en francs ? Les banques se sont préparées à une extension progressive de l'usage de l'euro par les particuliers et les petites entreprises mais personne ne sait encore à quel rythme cela se fera.

« Le prix des services bancaires va-t-il évoluer à partir du 1^{er} janvier 1999 ?

« Les banques ont clairement dit qu'elles étaient très soucieuses de respecter le principe de non-discrimination entre le franc et l'euro,

c'est-à-dire que les tarifs appliqués aux opérations en euros devront être les mêmes que les tarifs appliqués aux opérations en francs. Cela ne veut pas dire que la tarification ne peut pas évoluer mais cela signifie qu'il n'y aura pas de tarif spécifique pour les deux monnaies.

« On vit par ailleurs depuis longtemps en France dans un système où les comptes à vue ne sont pas rémunérés, mais où les moyens de paiement, en contrepartie, sont gratuits ou faiblement facturés. Il nous faudra, un jour, sortir de ce système pour nous adapter à la norme européenne. Mais quelle sera-t-elle dans quelques années ? Quel sera l'équilibre entre la tarification des services et la rémunération des comptes en Europe dans quelques années ? Il n'y aura pas de « big bang » le 1^{er} janvier sur ce thème, qui doit être géré avec beaucoup de dialogue avec les consommateurs. La meilleure protection du client en la matière, c'est la concurrence. Et elle est particulièrement forte en France si on en juge par les taux consentis aujourd'hui pour les crédits.

Propos recueillis par Pierre-Antoine Delhommeais et Sophie Fay

Les dirigeants des Caisses d'épargne s'opposent aux prélèvements de l'Etat

TANDIS QUE trois syndicats (CFDT, le Syndicat unifié - majoritaire - et CGT) appellent les salariés à une grève et à une manifestation nationale à Paris le jeudi 25 juin, pour protester contre le projet de réforme du statut des Caisses d'épargne, les dirigeants du groupe ont officiellement marqué, lundi 22 juin, leur opposition aux « mesures financières » - c'est-à-dire aux prélèvements de l'Etat inscrites dans l'avant-projet de loi. Celui-ci doit être présenté en conseil des ministres en juillet.

S'ils se félicitent de la transformation en caisse coopérative, les dirigeants « attirent solennellement l'attention des pouvoirs publics sur la situation très grave dans laquelle se trouverait le groupe si certaines dispositions du projet étaient mises en œuvre », indique un communiqué. Concrètement, la direction s'oppose à deux points de l'avant-projet, lequel ne précise pas l'ampleur de ces prélèvements. Premier élément, le prélèvement exceptionnel de 8,5 milliards de francs, préconisé par le rapport Douyère, remis début avril au premier ministre, (Le Monde du 18 juin), montant qui serait alloué par le Trésor, est jugé « juridiquement infondé ». Deuxièmement, les dirigeants lancent une mise en garde aux pouvoirs publics sur le

montant du capital statutaire qui proviendra de la transformation de leur statut en banque coopérative. Le rapport Douyère établit une fourchette de 15 à 20 milliards de francs d'ici à 2002. Les Caisses d'épargne affirment qu'aller au-delà de 15 milliards « serait très excessif ». Or, l'avant-projet avance le chiffre de 25 milliards. Un montant qui équivaut à la valorisation du CIC.

MOYEN DE PRESSION

Au total, « si l'on ajoute tous ces prélèvements ainsi que la mise à niveau de notre passif social lié à notre caisse de retraite, qui pourrait peser entre 10 et 15 milliards de francs, les fonds propres des Caisses d'épargne, qui sont actuellement de 65 milliards, seraient quasiment divisés par deux pour se réduire à 33,5 milliards de francs », explique René Barberie, président du directoire du Cncep (Centre national des Caisses d'épargne et de prévoyance), dans une interview aux Echos publiée mardi.

Si rien n'est encore bouclé, l'Etat dispose, avec la vente du Crédit foncier de France, d'un puissant moyen de pression sur les Caisses d'épargne qui sont candidates à sa reprise.

Pascaline Sarat

L'économie de Hongkong est dans un état « très critique »

HONGKONG

correspondance

L'économie de Hongkong est dans une « situation très critique », a expliqué, lundi 22 juin, le chef exécutif du territoire, Tung Chee-hwa en annonçant une série de mesures de soutien. Si le dollar de Hongkong a tenu bon dans la tourmente asiatique jusqu'ici, l'inquiétude est montée d'un cran à cause de la chute du yen contre le dollar. Le gouvernement de Hongkong se mobilise pour soutenir l'économie locale pour la troisième fois en moins d'un mois. Il a levé un ensemble de restrictions réglementaires visant à assouplir le fonctionnement du marché, puis a annoncé la création de 100 000 emplois. Cette fois, il met la main au portefeuille avec un plan de « stabilisation de l'économie », visant essentiellement à arrêter la chute des prix de l'immobilier, qui a atteint 40 % depuis six mois, et fragilise l'ensemble du système bancaire.

Au menu : gel des ventes de terrains, dont le gouvernement est le

propriétaire, pour neuf mois ; augmentation des prêts au logement à des conditions préférentielles et devant bénéficier à 115 000 ménages ; exemptions fiscales sur les intérêts gagnés sur les dépôts bancaires, visant à rapatrier quelque 200 milliards de dollars de Hongkong dans le système bancaire ; et octroi d'une garantie publique aux PME pour l'obtention d'un prêt afin d'alléger l'effet de la contraction du crédit.

Cet ensemble de mesures, dont le coût total pour les finances publiques s'élève à plus de 25 milliards de francs, est relativement inédit sur un territoire où la non-intervention de l'Etat et le principe d'excédents budgétaires constituaient l'alpha et l'oméga de son fonctionnement. Au lieu d'un excédent budgétaire de 11 milliards de dollars prévu initialement, le budget devrait cette année être en déficit de 21 milliards, le plus important depuis le début des années 80.

Valérie Brunschwig

SACEM SOCIÉTÉ DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET ÉDITEURS DE MUSIQUE

L'assemblée générale de la SACEM s'est réunie le 9 juin 1998, sous la présidence de M. Jacques DEMARNY. Elle a approuvé le rapport d'activité de la société pour 1997, présenté par le Président du Directoire-gérant, M. Jean-Loup TOURNIER.

En 1997, La SACEM a réparti au bénéfice des créateurs de musique et de leurs ayants droit 2.659 milliards de francs, soit une augmentation de 2%. Les droits perçus s'élevaient en 1997 à 3.292 milliards de francs. La reprise n'était pas au rendez-vous et la progression (+0,4%) s'avère inférieure à la variation moyenne annuelle des prix. Pour cet exercice, sur 100 F. perçus, les auteurs, compositeurs et éditeurs de musique reçoivent 82,60 F. le coût net de la gestion étant de 17,4%.

Enfin, l'Assemblée générale a renouvelé le tiers des mandats d'administrateurs de la SACEM.

Le Conseil d'Administration est ainsi constitué pour 1998-1999 :

Président	Jacques DEMARNY	auteur
Vice-Présidents	Jean-Pierre BOURTAYRE	compositeur
	Jean BOFFER	éditeur
	Jean-Pierre LANG	auteur
Treasorier	Alain GORAGUER	compositeur
Treasorier Adjoint	Patrick LEMAITRE	compositeur
Secrétaire Général	Claude LEMESLE	auteur
Secrétaire G ^{ral} Adj.	Michel RIVGAUCHE	auteur
Administrateurs :	Roger PRADINES (auteur-réalisateur),	
	Etienne RODA-GIL, Arlette TABART (auteurs),	
	Jack DIEVAL, Georges JOUVIN	
	Laurent PETTIGRARD (compositeurs),	
	Max AMPHOUX, Gérard DAVOUST,	
	Pierre HENRY, Pierre RIBERT,	
	Philippe SEILLER (éditeurs).	

VI
L
C
Ly

Il
hyr
met
pel
l'én
Da
de
tion
nie
jou
de
app
au
rov
bla
poi
sai
pér
il f
une
ph
soi
bro
I
vea
ces
ma
21 j
cor
da
pe
hal
Au
Eti
les
ver
Bre
les
A
de
coi
sen
ve
sien
L'
ai
cor
au
le
lat
lra
poi

B
e
Be
1
abi
pel
de,
qu
da
sur
me
la
un
bit
tar
qu
de
Mi
Co
ici
qu
da
m.
coi
rav
na
po
Av
/
dé
pri
un
ma
coi
na
tér
vel
pit
mi
dra
se
me
toi
ne
ter
c
do
rej
s'c
Le
mi
ms
ou

Fiat intronise Paolo Fresco à sa tête au moment où la progression du groupe ralentit

La « prime à la casse » italienne prend fin le 31 juillet

Directeur général du géant américain General Electric, le successeur de Cesare Romiti va apporter au premier groupe industriel d'Italie de nou-

velles méthodes de travail. Alors que les ventes d'automobiles atteignent des sommets, Paolo Fresco affrontera toutefois une année 1998 diffi-

de, marquée par des problèmes sur le marché brésilien et l'arrêt prochain de la « prime à la casse » italienne, qui dopait les ventes

TURIN

de notre envoyé spécial

Deux ans après le départ de Giovanni Agnelli de la présidence de Fiat, son successeur, Cesare Romiti, a quitté ses fonctions lors de l'assemblée générale des actionnaires, lundi 22 juin. Atteint, comme son prédécesseur l'Avvocato, par la limite d'âge (75 ans), il cède la direction du premier groupe industriel italien à Paolo Fresco, vice-président et directeur général du géant américain General Electric. Agé de soixante-trois ans, fils d'un directeur de banque originaire des Marches, ce manager international qui vit depuis vingt ans hors d'Italie ne prendra ses fonctions qu'à la fin octobre afin de remplir ses derniers engagements, mais il sera présent chez Fiat dès la mi-juillet.

« *Auparavant, pour les émigrants, il y avait le rêve américain. Pour moi aujourd'hui, émigrant de retour, la présidence de Fiat est le rêve italien. J'ai donc accompli le rêve de l'émigrant, je reviens au pays en conquérant. C'est par ces mots que le nouveau patron de Fiat, ancien avocat comme Gianni Agnelli, s'est présenté aux actionnaires. Membre du conseil d'administration depuis deux ans, le numéro deux de General Electric, où il a accompli l'essentiel de sa carrière, n'est donc pas un inconnu pour la firme turinoise. Mais il a admis qu'il avait tout à apprendre de Fiat et qu'il travaillerait « avec grande humilité », en étroite collaboration avec l'administrateur délégué, Paolo Cantarella.*

« *Nous partageons quelques principes de base : la création de valeur pour les actionnaires, la rigueur éthique, la transparence, le développement de toutes les ressources humaines, la mise au service du client et son respect », a-t-il affirmé. Celui qui a été qualifié « d'Italien le plus puissant des Etats-Unis » entend faire profiter de son savoir-faire, tout particulièrement dans le domaine du développement international. Toutefois, il ne voit pas « la nécessité d'une alliance internationale pour une entreprise comme Fiat », rejoignant ainsi les positions déjà exprimées par Paolo Cantarella (Le Monde du 19 juin).*

Ce nouveau venu dans la vieille maison turinoise va sans doute faire bouger les choses avec ses méthodes de gestion à l'américaine. L'héritage que lui laisse Cesare Romiti est plutôt atterrissant, comme le montrent les comptes de 1997 présentés lundi aux actionnaires : un chiffre d'affaires de presque 90 000 milliards de lires (136 milliards de francs), en hausse

de 15 % par rapport à 1996, un bénéfice de 3 000 milliards de lires, soit 250 milliards de plus que l'année précédente, et 2 739 000 voitures vendues contre 2 365 000 un an plus tôt, « le plus haut niveau jamais atteint ».

INTERNATIONALISATION

Le taux de pénétration de Fiat en Europe est passé de 11,2 % à 12 %, tandis que Fiat préservait sa domination sur le marché italien avec 42,8 % des ventes, contre 43,6 % en 1996. L'internationalisation chère à Paolo Fresco s'est accentuée avec la création de Fiat India et la signature d'un accord avec GAZ en Russie. Le groupe est désormais présent dans 62 pays, avec 94 000 salariés travaillant à l'étranger sur un effectif total de 242 000. Enfin, en ce qui concerne les véhicules industriels, la progression est de 5,3 %, soit un total de 188 300 unités.

Après près de vingt-cinq ans passés à la direction de la firme du Corso Marconi, Cesare Romiti est satisfait. Comme il se doit, Giovan-

ni Agnelli a rendu hommage au partant, à l'homme dont « la présence a sauvé Fiat de nombreuses occasions », rappelant que lorsque il est allé le chercher comme directeur financier, « la ville de Turin était dans une situation dramatique. Les réserves de trésorerie étaient pleines de voitures. C'était la deuxième crise du pétrole ». Celui qui, lors de sa dernière assemblée, a encore défini « l'esprit Fiat » comme celui « de la discipline, de l'ordre, du sens de la hiérarchie », n'a pas l'intention de rattracer. Au contraire, après avoir pris la direction du groupe de presse Rizzoli-Corriere della sera, il est prêt à d'autres aventures si l'occasion se présente. Au passage, il évoque 105,6 milliards de lires (16,36 milliards de francs) d'indemnités, plus une ristourne de 10 % sur les actions de deux holdings du groupe Agnelli : 18,8 % de Gemina et 2 % de HDR plus une option de 3,5 % en ce qui concerne ce dernier.

Le passage de pouvoir s'est donc accompli dans la bonne humeur, bien que les chiffres des ventes des

cinq premiers mois de l'année incitent à la prudence. Sans doute 1 130 000 voitures ont-elles déjà été vendues, soit le même nombre que l'an dernier, en dépit d'un recul sur le marché brésilien. Mais la forte croissance du marché italien (39,2 % l'an dernier) risque de tourner court. Elle est due en grande partie à la « rotation », prime « à la casse » financée par l'Etat, qui prend fin le 31 juillet. Robert Testore, administrateur délégué de Fiat auto, prévoit une chute des ventes de 200 000 unités en 1998.

Paolo Cantarella est toutefois confiant sur le long terme. Il a annoncé qu'en l'an 2000 Fiat vendra de 3,3 à 3,4 millions de voitures dans le monde, John Elkann, le neveu de Gianni Agnelli, dont l'entrée au conseil d'administration a été confirmée, préparera alors le retour de Fiat dans le giron de la famille Agnelli. Il vient d'avoir vingt-deux ans, ce qui laisse quelques années à Paolo Fresco.

Michel Bôlle-Richard

La grève qui paralyse General Motors pesera sur la croissance américaine

Vingt-quatre usines sur vingt-neuf sont arrêtées

LE BON vieil adage d'un ancien patron de General Motors, selon lequel « ce qui est bon pour GM est bon pour l'Amérique », est en train de se vérifier... en creux. Après dix-huit jours de grève dans deux usines de composants employant 9 200 personnes à Flint (Michigan), 122 400 salariés du premier constructeur automobile américain se trouvaient au chômage technique lundi 22 juin. Vingt-quatre usines d'assemblage sur vingt-neuf sont désormais arrêtées outre-Atlantique. La grève, déclenchée par le syndicat United Auto Workers (UAW) pour protester contre la réduction et la délocalisation des effectifs, a déjà amputé de plus de 500 millions de dollars (3 milliards de francs) le bénéfice net prévisionnel au deuxième trimestre.

Des experts estiment que la paralysie du groupe américain pourrait coûter entre 0,3 % et 0,5 % de croissance du PIB des Etats-Unis au deuxième trimestre. Chaque fois que 100 000 voitures ne sortent pas des chaînes, ce sont 2 milliards de dollars qui s'évaporent de l'économie américaine, a calculé une

économiste, citée par le Wall Street Journal. Le président Clinton a fait savoir qu'il avait chargé son ministre du travail, M^{me} Alexis Herman, de suivre de près le déroulement des négociations. M^{me} Herman avait contribué à dénouer le conflit des chauffeurs routiers d'UPS, l'été dernier.

TRANQUILLE DÉTERMINATION

Richard Shoemaker, le négociateur UAW pour GM, a affirmé une tranquille détermination à la tribune du congrès du syndicat, qui se tient ces jours-ci à Las Vegas. Le syndicat pourrait appeler à de nouveaux débrayages dans l'usine de freins de Dayton (Ohio) et une usine d'emboîtement à Indianapolis. Des cibles pas choisies au hasard : une grève de 17 jours à Dayton, en 1996, avait déjà coûté 900 millions de dollars au groupe. M. Shoemaker a estimé que la grève à Flint pourrait durer « jusqu'à la deuxième ou la troisième semaine d'août ».

Pascal Gattier

Thomson-CSF ne croit pas à un « big bang » de l'électronique militaire européenne

LUNDI 22 JUIN, Thomson-CSF a fait son retour dans le secteur privé. Les actionnaires du groupe d'électronique militaire et professionnelle ont donné leur feu vert à l'entrée dans son capital des industriels français Alcatel (16,36 %), Dassault Industries (6 %) et Aerospatiale (4 %), en échange de l'apport de certaines de leurs activités. L'Etat a vu sa participation se réduire de 53,3 % à 42,9 %.

Après cette réorganisation partielle de l'électronique de défense française - qui laisse pour l'instant de côté Matra et le secteur des missiles - Thomson-CSF, conforté dans sa position de numéro trois mondial et de numéro un européen (50 milliards de francs de chiffre d'affaires, 50 000 salariés), s'affirme prêt pour l'étape suivante : celle des restructurations en Europe.

Denis Ranque, son PDG, a toutefois douté, lundi, « qu'il faille s'attendre à un big bang » imminent. « Je ne vois rien avant la fin de l'année », a assuré M. Ranque, qui, après des discussions avec les britanniques GEC et British Aerospace et l'allemand Daimler-Benz (maison mère de DASA), estime n'avoir de leçon à recevoir de personne. « Nous sommes, dans l'électronique de défense, le groupe euro-

péen qui a le capital le plus ouvert », a-t-il souligné, se déclarant « prêt à accueillir de nouveaux partenaires », Alcatel devant en tout état de cause demeurer l'actionnaire privé majoritaire. Sa volonté d'ouverture n'est pas, selon lui, partagée. « Chez GEC-Marconi et DASA, il y a un actionnariat dominant qui entend le rester. »

Comme gage de sa volonté d'ouverture européenne, M. Ranque a fait entrer au conseil d'administration de Thomson-CSF Gerhard

Cromme, président du directeur du groupe allemand Krupp. Une personnalité britannique devrait également être nommée.

La privatisation de Thomson-CSF doit encore passer quelques étapes pour être totalement bouclée. D'ici au 16 juillet doit ainsi être achevée l'acquisition de Dassault Electronique, dont les actionnaires minoritaires (39 % du capital) sont appelés soit à vendre leurs actions, soit à les échanger contre des titres Thomson-CSF.

Par ailleurs, d'ici au 3 juillet, les salariés de Thomson-CSF ont la possibilité d'acquiescer des actions de leur groupe à des conditions préférentielles.

APPEL À MANIFESTER

Cette opération, à l'issue de laquelle les salariés détendront 2 % de Thomson-CSF (la part de l'Etat descendant à 41 %), provoque une « ébullition en interne » à en croire une représentante de la CFDT, qui, lundi, constatait que l'appel

commun à manifester devant Matignon, lancé par son syndicat et la CGT, avait été peu suivi. Une petite centaine de personnes s'était déplacée, alors qu'une délégation était reçue par un conseiller du premier ministre pour faire part des « inquiétudes sur l'emploi ». « Il est probable qu'il y ait des effectifs en trop », a confirmé M. Ranque, sans vouloir les chiffrer.

Philippe Le Cœur

Une France isolée dans une Europe de l'armement qui évolue

AVEC LENTEUR, après bien des attermolements et avec un retard, parfois, de plusieurs années sur certains de ses partenaires européens, qui ont su construire leur forteresse nationale avant elle, la France éditie sa cita-

ANALYSE

L'Etat, plus en mesure de valoriser ses actifs dans l'industrie de l'armement, doit passer la main

delle industrielle de défense. Non sans quelques problèmes. La privatisation de Thomson-CSF, par apport de Dassault Electronique, des satellites d'Aerospatiale et des télécommunications militaires d'Alcatel à ce nouvel ensemble électronique de défense, montre que la France n'est pas au bout de ses peines. Dans le même temps, le décor européen - qu'il s'agisse d'aéronautique de défense, d'armement terrestre ou de construction navale - a beaucoup évolué : les partenariats de la France, britanniques, allemands, italiens, espagnols ou autres, regardent de plus en plus vers le grand large.

La France a eu beaucoup d'atouts dans son jeu. Ce qui l'a fait apparaître comme un chef de file en Europe. La rivalité Est-Ouest et la nécessité d'une large autonomie d'emploi de ses forces lui ont fait bâtir un outil industriel qui, la guerre froide achevée, s'est révélé largement en surcapacité. Aujourd'hui, il lui faut ramasser ses forces industrielles, les placer en situation de coopérer, voire les insérer dans un ensemble plus vaste parce que l'Etat, tout à la fois détenteur du capital, donneur d'ordres, bailleur de fonds, client potentiel et contrôleur en dernier ressort, ne peut plus tout régenter et doit passer la main.

L'Etat n'est plus en mesure de valoriser les actifs de ces entreprises. C'est vrai de l'électronique de défense, quand les réseaux de commandement ou de communications, les radars, les systèmes spatiaux et les missiles s'acquiescent au compte-gouttes. C'est vrai de l'aéronautique, où, à l'exception du boom des ventes d'avions de ligne, tels Airbus, ou d'affaires, comme la gamme des Falcon, le carnet de commandes d'appareils militaires et d'hélicoptères est plat. C'est vrai du secteur des armes terrestres, avec un groupe public, GIAT Industries, le concepteur du char Leclerc, aux abois après avoir conclu des contrats à perte. C'est vrai de la construction navale militaire qui a perdu toute notion de rentabilité : le concept même de service public au profit de la marine - c'est-à-dire la nécessité de cultiver une compétence reconnue dans la mise en chantier de sous-marins nucléaires que personne d'autre ne revendique - n'incite pas à respecter le seul rapport qualité-coût.

POSITION DÉFENSIVE

A la différence de ses partenaires européens, l'Etat-patron français s'est, de tout temps, fortement impliqué dans l'industrie de défense. Les propos gouvernementaux - toutes sensibilités politiques confondues - depuis 1996, qui prônent la restructuration du secteur autour de « pôles » nationaux, illustrent cet état de fait. Quitte à préconiser 9 000 à 10 000 suppressions d'emplois par an.

Aujourd'hui, la France se retrouve quelque peu isolée en Europe : les cartes maîtresses de ce jeu politique et industriel sont passées principalement dans les mains du Royaume-Uni et de l'Allemagne.

En Grande-Bretagne, dans l'aéronautique et l'électronique, les groupes British Aerospace (BAe) - où l'Etat s'est contenté de détenir une golden share sans s'enfermer dans le débat de

l'appropriation publique ou privée - et GEC se sont recentrés sur leurs activités de défense, avec des moyens financiers puissants. BAe et GEC tournent de plus en plus leurs regards vers la constitution d'alliances à long terme avec des groupes américains et la prise de participations dans des entreprises suédoises, espagnoles ou italiennes. En Allemagne, DASA - dont la maison-mère Daimler-Benz vient de s'offrir Chrysler - envisage d'acquiescer Northrop-Grumman, un des grands américains après Boeing-McDonnell, Lockheed Martin ou Raytheon-Hughes.

Dans ce décor européen en mouvement, où elle apparaît surtout en position défensive, la France en est encore, après l'achèvement de la privatisation de Thomson-CSF, à se débattre dans des configurations franco-françaises. Quel sera le rôle de la holding Aerospatiale dans la mise sur pied de la future société anonyme, civile et militaire, European Aerospace ? Laissera-t-on Dassault-Aviation tirer son épingle du jeu en procédant à la scission de ses activités avec, d'un côté, les avions militaires, qui seraient rattachés de BAe et d'Aerospatiale, et, de l'autre, les Falcon d'affaires et de liaison, un secteur éminemment rentable qui resterait dans le patrimoine familial ? Le groupe privé Matra peut-il, grâce à ses coopérations avec DASA, BAe et GEC, réclamer la maîtrise du « pôle » des missiles ? GIAT Industries aura-t-il les mains libres, une fois assurée sa gestion, pour négocier sa place dans de futures alliances impliquant des groupes britanniques et allemands ? Les arsenaux sont-ils condamnés à la peau de chagrin, faute de productivité et de souplesse administrative autant que commerciale ? A ces interrogations, le gouvernement a promis de répondre par des « documents d'intention » avant la fin de 1998.

Jacques Isnard

Le « Journal officiel » publie cinq décrets sur les 35 heures

DIX JOURS après la promulgation de la loi Aubry, cinq décrets sur le temps de travail ont été publiés au Journal officiel des lundi 22 et mardi 23 juin. Le premier dresse la liste des 37 organismes publics exclus des aides liées à la loi. Le deuxième définit les modalités « de la réduction de l'horaire collectif (qui) doit, en règle générale, concerner l'ensemble de l'entreprise ou de l'établissement ». Ce décret précise le montant des abattements de cotisations sociales auquel ouvrent droit les accords signés en 1998 et

au premier semestre 1999 (de 9 000 francs la première année à 5 000 francs la cinquième pour une réduction de 10 % du temps de travail assortie d'une augmentation ou d'une préservation de 6 % des effectifs et de 13 000 francs à 9 000 francs en cas de réduction de 15 % et d'augmentation de 9 % des effectifs), puis les aides - moins favorables - pour les accords signés au second semestre 1998 et enfin les aides pour les entreprises de moins de 20 salariés qui signent un accord en 2000 ou 2001.

Le troisième décret précise le contrôle des conventions conclues entre l'Etat et les entreprises et le quatrième détaille le nouveau régime des repos quotidiens. Non directement lié à la loi Aubry, le cinquième rétablit les contreventions liées à l'abus de temps partiel - la loi quinquennale de 1993 les avait supprimées - et étend ces contreventions aux employeurs qui ne respectent pas le nombre ou la durée des pauses quotidiennes.

Par ailleurs, selon un sondage publié par La Tribune le 23 juin,

55 % des PME sont prêtes à ouvrir des négociations sur le sujet, 35 % s'y opposent et 10 % ne se prononcent pas. De son côté, le Crédit agricole a annoncé l'ouverture de négociations en septembre et Thomson-CSF Optromique la signature d'un accord sur les 35 heures avec la CFDT, la CGT et la CGC. Vingt-trois jours de congés supplémentaires sont accordés aux salariés mais les horaires peuvent varier entre 27 heures et 42 h 30.

Frédéric Lemaître

ESC Amiens
DES FAITS
DES RÉSULTATS EN ENTREPRISES

DES FAITS...

- au cœur de l'Europe
- à 1 heure de Paris
- des promotions à taille humaine

DES RÉSULTATS EN ENTREPRISES...

- plus de 1500 offres de stage par an
- 2500 anciens
- Nathalie Suret, promo 93, comptable analytique et auditeur interne, Commissariat à l'Énergie Atomique CEA Saclay
- Catherine Guillou-More, promo 84, resp. marketing essence, Cofinoga
- Stephan de Bauder d'Ormond, promo 90, responsable d'usine et directeur de gestion, Delcay
- Denis Barbet-Massin, promo 72, dir. presse, Groupe Lagardère Rélais H
- 4500 offres d'emplois par an

16, place St Michel - 80038 Amiens Cedex 1
tél. 03 22 82 26 60 - fax 03 22 82 23 01
Web : www.esp-amiers.fr
Email : info@esp-amiers.fr
N° Vert : 0 800 85 37 57

Le group
à faire cot

Le groupe de Richard Branson renonce à faire coter sa filiale ferroviaire en Bourse

Finance. La maison mère de Virgin Rail reprend le contrôle de sa filiale et fait entrer Stagecoach au capital à hauteur de 49 %. Les analystes s'interrogent sur la santé du groupe

LONDRES
de notre correspondant à la City
La décision de Richard Branson de s'allier au transporteur routier et ferroviaire Stagecoach pour financer la modernisation du rail britannique, plutôt que d'introduire sa société Virgin Rail en Bourse comme prévu, souligne sa légendaire méfiance envers la City. La surprise est d'autant plus grande qu'en échange de l'attribution d'une partie de British Rail à Virgin Rail, ce dernier avait promis à l'Opraf, l'autorité de régulation des transports, de devenir une société cotée. L'entrée au London Stock Exchange aurait permis de lever le voile sur une partie de cet empire, bâti à coups de poker et de flair depuis le début des années 70, et dont la structure reste entourée du plus grand secret.

« L'introduction en Bourse reste une option, mais pas avant plusieurs années », comme l'indique le communiqué de Virgin Group of Companies, publié lundi 22 juin, en rachetant 10 % du capital détenu par ses partenaires financiers, la compagnie-holding de Branson contrôle désormais 51 % du capital de Virgin Rail. Le groupe Stagecoach, basé en Ecosse, rachète pour sa part aux banques les 49 % restants de Virgin Rail, qui comprend 2 des 25 sociétés de transport de passagers issues de l'ancien monopole British Rail, West Coast Main Line et Cross Country. Lors de la privatisation du chemin de fer par le précédent gouvernement conservateur, le célèbre milliardaire s'était engagé à moderniser le réseau vétuste reliant Londres à l'Ecosse via plusieurs grandes villes des Midlands et du nord de l'Angleterre. Une opération qui nécessitait de considérables investissements, comme l'atteste la récente commande de trains pendulaires à très grande vitesse.

Le grand blond hirsute qui se trébale toujours sans cravate et les seigneurs de la City ont toujours entretenu des rapports difficiles. Après une fracassante inscription au Stock Exchange en 1986, le titre s'était effondré après le krach boursier de 1987. Les déboires homériques de Richard Branson avec des banquiers désireux d'obtenir sa mise à l'écart avaient entraîné son retrait de la Bourse en janvier 1989 par le rachat de ses actions. Mais, même obtenue aux meilleures conditions en raison de la récession, cette reprise avait été lourde à financer, le contraignant à vendre en 1992 le Virgin Music Group (VMG), le joyau de sa couronne, à Thorn-EMI, pour quelque 4 milliards de francs. Cette mésaventure explique pourquoi, malgré le fantasme de développement de Virgin au cours de ces dix dernières années, seules 2 sociétés sur les 179 composant la nébuleuse Virgin sont aujourd'hui cotées en Bourse : la compagnie aérienne « low cost » Virgin Express, inscrite au Nasdaq

et à Bruxelles, et Victory (cosmétiques, habillement) sur le second marché londonien.

« Avoir des actionnaires extérieurs nous aidera à développer de nouveaux projets et à les doter d'une solide assise financière », comme l'avait souligné son fondateur, le Virgin Group of Companies a largement grandi par autofinancement grâce au formidable trésor de guerre constitué par la vente du VMG. Parfois, le self-made-man avait eu recours à des prêts bancaires. Récemment, il avait également fait appel au capital-risque offert par des intermédiaires financiers spécialisés. Or, cet homme de quarante-sept ans, qui pourrait se reposer dans son manoir de l'Ox-

Seules 2 sociétés sur les 179 composant la nébuleuse Virgin sont aujourd'hui cotées en Bourse

fordshire, n'est pas encore au bout de son chemin. L'aventure du rail, l'achat de nouveaux avions pour desservir notamment l'Asie, les projets de création de chaînes de cinéma aux Etats-Unis et au Japon, ou l'intérêt exprimé pour le téléphone cellulaire et la restauration attestent sa boulimie d'entreprendre. Si ce mode de financement a eu l'avantage de préserver l'indépendance de la compagnie, il a contraint Branson à recourir à la formule des joint-ventures. Aux associés les coûts de production et la distribution ; à Virgin, outre les royalties, le marketing, la promotion et le commerce de détail via les Megastores. Or, à en croire l'étude très controversée de *The Economist*, publiée en février, plusieurs de ces entreprises communes (magasins en Europe continentale, Virgin Cola et Virgin Vodka, produits financiers Virgin Direct...) perdraient de l'argent. La structure complexe de ces arrangements, les divergences entre partenaires en matière de stratégie et le choc de cultures différentes expliqueraient ces déboires.

La présence en Bourse aurait permis de cimenter les nouveaux liens tissés avec la City, et surtout Wall Street, à l'occasion de la constitution de Virgin Rail, avec l'appui d'un consortium américain. Ces dernières années, Branson-le-hippie s'est certes rapproché de banques d'affaires comme JP Morgan, Banker's Trust et Merrill Lynch, qui acceptent ce givré du déf-frisson.

Enfin, l'opération en Bourse aurait dû restaurer une image mise à mal par le mécontentement des usagers de la ligne West Coast Main Line, les attaques de *The Economist*, selon lequel seule la

compagnie aérienne était bénéficiaire, ainsi que par ses récents démêlés avec le gouvernement travailliste. Or, la formule de son succès tient en un principe simple : décliner une marque, Virgin, sur une série de produits de grande consommation. Une stratégie qui repose entièrement sur la réputation de la grille. Le choix de Stagecoach comme partenaire dans le transport ferroviaire vise clairement à reconquérir les grâces d'une clientèle désemparée.

Atomisation des structures, autonomie totale des filiales, organisation horizontale et risques calculés : du béton, assurent ses fidèles. Pourtant les questions ne manquent pas. La première est la plus vitale : Branson-le-solitaire va-t-il pouvoir se plier aux règles du gouvernement d'entreprise exigées par les investisseurs institutionnels, qui contrôlent Stagecoach ? Cet homme qui veille toujours à ce que rien ne lui échappe cumule aujourd'hui les fonctions de président et de directeur général, et ne possède ni conseil d'administration ni directeurs non exécutifs. Il a dressé

un cordon sanitaire par le truchement d'une myriade de trusts familiaux enregistrés dans les îles Anglo-Normandes pour des raisons fiscales (*Le Monde* du 3 juin), et qui détiennent entre 50 % et 100 % des différentes sociétés.

Pour gagner la confiance des analystes rétifs au manque de transparence, il lui faudra désigner au conseil d'administration plusieurs industriels de renom, décision délicate pour un patron peu réceptif à la critique. Ensuite, cet autoritaire convivial est lié par de solides attaches à une vingtaine d'hommes de confiance devenus millionnaires sous sa protection en acquérant une partie du capital des sociétés qu'ils dirigent. La question de la relève de ce « cercle magique » par des managers chevronnés est donc posée.

« Je n'ai pas l'intention de créer une dynastie, juste de continuer à m'amuser », nous confiait récemment Richard Branson. Une vision des affaires bien éloignée de celle de la City.

Marc Roche

Les frères Bahlsen abandonnent la direction de l'entreprise familiale

Les héritiers restent propriétaires

BONN
de notre correspondant
Cent dix ans après la création de l'entreprise familiale à Hanovre, la famille Bahlsen jette l'éponge. Les deux frères, Werner et Lorenz, petits-fils du fondateur, Hermann Bahlsen, âgés respectivement de quarante-neuf et cinquante ans, vont abandonner la direction opérationnelle de l'entreprise allemande de biscuits sucrés et salés, propriétaire des célèbres galettes Saint-Michel depuis 1995, pour rejoindre le conseil de surveillance. Un management extérieur va prochainement tenter de relancer le leader allemand de son secteur.

Depuis des années, l'entreprise, qui emploie 9 000 salariés - dont 5 000 en Allemagne - dans vingt usines réparties dans seize pays européens, est incapable d'être durablement rentable. Ses nouveaux produits n'ont pas suffi à la sortir de l'ornière. Victime de la stagnation de la consommation en Europe, Bahlsen a enregistré ses premières pertes en 1993, à l'occasion de la restructuration de ses activités chips. En 1997, la société a per-

du 20 millions de marks pour un chiffre d'affaires de près de 2 milliards de francs (environ 6,6 milliards de francs).

Les Bahlsen sont divisés depuis plusieurs années. L'un des descendants du fondateur s'était brouillé avec ses deux cousins Lorenz et Werner qu'il jugeait incapables. Il avait demandé, en vain, que l'on fasse appel à un management extérieur. En 1996, le cousin Hermann avait vendu les 43 % d'actions qu'il détenait dans le groupe, récupérant en échange la filiale américaine du groupe, Austin Quality Foods, acquise en 1980. Aujourd'hui, l'entreprise appartient entièrement à Lorenz et Werner Bahlsen ainsi qu'à leur sœur Andrea von Nordeck. Le retrait de la famille écarte le risque d'une guerre de succession à la prochaine génération. Jusqu'à présent, les Bahlsen ont rejeté catégoriquement les offres de rachat. Leur retrait pourrait les faire changer d'avis, même s'il n'est pas question officiellement.

Arnaud Leparmentier

JUSQU'AU 30 JUIN SEULEMENT

Les Agences France Télécom vous informent qu'il ne reste que quelques jours pour profiter de leur offre d'été.



Jusqu'à 500 F de remise immédiate sur les téléphones Ericsson* et 200 F en cadeau découverte sur les forfaits Loft d'Itineris**.



sur le réseau



*Remise immédiate de 500 F TTC sur les terminaux Ericsson GF 788 et 768 et de 400 F TTC sur les terminaux Ericsson GA 628, sous réserve de la souscription d'un forfait Loft d'Itineris à partir de 200 F TTC par mois pour une durée minimale de 12 mois. Forfait de communication en France Métropolitaine (au-delà du forfait : 2 F la minute) ; les appels vers certains numéros inclus dans le forfait font en outre l'objet d'une tarification spécifique. Frais de mise en service : 422 F TTC. **Offre valable jusqu'au 27 juin 98 pour toute souscription à l'un des forfaits Loft (hors abonnement Déclic) et déduits de l'une de vos prochaines factures.



Une galaxie originale

- Chiffre d'affaires total : 2,5 milliards de francs (environ 25 milliards de francs). Nombre d'employés : 14 000. Nombre de sociétés : 179.
- Transports.
 - Virgin Travel Group (contrôlé à 100 %), comprenant Virgin Atlantic Airways (678 millions de livres de chiffre d'affaires), Virgin Holidays (177 millions), Virgin Aviation Services (15 millions).
 - Virgin Express Holdings, compagnie aérienne européenne (50,1 %, 150 millions de livres de chiffre d'affaires) et Virgin Rail Group (51 %, 423 millions), qui regroupe West Coast Trains et Cross Country Trains.
 - Loisirs. Virgin Entertainment Group (70 %).
 - Cinémas (100 millions).
 - Mégastores hors Grande-Bretagne (298 millions).
 - Distribution. Virgin Retail Group (100 %).
 - Chaîne Our Price, Mégastores en Grande-Bretagne (528 millions).
 - Boissons. The Virgin Trading Group (100 %).

- Virgin Vodka, Virgin Cola (212 millions).
- Edition : V. Entertainment Group (100 %).
- Virgin Digital Studios, V Publishing, John Brown Enterprises Rapido TV (53 millions).
- Radio. Virgin Radio (20 %, 18 millions).
- Hôtellerie. Virgin Hotels Group (100 %, 28 millions).
- Produits financiers. Virgin Direct (50 %, 608 millions).
- Habillement et cosmétique. Victory Corporation (49 %, 2,5 millions).
- Disques. V2 Records (66 %, 10 millions).
- Multimédia. Virgin Net (51 %, 10 millions).
- Divers. 62,3 millions de livres : ensemble hétéroclite comprenant notamment Virgin Bride (robes de mariée), Heaven (club homosexuel), Virgin Airships and Balloons (transports par montgolfières) et Storm Model Agency (agence de mannequins).
- (Source : Virgin Group).

AFFAIRES

INDUSTRIE

● FIAT: Paolo Fresco a succédé officiellement à Cesare Romiti à la tête du groupe italien (lire p. 18).

● DANONE: le groupe agroalimentaire a racheté, mardi 23 juin, 60 % de la société chinoise Health, qui commercialise la marque Yili la première eau de source en bouteille en Chine (80 millions de litres, 11 % du marché chinois).

● DÉFENSE: GIAT Industries et Panhard (filiale du groupe PSA) ont conclu, lundi 22 juin, un accord par lequel les deux entreprises créent « une structure commune » pour développer des projets de véhicules blindés à roues (Le Monde du 20 juin). Cette coopération s'applique au programme européen de véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) avec le Royaume-Uni et l'Allemagne.

● BAYER: le groupe allemand a annoncé, lundi 22 juin, une restructuration de son secteur chimique pour renforcer sa position en tant que groupe intégrant à la fois chimie et pharmacie. Trois grandes divisions chimie seront créées.

● BUT: le groupe britannique Kingfisher (propriétaire de Darty), qui possédait 26 % de la chaîne française de magasins de meubles et d'électroménager But, porte sa participation à 61,68 %, en rachetant les parts de la famille fondatrice Venturini. La transaction s'élève à 103 millions de livres (1,04 milliard de francs).

● METRO: le groupe allemand de distribution va acquérir 12,5 % (avec une option sur 7,5 % supplémentaires) dans le capital de la filiale européenne de l'opérateur téléphonique américain RSL Communication.

● WOOLWORTH: la chaîne américaine de grands magasins, qui s'appelle Venator depuis la mi-juin, a vendu sa « cathédrale du commerce », une tour néogothique de 57 étages construite en 1913 à New York. Venator va désormais se consacrer principalement au secteur sportif avec les magasins Foot Locker, Champs Sports et Eastbay.

● WORLDCOM-MCI: la Commission européenne est prête à donner son feu vert à la fusion des deux opérateurs téléphoniques américains, suite à l'annonce par MCI de sa volonté de vendre ses activités liées à Internet. Ce feu vert devrait officiellement intervenir le 8 juillet.

● FINANCE ● CCF: le Crédit commercial de France a acquis les activités de gestion institutionnelle de JP Morgan en France par le biais de sa filiale CCF Capital Management.

● ZURICH ASSURANCES/BAT: Scudder Kemper, filiale de gestion d'actifs du groupe suisse, va fusionner avec Threadneedle Asset Management, filiale de BAT. Les fonds gérés atteignent 375 milliards de dollars (2 250 milliards de francs).

● PALLAS STERN: Démission, qui défend les intérêts d'une partie des créanciers de la banque, demande aux anciens actionnaires un taux de remboursement de 60 % au minimum des créances engagées. Le tribunal de commerce de Paris se réunit le 3 juillet pour valider un règlement amiable du dossier.

● UNIPIERRE V: les associés de la société civile de placement immobilier du Crédit agricole réunis en assemblée générale le 18 juin ont adopté l'essentiel des résolutions proposées par le Crédit agricole, faisant échouer la fronde organisée par le conseil de surveillance, élu par les petits porteurs qui s'estiment floués depuis la crise de l'immobilier.

* Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ».

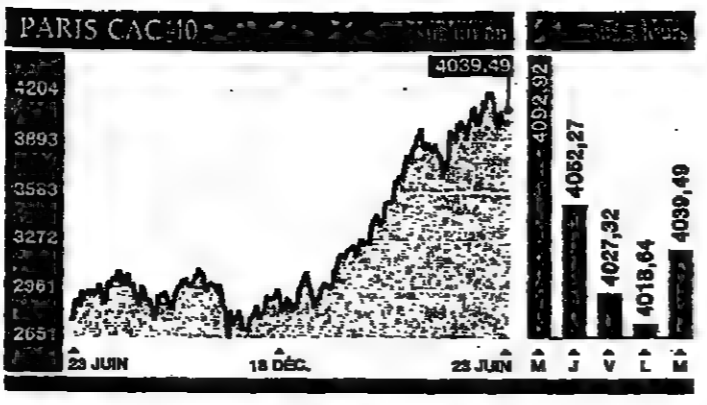


Tableau des écarts au règlement mensuel pour les hausses et baisses de divers secteurs.

LES PLACES BOURSINIÈRES

PARIS

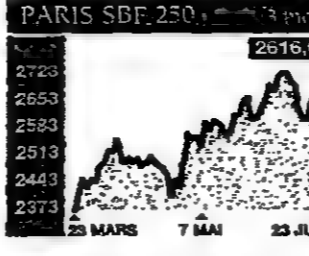
MARDI 23 JUIN, à la mi-séance, l'indice CAC 40 a progressé de 0,49 %, à 4 038,37 points dans un marché peu actif (4 milliards de francs de transactions). Comme ses homologues européennes, la place de Paris attend un signe fort des pays producteurs de pétrole pour faire remonter le cours du baril. A Paris, les valeurs parapétrolières et pétrolières ont été nettement orientées à la hausse: Cofepip a gagné 3,9 %, Géophysique 2,7 %, Elf Aquitaine 1,3 % et Total 1,6 %. Fimalac qui a vendu sa participation dans Taylor Nelson Sofres a gagné 1,9 %. En revanche, l'analyse négative du broker J.P. Morgan a fait chuter l'action Pechiney de 2,9 %. Et Alstom, pour son deuxième jour à la Bourse de Paris, a abandonné 2,2 %, à 200,40 francs. Des pds de bénéfice ont été enregistrés sur la Compagnie des signaux (-4 %), sur Carbone Lorraine (-3,9 %) et sur Altran Technologies (-2,9 %).

FRANCFORT

MARDI 23 JUIN, la Bourse de Francfort a débuté la séance sur une hausse de 0,25 %, à 5 662,35 points. Le titre Munich Re, le premier réassureur mondial, est activement recherché depuis que son concurrent américain General Re a été racheté par l'investisseur Warren Buffett. Les deux valeurs chimiques Bayer et Henkel ont également fait partie des plus fortes hausses. Lundi 22 juin, le marché allemand avait terminé la séance sur un gain de 0,07 %.

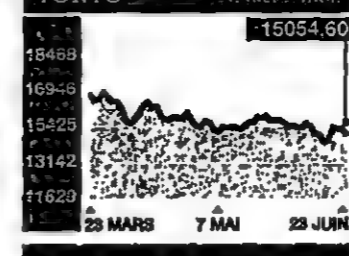
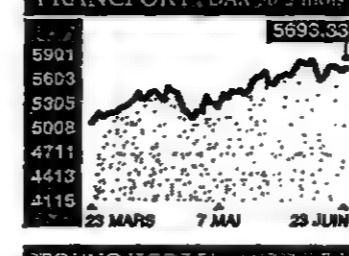
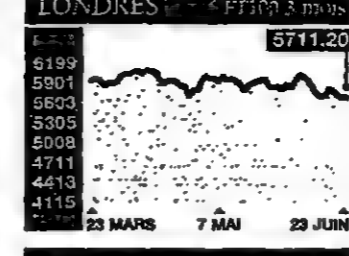
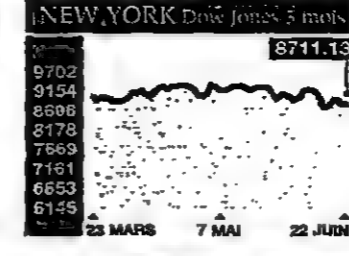
Indices boursiers

Tableau des indices boursiers: Europe 1213,30, Paris CAC 40, SBF 120, SBF 250, etc.



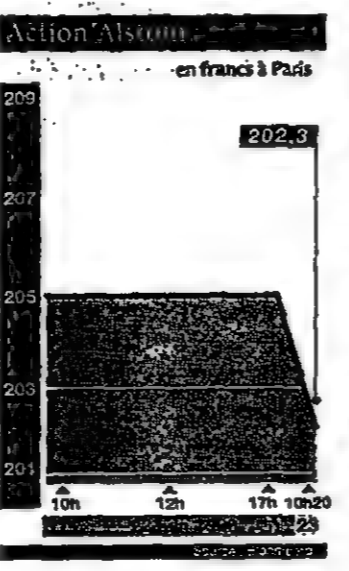
Monde

Tableau des indices boursiers mondiaux: New York DJ, S-P 500, Nikkei, etc.



Valeur du jour: Alstom fait du surplace

POUR SA PREMIÈRE JOURNÉE de cotation à Paris, Londres et New York, l'action Alstom a fait du surplace. Proposée à 205 francs, elle s'est négociée toute la journée du 22 juin à ce niveau. Mais 15,5 millions de titres ont été échangés. Quelques heures plus tard, à New York, l'action n'a pas quitté le niveau de 34 dollars. La plus importante introduction en Bourse en Europe (2,4 milliards de francs hors frais de souscription) n'a pas bénéficié d'une conjoncture favorable. Les marchés s'inquiètent des conséquences de la crise asiatique sur l'économie. Cet immobilisme du titre tranche avec l'image de dynamisme qu'a voulu se donner le fabricant de centrales électriques, de navires et de trains à grande vitesse. Devant Wall Street, avait été installé l'avant d'un TGV donnant l'illusion qu'il sortait de terre en soulevant le bitume. Les badauds ravis ont cru à un décor de film. Présent à New York, le président d'Alstom, Pierre Bilger, se refusait à toute déception. « Je préfère que le titre se construise progressivement. Cela prouve que nous avons choisi le juste niveau. » Estimé dans un premier temps, entre 190 et 220 francs, le prix de l'action arrêté à 205 francs, après consultation des investisseurs potentiels. Entre le 1er et le 18 juin, le patron d'Alstom a visité 38 villes, a assuré 101 entretiens avec des investisseurs et a sensibilisé 900 analystes. Dans les débats, les interro-



gations étaient nombreuses sur l'impact des turbulences asiatiques. « Les Anglo-Saxons sont plus sensibles à cette question que les Européens, a affirmé M. Bilger. Ils n'ont pas encore perçu que le marché domestique du groupe, c'est l'Europe. » Alstom réalise 57 % de son chiffre d'affaires en Europe, principalement en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Le chiffre d'affaires en Asie est de 21 % dont seulement 8 % pour les pays les plus touchés (Malaisie, Corée du Sud, Indonésie, Thaïlande et Philippines). Le groupe entend se concentrer sur les États-Unis qui, avec 14 % des commandes, sont devenus le deuxième marché du groupe derrière la France. C'est une des raisons de la cotation à Wall Street. Désormais, les deux actionnaires historiques d'Alstom, GEC et Alcatel, ne détiennent plus chacun que 21 % du capital, les 58 % restants ont été placés dans le public. Les Français ont souscrit 30 % du total, les Anglo-Saxons (Britanniques et Américains) 30 % et les autres Européens 38 %.

Dominique Gallois, à New York

MONNAIES

● Dollar: le billet vert était stable, mardi matin 23 juin, à 1,7920 mark, 6,01 francs et 137,60 yens.

Cours de change

Tableau des cours de change pour diverses monnaies: Franc, Dollar, Livre, etc.

Taux d'intérêt (%)

Tableau des taux d'intérêt pour différents pays: France, Allemagne, etc.

TAUX

● France: des problèmes techniques ont retardé, mardi matin 23 juin, l'ouverture des transactions sur le Matif. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrit à 4,85 %.

ÉCONOMIE

Le gouvernement de Hongkong tente d'enrayer la crise

TUNG CHEE-HWA, le chef exécutif de Hongkong, a déclaré, mardi 23 juin, que l'économie du territoire connaissait une situation critique. Il a annoncé un plan de soutien de 24 milliards de francs, destiné essentiellement à enrayer la chute des prix de l'immobilier, qui fragilise l'ensemble du secteur bancaire. C'est la troisième fois en moins d'un mois que le gouvernement se mobilise pour soutenir l'économie locale (lire p. 17).

● Le ralentissement de la croissance économique en Chine pourrait déboucher sur une situation d'instabilité politique et des manifestations de mécontentement, affirme un rapport diffusé lundi par le Pentagone. Prévoyant un taux de croissance annuel de 4 à 6 %, le rapport ajoute que ce taux ne doit pas être inférieur à 5 %, si le régime veut éviter des troubles sociaux.

● JAPON: l'indicateur avancé de la conjoncture, qui préfigure l'évolution de l'économie japonaise dans les six mois à venir, s'est établi à 11,1 points en avril contre 27,3 points (révisé) en mars, a annoncé mardi l'agence gouvernementale de planification économique (EPA).

● UNION EUROPÉENNE: les services marchands représentent 50 % du PIB de l'Union européenne (UE), selon des chiffres publiés lundi par Eurostat, l'office statistique des Quinze. Au Luxembourg, ils représentent 63 % du PIB, 40 % en Finlande, 55 % aux Pays-Bas et 52 % en France. 45 % de l'emploi est assuré par les services marchands dans les quinze pays de l'UE.

● FRANCE: les prix en devises des matières premières importées, hors énergie, ont reculé de 1,9 % en mai par rapport à avril. La baisse est plus forte en France (-4 %) en raison d'un affaiblissement du dollar et de la livre sterling, selon la note de conjoncture de l'Insee.

● ITALIE: le produit intérieur brut a augmenté de 2,5 % au premier trimestre 1998 par rapport à la même période de l'année précédente mais a accusé une baisse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent, a annoncé lundi l'Institut national italien des statistiques (Istat). Au quatrième trimestre 1997, l'augmentation était de 2,8 % sur un an et de 0,2 % par rapport au trimestre précédent.

● RUSSIE: la stabilité du rouble est « un objectif prioritaire » du programme anti-crise que devait présenter mardi Boris Eltsine, selon l'agence Interfax citant des extraits de ce programme.

● POLOGNE: la croissance s'est chiffrée à 6,5 % au premier trimestre 1998 par rapport à la même période de 1997, a annoncé lundi l'Office central des statistiques (GUS), grâce à une forte demande intérieure. La croissance atteindra 6,3 % sur toute l'année (contre 5,6 % prévus dans le budget 1998).

● PÉTROLE: le ministre du pétrole des Émirats arabes unis, Obeid Ben Saif Al-Nasser, a affirmé mardi que son pays aspirait à un prix entre 18 et 20 dollars le baril de brut.

NOMINATIONS

● REEMTSMA: Thierry Paternot, cinquante ans, ancien directeur général de la division France de L'Oréal, a été nommé président du conseil de direction du groupe allemand Reemtsma, premier fabricant européen de cigarettes (marques West et Davidoff).

● SIMCO: Jean-Paul Sorand, cinquante-sept ans, a été nommé vice-PDG de la société foncière Simco.

● ALLIEDSIGNAL: Frédéric Poses, cinquante-cinq ans, devient PDG délégué de l'équipementier américain AlliedSignal.

● CARTES BANCAIRES: Yves Randoux devient administrateur unique du groupement Cartes bancaires « CB ».

22 / LE MONDE / MERCREDI 24 JUIN 1998

FINANCES ET MARCHÉS

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 23 JUIN
Liquidation : 23 Juin
Taux de report : 3,88
Cours relevés à 12 h 30



+0,49%
CAC 40 : 4038,23

Table of French stock market values (Valeurs Françaises) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of French stock market values (Valeurs Françaises) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of French stock market values (Valeurs Françaises) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of foreign stock market values (Valeurs Étrangères) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of foreign stock market values (Valeurs Étrangères) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

COMPTANT

Table of commodity and bond prices (Comptant) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of commodity and bond prices (Comptant) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Advertisement for Volkswagen Sharan Turbo 150 ch. featuring an image of the car and technical specifications.

Table of commodity and bond prices (Comptant) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of commodity and bond prices (Comptant) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

SECOND MARCHÉ

Table of second market prices (Second Marché) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of second market prices (Second Marché) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of second market prices (Second Marché) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of second market prices (Second Marché) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of second market prices (Second Marché) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

SICAV et FCP

Table of SICAV and FCP prices (SICAV et FCP) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of SICAV and FCP prices (SICAV et FCP) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of SICAV and FCP prices (SICAV et FCP) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of SICAV and FCP prices (SICAV et FCP) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

Table of SICAV and FCP prices (SICAV et FCP) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and %.

DISPARITIONS
MONTAGNE
NOMINATION
JOURNAL OFFICIEL

DISPARITIONS

ERNST BRUGGER, ancien président de la Confédération helvétique, est mort dimanche 21 juin à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Né le 10 mars 1914, ancien professeur de l'enseignement secondaire, Ernst Brugger, membre du Parti radical, a participé aux instances gouvernementales du canton de Zurich à partir de 1947, avant de devenir chef du département fédéral de l'économie publique en janvier 1970. Il a occupé cette fonction jusqu'en janvier 1978, ainsi que la présidence tournante de la Confédération en 1974. En tant que ministre de l'économie, c'est lui qui avait mené les négociations sur l'accord d'association entre la Communauté européenne et la Suisse, membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

PER ANDERS FOGELSTROEM, romancier suédois, est mort samedi 20 juin à Stockholm. Né en 1917, Per Anders Fogelström a été journaliste dans la revue littéraire Folket / Bild de 1947 à 1958. Dans les années 50, il avait dirigé le groupe d'action contre une bombe nucléaire suédoise; ce groupe d'intellectuels suédois avait réussi à obtenir du gouvernement social-démocrate de Tage Erlander la décision d'arrêter l'expérience nucléaire suédoise, qui était à cette époque en plein développement. Auteur d'une vingtaine de romans décrivant, dans un style à la fois vif et très poétique, la vie à Stockholm, Per Anders Fogelström est considéré comme l'un des grands écrivains suédois de ce siècle. Son roman Sommaren med Monika (Un été avec Monika) a été adapté au cinéma par le réalisateur suédois Ingmar Bergman en 1951. Ses cinq romans sur Stockholm, Mina drömmars stad (La Ville de mes rêves), ont été vendus à près de 2 millions d'exemplaires, un nombre important pour une langue parlée et lue par un peu plus de 8 millions de personnes.

ADRIEN SPINETTA, ancien vice-président du conseil général des ponts et chaussées, est mort le 12 juin dans sa quatre-vingt-dixième année. Né le 5 octobre 1908 à Rodellères (Creuse), ingénieur général des ponts et chaussées, Adrien Spinetta a été, à partir de 1947, membre de plusieurs cabinets au ministère des travaux publics et au secrétariat d'Etat à la reconstruction. De 1951 à 1955, il a été directeur de la construction et, à partir de 1963, il a été président de section au conseil général des ponts et chaussées, terminant sa carrière en 1979 comme vice-président de cette institution. Adrien Spinetta a aussi dirigé l'Ours, un groupe de réflexions et d'études socialistes créé par Guy Mollet et auquel ont notamment participé Edgar Pisani, Michel Rocard ou Henri Laborit. Il était grand officier de la Légion d'honneur.

NOMINATION

DANSE Anne-Marie Reynaud a été nommée à la direction du département pédagogique de Paris au sein de l'association de préfiguration du Centre national de la danse (que dirige Anne Chiffert). Elle remplace à ce poste Françoise Dupuy. Elle sera chargée de développer des programmes au service des enseignants et des artistes. Anne-Marie Reynaud, une des chorégraphes marquantes des années 80, élève de Carolyn Carlson, avait fondé la compagnie du Four solaire, puis dirigé le Centre chorégraphique national de Bourgogne, avant d'être responsable de la manifestation des danse.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 19 juin sont publiés: Accords internationaux: une loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur les bois tropicaux; une loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Pologne; une loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et la Confédération helvétique en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée le 9 septembre 1966 et modifiée par l'avenant du 3 décembre 1969.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances A l'occasion de la Fête des pères, Catherine et Didier TESTOT ont le plaisir d'annoncer la naissance de Juliane, le 21 juin 1998, à Paris.

Géraldine et Jean-Marc FAYET, Julien et ses grands-parents Michèle et Yves FAYET, Gisèle et Robert BOUCHEZ, sont heureux de faire part de la naissance de Lucas, le 21 juin 1998, à Saint-Cloud.

Sophie RUSSELL et Larry EDENHAUSER ont l'immense joie de faire part de la naissance de Noah, le 12 juin 1998, à Melbourne (Australie).

M. et M^{me} ETTAKI ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille, Shaden, le 19 juin 1998, à Paris.

Mariages Pierre GUELMAN et Virginie WALBAUM sont heureux d'annoncer leur mariage. Il sera célébré le samedi 27 juin 1998, à Paris, à la mairie du 13^e arrondissement.

Odile ZARKA et Philippe J. MAAREK ont le plaisir de faire savoir qu'ils ont passé la cinquième vitesse et se sont mariés dans l'intimité en ce mois de juin 1998. 41, rue du Collège, 75008 Paris.

Décès M^{me} Blayau a le douleur de faire part du décès du docteur Henry BLAYAU, survenu le 21 juin 1998. 29, rue de Valenciennes, 56400 Sainte-Agathe-d'Army.

M. Jean E. CHARON, physicien et écrivain, survenu le 8 juin 1998. 27, rue Millet, 91140 Villebon-sur-Yvette. e-mail: jacqueline.charon@bol.fr

Le supérieur provincial des religieux camilliens de France, La communauté des pères camilliens de Bry-sur-Marne, M. et M^{me} Francis Druart, M^{me} Jérôme Druart, M^{me} François Ragot, M. Arturo Carissimi, M. Henri Druart, ses frères, sœurs, belles-sœurs, beaux-frères, ainsi que ses neveux et petites-nieces, M. et M^{me} Francis Druart, sa tante, ainsi que les familles Périn, Ancel, Railliet, Pellot, Mairanges, Duverney, Walbaum, Dambies, Gallios, Couten, Burnod, Dédat, Fampin, Neuville, Guilhemans, Theillet-Luzier, de Sézac, ont la douleur de faire part du décès de révérend père Blaise DRUART, religieux camillien, dans sa soixante-septième année et dans sa trente-huitième année de vie religieuse et sacerdotale.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 25 juin, en l'église Saint-Gervais-Saint-Protais de Bry-sur-Marne, à 14 heures. Cet avis tient lieu de faire-part. Communauté des religieux camilliens, BP 26, 94363 Bry-sur-Marne. M. et M^{me} Francis Druart, 9, rue Bandmann, 13200 Arles. M^{me} Francis Ragot, 4, avenue Pierre-Dubois, 51160 Avenay-Val-d'Or.

Claude DUPUY a rejoint René VÉRON, le 7 juin 1998. « Sois satisfait des fleurs, des fruits, même des feuilles, si c'est dans ton jardin à toi que tu les cueilles ! » Edmond Rostand, Cyrano de Bergerac.

La famille et les amis vous annoncent le décès de René FLAUMENBAUM, médecin psychiatre des hôpitaux, 3-11-1932 - 21-6-1998. Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le mercredi 24 juin 1998, où l'on se réunira à la porte principale à 15 heures. Danièle Flaumenbaum, 7, rue Dedouville, 94250 Gentilly.

Maryse Gabriel, son épouse, Jean-Michel et Katellin Gabriel, son fils et sa belle-fille, Olympe, Mathias, Thomas, ses petits-enfants, Jean-Pierre Aublin, son gendre, ont la douleur de faire part du décès de Jean L. GABRIEL, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 20 juin 1998, à l'âge de soixante-seize ans. Il a rejoint sa fille, Laurence.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 24 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Cortot, Paris-16^e. 126, quai Louis-Blériot, 75016 Paris. 34, rue Edgar-Quinet, 92240 Malakoff.

France, Belgique, Etats-Unis. M^{me} Françoise Milan, sa fille, M. Thomas Milan, son gendre, Sophie, Gabriel, Claire, ses petits-enfants, M. Louis Lespignasse, son ex-époux, prient d'annoncer le décès de M^{me} Thérèse HUCHET, survenue le 9 juin 1998, à Fougères.

« Elle n'était pas faite pour vivre dans ce monde, personne n'a jamais pu la comprendre. Elle a pourtant été si aimée. » Sa famille et ses amis ont la tristesse de faire part du décès de René MOUMANEIX, survenu le 18 juin 1998, dans sa quatre-vingt-neufième année. La célébration religieuse aura lieu le vendredi 26 juin, à 9 heures, en l'église Saint-Michel de Porchefontaine, à Versailles (Yvelines). Ni fleurs ni couronnes.

M. Jacques Rebon-Bellouard, ses enfants et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Renée REBOUL-BELLOUARD, née CHABAUD. Ses obsèques religieuses ont été célébrées à Bordeaux (Gironde).

Antoine et Béatrice Weill, leurs enfants et petits-enfants, Marie-Christine et Etienne Choppy, leurs enfants et petits-enfants, François Weill et Lisette, née Stoefs, Laurence Jeanzen et ses enfants, ont la tristesse d'annoncer la mort de Antoinette WEILL, née HAUSER, survenue le 21 juin 1998.

Les obsèques auront lieu le mercredi 24 juin, à 15 heures, au cimetière de Montmartre. Remerciements Françoise Krieg, née Chermont, son épouse, Nicole et Marc Baudet, Thierry et Evelynne Krieg, Armand et Martine Krieg, ses enfants, Emmeline et Stéphane Raline, Karine et Laurent Bourguignon, Guillemine, Geoffroy, Chloé et Florence Krieg, ses petits-enfants, Julien et Soline, ses arrière-petits-enfants, Raymonde et Maurice de Sablet, Jean-Paul et Martine Chermont, ses sœurs, beaux-frères et belle-sœur, dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de Pierre-Charles KRIEG, vous remercier et vous invitent à vous unir à eux par la pensée et la prière.

Pierre-Charles KRIEG, vous remercier et vous invitent à vous unir à eux par la pensée et la prière.

L'ENTREPRISE L'EMPLOI

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS recrute JOURNALISTE Bonne formation universitaire, solide exp. professionnelle des problèmes de communication (presse écrite - audiovisuel - techn. nouvelles de communication - pub.), capable d'encadrer une petite équipe rédaction. Adr. CV + photo + prêt. SGP BP110 - 75001 PARIS

solides d'été A partir du 26 Juin 62, rue St André-des-Arts, 6^e 75001 Paris 01 42 47 39 33

Avis de messe

A la mémoire de Henri CHARLIAC, procureur général honoraire près la Cour de cassation, grand officier de la Légion d'honneur, décédé le 8 juin 1998, une messe sera célébrée le jeudi 25 juin, à 17 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7^e.

De la part de M^{me} Jacqueline Charliac, Solange et Yves Delamain, Mariette et Benoît Delamain, Lucile et André Albert. Une messe sera célébrée le vendredi 26 juin 1998, à 18 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris-7^e, à l'intention de son âme.

M. Yves MALECOL, commandeur de la Légion d'honneur, décédé le 15 juin. De la part de la famille Malecol. Anniversaires de décès Il y a cinq ans, disparaissait Jean-Paul CORSETTI, écrivain. Il est toujours présent dans nos esprits.

Le 24 juin 1980, Sarah KERBER, née PACANOWSKI, nous quitte. Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée, en y associant le souvenir de son époux, Chaim KERBER, décédé le 4 avril 1994.

Il y a un an, le 23 juin, Monique OBERDORFFER, pianiste, nous quitte. Elle vit dans notre mémoire et dans notre cœur. Merci, Monique.

Marilouange (Hérauld). Le 23 juin 1996, décédait en Nouvelle-Calédonie, dans sa trentième année, Patrick TRÉVIER, professeur agrégé de mathématiques. Tous ceux qui l'ont connu, aimé et respecté se souviennent.

MAROC RENCONTRE AVEC LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT MAROCAINS MARDI 30 JUIN 1998 (17 heures-20 heures et cocktail) HOTEL ROYAL MONCEAU - PARIS

A l'issue de ces cent premiers jours de l'alternance politique au Maroc, Khalid ALIOUJA, porte-parole du gouvernement, Fathallah OUALALOU, ministre des finances, Abdelhamid AOUDJ, ministre du plan, et Larbi JAIDI, conseiller économique du premier ministre, présenteront aux hommes d'affaires français les principales options de politique économique du nouveau gouvernement de M. Abderrahmane YOUSOUFI, et la cohérence financière de ces choix.

Une table ronde, présidée par M. André AZOULAY, conseiller du Roi Hassan II, réunira ensuite patrons marocains et français pour examiner la poursuite du programme des privatisations ainsi que le climat des affaires et les opportunités d'investissement, offertes notamment grâce aux conversions de créances. Le Monde et Nord Sud Export se sont associés pour organiser cette rencontre exceptionnelle le 30 juin à Paris, veille de l'entrée en vigueur de la première loi de finances 1998-1999 du gouvernement Youssoufi.

Demande de programme et inscriptions auprès de NORD SUD EXPORT Tél. : 33-01-47-42-25-74 - Fax : 33-01-47-42-11-86

Anniversaires

Pierre-Maximin CORNU, 15 juin 1965-5 septembre 1988. Le 5 septembre 1998, sa maison natale sera ouverte à ceux qui pourront se joindre à nous. La Pacaudière, Clusé. « Ne suis-je pas le même de près ou de loin ? » (Jér. 23, 23.)

Hommages Le conseil d'administration de l'Association des Maisons de l'ordre Tony Lainé rend hommage à André NOUAÏLE, décédé le 9 juin 1998, qui fut son président pendant plusieurs années. Engagé depuis toujours dans la lutte contre l'exclusion des plus défavorisés, au sein de l'éducation nationale, puis aux côtés des personnes autistes, avec le docteur Tony Lainé. Sa compétence et son dévouement n'avaient d'égal que son humanisme.

Débats Nouvelle histoire d'Israël ? débat avec J.-C. Attias et E. Benbassa : « Israël imaginaire » (éd. Flammarion). Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, ce jeudi 25 juin 1998, à 20 h 30. Tél. : 01-43-71-68-19.

Conférences Dans le cadre de la manifestation « Découvrir la culture saoudienne », à l'Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris. Rens. : 01-40-51-38-38. Conférence : mardi 23 juin, à 18 h 30, « Les relations culturelles franco-saoudiennes », avec M. Abdel Aziz Bin Salma. Entrée libre.

Concours Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Préparation au concours externe d'entrée à l'École nationale d'administration. Admission après examen du dossier et test d'aptitude. Renseignements et retrait des dossiers à partir du 15 juin 1998, CTRCEA, 12, place du Panthéon, 75005 Paris. Tél. : 01-46-34-99-33, inscriptions définitives et début des enseignements, octobre 1998.

Expositions Maison de l'hébreu : deux heures pour lire, dix cours pour pratiquer la Bible ou parler l'hébreu. Professeur Jacques Benandis : 01-47-97-30-22. Le Mémorial du martyr juif inconnu et le Centre de documentation juive contemporaine vous invitent à l'inauguration de l'exposition : « Les Départs clandestins de France vers la Palestine (1945-1948) » le jeudi 25 juin 1998, à 18 heures, en présence de Son Excellence Avi Pnzer, ambassadeur d'Israël en France, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, Mémorial-CDJC, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris. Cette exposition sera présentée jusqu'au 1^{er} novembre 1998.

Avis de recherche M. L. ALEXANDRE, avocat, 15, rue de Crouse, 76000 Rouen. M^{me} Michèle, Mérimée, Eliane STIBILLE, née SCHETRI, née le 10 août 1936, à Paris-20^e, française, retraitée, demeurant 44, avenue Georges-Bizet, 76380 Cametuis. a déposé au TGI de Rouen une requête aux fins de faire déclarer l'absence de M. Abraham, Eddy, Claude SCHETRI, né le 12 janvier 1933, à Paris-19^e.

Soutenances de thèse Le docteur Saad Khaled a soutenu sa thèse de doctorat d'Etat en sciences humaines mention « Urbanisme » : « Les répercussions de la croissance économique sur la structure urbaine en Arabie saoudite. Etude de cas : la Province est », à la salle des Actes, à l'université Paris-IV-Sorbonne, le samedi 20 juin 1998. Le jury était composé des professeurs Dominique Chevallier, Jean Bastier, André Bourget, Jean-Robert Pite et Luc Debeuville. Il a été reçu avec mention « honorable ».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Communications diverses

Expositions Maison de l'hébreu : deux heures pour lire, dix cours pour pratiquer la Bible ou parler l'hébreu. Professeur Jacques Benandis : 01-47-97-30-22. Le Mémorial du martyr juif inconnu et le Centre de documentation juive contemporaine vous invitent à l'inauguration de l'exposition : « Les Départs clandestins de France vers la Palestine (1945-1948) » le jeudi 25 juin 1998, à 18 heures, en présence de Son Excellence Avi Pnzer, ambassadeur d'Israël en France, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, Mémorial-CDJC, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris. Cette exposition sera présentée jusqu'au 1^{er} novembre 1998.

Avis de recherche M. L. ALEXANDRE, avocat, 15, rue de Crouse, 76000 Rouen. M^{me} Michèle, Mérimée, Eliane STIBILLE, née SCHETRI, née le 10 août 1936, à Paris-20^e, française, retraitée, demeurant 44, avenue Georges-Bizet, 76380 Cametuis. a déposé au TGI de Rouen une requête aux fins de faire déclarer l'absence de M. Abraham, Eddy, Claude SCHETRI, né le 12 janvier 1933, à Paris-19^e.

Soutenances de thèse Le docteur Saad Khaled a soutenu sa thèse de doctorat d'Etat en sciences humaines mention « Urbanisme » : « Les répercussions de la croissance économique sur la structure urbaine en Arabie saoudite. Etude de cas : la Province est », à la salle des Actes, à l'université Paris-IV-Sorbonne, le samedi 20 juin 1998. Le jury était composé des professeurs Dominique Chevallier, Jean Bastier, André Bourget, Jean-Robert Pite et Luc Debeuville. Il a été reçu avec mention « honorable ».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS recrute JOURNALISTE Bonne formation universitaire, solide exp. professionnelle des problèmes de communication (presse écrite - audiovisuel - techn. nouvelles de communication - pub.), capable d'encadrer une petite équipe rédaction. Adr. CV + photo + prêt. SGP BP110 - 75001 PARIS

ÉCOLE NATIONALE DU GÉNIE RURAL DES EAUX ET FORÊTS Etablissement public administratif d'enseignement supérieur du ministère de l'Agriculture et de la Pêche RECHERCHE (Un(e) assistan(t)e) du directeur des études Missions : - coordination et organisation des enseignements, - relations avec les étudiants, - information des outils de gestion. Profil : - bac + 5, 5 ans d'expérience professionnelle de préférence dans des fonctions d'animation ou d'organisation dans la sphère de l'ingénierie ou de la recherche. Poste : - ingénieur d'études contractuel, catégorie A, contrat de 3 ans renouvelable, salaire entre 130 et 180 KF brut annuel. Poste basé à Paris. Adresser votre lettre de motivation manuscrite, CV et photo avant le 26 juin 1998 à : ENGREF : Service du personnel, 19, avenue du Maine, 75732 Paris Cedex 15

SOCIÉTÉ D'AVOCATS ANCIENS CONSEILS JURIDIQUES implantée en rég. Bretagne, recherche AVOCAT DROIT FISCAL 3 à 5 ans d'exp. minimum. Adr. CV et prêt au MONDE PUBLICITE sous n° 8663 21bis, rue Claude-Bernard 75228 Paris Cedex 05

DEMANDES Secrétaire confirmée, trilingue anglais/espagnol, 15 ans d'expérience, recherche emploi salarié en télésecrétariat, équipée d'un Mac, fax, modem, imprimante couleur. Tél. : 05-61-30-25-61 ; fax : 05-62-74-03-18 ; E-mail : michelle@hol.fr

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 24 JUIN 1998

SCIENCES La « formation d'Ybdian », dans la province de Liaoning, au nord-est de Pékin, est un vrai bonheur pour les paléontologues. ● UNE VOLIÈRE PÉTRIFIÉE

recèle les restes de fossiles d'oiseaux primitifs, mais aussi de dinosaures carnivores vieux de plus de cent quarante millions d'années, dont certains étaient dotés de plumes.

● CE TRÉSOR PALÉONTOLOGIQUE vient de permettre de trancher le débat sur l'origine des oiseaux, qui agite les biologistes de l'évolution depuis un demi-siècle. Il montre, en effet,

que le plumage était apparu, pour des raisons encore obscures, avant le vol. ● L'EXISTENCE de dinosaures volants et « piétons », dotés ou non de plumes dans les deux cas, peut alors

s'expliquer par les tâtonnements de la nature. Reste aux chercheurs à remonter ce labyrinthe de l'évolution pour reconstituer plus précisément la généalogie de la gent ailée.

L'ancêtre des oiseaux était un dinosaure carnivore chinois

La découverte, au nord-est de Pékin, de fossiles de deux théropodes dotés de « vraies plumes » démontre que ces dernières ne caractérisent pas forcément le vol, et met fin à une querelle d'experts qui opposait les biologistes de l'évolution depuis un siècle et demi

PROTARCHAEOPTERYX et **CAUDIPTERYX** sont vieux - tous deux, d'environ cent quarante-cinq millions d'années -, et originaires de la province de Liaoning, au nord de Pékin. Ils ont la taille d'un grand dinde qui aurait subi un régime sévère : long cou décharné, longue queue, longues pattes sans doute adaptées à la course, membres antérieurs relativement courts. L'un et l'autre avaient, semble-t-il, le corps couvert d'un duvet semblable à celui des oiseaux. Ces deux nouvelles espèces de dinosaures carnivores

barbules latérales). *Protarchaeopteryx* porte une touffe de ces plumes à l'extrémité de sa longue queue. Hormis ces dernières, rien ne le distingue vraiment de *Velociraptor*, prédateur vedette du film *Jurassic Park*. *Caudipteryx*, quant à lui, a des plumes à la queue, ainsi que le long de ses membres antérieurs. Si certaines particularités de son squelette le rapprochent davantage des oiseaux, ses membres antérieurs frangés aux longues plumes sont très courts par rapport aux pattes.

SPÉCULATIONS

Ni l'un ni l'autre n'étaient sans doute capables de voler. A quoi leur servaient donc ces plumes ? A la parade sexuelle ou sociale ? *Caudipteryx* s'aidait-il de ses ailes tronquées pour courir plus vite ? Avalent-elles pour fonction de le stabiliser, comme les becquets d'une voiture de course ? Ce ne sont là que des spéculations, et il est peu probable que l'on sache jamais pourquoi la sélection naturelle (ou l'adaptation) a amené un jour les dinosaures à se couvrir de plumes. Ce que l'on peut dire, en revanche - et c'est là l'importance de ces découvertes -, c'est que ces plumes sont apparues avant le vol, et avant les oiseaux.

Les oiseaux descendent-ils des dinosaures ? Nombre de spécialistes le croient. Pour le prouver, une école de pensée définit - par rapport à leurs représentants actuels - les caractères propres aux oiseaux qui présentent beaucoup de dinosaures. Mais, pour certains chercheurs, les ressemblances entre oiseaux et dinosaures relèvent de la coïncidence. Même si la liste de ces dernières est longue - bien au-delà des plumes.

Ces critiques mettent notamment l'accent sur les divergences manifestes dans la stratigraphie. Ainsi *Velociraptor* - dont le squelette présentait de nombreuses similitudes avec celui des oiseaux, mais qui ne volait pas -, a été trouvé dans des roches vieilles de soixante-dix millions d'années. Il vivait donc à une époque beaucoup plus récente que d'autres dinosaures tels que *Protarchaeopteryx* et *Caudipteryx*, considérés comme plus proches des oiseaux et, comme on l'a vu, dotés de vraies plumes.

Une autre critique concerne ce que les biologistes de l'évolution nomment les « caractères-clés ». Selon les anciens manuels, cer-



Une vue d'artiste de *Caudipteryx* (Michael Skrepnick).

tains de ces caractères, en se développant, marquent un changement qualitatif dans l'organisation. Ainsi, chez les mammifères, l'apparition de trois osselets dans l'oreille moyenne (par rapport à l'ossette unique des reptiles). Un animal peut donc avoir tous les traits communs aux mammifères (poils, lait, viviparité, etc.), mais, s'il ne présente qu'un ossette dans l'oreille moyenne, ce ne sera pas un mammifère.

Pour les oiseaux, les plumes étaient, jusqu'à présent, considé-

rées comme le caractère-clé. Tout ce qui portait plume était oiseau par définition. La découverte de ces deux dinosaures à plumes fait exploser cette notion. Car ces animaux, s'ils possèdent bien de vraies plumes, ne sont manifestement pas des « oiseaux » au sens moderne du terme.

La définition même de l'« oiseau » est, d'ailleurs, une question controversée, souvent débattue par les scientifiques. Le problème peut être contourné si l'on supprime l'idée même de

caractère-clé. Dès lors, ce qui importe n'est plus la présence de tel ou tel de ces caractères, mais la combinaison en grand nombre de traits spécifiques et leur répartition dans l'arbre généalogique de l'évolution.

Débarassés de l'idée restrictive des caractères-clés, tout s'éclaircit. Et l'histoire des oiseaux devient beaucoup plus riche et plus intéressante que nous n'aurions jamais pu l'imaginer. Il y a eu des dinosaures qui couraient, avec sur leurs antérieurs immenses, des

plumes. Proche de *Protarchaeopteryx* et de *Caudipteryx*, *Unergia* de Patagonie, long de 2,50 mètres, battait peut-être des « ailes » à la manière des oiseaux.

DRAGON VOLANT

Mais *Rahona* - récemment décrit à Madagascar -, de la taille d'un corbeau, était un véritable oiseau, mais ressemblait plutôt à un dragon volant, armé de serres redoutables rappelant celles de *Velociraptor*. Et ce dernier n'est peut-être qu'un « cousin » de *Protarchaeopteryx* et de *Caudipteryx*, plus éloigné des oiseaux dans l'évolution tout en étant plus récent. Il y a eu, enfin, *Mononykus* et *Shuvuia* aux antérieurs courts, qui, s'ils ne volent pas, sont pourtant plus proches des oiseaux modernes qu'*Archaeopteryx*, l'ancêtre volant vieux de cent cinquante millions d'années. Leur crâne et leurs pattes présentent des caractères qu'on trouve chez des oiseaux relativement évolués. Ce qui n'a pas empêché de les classer d'abord comme dinosaures aberrants.

Difficile, dès lors, de continuer à parler de coïncidences. Il convient plutôt d'admettre, enfin, qu'il exista jadis des dinosaures qui marchaient et couraient et d'autres qui volaient. Avec, ou sans plumes. Et que chaque faucon, chaque oiseau-mouche partage un héritage commun avec le *Velociraptor* de *Jurassic Park*.

Henry Gee

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gléze.)

D'Archaeopteryx à Velociraptor, les tâtonnements de l'évolution

QU'EST-CE qu'un oiseau ? Chacun croit connaître la réponse. Les oiseaux ont en commun un ensemble de caractères qui leur sont propres : les plumes, le fait que leur squelette présente nombre de caractéristiques qui, semble-t-il, les adaptent au vol. On range parmi elles la mâchoire sans dents, la queue courte, le tronc rigide, les os creux et légers, l'articulation flexible du poignet permettant aux ailes de battre, les deux clavicles soudées qui forment la fourchette (l'« os du bonheur »), et bien d'autres encore.

Mais cette simple constatation peut être source d'erreur. Ce n'est pas parce que tous les oiseaux d'aujourd'hui possèdent ces caractères qu'ils les détiennent depuis toujours. Les nombreuses adaptations du squelette de l'oiseau moderne ont pu intervenir chez ses ancêtres, pour diverses raisons. C'est ainsi, par exemple, que *Velociraptor*, l'énorme

prédateur vedette du film *Jurassic Park*, était doté d'une fourchette, de poignets flexibles et d'os creux. Mais il n'était pas un oiseau et ne pouvait voler.

Les plumes, que l'on ne trouve de nos jours que sur les oiseaux, restaient le dernier caractère que l'on était en droit de considérer comme typique de cette classe de vertébrés. Leur présence sur des dinosaures carnivores « suggère que l'hypothèse selon laquelle les plumes et le vol ont évolué ensemble est incorrecte », écrivent les « découvreurs » de *Protarchaeopteryx* et de *Caudipteryx*, dans l'article publié par *Nature*. De surcroît, ajoutent-ils, « la présence de rémiges, de rectrices et de duvet sur des théropodes fournit sans ambiguïté la preuve du bien-fondé de la théorie selon laquelle les oiseaux sont les descendants directs des dinosaures théropodes ».

Accessoirement, cela prouve aussi de

manière écatante que les espèces actuelles d'oiseaux ne constituent qu'une petite partie des vertébrés à plumes qui ont pu exister et dont quelques-uns seulement étaient capables de voler. Dans cette optique, la nature aurait procédé à de nombreux tâtonnements avant d'aboutir aux oiseaux. Les fossiles d'*Archaeopteryx*, doté de plumes, d'un bec et de dents, qui volait il y a cent cinquante millions d'années, de *Protarchaeopteryx* et *Caudipteryx*, emplumés presque contemporains du précédent mais cloués au sol, tout comme celui de *Velociraptor*, deux fois plus récent, gros dinosaure privé de plumes mais anatomiquement proche des oiseaux actuels, sont les vestiges qui nous racontent les méandres de l'évolution. A charge pour les paléontologues de remonter ce labyrinthe.

H. G.

(théropodes) sont décrits, dans le numéro de *Nature* daté de jeudi 25 juin, par Ji Qiang et Ji Shi-An, du Muséum national de géologie de Pékin, Phillip Currie, du Muséum Tyrrell de paléontologie de Drumheller (Alberta, Canada) et Mark Norell, du Muséum d'histoire naturelle de New York.

Il a déjà été question de duvet à propos d'un autre dinosaure chinois, *Sinosauropteryx*, de la taille du poulet (*Le Monde* du 9 janvier). Mais ces deux nouveaux spécimens sont dotés, en outre, de ce qui ressemble sans ambiguïté à des plumes (composées d'un axe central, le rachis, de barbes et de

Conférence de transition pour l'Europe spatiale

VINGT-CINQ ANS après sa création, l'Europe spatiale, forte de solides réussites, joue son avenir dans un monde dont les budgets sont toujours plus serrés et les enjeux de plus en plus commerciaux et industriels. Est-elle armée et organisée pour maintenir sa position ? Peut-elle trouver les moyens de résister à une Amérique dont les budgets spatiaux dépassent ses capacités ?

Ces questions devaient être au centre d'une conférence ministérielle. C'était sans compter avec les élections législatives allemandes qui, à l'automne, pourraient bien conduire à un changement de gouvernement. L'Allemagne étant le deuxième bailleur de fonds de l'Europe, après la France, mais avant l'Italie, il était urgent d'attendre que les urnes aient rendu leur verdict. La conférence a donc été repoussée « de quelques mois » et remplacée par une réunion d'experts chargée, en attendant, de lancer des débuts de programmes et d'en préparer d'autres pour sauvegarder l'avenir.

Lors de ces deux journées, mardi 23 et mercredi 24 juin à Bruxelles, les experts des pays membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) et le directeur général de cette dernière, l'italien Antonio Rodotà, devaient aborder quatre grands thèmes. Le premier concerne l'ave-

ni de la fusée européenne Ariane-5, dont le troisième exemplaire doit décoller de Kourou (Guyane) à la mi-octobre.

A peine a-t-il été tiré que déjà il se révèle inadapté au lancement des constellations de petits satellites destinées à la téléphonie mobile et au multimédia, et court en jambes pour mettre en orbite à des conditions économiques intéressantes les plus gros satellites de télécommunications et de télévision géostationnaires que les opérateurs préparent. Il faut s'adapter, afin de résister à la concurrence des lanceurs américains, russes, chinois, et à celle annoncée des japonais.

MINI-LANCEUR VEGA

Décision devrait être prise de poursuivre le programme d'amélioration d'Ariane-5 et de débloquent dès maintenant 135 millions d'euros (895 millions de francs) pour la mise au point d'un deuxième étage intelligent. Seront également évoqués le développement du GNSS, un système européen de navigation par satellite, futur concurrent du fameux GPS américain, ainsi que celui d'un mini-lanceur italo-français baptisé Vega, capable d'emporter des charges d'une tonne en orbite basse.

On parlera aussi économies.

L'ESA présentera un scénario qui permettra, sans dépenser plus, de décoller 120 à 130 ME (795 à 860 millions de francs) grâce à une centralisation des risques financiers des programmes. Une proposition qui devrait intéresser l'actuel gouvernement allemand à la veille d'élections difficiles et le ministre français de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, Claude Allègre, qui n'en est plus à un « dégraissage de mammoth » près.

Le ministre français et ses collègues allemand et italien viennent de publier une déclaration commune dans laquelle ils souhaitent la poursuite des efforts de rigueur budgétaire entrepris par l'ESA et une stratégie spatiale européenne « plus coordonnée et plus globale ». Parallèlement, Claude Allègre et l'administrateur général de la NASA ont lancé un appel aux autres pays européens afin qu'ils se joignent à un effort américano-français pour l'exploration de Mars. « Je pense qu'une évolution est nécessaire, soit au niveau de l'ESA, soit au niveau des agences nationales », déclarait, fin dernier, Antonio Rodotà. Les ministres européens ont visiblement compris le message.

Jean-François Augereau

Le « oui mais » des citoyens aux plantes transgéniques

LES QUATORZE « profanes » qui ont participé, samedi 20 et dimanche 21 juin, à la Conférence de citoyens sur l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) en agriculture et dans l'alimentation (*Le Monde* du 23 juin), ont rendu leur avis lundi 22 juin. Voici leurs principales conclusions.

● Conséquences de la consommation d'OGM pour la santé humaine

(...) « Considérant qu'un risque théorique de transfert de la résistance aux antibiotiques aux êtres humains existe de façon minime (...), nous préconisons l'interdiction des gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques comme outils de sélection lors de la phase de construction des plantes transgéniques. »

« Nous pensons que la composition actuelle de la Commission de génie biomoléculaire (CGB) et ses méthodes de travail ne sont pas satisfaisantes. Nous préconisons les modifications suivantes : la CGB doit être composée de deux collèges, le collège des scientifiques et le collège général ; (...) les conclusions générales devraient inclure l'avis des deux collèges ; toutes les positions, y compris les minoritaires, devraient être prises en compte. »

● Information des consommateurs

teurs à propos des OGM

« Nous avons retenu : (...) que la nouvelle loi sur l'étiquetage est insuffisamment précise et qu'elle paraît, dans son état actuel, inapplicable car inapplicable. »

« Le panel préconise par ailleurs : - la création d'une commission internationale consultative auprès de l'ONU. Celle-ci serait obligatoirement consultée avant toute autorisation de mise en culture et de commercialisation d'un produit OGM ;

- la création d'une banque mondiale des séquences modifiées, disponibles à tous les chercheurs avec obligation de dépôt (...). »

● Législation sur les dommages pouvant être causés par les OGM

« Le panel estime que le consommateur et l'agriculteur doivent nécessairement être protégés par une disposition législative précise, dans la mesure où les assureurs s'avèrent actuellement incapables de remplir ce rôle. (...) Il est absolument nécessaire d'avoir dans la loi une prescription de responsabilité et de culpabilité de la part de celui qui introduit dans la nature ou sur le marché un produit OGM, cela afin que le recours de la victime soit simplifié, ou pour le moins faisable. »

(Lire aussi notre éditorial page 15.)

de la co 135A

La Zagat méthode

Huit cents restaurants de Paris soumis au sondage à l'américaine

QU'EST-CE QUE l'intime conviction en gastronomie ? Au fond, une chose suffisamment personnelle pour se garder de trop en parler. Glisser la bonne adresse d'un restaurant à un ami est presque aussi dangereux que de lui souffler le titre d'un livre. On ne partage pas ses goûts, seulement ses chaises, comme dit l'aphorisme.

En France, tout ce qui touche à la table est acte sensible avec lequel il est toujours délicat de jouer. L'investissement émotionnel dont font preuve nos mangeurs frôle la catharsis, moment de purification où le repas rejoint les grandes émotions de la représentation dramatique. C'est l'état de choc ou l'entrée dans des dépressions profondes. Pour Jalouner ce territoire aux confins presque littéraires, des spécialistes se sont armés de courage et de dents, dévorant le repas à même la bête pour sucer la vérité au plus près. Quelle vérité ?

L'archange essentiel reste à trouver, le recenseur primordial à débrouiller. Nous savons qu'il n'existe pas. Il est seulement en nous dans un moment qui passe, volatile et gracieux, juste ou injuste, capricieux ou simplement vorace. La goût est un monstre partager ; il convient seulement de savoir s'en approcher. Quant à vouloir en maîtriser les caprices ou mettre en cage le nancier, c'est une tâche qui défie les lois de l'équilibre.

À quel ouvrage sans peur se référer, à quel auteur sans faille se confier ? Il faudrait imaginer un groupe de compagnons, une pléiade d'amis moroses revenus de tout et pourtant curieux, désabusés de l'essentiel et cependant joyeux. On les entendrait de loin ; comme les fous, ils agiteraient des clochettes, l'ambassadeur changerait de tablier et Suzon deviendrait soudainement très gale. Après les agapes, ils écriraient, n'importe quel d'absolument sensé ; tout le monde s'y retrouverait.

Combinaison idéale. Le travail des guides est évidemment plus terre à terre. Pesant, même. L'insatiable balayage du territoire n'incite pas à la légèreté de style. Il y a du labeur dans les sautes, de la lassitude dans la frangipane ; comme du décourage-



DESSIN : FÉLIX COLLEAUX

ment. Avec son absolue absence de mots et sa grande sécheresse de cœur, le Michelin peut triompher à l'aïse ; dans un siècle futur, c'est lui le moderne. L'ellipse a de l'avenir. Ou alors...

LE CLIENT POUR UNE FOIS ROI

Où alors inverser soudainement la proposition et donner la parole à l'autre ; l'autre, le pigeon ou le ravi, le gogo ou l'abêdué, le matraqué ou l'applaudisseur : le client, pour une fois roi et coiffé par là-dessus le chapeau de chroniqueur. Il fallait vraiment être né au pays de George Horace Gallup, premier prédictateur du sondage moderne, pour imaginer qu'à partir d'une simple enquête d'opinion on pourrait semer la terreur sur les fourneaux et faire reconnaître son droit de parole au mangeur ordinaire.

Nina et Tim Zagat - on croit entendre le sifflement d'un coup de fouet de cirque - semblent y être parvenus, couple d'anciens avocats du barreau new-yorkais reconvertis dans l'édition de guides cruels et culinaires dans lesquels la parole est donnée au gôttuer, à charge pour lui de déguster le restaurant. Leur premier essai, le Zagat New York City Restaurant Survey était sorti en 1979, dis-

tribuant de vertes et citronnées surprises à la profession. Aujourd'hui, la Zagat astuce est devenue une grosse maison prospère, qui ne se refuse plus rien, même pas de s'attaquer à Paris et de piler la ville sous le fer à repasser de ses renommées méthodes. Huit cents restaurants de la capitale se trouvent désormais saisis et mis en fiches par l'organisation. Le résultat vient d'en être publié.

Des vingt mille questionnaires envoyés à de très chauds frépetteurs de restaurants, mille sept cents ont été retournés chez les Zagat, tous noirs avec appétit et gourmandise, manne qui semblait acceptable pour un travail de décryptage et de mise en forme. Soyons clairs. Il ne s'agit pas d'un guide gastronomique qui nous entretiendrait des réussites d'un Pissard ou des provocations d'un Gauguin, non, plutôt une sorte de carnet de voyage ou de repérages d'aquarelliste. Guide d'ambiance, mais suffisamment rouillard et bien mené pour se cogner avec naturel au

classement de celui de ses honorables et classiques confrères. Surprise.

Le client pouvait donc rivaliser avec les dignitaires en charge d'apostropher les toques et se présenterait sous un jour beaucoup moins innocent et naïf qu'on pouvait le croire. Il râle, flatte, châteie son monde avec des mots dans le ton, et pour le coup dégagé de tout souci d'avoir à ménager la chèvre et le chou. Le fourrier général de l'opinion a pris soin de guillemeter très poliment les propos des sondés, s'arrangeant avec adresse pour, ajoutant les liens, dresser de courtes synthèses aussi proches que possible des réponses reçues. Travail de chartroux présenté sur un papier pauvre, mais à l'organisation alphabétique et au système de notes assez clair.

Cruel court. « Plus de près, rien que des fils », allait-on entendre en mai 68. Et plus d'immédiat. Il faudra faire attention à ce Zagat-à, les chemins qu'il emprunte sont rapides et sûrs.

Jean-Pierre Quélin

* Zagat 1998-1999, guide des restaurants de Paris, éditions Zagat, 69 F.



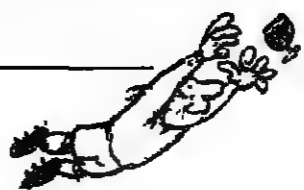
si les spaghetti « à la bolognaise » dégustés dans un restaurant de la rue Richelieu méritent encore ce nom. La plupart des fabricants ne mettent pas plus de 19 % de viande dans leur préparation, et, le plus souvent, il s'agit de bœuf et de porc mélangés. Quand Panzani se targne de faire de la « bolognaise riche » avec 25 % de viande, elle use toujours de ce mélange.

Plutôt que d'acheter cette sauce à 39 F environ le kilo, choisissez plutôt une marque comme Padonno, en vente chez Auchan, et qui propose pour 20 F du kilo une bolognaise avec elle aussi 25 % de viande... mais uniquement de bœuf rôti. Barilla a baissé ses prix. A 22 F environ le kilo, sa sauce au basilic contient des petits morceaux de tomate qui donnent à l'arrivée un produit moins liquide et bien parfumé.

Guillaume Crouzet

BOUTEILLE

AOC champagne



Bruno Paillard brut rosé

« Première cuvée »

L'histoire des maisons de champagne est multiple. Du modeste récoltant-manipulant qui commence par creuser une cave dans la craie, avant d'installer un pressoir ultramoderne du côté de Verzy, à l'ancien courtier en raisins qui affiche sa réussite dans un bâtiment le long de l'autoroute, toutes les figures sont possibles, imposées par la nature même du champagne, assemblage de différents cépages, de plusieurs cuvées et même de vins d'années différentes. Le « rosé première cuvée » de la maison Bruno Paillard, un nouveau venu dans le négoce des champagnes haut de gamme, provient de pinots noirs de douze crus différents, dont seule la première presse est utilisée, et d'une touche de chardonnay. Sa coloration tient à la macération des jus sur les peaux de raisin de bouzy rouge. La date de dégorgement figure sur l'étiquette. C'est un brut authentique et délicat, aux arômes de fruits rouges, qui convient, en cette saison, aux repas légers, à l'accompagnement des viandes blanches, de la volaille et de fromages. En vente chez Nicolas et des cavistes.

* Rosé « Première cuvée » : 153 F la bouteille. Bruno Paillard, Avenue de Champagne, 51100 Reims. Tél. : 03-26-36-20-22.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

BISTROT PAUL-BERT

Dans un quartier qui ne manque pas de bistrots, en voici un, charmant, rétro, vieux style, où l'on a ses aises, tant au comptoir que dans la salle. Bertrand Auboyneau a jeté l'ancre dans le XI^e arrondissement avec la discrétion des gens de mer. Les plats sont simples, renouvelés, cuisine d'escale si l'on veut, pour accompagner une époustouflante carte des vins. Entrées copieuses, avec le foie de lotte au sel de Guérande, les œufs pochés vigneronne, ou bien la salade de tourteau frais ; et plats du jour non moins appétissants : onglet de veau, mijotée de tête de cochon, parmentier de boudin aux pommes. Les desserts sont légers, feuilleté aux fraises, ou bien crumble aux pommes et aux raisins. Ne pas manquer l'excellent costière-de-nîmes AOC, cuvée Eole, du château de la Tuilerie. Menu déjeuner : 65 F. A la carte, compter 130 F.

* Paris. 18, rue Paul-Bert (75011). Tél. : 01-43-72-24-01. Fermé samedi midi et dimanche.

Brasserie

LE PONT MIRABEAU

Un espace vaste et lumineux, situé au niveau de la dalle de Beaugrenelle, c'est la brasserie plein ciel de l'Hôtel Nikko, avec panorama sur la Seine. Le jeune Vincent Suchet réalise une cuisine du produit, avec une touche très discrète d'exotisme. Le tartare de sardines est accompagné d'un classique coulis de tomates, tandis que la salade fraîche au magret de canard fumé est mise en relief par un judicieux choix d'agrumes. Les filets de rougets poissés rehaussés de carottes au cumin, le filet de bœuf Teriyaki, le poulet au curry et le plat végétarien de légumes panachés révèlent une cuisine de tempérament. Desserts gourmands : mille-feuille aux fruits de saison et baba au rhum. Carte des vins rassemblée. Menu 170 F. A la carte, compter 220 F.

* Paris. 61, quai de Grenelle (75015). Tél. : 01-40-58-20-00. Tous les jours de 12 heures à 23 heures.

Gastronomie

LA CABRO D'OR

Avis de mistral sur la Cabro d'Or. On a fait disparaître la cheminée d'apparat, les tissus Souléado et le personnel blasé. La grande salle à manger a pris la couleur des oliviers dans la lumière ; la terrasse s'est garnie de feuillages. Le jardin a été remodelé, et un nouveau chef est à la tête d'une brigade assagie. En salle, personnel jeune et souriant, sous l'œil attentif et malicieux d'un maître d'hôtel d'origine basque. En cuisine, c'est le talentueux Alain Lamaison, ancien chef étoilé à Paris, trente-sept ans, natif de Mont-de-Marsan, qui compose un menu quotidien et une carte d'inspiration régionale assez courte. L'assiette de légumes de printemps cuits à l'huile d'olive, vinaigrette parfumée au vinaigre balsamique, la salade de langoustines et tomates confites, le pigeon des Alpes cuit sur la peau donnent le ton de plats aux saveurs justes, aux apprêts sagement maîtrisés, comme la délicate terrine de foie gras aux poireaux, le dent-bonard aux petits pois à la française, ou bien la daube provençale. Menu : 195 F (deux plats et dessert, vin compris, au déjeuner sauf dimanche), 280 F (entrée, deux plats, fromages et dessert), 410 F. A la carte, compter 350 F.

* Les Baux-de-Provence (13520). Tél. : 04-90-54-33-21. Fermé lundi et mardi midi (hors saison).

Jean-Claude Ribaut

La sauce tomate

Il y a quelques mois, Michel Roux, illustre chef trois étoiles installé à Londres et qui dit concocter dans son restaurant plus de cent sauces différentes chaque année, publiait en France un ouvrage en comportant deux fois plus. Curmoulsky, peut-être un brin cocardier, déclarait que « les sauces sont la parure et l'honneur de la cuisine française ». Cet impérial gastronome jugerait peut-être que ce Livre des sauces (éditions Solar) ne s'étend pas assez sur fonds et fumets, mais le cuisinier amateur sera justement séduit par l'antiquité de l'ouvrage.

Des photos simples, des recettes qui souvent n'excèdent pas 20 à 30 minutes : on a envie de se lancer dans le « coulis de persil » ou « le sabayon au poivre rouge ». Michel Roux avoue toutefois qu'un coulis, aussi simple soit-il, ne s'obtient qu'après une heure de

cuisson à feu très doux. Voilà sans doute pourquoi l'an dernier plus de 43 000 tonnes de sauce tomate toutes prêtes ont été achetées en France. Nestlé et Danone se partagent la plus grosse part de ce gâteau avec leurs marques respectives, Buitoni et Farnani.

Au panthéon des recettes chez nous, la sauce bolognaise représente la moitié du marché, suivie de la napolitaine puis de la sauce basilic. La bolognaise était originellement composée de « des filets de bœuf sautés avec des oignons hachés », comme en témoigne la recette publiée en 1914 dans le Répertoire de la cuisine par Gringoire et Saulnier. Très vite cependant, la qualité et la quantité des viandes est sur le déclin. Dans son roman *La Modification*, publié à la fin des années 50, Michel Butor se demande

GASTRONOMIE

PARIS 8^e
L'INDE SUCCULENTE
MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5e
Climatisé
Menus 127 F - 169 F
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 6^e
LE POLIDOR depuis 1845
Authentique bistrot parisien de
rencontre artistique et littéraire
Menu midi 55 F, 100 F et
Carte 90/120 F - 41, rue Monsieur La Place
01.43.26.95.34 - O.U.L. jusqu'à 0330

PARIS 11^e
RESTAURANT SAMRAT
SPECIALITES AUTHENTIQUEMENT INDIENNES
CURIY et GRILLADES TANDOORI
Salle Club, Bar, Mix & Bar, Sauf lundi midi
38, rue de la Fontaine, 75011, Paris
Ouvert tous les jours - 01 43 72 17 97

PARIS 14^e
LA MIA
à 200 m d'altitude
au 5^e étage
dans un Paris
sans pareil
avec sa vue
sur la ville
Inclus les vins
Dîner et dîner au
1^{er} étage - 100 personnes
32, Av. de Maine 14^e - 01 48 84 77 54

PARIS 16^e
BRASSERIE DE LA POSTE
Menus 125 F et 165 F + Carte
"A deux pas du Trocadéro, cette incontournable brasserie art-déco, présente sa nouvelle carte..."
54, rue de Longchamp
01.47.55.01.31 - Ouvert tout l'été.

PARIS 6^e
CHEZ GANDHI
Bonne table indienne de Paris
Recommandé par les guides gastronomiques.
Etre 180 F. Salle climatisée. Fermé lundi midi.
61, rue de Valenciennes Paris 6^e
Tél. 01 43 24 01 29 - 01 43 07 28 08

PARIS 7^e
Choumieux
SPECIALITE DE CARROUBET
et COUVERT DE CARROUBET
Tous les jours jusqu'à 23h30.
Choumieux ouvert de 12h à 23h30.
Boulevard de la Chapelle, 110 Paris, 75018, France.
Tél. 01 43 26 95 34 - 01 43 26 95 34

PARIS 14^e
LA CREOLE
Ouvert tous les jours - 01.43.20.62.12
Spécialités des îles, dans une kitchenette
de verdure et de sourires. Le rendez-
vous du show-bizz, des arts et des
lettres. L'un des plus anciens restaurants
artisans de la capitale. Carte 220 F env.
122, boulevard du Montparnasse

PARIS 16^e
RESTAURANT SAGITTARIO
Gastronomie italienne
Spécialités de
pâtes fraîches
Formule midi 75 F
soit 10€
Menu-Carte 145 F
32 rue Lauriston
Tél. 01.47.55.66.00

PARIS 19^e
LE PALAIS DE L'INDE
Faire au par des Indes
"Un des meilleurs restaurants indiens
de Paris à prix raisonnables"
65, rue Manin - 75117
01.42.28.91.25 - 01.42.28.31.14

PARIS 3^e
Spécialités Thaïlandaises,
Chinoises et vietnamiennes.
Spécialités de poissons.
Le Porte Bonheur
19, boulevard Saint-Martin
14ème - République au Chesnay 81 Dossé
Tél. : 01 42 74 72 91

PARIS 6^e
La Chope d'Alsace
Repas d'affaires
Menu 169 F
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6^e
Rés : 01 43 26 67 76
Ouvert jusqu'à 2 h du matin
Parking rue de l'Ecole de Médecine

PARIS 7^e
LES MINISTERES
depuis 1919 un brin de Paris
Menu 169 F apéritif et vin compris
servi même le samedi et dimanche
38, rue de Bae - Tél. 01.43.41.11.97
LE RESTAURANT DE LA BELLE ÉPOQUE

PARIS 8^e
Le PATRO LIQUIDE est célèbre au
142, Av. des Ch.-Bryens - 01.44.13.34.26
FLORA DANICA (185 F)
COPENHAGUE (185 F)
Menu 240 F (boisson comprise)
HARENG, SERRAN, RESE, CARARO SALLÉ

Sur nos plateaux, c'est elle la star !
PROMOTION FRUITS DE MER 6 PLATEAUX 80€ à 247€
Menus et Promotions pendant
121 - 152
LA CHAMPAGNE
GRANDE BRASSERIE DE LA MER
10 bis, place Cléty - 75006 Paris
Tél. 01 43 74 44 78 - Fax 01 42 80 63 10
CHEZ HANSI
GRANDE BRASSERIE ALSACIENNE
3, place du 10-Juin-1940 - 75006 Paris
Tél. 01 43 48 98 42 - Fax 01 45 44 55 48

Pendant la
COUPE DU MONDE DE FOOTBALL
LE WEPLER
offre un accueil particulier
aux fans de football.
Seules, ou entre amis, nous aurons le
plaisir de leur offrir une coupe de
Pommery Rosé et certains plats leur
seront spécialement réservés.
Place Cléchy
01.45.22.53.24

Retrouvez chaque semaine la rubrique GASTRONOMIE
Téléphone : 01 42 17 39 40 - Fax : 01 42 17 39 25

FILMS DE LA SOIRÉE

26 / LE MONDE / MERCREDI 24 JUIN 1998

AUJOURD'HUI

Estival

MERCREDI, des conditions estivales continuent à régner sur la France: le soleil domine, à peine contrarié par quelques nuages près de la frontière belge et sur l'extrême ouest. La chaleur est élevée au sud, plus mesurée dans la moitié nord.

C'est une belle journée. Près de la frontière belge, le soleil sera toutefois contrarié par quelques passages nuageux sans conséquences. Les températures sont estivales, entre 24 et 27 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

AUSTRALIE. Simple et avantageux, compte tenu des distances du continent, le Boomerang Pass de la compagnie Qantas donne accès à une cinquantaine de villes, mais aussi à de nombreuses îles du Pacifique: les Salomon, Vanuatu, Western Samoa, les Fidji et la Nouvelle-Calédonie.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like Paris, Lyon, Marseille, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like Rome, London, New York, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like Tokyo, Sydney, Melbourne, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like London, Paris, Rome, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like London, Paris, Rome, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like London, Paris, Rome, etc.

PRATIQUE

Réductions SNCF pour tous mais pas à tout moment

DEPUIS le 37 avril 1998, tout le monde peut prendre le train avec une réduction minimale de 25 %, si l'on en croit la publicité de la SNCF et les dépliant qu'elle met à la disposition du public pour ses offres « découverte ». L'ennui, c'est que la réalité est plus complexe et qu'il faudrait avoir d'abord pris connaissance du « guide du voyageur » pour être informé des limitations qui, sur les dépliant, ne sont imprimées qu'en caractères microscopiques.

ans », ou « Senior », qui donne droit à une réduction de 25 % ou de 50 % selon les trains, n'obtiennent généralement qu'une réduction de 25 % au moment des grands départs. Ainsi, un couple de « seniors » a dû acheter un aller-retour Paris-Marseille en première classe (1 956 francs) pour bénéficier de 25 % de réduction (sur un TGV de niveau 3), alors qu'en seconde, à un autre moment, avec leurs 50 % de réduction, ils auraient acquis 956 francs seulement.

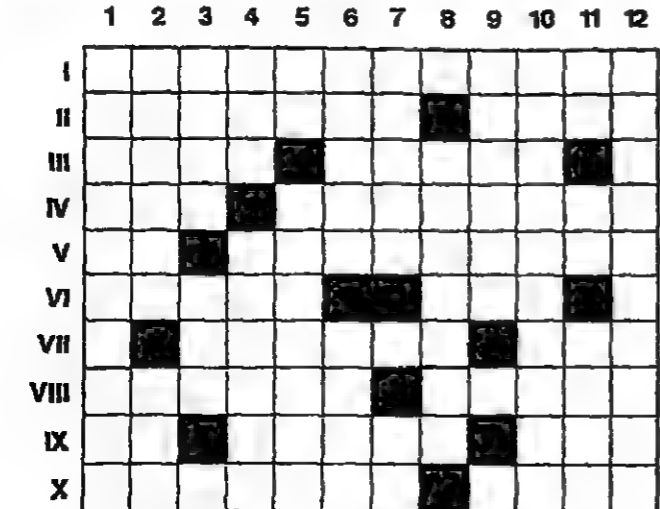
thée et le samedi) sont ouverts sans restriction aux tarifs réduits. Les autres TGV (de niveau 2 et 3) et les TGV Paris-Lille ont un nombre de places à tarif réduit compris entre 14 % et 70 %, selon les trains. Ce volume n'est pas défini une fois pour toutes, mais ajusté au fur et à mesure, par vingt-cinq « analyses de trafic » qui observent chacun une trentaine de trains à intervalles réguliers.

ers. Ce suivi, commencé trois mois avant le départ, s'intensifie au cours des dix derniers jours. Les analystes gèrent cinq contingents de places: « plein tarif ou assimilés », « J30 » dont la vente s'arrête trente jours avant le départ, « 50 % avec carte », « Découverte séjour, senior, enfants, J8 » et « groupes ».

ne sont pas échangeables, et ne sont remboursés que jusqu'à quatre jours avant le départ, avec une retenue de 30 %.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98149



chez le carrier. Bout de lingerie. - 8. Réservés aux initiés. - 9. Assure le contrôle sur la machine. - 10. Habitants du grand large. - 11. Pour citer en toute discrétion. En lisse. Finir par enlever. - 12. Risque de se laisser aller.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98148

HORIZONTALLEMENT

I. Contrepoison. - II. Amoraux. Mue. - III. Métabolite. - IV. Prix. Gère. Do. - V. Ito. Péri. Arc. - VI. Nam. Isolal. - VII. Surin. Pipa. - VIII. Ca. Décadi. AB. - IX. Agio. Gentil. - X. Réfrigérante.

VERTICALEMENT

1. Camping-car. - 2. Omerta. Age. - 3. Notions. If. - 4. Trax. Tudor. - 5. Rab. Pire. - 6. Eloge. Ic. - 7. Péri-nage. - 8. Osiris. Der. - 9. Te. Opina. - 10. SME. All. Th. - 11. Or. Drapaît. - 12. Négociable.

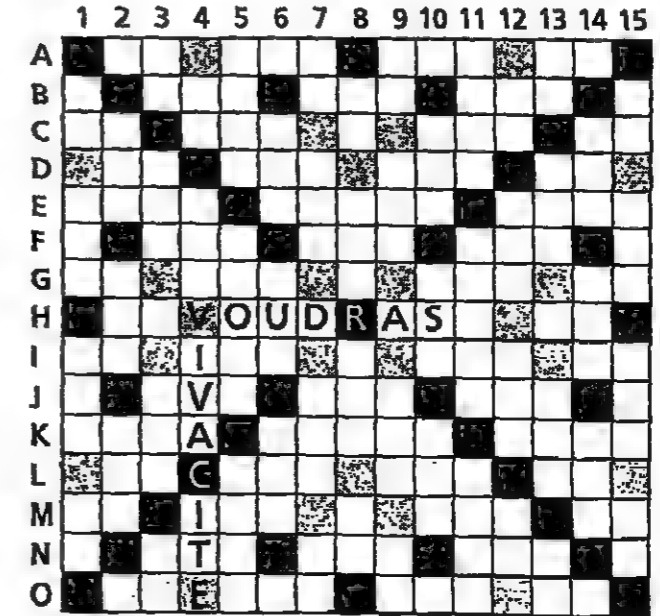
HORIZONTALLEMENT I. La reconnaissance du pouvoir. - II. Le tram ou l'auto, c'est la même chose. Mère de la Vierge. - III. Suit depuis Rome les problèmes matrimoniaux. Ont leurs chefs et leurs affaires. - IV. Mesure du temps. Rongeur prévoyant. - V. Négation. Otaï brutalement les forces. - VI. Bonne action. Beau parleur. - VII. Son bec est de belle taille. Colère dépassée. - VIII. Pour bien border en pleine mer. Le petit est entré dans tous nos foyers. - IX. Voyelles. Attribut viril.

VERTICALEMENT 1. A besoin d'un public pour ses discours ennuyeux. - 2. Atteint des sommets. Fait la liaison avec la tête. - 3. Déformée. Promoteur du travail à l'étranger. - 4. Jette un froid à Londres. Resté de chantage. - 5. Saint manchois. Soulèvements pas vraiment populaires. - 6. Pour un bon nettoyage de l'intérieur. Le prix de l'élection. - 7. Font masses

SCRABBLE

A la recherche du troisième mot

1. Tirage: BEIMNOS. a) Trouvez un mot de sept lettres, implacable. b) Avec ce même tirage, trouvez huit mots de huit lettres en le complétant avec huit lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la grille.



2. Préparation de la grille de la semaine prochaine. c) C D E E N O T: trouvez trois huit-lettres en vous appuyant sur chacune des trois voyelles de LAIUS. Solutions dans Le Monde du 1er juillet. Solutions du problème paru dans Le Monde du 17 juin.

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal, lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. ISSN 0244-2447

Le Monde Directeur général: Dominique Aldier Vice-président: Gérard Monex Directeur général adjoint: Stéphane Doré 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05 Tél: 01.42.17.39.00 - Fax: 01.42.17.39.26



THEATRE... Aux côtés de... Une semaine d'été indien...

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 24 JUIN 1998

THÉÂTRE Pendant le Mondial, l'homme de théâtre Armand Gatti consacre aux Indiens d'Amérique un ensemble de spectacles et d'expositions présentés dans cinq villes de

Seine-Saint-Denis. L'Été indien salue ceux que le dramaturge considère comme les héros de la lutte, Leonard Peltier, Rigoberta Menchu ou le sous-commandant Marcos.

POUR le spectacle Premier voyage en langue maya, Armand Gatti a continué de travailler avec ceux qu'il appelle ses « loulous » : des chômeurs en fin de droits, des

RMistes, des alcooliques, des toxicomanes... À MONTREUIL, Armand Gatti a obtenu pour sa compagnie, La Parole errante, son premier lieu permanent, un petit

ensemble de bâtiments, baptisé La Maison de l'arbre. UNE CONSTELLATION d'ateliers a été mise en place dans le département de Seine-Saint-Denis pour les répétitions.

Aux côtés des Indiens, Armand Gatti livre une nouvelle bataille théâtrale

Installé pour la première fois dans un lieu fixe, en Seine-Saint-Denis, le dramaturge inaugure L'Été indien, une série de spectacles dédiés aux Amérindiens, interprétés par des chômeurs et des RMistes



Les répétitions à La Maison de l'arbre, l'atelier d'Armand Gatti à Montreuil.

QU'EST-CE qu'un Indien ? « Un paradis perdu », écrit Armand Gatti. Voilà plus de quarante ans que l'homme de théâtre est habité par ce paradis perdu. Sa première approche remonte à 1954 : envoyé spécial du Parisien libéré, il découvre les Mayas du Guatemala. Sa dernière création constitue l'une des pièces de L'Été indien, un ensemble de spectacles et d'expositions qu'il propose dans cinq villes de la Seine-Saint-Denis, du 28 juin au 4 juillet.

Entre le voyage de 1954 et ce Premier voyage en langue maya créé pour L'Été indien, Armand Gatti a écrit, tourné des films, imaginé des affiches sur les peuples Indiens de l'Amérique, du nord au sud. A son premier retour du Guatemala, il compose deux pièces de théâtre, Le Quetzal et Le Crapaud-Buffle. En 1962, ce fils d'un anarchiste italien émigré en France part à Cuba. En pleine révolution castriste, il y tourne El otro Cristóbal (« L'autre Christophe », en référence à Colomb), mélange de fable et de farce, charge comique contre la dictature d'un pays d'Amérique latine jamais nommé. Après cette comédie musicale révolutionnaire (disponible en vidéo), il écrit à nouveau plusieurs pièces en écho aux combats de l'Amérique latine, telle La Machine excavatrice pour entrer dans le plan de défrichage de la colonne d'invasion Che Guevara.

Aux États-Unis, les mouvements indiens prennent de l'ampleur dans les années 70. Leonard Peltier, danseur sacré, leader des Indiens Sioux Dakotas, est présent à Wounded Knee lors de la fusillade entre Indiens et forces de l'ordre. Deux agents du FBI sont tués. Peltier est arrêté et condamné à vie, bien qu'il nie être l'auteur du meurtre. En

1973, Gatti fait une affiche sur Wounded Knee. Aujourd'hui, il veut saluer Peltier, au cours de cet Été indien : « Emprisonné injustement, dit-il, Peltier se meurt actuellement dans un hôpital pé-

« Les Indiens du Brésil ou du Chiapas mexicain vont se faire massacrer pendant le Mondial, car tous les médias du monde seront tellement absorbés par le football que la répression passera inaperçue »

nitentiaire aux États-Unis. Il n'est pas possible que cet homme meure sans savoir que, quelque part dans le monde, en Seine-Saint-Denis, il a des amis.

Gatti vit en permanence avec son panthéon de héros. De la Résistance puis du camp de concentration où il a été emprisonné, il

garde une empreinte indélébile. En 1942, il n'a que dix-huit ans quand il s'engage dans le maquis. Les figures admirables qu'il croise alors lui enseignent le courage ; les rabbins du camp lui

font découvrir le théâtre. Depuis, ses œuvres militent pour un théâtre héroïque. A propos de l'Amérique latine, toujours il écrit et revient sur ceux qu'il considère comme les héros de la lutte, sur ces hommes et ces femmes torturés, massacrés, humiliés, dont il décrit en détail les

souffrances avec, parfois, un réalisme oppressant.

Les textes de L'Été indien saluent le Père Camilo Torres Restrepo, compagnon des guérilleros, abattu par l'armée colombienne en 1966 ; Michèle Firk, Française partie au Guatemala dans les années 70, assassinée par la dictature ; Rogelia Cruz, Indienne guatémaltèque, violée et dépecée par des milices d'extrême droite ; la Prix Nobel de la paix (1992), la Guatémaltèque Rigoberta Menchu, ou encore le « sous-commandant Marcos », chef de l'EZLN, l'Armée zapatiste de libération nationale, installée au Chiapas. « Nous leur rendons hommage en en faisant des morts indiens, c'est-à-dire des personnages qui ne sont pas morts, mais qui sont partis vers le maquis. Toutes leurs énergies irriguent notre spectacle », explique-t-il.

Dès la fin de ce mois de mai 1998, Gatti prophétise : « Les In-

diens du Brésil ou du Chiapas mexicain vont se faire massacrer pendant le Mondial, car tous les médias du monde seront tellement absorbés par le football que la répression passera inaperçue. C'est pour cette raison que nous avons programmé L'Été indien à cette date. » Au premier jour de la Coupe du monde, l'armée mexicaine est effectivement entrée dans une communauté zapatiste au Chiapas pour la démanteler. L'affrontement a fait neuf morts, dont huit Indiens (Le Monde des 12 et 20 juin).

Pour ce nouveau spectacle, Premier voyage en langue maya, le dramaturge a embarqué une trentaine de ceux qu'il appelle ses « loulous » et que la société nomme les exclus. Les représentations ne forment que la partie visible d'un travail de six mois, commencé en janvier. Il y a maintenant une quinzaine d'années qu'Armand Gatti a volontairement délaissé les circuits

classiques et institutionnels du théâtre pour créer des spectacles dont les comédiens sont des chômeurs en fin de droits, des RMistes, des usagers de drogue ou d'alcool, des mères isolées, tout un petit peuple en panne auquel il semble dire : « Au plus bas que vous vous trouviez, vous êtes quelqu'un. »

A Toulouse, Marseille, Fleury-Mérogis, Strasbourg ou Sarcelles, il a constitué des groupes de « loulous », qui pratiquent le kung-fu le matin et le théâtre l'après-midi pendant plusieurs mois, avant de déboucher sur une création ambitieuse. Aujourd'hui, il le fait en Seine-Saint-Denis, où le conseil général lui a offert son premier lieu permanent, une propriété à Montreuil, qu'il a baptisée La Maison de l'arbre.

Quelques anciens de Marseille et de Sarcelles se retrouvent, en plus des nouveaux « loulous », dans l'aventure du Premier voyage en langue maya. Parmi la quarantaine de ceux réunis en janvier, quelques-uns ont disparu : l'un est reparti en hôpital psychiatrique, d'autres n'ont pu tenir le rythme à cause de leur problème d'alcool. Mais la plupart sont restés, comme cet Antonio renvoyé de la police ou cet ancien consommateur de drogue, qui trouvent dans le groupe la solidarité et l'appui leur permettant de s'épanouir.

Pendant les répétitions, chaque fois que l'énergie retombe, le maître lance un cri de guerre : « LPV ? », auquel ils répondent à pleins poumons, soudain regonflés. « Qui ? », l'œil espiègle, Gatti explique : « LPV signifie Listo para vencer, prêt pour gagner. C'était le cri de ralliement dans les maquis cubains. »

C. Ba

Catherine Bédarida

La Maison de l'arbre ou l'université des « loulous »

À SOIXANTE-QUATORZE ANS, Armand Gatti s'est vu offrir son premier lieu fixe. Depuis janvier, le conseil général de Seine-Saint-Denis (93) lui a confié, ainsi qu'à sa compagnie, La Parole errante, un petit ensemble de bâtiments à Montreuil, aussitôt baptisés La Maison de l'arbre : une jolie maison de maître avec son jardin et son arbre, un hangar construit à l'emplacement des anciens studios de Georges Méliès, et un atelier réservé aux activités de scénographie.

Pour Gatti, dont les dernières créations ont tourné autour des sciences et de la philosophie, il s'agit de mettre en contact les illettrés et les « nomades de la science », ces scientifiques qui s'aventurent dans les recherches les plus risquées, s'intéressant au désordre, aux erreurs et aux expériences. Tête de réseau des ateliers de La Parole errante à travers le département, la Maison de l'arbre abrite plusieurs activités. Le

hangar, désaffecté depuis vingt ans, a été sommairement rénové : ses 1 000 mètres carrés abritent une salle de répétition et une grande pièce de travail. Au sous-sol, il peut accueillir d'autres groupes artistiques : les musiciens de Sentimental Bourreau, dont la dernière création a été jouée au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis au printemps, y répètent.

CRÉATION AUTOUR DE GRAMSCI

L'atelier abrite un Centre de scénographie des banlieues. La compagnie fabrique ses affiches et intègre ce média dans ses projets artistiques avec, par exemple, des alphabètes. La Maison de l'arbre possède aussi une cellule de production vidéo : Armand Gatti utilise des images vidéo dans ses spectacles théâtraux ; plusieurs membres de la compagnie réalisent des films, comme Hélène Chazélan (Nestor Makhno, paysan d'Ukraine), ou Stéphane Gatti, qui a réussi,

entre autres, un portrait passionnant du dramaturge pour l'émission « Un siècle d'écrivains » de France 3.

Gatti, le nomade, l'« errant », ne se transforme pas pour autant en sédentaire. Il travaille à un projet de plusieurs mois, en 1999, à Genève avec des physiciens du Centre d'études et de recherches nucléaires (CERN). Pour l'an 2000, il envisage une création autour de la figure d'Antonio Gramsci, philosophe communiste italien, mort en 1937. Poète, militant souvent emprisonné, menacé d'assassinat et finalement décédé dans les geôles mussoliniennes, Gramsci a marqué le metteur en scène. Gatti, l'enfant d'immigrés italiens, le fils d'anarchiste, veut en faire un « personnage » de la Maison de l'arbre, afin de « rappeler quelques valeurs pour la société à venir ».

Une semaine d'Été indien

- A Montreuil. La création d'Armand Gatti interprétée par les chômeurs stagiaires, Premier voyage en langue maya, est donnée le 28 et le 29 juin à 20 h 30. Exposition d'affiches « Dix dates, lorsqu'elles sont mayas », du 28 juin au 4 juillet, de 15 heures à 18 h 30. Maison de l'arbre, 5, rue François-Debergue, Montreuil. M° Croix-de-Chavaux. Tél. : 01-48-70-00-76. Retour à la douleur de tous, d'Armand Gatti, mise en scène de Patrick Coffin, le 30 juin à 20 h 30, à la Maison populaire, 9 bis, rue Dombasle, Montreuil.
- Mairie-de-Montreuil.
- A Aubervilliers. La Machine excavatrice, d'Armand Gatti, mise en scène de Dominique Lurcel, le 29 juin à 20 h 30, aux Laboratoires d'Aubervilliers, 41, rue Lécuyer, Aubervilliers.
- Quartier-Chemins.
- A Pantin. Premier voyage en langue maya, le 1^{er} juillet à 20 h 30, à la Bibliothèque, 102, avenue Jean-Lolive, Pantin. M° Hoche.

- A Bondy. Exposition Michèle Firk. Quatre schizophrénies à la recherche d'un pays dont l'existence est contestée, d'Armand Gatti, mise en scène de Sarah Franco-Ferrer. Le 2 juillet à 20 heures. Bibliothèque et salle municipale, 23, rue Roger-Salengro, Pantin. Gare SNCF de Bondy.
- A Saint-Denis. Le Trajet du matricule 3399, journaliste, d'Armand Gatti, mise en scène de Stéphane Gatti. Le 3 juillet à 20 h 30. Hôpital Danielle-Casanova, 11, rue Danielle-Casanova, Saint-Denis. M° Saint-Denis-Porte-de-Paris. Pour tous ces spectacles, la réservation est indispensable auprès de la Maison de l'arbre. Tél. : 01-48-70-00-76.
- Vidéo. Deux films de Gatti sont à présent disponibles en cassettes, El otro Cristóbal (tourné à Cuba en 1962) et Nous étions tous des noms d'arbre (sur l'Irlande du Nord des années 80). 140 F l'une, 250 F les deux. Doriane films, 11, rue Dorian, 75012 Paris. Tél. : 01-44-74-77-11.

Une constellation d'ateliers en Seine-Saint-Denis

À QUELQUES JOURS des représentations de L'Été indien, une dizaine d'amateurs répètent dans un pavillon désaffecté de l'hôpital Danielle-Casanova de Saint-Denis, sous la direction de Stéphane Gatti. Ils mettent en scène un spectacle fondé d'une part sur les reportages d'Armand Gatti au Guatemala en 1954, d'autre part sur des extraits du dernier manuscrit de Gatti, Léonard de Vinci, nommé auteur par les mots eux-mêmes (à paraître chez Verdier). Ces textes font référence notamment à Rogelia Cruz, une militante indienne torturée par des milices d'extrême droite.

Etika, une Américaine au physique de squaw blonde installée en France, a longtemps milité pour la cause indienne aux États-Unis. Elle avait assisté au spectacle de Gatti créé à Marseille en 1993. Quand la Maison de l'arbre a proposé cet atelier centré sur les héros du Guatemala, elle s'y est inscrite avec enthousiasme. « Mon accent américain m'empêche de faire du théâtre dans une troupe classique. Ici, l'esprit est assez ouvert pour que je

puisse y trouver ma place malgré ce handicap », explique-t-elle. Vendue au chômage, Bébété a voulu intégrer l'expérience de Gatti, après avoir entendu une émission consacrée au metteur en scène sur France-Culture au mois de mars. Il était trop tard pour se joindre au groupe des « loulous » qui avait commencé en janvier. Elle a alors suivi les cours de kung-fu du matin avec eux. Pour pratiquer le théâtre, elle a choisi l'atelier de Stéphane Gatti. « J'avais déjà voulu faire du théâtre, mais les cours étaient en général trop chers. En outre, je me sens plus attirée par cette conception engagée de l'art. » Comme plusieurs autres membres du groupe, elle chante sur scène une chanson qu'elle a puisée dans son répertoire familial : une berceuse congolaise que son père lui a apprise.

La plupart de ces amateurs - l'équipe de Gatti préfère parler de « volontaires » - à la recherche d'eux-mêmes plutôt que d'une technique d'expression - n'avaient guère pratiqué le théâtre auparavant. Depuis janvier, ils consacrent

leur vendredi soir et leur samedi après-midi à ce voyage singulier auprès des Indiens. Plusieurs autres ateliers forment une « constellation » sur tout le département, selon la formule de Jacques Hocquard, membre fondateur de la compagnie La Parole errante. A la bibliothèque Elsa-Triolet de Pantin, deux groupes d'alphabétisation de femmes ont réalisé des affiches et des robes indiennes. Quelque 500 affiches ont été créées par différents groupes : des élèves du collège Jean-Jaurès de Montreuil et du lycée technique Eugène-Hennaf de Bagnolet ; l'association Femmes actives de la cité des Francs-Moisins à Saint-Denis ; des adhérents de la Maison populaire de Montreuil. Il s'agit d'affiches de un mètre sur soixante centimètres présentant chacune un mot, un personnage, une histoire reliées aux Indiens des Amériques. Chacun a réalisé des collages, des textes ou des dessins sur les supports proposés par La Parole errante.

A Bondy, la jeune metteur en scène Sarah Franco-Ferrer anime un atelier à l'hôpital psychiatrique. Un petit groupe interprète la pièce de Gatti, Quatre schizophrénies à la recherche d'un pays dont l'existence est contestée, consacrée au massacre des Indiens du Guatemala et à la mort de Michèle Firk, militante née à Montreuil, partie combattre aux côtés des Mayas à la fin des années 60.

HOMMAGE À GUEVARA A Aubervilliers, aux laboratoires dirigés par le chorégraphe François Verret, plusieurs ateliers attirent le même genre de public que celui de Stéphane Gatti à l'hôpital Danielle-Casanova, c'est-à-dire des militants associatifs, des étudiants, des adhérents des bibliothèques. Le metteur en scène Dominique Lurcel leur a proposé un hommage à Ernesto « Che » Guevara à partir du texte de Gatti, La Machine excavatrice. Les spectacles et les expositions qui forment le résultat visible de l'ensemble de ces ateliers sont présentés du 28 juin au 4 juillet, dans le cadre de L'Été indien.

C. Ba

Emmanuel Krivine, bretteur d'estrade

Le chef d'orchestre dirige l'intégrale des symphonies de Beethoven avec l'Orchestre national de Lyon

LYON
correspondance
« C'est très beau et c'est très fatigant. » Emmanuel Krivine remue l'épaule pour se délasser. Il sort d'une journée de répétition où il a travaillé la Deuxième et la Troisième Symphonie de Beethoven. La veille encore, il dirigeait la Quatrième et la Septième. Donnée tout au long du mois de juin à l'Auditorium, l'intégrale des symphonies de Beethoven est une première pour l'Orchestre national de Lyon et pour son directeur. « Nous les avons presque toutes jouées, mais jamais toutes ensemble. » Le programme concocté par Krivine ressemble à un menu, suivant les métaphores culinaires chères au chef : « Une marinade de longue durée qui permet de recouper les langages d'une symphonie à l'autre. » Dans chaque soirée, il y a « un plat de résistance », et, en « hors-d'œuvre », un ouvrage moins connu. Mais la composition des concerts dépend de bien d'autres paramètres, plus musicaux : l'équilibre des durées, la résistance des interprètes, les tonalités. Jusqu'ici, le mariage a été heureux.

« Pour un chef, s'attaquer aux symphonies de Beethoven, c'est un peu comme pour un violoniste se lancer dans les Partitas de Bach. » L'ancien virtuose qui a abandonné l'archet pour la baguette sait de quoi il retourne. Emmanuel Krivine ne prend pourtant pas le corps comme un tout. « Bien entendu, il y a un langage commun, des notes, des cellules,

la manière de concevoir les fugatas, les rythmes grecs, les scherzos abordés sur le même mode. On peut s'amuser à détecter les points de rapprochement, mais c'est un travail de musicologue, pas de musicien. Je ne suis pas sûr que Beethoven les verrait, et même si cela lui ferait plaisir ! »

Nourri au suc classique et viennois de Karl Böhm, il avoue avoir énormément évolué dans ses interprétations. Son approche s'est façonnée au gré des rencontres avec des ensembles comme l'Orchestre de chambre d'Europe ou la Camerata de Salzbourg. Il se range désormais du côté de Nikolaus Harnoncourt ou d'autres « baroqueux » célèbres comme John Eliot Gardiner ou Roger Norrington : retour aux éditions originales, choix de tempi les plus proches possibles des indications du compositeur, organisation des effectifs en fonction des œuvres. « Comment parle-t-on telle ou telle musique, c'est ce que je voudrais transmettre à mon orchestre. Attention, le style n'est pas une fin en soi. C'est comme en amour, la façon de prononcer "je t'aime" est moins importante que le message transmis. Mais il vaut mieux dire "je t'aime" comme il faut. »

« JE LEUR DOIS BIEN ÇA »
« Le caractère des symphonies est fait de contrastes, de heurts entre des éclats violents et des tendresses subtiles. Pourtant, prévient Krivine, il ne faut pas les exagérer, sinon on devient bee-tho-vé-

nien. » Pas de risque chez ce bretteur d'estrade, qui tient sa baguette comme un fleur et dont l'énergie a quelque chose de magnétique. Bien entendu, le résultat varie suivant les soirs, les œuvres, l'humeur du moment. L'œil était sombre à l'entrée sur le plateau de l'Auditorium, le jeudi 4 juin. Et la Pastorale, abordée dans son premier mouvement avec un fraîcheur presque innocente, s'alanguissait ensuite dans un tiédeur inattendue.

Huit jours après, sourire revenu, la Cinquième coulait d'un seul trait, avec une tension paroxystique. Puis ce fut, une semaine plus tard, la frénésie d'une Septième vélocité (« Je suis en dessous des notations de Beethoven », plaide Krivine), avec un final mené au pas de charge, qui clouait l'auditeur, soufflé, au fond de son fauteuil. A cette conception spectaculaire, flamboyante, parfois un peu extérieure, le chef a opposé dans les opus moins fréquentés une finesse, une clarté, qui les faisait redécouvrir sous un jour inaccoutumé, ainsi pour une Quatrième conduite avec une sorte de liberté joyeuse et fringante : « Pour moi, c'est la plus difficile, parce que la moins cernable. Elle est à cheval sur tous les styles, c'est pour cela qu'elle est intéressante. »

Cette intégrale est également un défi pour la formation lyonnaise. Celle-ci est habituée aux marathons : Brahms, Mahler, Varèse, Webern ont été ainsi explo-



Le chef d'orchestre Emmanuel Krivine.

rés dans ces voyages au long cours qui forment les orchestres. Les vents et notamment les bois y ont gagné une couleur et une souplesse qui se marquent aussi bien dans les soli que dans les passages où la mélodie court d'un pupitre à l'autre. Et, sans atteindre la profondeur des phalanges germaniques, les cordes ont acquis une cohésion qui donne un « son » à l'ensemble.

A la fin de chaque concert, le public, insatiable, réclame un bis, sous menace de bronca. Alors, malgré la fatigue, Krivine obtempère, poussé par ses musiciens. « Je leur dois bien ça », explique-t-il. Après douze ans de relations tempêteuses, puis apaisées, le directeur de l'Or-

chestre national de Lyon leur a annoncé son départ à l'expiration de son contrat en septembre 1999.

Non sans regret. « C'est peut-être un peu tôt, reconnaît-il, mais je ne veux pas rester dans la même maison pendant vingt ou trente ans comme certains. »

Pierre Moulinier

*** Symphonies n° 2 et 3, mardi 23 juin, à 23 heures. Symphonie n° 9, lundi 29 et mardi 30 juin, à 20 h 30, avec Alwyn Meilor, soprano, Hanna Schær, mezzo-soprano, Kim Begley, ténor, Michael Volle, basse, Chœur Orfeon Donostia, Auditorium de Lyon. Tél. : 04-78-95-95-95.**

DÉPÊCHES

■ DANSE : la revue *Mouvement*, essentiellement consacrée à tous les phénomènes de danse, paraît en kiosque après avoir été distribuée gratuitement pendant quatre ans. Le rédacteur en chef est toujours Jean-Marc Adolphe. Ce trimestre, d'une centaine de pages, se décline en deux parties d'importance égale. La première, intitulée « Corps et Graphie », comprend des entretiens d'artistes, s'intéresse à tous les arts vivants. La seconde, « Traverses », rend compte des arts visuels, de la photo, de la littérature et de politique culturelle. Un agenda est inséré au milieu du journal. Le premier numéro, sous le titre « La beauté en plus », développe un reportage sur la culture vaudou, un dossier sur Robert Wilson, ainsi qu'un hommage à Jean-François Lyotard. *Mouvement* consacre aussi douze pages au thème fascisme et culture, incluant un entretien avec Bruno Mégrét (n° 1, juin-juillet-août 1998, 40 F).

■ MUSIQUES : Theodore Mel, commissaire général du festival des Afronismiques, qui doit réunir musiciens et professionnels de 91 pays (dont Whitney Houston, Stevie Wonder, Miriam Makeba, Boyz II Men, Youssou N'Dour, Erikah Badu, Kassav', James Brown...) du 2 au 12 décembre 1999 à Abidjan, a lancé un appel aux sponsors le 17 juin. De 6 milliards de francs CFA, le budget d'Afronismiques, festival créé par décret présidentiel du président Ivoire Henri Konan Bédié, est passé à 4 milliards.

■ CINÉMA : un stage de formation à l'écriture de scénario est organisé par les Rencontres cinéma de Gindou (Loz), du 7 septembre au 3 octobre. Il sera dirigé par Frédéric Sabouraud (enseignant et critique de cinéma) et s'adresse aux professionnels porteurs d'un projet d'écriture ou d'une adaptation d'une œuvre littéraire. Les candidatures sont à déposer avant le 10 juillet à : Gindou, initiatives pour le cinéma, Le Bourg 46250 Gindou. Tél. : 05-65-22-89-99. Fax : 05-65-22-88-89.

Création du Bureau de liaison des organisations du cinéma

LA NAISSANCE du BLOC (Bureau de liaison des organisations du cinéma) vient d'être annoncée par les organismes qui le composent : la Société des réalisateurs de films, le Syndicat français des artistes interprètes et l'Union des producteurs de films. Rassemblée sous la bannière de « l'indépendance », cette association consacre l'éclatement du BLIC (Bureau de liaison des industries cinématographiques), qui rassemblait l'ensemble des organisations professionnelles. Le BLIC avait permis au cinéma de présenter un front uni lors des négociations ayant précédé la naissance de Canal Plus, entraînant le rôle crucial que la chaîne cryptée aura joué en faveur du grand écran. Il se scinde à l'occasion des débats sur le financement et la diffusion des films par les bouquets satellites, alors que TPS et CanalSatellite rivalisent pour s'indépendiser les producteurs.

Les cinoches du cœur

ENVIRON 12 000 personnes ont pu voir des films en première exclusivité, gratuitement, dans quatre salles parisiennes, grâce à l'opération Rendez-vous au cinéma. De décembre à juin, les bénéficiaires des Restaurants du cœur ont été invités chaque samedi matin à une projection, suivie d'un débat, d'un film choisi parmi les principales sorties de la semaine. Après Cannes, les Rendez-vous ont ainsi montré *Dis-moi que je rêve*, de Claude Mourieras. Pour la dernière séance, samedi 20 juin, ils ont proposé *Le Clone*, de Fabio Conversi et *Au cœur de la tourmente*, de Seeban Kidron. Des programmes spéciaux pour enfants ont aussi été offerts. Les invitations sont disponibles dans les Restaurants du cœur, sur demande, et échan-

gées contre un vrai billet à l'entrée de la salle (ces spectateurs sont ainsi inclus dans les chiffres annuels de fréquentation du cinéma). A l'issue de la projection, les débats sont animés par des comédiens professionnels qui touchent un cachet pour cette prestation. « Les difficultés matérielles contribuent à isoler les gens et à les éloigner de toute vie sociale et culturelle. Contre ce phénomène, le cinéma peut jouer un rôle non négligeable en invitant au rêve, à la fiction, à la réflexion une population de plus en plus esclave de ses conditions de survie », estime Brigitte Aknin, directrice du cinéma Max Linder, l'une des responsables de ce projet impulsé par des professionnels du cinéma. Les bénéficiaires des Restaurants du cœur

sont si nombreux (61 millions de repas ont été servis de décembre à avril) qu'ils constituent une population bien plus diversifiée que ne le suggère le cliché des « exclus ». Comme eux, les spectateurs du samedi matin peuvent être des chômeurs diplômés ne touchant plus d'allocations, des jeunes couples venus de province chercher un emploi, des femmes divorcées n'ayant jamais été salariées, des mères seules, des immigrés touchés par la précarité, etc. L'équipe des Rendez-vous du cinéma espère reprendre l'année prochaine cette initiative parisienne, après le succès de cette année. Elle souhaite aussi l'étendre à d'autres salles partenaires dans les régions.

C. Ba

La réforme de l'agrément devrait permettre de lutter contre les tentatives d'encerclement du cinéma français par la télévision et Hollywood

L'AGREMENT, c'est-à-dire la reconnaissance qu'un film est un film et la définition des conditions qui le rendent éligible aux mécanismes de soutien automatique à la production (plus de 400 millions de francs par an), avait besoin d'un sérieux lifting : une succession d'adaptations pas forcément cohérentes avaient fini par transformer un dispositif conçu pour dynamiser la création en inextinguible maquis. La réforme s'imposait donc, et, en son temps, le ministre de la culture Philippe Douste-Blazy avait choisi une voie si prudente qu'elle parut devoir mener droit dans les reposantes pâturées de l'inertie, malgré le rapport très complet remis par les producteurs Margaret Menegoz et René Bonnell (*Le Monde* du 6 décembre 1996). Et, surprise, voilà la réforme qui sort des tuyaux, après un détour pour approbation par la Commission européenne, qui n'était pas le moindre des obstacles. C'est une bonne nouvelle, c'est même deux bonnes nouvelles.

La première bonne nouvelle concerne l'agrément lui-même. La réforme crée en effet une prime à l'utilisation d'installations françaises dans le cadre de la défense de l'emploi, et elle renforce la position des producteurs de cinéma, face aux chaînes de télévision qui tendaient à échanger leur nécessaire contribution financière contre un contrôle croissant, et perçu comme excessif, des différents aspects (économiques et artistiques) des films. Accordé désormais en fin de production et non

au début - donc sur un dossier correspondant mieux à la réalité -, l'agrément sera surtout plus « relatif » : un film sera plus ou moins agréé (donc plus ou moins aidé) selon qu'il sera plus ou moins français. Le calcul s'effectuera selon un barème qui attribue 10 points pour le producteur, 20 pour l'utilisation de la langue française, 10 pour les auteurs (scénaristes, musiciens et réalisateurs), 20 pour les acteurs, 14 pour les techniciens de création, 6 pour les ouvriers et 20 pour les industries techniques. Ce dispositif s'assouplit en assimilant un total de 80 % à 100 % pour l'obtention du soutien (sauf pour les industries techniques) : un film tourné en anglais sera donc considéré comme à 100 % français, si toutes les autres composantes de la production le sont.

DÉFENSE DU TISSU ÉCONOMIQUE
Mais le caractère français des prestations ne concerne pas la nationalité réelle des auteurs, des acteurs et des techniciens, il tient au fait qu'ils sont engagés « par un producteur français selon un contrat de travail de droit français ». Il ne s'agit donc ni de « préférence nationale » au sens maisin qu'a pris récemment l'expression, ni de se priver de talents étrangers, mais de défense du tissu économique et d'une réglementation plus favorable aux artistes et aux salariés. Ce dispositif excite les Majors employant des Français (par exemple Disney faisant réaliser une partie du *Bossy de Notre-Dame* à Paris),

mais aussi les filiales françaises de sociétés américaines qui, telle Warner, avaient souhaité s'investir dans la production française. Défensive face aux manœuvres d'infiltration ou d'encerclement menées par la télévision d'une part, par Hollywood d'autre part, la réforme est offensive sur le terrain social, et sur l'ouverture accrue aux coproductions européennes : en relativisant les critères d'agrément, elle permettra des collaborations plus souples entre partenaires économiques de plusieurs pays. De plus, en rendant nécessaire la renégociation de tous les accords de coproduction bilatéraux, elle permet de les adapter à des conditions plus réalistes, notamment en abaissant le niveau d'investissement obligatoire du pays partenaire, ou en modifiant les obligations factices de réciprocité.

Cette réforme, qui devrait devenir opérationnelle avant la fin de

l'année, engendrera l'autre bonne nouvelle : son indispensable approbation par la Commission européenne a mené celle-ci à quelques ouvertures de bon augure. En reconnaissant, fût-ce à minima, que la défense d'un secteur culturel justifie le maintien d'un certain tissu industriel, la Commission enfonce une porte que, depuis plusieurs années, elle refusait de considérer comme ouverte. Et elle a commencé de reconnaître que le système français, contrairement aux clichés les mieux ancrés, est le plus souple d'Europe - les pays plus « libéraux », à commencer par l'Allemagne, faisant, eux, dépendre mécaniquement le soutien public de dépenses sur un territoire donné. Ce sont des petits pas prometteurs, alors que se dessinent de nouveaux débats, internes et externes à l'Union, autour de l'exception culturelle.

Jean-Michel Frodon

« Un copieur qui envoie des fax, un fax qui fait imprimante... Et si Force Bureauque s'appelait Force Numérique ? »



Force Bureauque : toute la force du numérique.

Le CP 215 F numérique de Canon : une imprimante laser, un fax, un scanner, un photocopieur...



Le service à votre service
47, avenue George V - 75008 Paris
Tél. : 01 47 20 6000 - Fax : 01 47 20 13 20

Cinéma

Programmes France entière par salles, films et horaires

www.lemonde.fr

et sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)



Le festi dans un

NOUVEAU FILM

Pendant tout le
Retro
Les rest
des concour
aux grandi
ENS. ESC. HEN. M
sur le M
3615 LER
sur le site Wei
www.len
Les corriges de
du baccal
(general, professionn
sur le M
3617 LN

Le festival Montpellier-Danse s'ouvre dans une piscine avec Patrice Barthès

Le chorégraphe crée « Dry Wet », où le spectateur choisit entre le sec et l'humide

Pour sa soirée d'ouverture, le festival Montpellier-Danse a proposé à un chorégraphe de la ville, Patrice Barthès, de créer un spectacle. Dans

le hall du stade nautique, le public se divise, comme les deux mots du titre. Les amateurs de dry s'installent au sec sur les gradins où siègent

d'habitude les spectateurs des épreuves de natation. Les autres se mouillent en assistant au spectacle dans le grand bain, wet.

DRY WET, chorégraphie de Patrice Barthès, musique de Michel Redolfi. Les 22 et 23 juin, 22 heures. Piscine olympique d'Antigone. Montpellier-Danse, jusqu'au 5 juillet. Tél. : 04-67-60-83-60.

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale
Sur la grande place de la Comédie, au cœur de la ville de Montpellier, les amateurs de football pleurent ou rient devant l'écran géant qui retransmet les affrontements du jour. Des Iraniens sont arrivés à l'avance, pour le match prévu contre l'Allemagne. On les reconnaît à la silhouette sinistre qui les suit - leur épouse, drapée dans un lincoln-tchador noir. Non loin, à l'entrée de la piscine olympique où se déroulent habituellement des compétitions sportives, l'atmosphère est plus légère. Pour sa soirée d'ouverture, le festival Montpellier-Danse a proposé à un chorégraphe de la ville, Patrice Barthès, de créer un spectacle.

Dans le hall du stade nautique, le public se divise, comme les deux mots du titre. Les amateurs de dry - la grande majorité -

s'installent au sec sur les gradins où siègent d'habitude les spectateurs des épreuves de natation. Les autres ont choisi la position mouillée, wet. C'est dans le grand bain qu'ils assistent au spectacle, bénéficiant d'une musique audible seulement en mettant les oreilles sous l'eau.

« Le détenteur de la place wet s'engage à passer les épreuves d'obtention du brevet de natation de 50 mètres », précisait la règle du festival aux acquéreurs de billets. Lundi, munis du brevet, de lunettes de piscine et de bouées en mousse, une centaine d'aventuriers se sont installés à un bout du bain, pour regarder de près les danseurs et les nageurs, sur ou sous l'eau. La température du bain a été poussée jusqu'à 32°, pour que les spectateurs wet ne ressentent pas biefs de froid après les soixante-dix minutes de la chorégraphie. Sur les gradins, la chaleur moite déclenche un ballet désordonné d'éventails.

Floof! Un monde sonore fabuleux se révèle. Le compositeur, Michel Redolfi, a créé une musique pour le dry, qui résonne dans toute la piscine, et une autre qui s'entend seulement en plon-

geant la tête sous l'eau; ou au moins l'oreille. Dedans, au tout début du spectacle, une voix masculine, particulièrement apaisante, souhaite la bienvenue aux wet. Une symphonie de cloches et de flûtes lui succède. Rythmes et douceur, puissance et fluidité; l'ambivalence de l'univers aquatique presse les tempes.

RELIEFS SONORES

Dehors, entre les murs de la piscine, c'est la nuit tropicale et son concert de grenouilles, d'oiseaux et d'insectes. Michel Redolfi en sculpte la matière épaisse, obscure, douce. Il crée des reliefs sonores faits de sifflets stridents et de mélodies boisées. Avec une oreille sous l'eau, abandonnée aux milliers de cloches, et une à l'air, offerte à la forêt nocturne, c'est le grand bonheur...

Spécialiste de la composition de musiques subaquatiques, Redolfi a créé de nombreuses pièces en ce domaine. Patrice Barthès fait ici sa première tentative. Pour un chorégraphe, une piscine est un espace presque impossible où les trois quarts de la « scène » sont occupés par une surface molle et trompeuse où les dan-

seurs ne peuvent presque rien faire de ce qu'ils font d'habitude. Sans doute faut-il être un Daniel Larrieu mature, pour créer une chorégraphie aquatique comme son *Waterproof* de 1986. Patrice Barthès est moins expérimenté et probablement moins talentueux. Ses douze danseurs tournent autour de l'eau sans vraiment y plonger, même quand ils passent du dehors au dedans.

Des nageurs professionnels descendent au fond. Un écran vidéo permet d'admirer leurs déplacements. Dans le bain, leurs corps semblent se déformer voluptueusement. Les mille bulles de la respiration apparaissent, puis s'interrompent. Les perspectives se brouillent. C'est là, dans l'amorce d'un pacte entre l'homme et l'eau, qu'une chorégraphie pourrait naître. L'eau est un théâtre de la cruauté. Elle enveloppe la peau et trouble les reflets; elle soutient et noie. Patrick Barthès s'en méfie, hésitant entre le dry et le wet. « Il faut savoir se mouiller », lance-t-il aux spectateurs dans son texte de présentation. Chiche!

Catherine Bégarida

NOUVEAU FILM

FOLLE D'ELLE

On croit que ce sont toujours les publicités, mais non, le film est commencé. On se souvient alors qu'à Los Angeles habite une dame très sympathique qui se nomme Lise Fayolle et qui a momé un petit business à l'usage de ces incurables Français qui veulent « faire du cinéma en Amérique ». Il en résulte tous les deux ans environ un petit film si intéressant qu'on oublie aussitôt les cartes postales de demeures californiennes dans le soleil couchant que ces opérations amènent sur nos écrans. Fondé sur un scénario indigent (Jean-Marc Barr se fait passer pour un homosexuel et est à ce titre accueilli par Ophélie Winter qui se sent seule mais dégoûtée des hommes), *Folle d'elle* n'aurait suscité qu'une bienveillante indifférence (doublée d'un compatissant voile jeté sur la réapparition de Raquel Welch en caricature de ce qu'on pouvait supposer qu'elle était devenue). Mais il y a sa manière de capitaliser les rires gras qu'inspirent les bonnes vieilles blagues sur (« sexuellement correct » libéral consensuel, l'amour, toujours l'amour... Jean-Michel Frodon Film français de Jérôme Cornuau. Avec Ophélie Winter, Jean-Marc Barr, Philippe Duquesne, Frédéric Bourly, Raquel Welch.

Le cours de composition de Jonathan Harvey au festival Agora 98 de l'Ircam

AGORA 98. Arne NORDHEIM: *Dinosaurus*. Jonathan HARVEY: *Tombeau de Messiaen* et *Death of Light/Death of Death*. Luis NAON: *Urbana* (création). James WOOD: *Mountain Language* (création). Solistes de l'Ensemble InterContemporain, Pascal Contet (accordéon), James Wood (clavier MIDI), technique Ircam, Carl Harrison Fala et Tom Mays (assistants musicaux). Ircam, le 20 juin. Prochains concerts le 23 et le 24 juin à 20 h. Tél.: 01-44-78-48-16.

L'accordéon au programme d'un des premiers concerts du festival Agora 98, encore un signe d'ouverture de l'Ircam (*Le Monde* daté 14-15 juin). Pour révéler la face cachée de cet instrument avant tout célébré dans les sphères populaires rien de tel que le facétieux *Dinosaurus* composé par Arne Nordheim au début des années 70. L'accordéon (solo amplifié) s'y trouve confronté à une sorte de jumeau mutant (matérialisé par une bande magnétique aux allures de miroir déformant) pour une partie de cache-cache, séquentielle (à base de techniques de jeu jadis inédites telles que la modulation de micro-intervalles ou l'usage du bouton d'air) mais ludique. Réanimé dans des conditions exceptionnelles dues à la précision de Pascal Contet et à la technologie de l'Ircam, ce *Dinosaurus* quelque peu vieillissant a su intéresser le public et capter l'attention des jeunes compositeurs inscrits à l'Académie d'été. Jonathan Harvey - leur mentor pour une semaine avec Gérard Grisey - est allé plus loin dans la séduction avec *Tombeau de Messiaen* (1994). Le soliste (piano cristallin de Dimitri Vassilakis) et son double (défini par voie informatique) évoluent dans un univers onirique peuplé de figures cé-

lestes et de fusées onibologiques qui unissent Messiaen et Harvey selon une démarche purement transcendantale.

Urbana, de Luis Naon, se situe à un niveau bien plus terre à terre. Terriblement anonyme, cette pièce (pour accordéon, percussion et dispositif électronique) donnée en création mondiale zigzague de manière lassante entre de multiples expressions déjà entendues sans se résoudre à les combiner avec goût.

À peine moins nébuleuse, *Mountain Language* - autre création - s'est également essayée au croisement des traditions. Dans cette perspective, l'effectif imaginé par James Wood parle de lui-même: clavier MIDI, cloches à vache et cor des Alpes. Cet instrument en forme de pipe d'une longueur de plus de 3 mètres se présente avec une sourdine des plus curieuses (exactement comme un chapeau melon en inox!) actionnée par une trottée. Imagée avec une certaine puérilité, *Mountain Language* tourne à l'agression des tympanons lorsque les cloches se mettent à tintinnabuler frénétiquement.

LUMIÈRE DE L'ESPRIT

Après ces stridences, on se félicite de l'absence d'électronique dans *Death of Light/Death of Death* de Jonathan Harvey (inspiré de la *Crucifixion* de Grinewald), un quintette d'absolu tiré, mouvement après mouvement, de l'observation des cinq personnages de la scène. Bruitiste ou immatérielle, la musique de Harvey se fait lumière de l'esprit. Elle suggère sans imposer et fournit à l'imagination des voies originales pour accéder à l'impénétrable. Tout comme un vrai cours de composition.

Pierre Gervasoni

INSTANTANÉ ÉBATS JAZZÉS À CALVI

Contre vents et Mondial, les noces de Calvi et du jazz n'ont pas pris une ride, même si le cru 1998 a laissé pointer quelques regrets. Pour la onzième édition du Calvi Jazz Festival, il était certes difficile de garantir la clémence du thermomètre mais impossible de déjouer la concurrence de la Coupe du monde. Aussi malgré la qualité de la programmation - mention spéciale pour Latcho Drom -, ce sont les bœufs en « off », trop tardifs pour souffrir de la fièvre footballistique, qui ont préservé le ton et le tempo de Jazz à Calvi.

Café de l'Orient, Golfe Tavernes et autres adresses du qual Landry... les nuits les plus brèves de l'année se sont diluées, du 13 au 21 juin, dans les jam-sessions, batteries, guitares et cuivres en éclats. Saxophone en tête puisque l'emblème du rendez-vous balain s'affichait pour la circonstance drapée, telle la baigneuse de Roger Broders chantant dans les années 30 le charme balnéaire de Calvi. Un détournement d'image signé du

graphiste Marc Taraskoff, qui signe depuis l'origine l'image du festival. Les solistes sont les habitués des clubs parisiens, des voisins italiens, des musiciens locaux. Le jazz y est plutôt bop. Les musiciens sont là en famille, disponibles. En soirées ils participent au festival officiel sous chapiteau; dans la nuit, les plus vaillants - la majorité - révisent tous les standards jusqu'à l'aube.

Aux plus chagrins qui ne pardonnent pas à la folie du ballon rond les demi-teintes de cette édition, on peut rappeler que l'esprit de la manifestation se lit toujours avec le même plaisir dans la gazette du festival. Son ton décalé qui croise les clins d'œil des éditeurs du responsable des rencontres, René Caumer, humour volontiers potache des « réacteurs en chef » Julien et Elsa, reportages et portraits - cette année ceux des nouveaux venus: Laurence Beaumarchais, Hidehiko Kan et Alexis Tcholakian, David Sausay et Gaël Horreou, ou les jumeaux Le Van - fait de la *Jazette de Calvi*, journal officieux et délirant qui se veut « l'oreille interne » de la manifestation, le vrai garant de jeunesse et de folie du festival.

Philippe-Jean Catinchi

SORTIR

PARIS

Kodo, les tambours de feu de Sado. Au Japon, dans la petite île de Sado, le musicien Tagayasu Den vit au plus près de la nature, entouré de quelques amis. Ensemble, ils ont formé un groupe, Kodo, qui s'attache à développer le *daiko*, tambour taillé dans le lourd bois de zelkova. Il s'agit de musique, d'une musique qui semble calquer sa démarche sur les battements du cœur humain, qui sont peut-être la source même du rythme du cosmos. Il s'agit aussi d'une philosophie de vie et d'une sorte de danse assise d'athlètes subtils et précis. En judokas ou simplement vêtus d'un pagne, ces hommes font presque corps avec leurs tambours qui vont de la simple caisse à l'énorme tonneau de plusieurs quintaux.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet. Les 23, 24, 25, 26 et 27, à 20 h 30. Tél.: 01-42-74-22-77. De 100 F à 160 F.

Martha Graham. Quatre œuvres cinématographiques consacrées à la chorégraphe Martha Graham sont au programme de la Cinémathèque de la danse. *A Dancer's World* (1957): tandis qu'elle s'apprête à tenir le rôle de Jocaste, Martha Graham nous présente sa compagnie, parle de la vie, de l'art et de la technique du danseur; *Night Journey* (1947): la légende d'Œdipe traitée par la chorégraphe; *Appalachian Spring* (1944): la joie, l'espérance et l'angoisse d'une communauté de

pionniers américains au cours d'une cérémonie de mariage; *Frontier* (1935): solo historique chorégraphié et interprété par Martha Graham dans un film rarissime.

Salle Grands Boulevards, 42, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris 10^e. M^e Bonne-Nouvelle. Le 23, à 20 h 30. Tél.: 01-56-26-01-01. 17 F et 29 F.

Fellag. Dans l'interminable drame algérien, Mohamed Fellag est un écart de rire rare. Petit chapeau, chemise à pois, bretelles rouges, ce Kabyle démontre sur scène que le comique est le miroir le plus révélateur de la réalité. Il le fait à l'algéroise, avec la tchatche et la tendresse. La joie qu'il provoque rend un corps et une voix à ceux que l'horreur paralyse.

Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert, Paris 15^e. M^e Cambronne. Les 23, 24 et 25, à 20 h 30. Tél.: 01-45-54-95-31. 80 F.

Voice Messengers. Dirigée par le pianiste Thierry Lalo, cette formation goshel de onze chanteurs participe, depuis quelques années, au renouveau et à l'avancée du genre en France. Le répertoire mélange des compositions originales et des reprises. On est vite pris par la sincérité et l'élan vocal de ces « messagers ». Gilles Naturel sera à la contrebasse et François Laudet - par ailleurs responsable d'un big band très dynamique - à la batterie.

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Les 23 et 24, à 22 heures. Tél.: 01-42-53-22-55. 80 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Les Altes de la colombe de Jean Soffley (Grande-Bretagne, 1 h 42).

La Clona de Fabio Conversi (France, 1 h 30).

Folle d'elle de Jérôme Cornuau (France, 1 h 22).

Jeffrey de Christopher Ashley (Etats-Unis, 1 h 32).

Passage pour le paradis d'Antonio Baiocco (Italie, 1 h 30).

Préférence de Grégoire Delacourt (France-Italie-Espagne, 1 h 30).

Le Revanche de Lucy Film de Janusz Mrosowski (France-Burkina Faso, 1 h 30).

The Big Swap ()* de Niall Johnson (Grande-Bretagne, 2 h 03).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél.: 09-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

Ben Hur de William Wyler. Américain, 1959 (3 h 12).

VO: Gaumont Kinopanorama, Dolby, 15^e (01-40-30-30-31). VF: Paramount Opéra, 9^e (01-47-42-56-31).

L'Épouvantail ()* de Jerry Schatzberg. Américain, 1973, copie neuve (1 h 44).

VO: Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40); Elysées-Lincoln, 6^e (01-43-59-36-14); MK2 Quai-de-Seine, Dolby, 19^e (01-40-30-30-31).

Le Grand Bleu de Luc Besson. Français, 1988 (2 h 16).

VO: Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-40-30-30-31). VF: Le Grand Rex, Dolby, 2^e (01-59-17-10-00).

Siamois de George Sidney. Américain, 1953 (1 h 58).

VO: L'Arlequin, 6^e (01-45-44-28-80).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre: les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Maurizio Pollini

Œuvres de Liszt, Schumann et Chopin. *Salle Pleyel*, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Terres. Le 23, à 20 h 30. Tél.: 01-45-61-53-00. De 120 F à 400 F.

Magasins

d'Offenbach. Lise Berardo (Bagatelle), Loïc Boissier (Pistache), Jean-Noël Briand (Marcahu), Nicolas Ducoux (piano), Joëlle Vautier (mise en scène).

Ranelagh, 5, rue des Vignes, Paris 16^e. M^e Mueette. Le 23, à 19 h 30. Tél.: 01-42-88-88-44. De 120 F à 150 F.

Les Solistes de Lyon

Harvey: Adways. Grisey: *Les Chants de Ramoux*. Artois Ladrèste (violoncelle), Fuminori Tanada (piano), Technique Ircam, Emmanuel Robin (direction).

Ircam, 1, place Igor-Stravinsky, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Le 23, à 20 heures. Tél.: 01-44-78-48-16. De 50 F à 90 F.

Clavier de l'Orchestre Paris-Sorbonne

Brahms: *Symphonie n° 4*, *Rhapsodie pour corralto*, *Chœur d'hommes* et or-

chestre. *Leibesliederwäizer*. Marie-Pierre Watzko (soprano), Delphine Halgan (mezzo-soprano), Jean Deluclose (ténor), Nicolas Cavallari (baryton), Chœur et Orchestre de Paris-Sorbonne, Jacques Grimbert (direction).

Amphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Ecoles, Paris 5^e. M^e Saint-Michel. Le 23, à 20 h 30. Tél.: 01-42-62-71-71. De 70 F à 165 F.

Compagnie Artadone

Carlotia Ikeda: Waltho.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^e Bastille. Le 23, à 21 heures. Tél.: 01-43-57-42-14. 120 F.

Compagnie DCA

Philippe Decouflé: Triton et les petites sirènes.

Square Casanova, avenue Leroy-des-Barres, 93 Saint-Denis. M^e Saint-Denis - Porte-de-Paris. Le 23, à 21 heures. Tél.: 01-48-13-05-07. De 90 F à 140 F.

David Kern

Three Paris.

Centre culturel Argon, 24, boulevard de l'Hôtel-de-Ville, 93 Tremblay-en-France. Le 23, à 21 heures. Tél.: 01-49-63-70-58.

Gérard Farouf, Scott Colley

La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. Le 23, à 22 h 30. Tél.: 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Huit blanche

Invitée: Sarah Lazarus.

Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Le 23, à 22 h 30. Tél.: 01-42-36-01-36. 80 F.

Espece Héault, 8, rue de la Harpe, Paris 5^e. M^e Saint-Michel. Le 23, à 20 h 30. Tél.: 01-43-29-86-51. 80 F.

Quartier Bruttman

Ranelagh, 5, rue des Vignes, Paris 16^e. M^e Mueette. Le 23, à 21 heures. Tél.: 01-42-88-88-44. De 120 F à 150 F.

Mililuhik

Musique d'Ouzbékistan.

Satellit Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11^e. M^e Oberkampf. Le 23, à 21 h 30. Tél.: 01-47-00-48-87. 50 F.

RÉSERVATIONS

Paul Bley, Lee Konitz, Charlie Haden

Club de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Le 2 juillet à 20 h 30. Tél.: 01-44-84-44-84. De 145 F à 170 F.

Sonic Youth

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. Le 8 juillet à 19 h 30. Tél.: 01-47-42-25-49. 159 F.

David S. Ware

Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Le 9 juillet à 21 heures. Tél.: 08-03-30-63-06. De 145 F à 170 F.

DERNIERS JOURS

26 juin:

Le Timpère

de William Shakespeare, mise en scène de Daniel Mesguich.

Comédie-Française, 2, rue de Richelieu, Paris 1^{er}. Tél.: 01-44-59-15-15. De 30 F à 185 F.

27 juin:

Agatha

de Marguerite Duras, mise en scène d'Alison Hornum.

Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél.: 01-44-59-58-58. De 45 F à 80 F.

Pierre Courtin, la gravure tactile

Bibliothèque nationale de France, 2, rue Vivienne, Paris 2^e. Tél.: 01-47-03-81-10. Fermé dimanche et fêtes. Entrée libre.

GRANDES ÉCOLES ET BAC 1998

Pendant tout le mois de juin
Retrouvez
Les résultats
des concours d'entrée
aux grandes écoles
(ENS, ESC, HEC, Mines-Ponts, etc.)
sur le Minitel
3615 LEMONDE
et
sur le site Web du Monde
www.lemonde.fr
Les corrigés des épreuves
du baccalauréat
(général, professionnel et technologique)
sur le Minitel
3617 L'IMPLUS

KIOSQUE

LE MONDE / MERcredi 24 JUIN 1998

Un reporter inventif à Stockholm

Le « coup médiatique » d'un journaliste âgé de vingt-deux ans, soucieux de dénoncer les groupes néonazis, suscite une vive émotion. Le quotidien « Aftonbladet », qui a publié ce « scoop » douteux, est lui aussi sur la sellette

EN VUE

■ Lundi 22 juin, au Conseil de Paris, une vive altercation a opposé le maire, Jean Tiberi (RPR), aux partisans de Jacques Toubon (RPR), profondément indignés par la publicité d'un mage qui, dans Paris le journal, le mensuel municipal, vantait les mérites d'un « cadenas d'amour ».

■ Vendredi 19 juin, la municipalité communiste d'Argenteuil supprime les repas qu'elle faisait parvenir, depuis le 11 avril, aux sans-papiers occupant le centre pastoral de la basilique. « C'est une grande victoire pour le porte-monnaie des Argenteuillais », applaudit Démocratie libérale, adversaire de droite.

■ La Poste, qui désormais transmet les télégrammes en téléphonant au destinataire à la place de l'expéditeur, puis distribue le texte par le courrier habituel, devra payer 5 000 francs de dommages et intérêts à un usager qui avait envoyé, « à l'ancienne », précisément parce que son destinataire ne possédait pas le téléphone, un petit bleu, arrivé deux jours plus tard.

■ Le ministre néo-zélandais des Affaires maories, lui-même maori, en visite officielle en Grande-Bretagne, vient de lancer une campagne pour récupérer les têtes tatouées de ses ancêtres, aujourd'hui dispersées dans des musées du monde entier. Dans un discours à Middleborough, ville natale du capitaine Cook, Tau Henare a touché ses auditeurs : « Imaginez un instant la tête de votre grand-père dans le prospectus d'une exposition ? »

■ Christophe Colomb comparaitra, à partir du 20 juillet, devant les Indiens Lenca du Honduras, descendants des Mayas, qui reprochent au navigateur génois d'avoir livré le Nouveau Monde à la barbarie des conquistadors. Le « procès » s'achèvera, le 12 octobre, à la Saint-Christophe, par l'exécution d'un mannequin à coups de flèches.

■ Pendant la bataille de Trafalgar, l'amiral Nelson haranguait ses marins : « L'Angleterre attend que chaque homme fasse son devoir. » Dans une publicité à l'occasion du Mondial, un brasseur anglais encourage les supporters : « L'Angleterre attend que chaque canette fasse son devoir. »

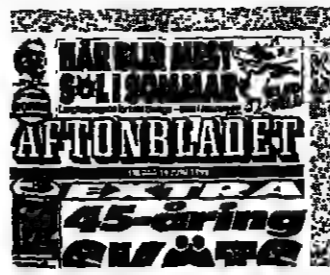
■ L'équipe médicale du chef de l'Etat ayant chassé le guérisseur qu'elle avait imposé au chevet de son mari, Dagmar, l'épouse de Vaclav Havel, s'est depuis envolée pour Taiwan, où elle rencontrera des Chinois pratiquant la médecine traditionnelle.

■ Les gardiens du parc des Lions et des Guépards de Harare, au Zimbabwe, ont identifié sans peine un désespéré, Walter Machiri, devenu tout nu par les fauves, qui avait déposé devant leur cage ses vêtements soigneusement pliés.

Christian Colombani

DEUX photographies publiées en janvier par Aftonbladet, le quotidien le plus lu de Suède, ont suscité un certain émoi dans le pays. Présenté par le journal comme un dangereux néonazi, un homme cagoulé et armé d'un pistolet posait, de nuit, devant les domiciles du porte-parole de la police de Stockholm et d'un couple de personnalités antiracistes d'origine grecque et italienne. « Menacés par les nazis », titrait alors le tabloïd. Cinq mois plus tard, l'auteur de l'article et cinq jeunes néonazis se retrouvent côte à côte sur le banc des accusés, soupçonnés d'être impliqués dans ce qui aurait été, en fait, un coup médiatique monté

par le journaliste. Ce dernier avait montré les photographies aux trois personnes visées avant leur publication dans le journal. Ce qui lui vaudrait d'être poursuivi pour « menace illégale » à l'encontre d'autrui, en compagnie des autres prévenus. Une violation présumée de la loi sur la liberté de la presse n'a, en revanche, pas été retenue dans l'acte d'accusation, expliquant l'absence du directeur de la publication d'Aftonbladet aux côtés du journaliste. Depuis l'arrestation de ce dernier à la suite des allégations d'un des néonazis, le quotidien ne s'en est pas moins fait l'avocat du reporter âgé de vingt-deux ans, qui lui-



même nie les faits présumés. Dans un éditorial, le tabloïd « reconnaît », certes, que la publication des photographies était « discutable du point de vue de l'éthique de la presse ». Mais il s'étonne que le procès, ouvert le mercredi

17 juin, ne soit pas « dirigé contre les néonazis », mais contre un journal qui « veut dévoiler et lutter contre les forces piétinant la démocratie et les valeurs humaines ». S'il adopte un ton volontiers sensationnaliste, Aftonbladet a la particularité de représenter également, dans sa ligne éditoriale, les valeurs social-démocrates qui dominent la société suédoise depuis un demi-siècle.

Sans insister sur cette ambivalence, les autres titres de la presse nationale jugent sévèrement le comportement de leur concurrent dans cette affaire. Pour le quotidien conservateur Svenska Dagbladet, « la volonté de faire sensation d'

l'aide d'articles violents est évidente et ne suscite aucune admiration, y compris dans le monde de la presse du soir », pourrait répliquer, en Suède, peu scrupuleuse. Mais le dossier est-il aussi simple que cela ? Le secrétaire général de la section suédoise d'Amnesty International, qui collabore aussi au journal libéral Dagens Nyheter, expose dans ses colonnes une série de contradictions relevées dans l'enquête. Notamment quant à l'existence d'une prétendue somme versée par le journaliste aux néonazis pour leurs photos. « D'un point de vue juridique, les preuves ne sont pas suffisantes pour un procès ni une condamnation [du reporter]. Mais du point de vue de la morale et de l'éthique de la presse, il porte une lourde responsabilité », tranche l'auteur.

Il affirme par ailleurs que l'attitude d'Expressen, le grand rival d'Aftonbladet, n'est pas non plus exempte de tout reproche. Contacté par les néonazis, selon lui, le journal fut « intéressé par l'achat des photos » prises devant le domicile de l'officier de police, mais « il n'offrit pas assez d'argent pour les obtenir ». En pointe dans les critiques émises contre Aftonbladet, la direction d'Expressen dément cette version des faits. Quoi qu'il en soit, conclut le responsable d'Amnesty International, « l'inquiétude », dans cette affaire, c'est le soupçon qui plane désormais selon lequel la presse crée elle-même de toutes pièces ce type d'« informations ».

Antoine Jacob

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Ivan Rioufol

■ L'Angleterre et l'Allemagne sont les premiers responsables des violences commises en France (...) Dès lors, il faut s'interroger : ces deux pays ne doivent-ils pas être sanctionnés ? (...) Si cette barbarie devait se perpétuer, la question du maintien de ces nations dans la compétition du Mondial mériterait d'être posée. La beauté du jeu n'a plus de sens quand la fureur des crépuscules couvre la fête (...) Ce qui se met en place, jour après jour, ressemble de plus en plus à une invasion revancharde et incontrôlable. L'ouverture permanente des frontières européennes peut-elle, dans ces conditions, trouver sa justification ? Un rétablissement ponctuel des contrôles dans l'espace Schengen

est actuellement envisagé par Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur. Il aurait recours à la « clause de sauvegarde ». L'impératif de sécurité intérieure pourrait bien, alors, tenir l'Europe en marche. Chassez le sport, la politique revient au galop.

L'HUMANITE

Claude Cabanis

■ Cette flaque de sang sur le trottoir d'une rue de Lens donne la nausée. Et un mot vient sous la plume pour caractériser ces sombres commandos en provenance d'Angleterre ou d'Allemagne. Le mot - que le lecteur me pardonne - de « salauds ». Ces barbares veulent prendre la brillante fête du ballon rond en otage (...) Sociologiquement, les spécialistes s'accrochent à estimer que ces organisations ne recrutent pas essentiellement parmi le peuple des

adolescents des banlieues, rongées par toutes les misères : leur vivier serait plutôt la « lumpen-bourgeoisie » (...) Quoi qu'il en soit, l'Europe devrait se pencher avec beaucoup plus d'attention sur les racines de ces punaises. Elle dispose d'ailleurs d'une « convention », proposée par le Conseil de l'Europe le 19 août 1985, sur « la violence lors des manifestations sportives ». A-t-elle été ratifiée ? Est-elle appliquée ? Est-elle seulement connue ?

RFI

Dominique Burg

■ Si Jean-Pierre Chevènement prend aujourd'hui des mesures qui tendent un peu l'esprit Schengen de la libre circulation des hommes, si ces décisions aboutissent à quelques restrictions du droit, il ne se trouvera que quelques associations pour le blâmer.

www.enlaces.cl

Malgré ses ressources limitées, le Chili a décidé de connecter ses écoles rurales à Internet

BOYECO, Nürmapu et Ucanco sont trois villages chiliens perdus à 750 kilomètres au sud de la capitale Santiago, et peuplés à 90 % par les descendants des Indiens Mapuches. Grâce au projet Enlaces (Liens), les écoles primaires de ces communes rurales désertées ont désormais accès à Internet. Faute de ligne téléphonique, les connexions s'effectuent par voie hertzienne.

Les autorités chiliennes ont décidé que, d'ici à l'an 2000, plus de 120 millions de dollars (environ 700 millions de francs) seraient investis dans le projet, à raison de deux tiers de fonds publics et un tiers de contributions du secteur privé. Les coûts d'installation et les problèmes techniques sont accrus par la géographie du pays, étroite bande de terre s'étirant sur plus de 4 000 kilomètres. Malgré tout, l'objectif est de connecter à Internet les mille deux cents lycées et la moitié des neuf mille écoles primaires du pays. La maintenance du réseau est assurée par plusieurs universités, qui se chargent de la formation des



maîtres en envoyant des spécialistes sur le terrain. En arrivant sur le site d'Enlaces, les usagers, enseignants et élèves, découvrent d'abord La Plaza, la place publique, « lieu attrayant, familial et non intimidant ». A partir de ce point d'accueil, ils peuvent

s'orienter, puis apprendre à exploiter les ressources du site. Au centre, trône un kiosque à journaux, donnant accès au magazine électronique, alimenté par les professeurs et les élèves. Les contributions et les forums sont classés par rubriques, de l'environnement à

l'économie, sans oublier le sport. Le kiosque fait aussi office de bibliothèque virtuelle, en proposant des récits multimédias conçus pour stimuler la lecture et l'écriture chez les enfants.

Autour de la place, sont disposés un bureau de poste, un centre culturel et un musée. La poste donne accès au courrier électronique ainsi qu'aux forums de discussions. Ces derniers, hiérarchisés en fonction des niveaux d'études, permettent aux professeurs participants de mieux se connaître et d'initier des échanges pédagogiques. Le centre culturel fonctionne comme une Bourse à idées : des écoles géographiquement très éloignées bâtissent des projets en commun, et travaillent ensemble dans des ateliers littéraires ou mathématiques. Enfin, le musée est un lieu de ressources proposant aux enseignants des logiciels didactiques, dont certains ont été développés spécialement pour Enlaces.

Estelle Nouel et Jean-Christophe Rampal

SUR LA TOILE

PRESSE VIETNAMIENNE

■ Le Journal Nhan Dan, organe officiel du Parti communiste du Vietnam, a ouvert un site comprenant quatre pages d'articles et de dépêches d'actualité. Entièrement en langue vietnamienne, il est destiné aux Vietnamiens vivant à l'étranger. - (AFP) www.nhandan.org.vn

PLANTES TRANSGÉNIQUES

■ Dans le cadre de la préparation de son débat « L'opinion publique face aux plantes transgéniques », prévu pour novembre, la Cité des sciences de La Villette (dans le 19^e arrondissement de Paris) a ouvert un site proposant un forum de discussions, une liste de diffusion et un canal de dialogue en direct. Son objectif est de « favoriser les échanges entre experts et profanes » et de « transposer, sur le réseau, les démarches participatives expérimentées ces dernières années dans de nombreux pays occidentaux ». Par ailleurs, la Confédération française des semenciers et le Groupement national interprofessionnel des semenciers ont ouvert leur propre site web sur le sujet. www.sciences-museo.tm.fr/ biotechnologies www.ogm.org

Partez en vacances avec Le Monde. FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES. Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

Perlimpinpin, carton rouge ! par Alain Rollat. ON N'ARRÊTE PLUS le chadantisme footballistique. Lundi soir, avant le coup d'envoi du match Roumanie-Angleterre, l'entraîneur de l'équipe des Carpates a été surpris par Canal Plus en flagrant délit de sorcellerie. On l'a vu, plein cadre, sur la touche, penché sur quelque talisman, qu'il tenait serré dans sa main gauche, à moins que ce ne fut quelque image peinte, en train de se livrer, tel un rebouteux, à des incantations ponctuées de plusieurs signes de croix. Le commentateur de la chaîne cryptée semblait au parfum. Il précisait que cet exorciste natif de Bucarest avait au préalable, dans les vestiaires, soumis chaque joueur roumain à un mystérieux badigeonnage en utilisant un liquide composé pour l'essentiel de basilic et d'eau bénite. La Roumanie ayant remporté sur l'Angleterre une victoire en extrême, il est à craindre que cette prétendue potion magique ne soit vite

GUIDE DE LA SOIRÉE, GUIDE TELEVISION, FILMS DU JOUR. A vertical sidebar containing various program listings and titles.

RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 23 JUIN

FILMS DE LA SOIRÉE

20.30 La Seconde fois... 20.30 Conte d'Oliver... 20.35 Le Souffle de la tempête... 20.40 La Canonnière du Yang-Tsé...

22.13 Traitement de choc... 22.25 Témoin innocent... 22.45 Les Producteurs... 0.20 Miracle à l'Italienne...

0.25 La Foie des grands... 1.35 Les Nuits blanches de Saint-Petersbourg... 2.05 La Vie de Jésus...

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.00 Stars en stock... 19.10 Nulle part ailleurs... 20.00 Temps présent... 21.00 Enjeux - Le Point... 21.00 Le Cal Savoir... 22.00 L'Histoire des loisirs... 22.05 Planète Disney... 23.00 De l'actualité à l'Histoire... 23.30 Un siècle d'écrivains... 23.50 Le Club du Mondial... 0.25 Zone interdite...

MUSIQUE

20.05 Georges Cléroux... 21.00 Symbiose n°2... 22.30 Concert - On the Town... 0.00 Birdman & Birdsong... 18.50 Tip top hit... 20.30 Un beau petit milliard... 21.15 L'ombre du cobra... 22.40 L'Affaire Kate Willis... 0.00 Le 16 à Kerbrian... 0.10 Le Tourbillon des jours... 20.13 New York Undercover... 20.55 Ally McBeal... 22.00 Total Security... 22.25 Seinfeld... 23.35 Total Security... 23.40 Star Trek... 23.40 Confessions érotiques... 23.40 Tékivator... 0.40 Le J.A.B. Le Dernier Round...

VARIÉTÉS

18.50 Tip top hit... 20.30 Un beau petit milliard... 21.15 L'ombre du cobra... 22.40 L'Affaire Kate Willis... 0.00 Le 16 à Kerbrian... 0.10 Le Tourbillon des jours... 20.13 New York Undercover... 20.55 Ally McBeal... 22.00 Total Security... 22.25 Seinfeld... 23.35 Total Security... 23.40 Star Trek... 23.40 Confessions érotiques... 23.40 Tékivator... 0.40 Le J.A.B. Le Dernier Round...

DOCUMENTAIRES

18.00 Un pont pas comme les autres... 18.30 Le Monde des animaux... 19.00 Le Tour du Pacifique... 19.00 Crédit Lyonnais - MGM... 19.00 Les Grands Compositeurs...

SPORTS EN DIRECT

15.00 Tennis International de Grande-Bretagne... 15.45 Italie - Autriche... 16.00 Chili - Cameroun... 21.00 Brésil - Norvège... 21.00 Écosse - Maroc...

TÉLÉFILMS

20.13 New York Undercover... 20.55 Ally McBeal... 22.00 Total Security... 22.25 Seinfeld... 23.35 Total Security... 23.40 Star Trek... 23.40 Confessions érotiques... 23.40 Tékivator... 0.40 Le J.A.B. Le Dernier Round...

NOTRE CHOIX

18.30 Muzik Bel Canto... Deuxième volet de « Bel Canto », série documentaire européenne...

21.15 Planète Mai 68, la belle ouvrage... Dernier soubresaut de la commémoration télévisuelle du trentième anniversaire de Mai 68...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1 19.00 Le Bigdill... 19.50 Ushuala découverte... 20.00 Journal, Coupe du monde, Météo... 20.05 La Guerre des Rose... 20.05 Perry Mason... 20.40 Le J.A.B. Le Dernier Round... FRANCE 2 17.45 Friends... 18.10 Les Dessins de Veronica... 18.35 Un livre, des livres... 18.45 Qui est qui ?... 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000... 19.25 C'est l'heure... 19.50 Au nom du sport... 19.55 Météo, Journal, Coupe du monde, Météo... 20.50 Coupe du monde 98... 21.00 Écosse - Maroc... 23.40 Un livre, des livres... 23.45 Journal, Météo... 0.00 La Samba... FRANCE 3 18.55 Le 19-20 de l'Information... 20.00 et 22.50 Météo... 20.05 Beau Hill... 20.25 Tout le sport... 20.28 Le Journal de la Coupe... 20.50 Questions pour un champion... 23.00 Soir 3... 23.20 Au-delà de l'écran... 23.50 Le Club du Mondial... 0.35 La Case de l'Oncle Doc... 1.40 Musique graffiti... CANAL 16.00 Coupe du monde 98... 18.00 Coupe du monde 98... 18.30 Nulle part ailleurs... 20.15 Le Journal de François Pécheur... 20.45 Golden Foot... 20.45 Football... 21.00 Coupe du monde... 21.00 Écosse - Maroc... 23.30 La Divine Pommelte...

RADIO

1.08 Pin-up... 1.10 Les Archives de C.B... 2.05 La Vie de Jésus... ARTE 19.00 Le Tour du Pacifique... 19.30 7/2... 20.00 Archimède... 20.30 8 1/2 Journal... 20.45 La Vie en face... 21.50 Soirée thématique... 21.55 New York - Marseille... 22.40 Woubi chéri... 23.40 Stonewall... M 6 18.55 Los Angeles Heat... 19.54 Le Six minutes... 20.10 Une nounou d'enfer... 20.35 La météo des plages... 20.40 Décrachages info... 20.50 Le Capitain... 22.40 L'Affaire Kate Willis... FRANCE-CULTURE 20.30 Agora... 21.00 Poésie studio... 22.10 Mauvais genres... 23.00 Nuits magnétiques... FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert... 22.30 Musique pluriel... RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées... 22.40 Les Soirées...

MERCREDI 24 JUIN

FILMS DU JOUR

13.10 Les Nuits blanches de Saint-Petersbourg... 13.40 Daktars Claiborne... 15.40 Homicide... 15.50 Kagamusha... 16.20 Charlie et ses deux nénettes...

17.05 Conte de printemps... 17.40 L'âne chante... 18.45 A caïssé... 18.50 Friend... 22.20 La Collectionniste... 22.30 Sabotage...

22.35 Le Renard du désert... 22.40 Le Moment de la vérité... 23.50 Lucky Jo... 0.00 L'Enjeu... 0.45 Faisons un rêve... 1.05 Mahorahé... 3.00 Léolo...

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBAT

17.10 16.10 et 0.10 Pierre-Luc Segouillon... 17.10 L'âne chante... 18.45 A caïssé... 18.50 Friend... 22.20 La Collectionniste... 22.30 Sabotage...

MAGAZINES

15.00 Envoyé spécial... 16.05 Saga-chés... 17.00 Le Cal Savoir... 17.25 Le Club... 18.00 Stars en stock... 19.00 De l'actualité à l'Histoire... 19.10 Nulle part ailleurs... 20.00 20 h Paris Première... 20.45 Les Mercredis de l'Histoire... 21.00 Envoyé spécial... 21.00 Paris modes... 22.35 La Vie à l'endroit... 23.00 Le Magazine de l'Histoire... 23.10 Le Club du Mondial... 0.15 Le Canal du savoir...

MUSIQUE

15.00 Tennis International de Grande-Bretagne... 16.00 France - Danemark... 16.00 Afrique du Sud - Arabie Saoudite... 21.00 Espagne - Bulgarie... 21.00 Nigeria - Paraguay... 19.00 Zuzanna Ruzickova... 21.55 Black Sessions... 22.40 Musica... 23.05 Récital Mikhaïl Rudy... 23.40 Jazz à Antibes... 23.30 Fête de la Saint-Jean... 20.30 Jeanne... 20.55 Justice vénale... 22.05 La Femme de l'amant... 22.35 Meurtre à l'église... 23.45 Léon Morin... 23.50 L'Amour assasin... 18.00 Ally McBeal... 19.00 Bonanza... 19.20 Deux flics à Miami... 19.30 Dharma & Greg... 20.45 Les Cinq Dernières Minutes... 22.15 Presque parfaite... 22.20 Trêve au Contrat 7... 22.40 Spini City... 0.00 NTPD Blue...

VARIÉTÉS

19.00 Zuzanna Ruzickova... 21.55 Black Sessions... 22.40 Musica... 23.05 Récital Mikhaïl Rudy... 23.40 Jazz à Antibes... 23.30 Fête de la Saint-Jean... 20.30 Jeanne... 20.55 Justice vénale... 22.05 La Femme de l'amant... 22.35 Meurtre à l'église... 23.45 Léon Morin... 23.50 L'Amour assasin... 18.00 Ally McBeal... 19.00 Bonanza... 19.20 Deux flics à Miami... 19.30 Dharma & Greg... 20.45 Les Cinq Dernières Minutes... 22.15 Presque parfaite... 22.20 Trêve au Contrat 7... 22.40 Spini City... 0.00 NTPD Blue...

NOTRE CHOIX

21.55 Paris Première Nick Cave Une voix du rock... Regroupés par Bernard Lenoir, la référence inrockable depuis des années sur l'antenne de France-Inter...

Le concert du 19 mai enregistré au Réservoir... Le concert du 19 mai enregistré au Réservoir - une salle très tendue du quartier de la Bastille - permet d'entendre Nick Cave avec The Bad Seeds, le groupe né des décombres fumants de Birthday Party... Surt le court portrait consacré à Nick Cave. Centré sur un entretien en plan fixe, avec de nombreuses archives - qu'il aurait fallu situer plus systématiquement - , il confontera les fans dans leur appréciation du « personnage » Cave. Mais à deux reprises, il dira : « Ce que je veux, c'est être capable d'être heureux, c'est tout ce que je demande ».

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1 13.50 Les Feux de l'Amour... 14.55 Les Vacances de l'Amour... 15.40 Cinq sur 5... 17.10 Vidéo gay... 17.25 Beverly Hills... 18.25 Exchangel... 19.00 Le Bigdill... 19.50 Ushuala découverte... 20.00 Journal, Coupe du monde, Météo... 20.45 Mondial 98... 22.55 Mondial 98... 0.45 Météo... FRANCE 2 13.55 Le Renard... 14.55 Sport... 15.15 Un livre, des livres... 15.20 Coupe du monde... 16.00 Mondial 98... 16.05 France - Danemark... 17.55 Football... 18.45 Qui est qui ?... 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000... 19.25 C'est l'heure... 19.50 et 20.50 Tirage du Loto... 19.55 Au nom du sport... 19.55 Météo... 20.00 Journal, Coupe du monde, Météo... 20.55 L'insti... 21.00 Vitesse, la piste dormeuse... 22.35 La Vie à l'endroit... 0.10 Journal, Météo... FRANCE 3 13.40 Parole d'Expert... 14.20 Va savoir... 14.58 Questions au gouvernement... 15.05 Portrait de Youfi Djorkaeff... 16.40 Les Minikreuz... 17.45 C'est pas sorcier... 18.20 Questions pour un champion... 18.30 Un livre, un jour... 18.55 Le 19-20 de l'Information... 19.25 C'est l'heure... 20.05 Beau Hill... 20.25 Tout le sport... 20.28 Le Journal de la Coupe... 20.45 Consonance... 20.55 Justice vénale... 22.40 Soir 3... 23.10 Le Club du Mondial... 23.55 Vivre avec... 0.10 La Case de l'Oncle Doc... 1.10 Musique graffiti... CANAL 13.35 Micro-climat... 14.05 Portrait de Youfi Djorkaeff... 16.00 Mondial 98... 18.00 Coupe du monde... 18.30 Nulle part ailleurs... 20.15 Le Journal de François Pécheur... 20.45 Golden Foot... 21.00 Mondial 98... 23.30 Feeling Minnesota... 1.05 La Pailleuse...

RADIO

13.55 Les Lumières du music-hall... 14.25 La Cinquième rencontre... 15.55 Les Secrets de l'Inde... 16.25 Modes de vie, modes d'emploi... 16.55 AB... 17.20 Les Zèbres... 17.55 100 % question... 18.00 Va savoir... 18.30 Le Monde des animaux... 19.00 Le Tour du Pacifique... 19.30 7/2... 20.00 Les Animaux dans la ville... 20.30 8 1/2 Journal... 20.45 Les Mercredis de l'Histoire... 21.00 Envoyé spécial... 21.35 Les Cent Photos du siècle... 21.40 Miska... 23.35 Profil... 0.35 La Lucarne... M 6 13.35 Cœur Caralbes... 16.50 Chapeau melon et bottes de cuir... 18.05 Models Inc... 18.50 Open Miles... 18.55 Los Angeles Heat... 19.54 Le Six Minutes... 20.10 Une nounou d'enfer... 20.50 Kennedy... 22.35 Meurtre à l'église... RADIO FRANCE-CULTURE 20.00 Les Chemins de la musique... 20.30 Agora... 21.00 Philambule... 22.10 Fiction... 23.00 Nuits magnétiques... 0.05 Du jour au lendemain... 0.48 Les Cinglés du music-hall... FRANCE-MUSIQUE 18.56 Scène ouverte... 19.35 Prémix... 20.00 Concert... 22.30 Musique pluriel... 23.07 Les Greniers de la mémoire... RADIO-CLASSIQUE 19.30 Classique affaires-soif... 20.40 Les Soirées... 22.30 Les Soirées... 22.30 Les Soirées...

SIGNIFICATION DES SYMBOLES: S: Signal dans le Monde... LES CODES DU CSA: O Accord parental souhaitable... A Accord parental indispensable...

Sylvain Sicier

* Rediffusion : samedi, 22.10

SMIC : Lionel Jospin propose une augmentation de 2 %

Le salaire minimum serait porté à 6 929 francs brut

LES PARTENAIRES SOCIAUX, réunis mardi 23 juin dans le cadre de la commission nationale de la convention collective, ont eu la primeur de l'annonce de la revalorisation du SMIC, décidée par Lionel Jospin. Après arbitrage entre le premier ministre et Martine Aubry, l'augmentation sera de 2 %, soit un « coup de pouce » de 0,35 point par rapport à l'obligation légale. Actuellement de 6 796 francs brut, le SMIC qui concerne 2,2 millions de salariés, augmentera donc de 133 francs (soit plus 104 francs net, sur 5 345 francs).

Sur ce dossier, le gouvernement doit naviguer au plus près entre les demandes de hausse des syndicats de salariés, FO et la CGT en tête, et les réticences appuyées du CNPF. La CFCTC a proposé « d'aligner progressivement le SMIC sur le demi-plafond de la Sécurité sociale, soit 7 045 francs ». Au nom de la CFE-CGC, Jean-Louis Walter, secrétaire national, a estimé qu'une politique qui augmenterait le SMIC plus que le reste des salaires « ouvre largement le champ aux attaques perverses de ceux qui plaident pour la suppression du SMIC ».

Pour marquer le coup, Marc Blondel, secrétaire général de FO, a adressé le 18 juin une lettre à Lionel Jospin, lui demandant « un "coup de pouce" sensible », afin que « les salariés concernés bénéficient de l'amélioration de la conjoncture économique ».

Quant à la CGT, elle avait relancé, le même jour, son exigence « d'un SMIC à 8 500 francs brut ». Très ferme, Louis Vianet a rappelé que, sur la situation du SMIC, « un conflit direct avec le gouvernement » n'est pas à exclure et « qu'aucune hésitation ne doit avoir lieu ». Robert Hue, au nom du Parti communiste, a demandé « une hausse du SMIC de 4 % ». Du côté patronal, le vice-président du CNPF, Georges Jollès, estime, au contraire, qu'un geste symbolique du gouvernement est « absurde » et « incohérent avec la mise en œuvre des 35 heures ».

La ministre de l'emploi et de la solidarité a aussi adressé aux partenaires sociaux le bilan des négociations sur les bas et moyens salaires, réalisé par son ministère au 1^{er} juin 1998 (lire page 7). 67 des 125 branches étudiées (54 %) présentent un barème de salaires minima dont au moins un coefficient est inférieur au SMIC. La proportion de branches conformes atteint aujourd'hui 45 %, contre 41 %, au 1^{er} février 1990. Selon l'étude, les salaires minima moyens et médians des employés non qualifiés sont supérieurs au SMIC, mais ceux des ouvriers restent au-dessous du SMIC.

Alain Beauvieux-Méry

L'OCDE propose un diagnostic sur le salaire minimum

L'ORGANISATION de coopération et de développement économiques (OCDE) remet en cause un dogme important de la pensée libérale en soulignant que l'effet du salaire minimum sur le niveau de l'emploi « peut être à la fois positif et négatif ». Le rapport annuel de l'OCDE sur l'emploi (Perspectives de l'emploi, juin 1998), publié lundi 22 juin à Paris, consacre à ce dossier très actuel, dans la mesure où il s'agit d'un des points de référence de la gauche européenne et au moment où le Royaume-Uni s'appête à introduire un salaire minimum légal, de longs développements.

« Un salaire minimum élevé va de pair avec de moindres inégalités de salaires entre hommes et femmes, et entre travailleurs jeunes et travailleurs adultes », constatent les experts de l'OCDE. 17 pays, sur les 29 que compte l'OCDE, ont institué un salaire minimum, dont le niveau varie énormément d'un cas à l'autre. La fourchette va de 20/30 % du salaire médian d'un travailleur à plein temps (Japon, Espagne, République tchèque) à environ 60 % (Belgique, France).

« STIMULER LA PRODUCTIVITÉ » On aurait pu s'attendre que l'OCDE se range à la théorie classique selon laquelle un salaire minimum, dès lors qu'il ne respecte pas le niveau d'équilibre du marché, se traduit par des pertes d'emploi « de sorte que les travailleurs qu'on cherche à aider seront peut-être ceux-là mêmes qui en pâtiront ».

Mais, en se référant à des études économiques récemment publiées aux Etats-Unis, l'OCDE expose une théorie selon laquelle les employeurs, en accordant des salaires supérieurs au niveau d'équilibre du marché, peuvent « stimuler la pro-

ductivité des travailleurs, les inciter à se montrer plus dynamiques et, réduire la rotation des emplois ». Dans ce contexte, « un salaire minimum élevé peut se traduire par un accroissement de l'emploi », bien qu'on puisse difficilement parler d'un effet positif sur le long terme. D'autres modèles montrent qu'« un salaire minimum incite les travailleurs faiblement productifs à faire un effort de formation pour améliorer leur productivité. Il en résulte une amélioration du capital humain, un effet positif sur la croissance et donc sur l'emploi ».

En fait, l'OCDE explique qu'il n'existe pas de causalité automatique entre niveau du salaire minimum et emploi. Les experts du Château de la Muette s'autorisent quelques conclusions provisoires : « La plupart des données tendent à montrer que ce sont les jeunes travailleurs qui risquent le plus de souffrir des pertes d'emploi liées à un salaire minimum fixé à un niveau élevé. » « S'agissant des adultes des classes d'âge de forte activité, les spécifications les plus plausibles amènent à penser qu'un salaire minimum n'a pas d'incidence sur les perspectives d'emploi ».

Quant à l'effet du salaire minimum sur le niveau de vie, il est lui aussi extrêmement complexe : « Le salaire minimum ne peut pas profiter aux ménages dans lesquels personne ne travaille », souligne l'OCDE, qui ajoute que « la plupart des travailleurs à bas salaire occupant un emploi à plein temps n'appartiennent pas à la catégorie des ménages pauvres, de sorte qu'un relèvement du salaire minimum n'a globalement que peu d'incidences sur la pauvreté ».

Lucas Delattre

DÉPÊCHES

■ **TERRORISME.** La police espagnole a arrêté un pirate de l'air, mardi 23 juin, en fin de matinée, et a libéré tous les passagers du Boeing 727 de la compagnie Iberia qui avait été détourné sur l'aéroport de Valence. Le Boeing 727 avait quitté Séville à 7 h 40 (05 h 40 GMT) avec 124 passagers et 7 membres d'équipage à son bord, pour gagner Barcelone. Le pirate de l'air, qui avait alors pris le contrôle de l'appareil et menacé de faire exploser une bombe, esigeait de pouvoir se rendre à Tel-Aviv.

■ **STADE DE FRANCE :** le consortium responsable va lancer une émission obligataire garantie de 800 millions de francs, afin de financer une partie de la construction du Stade selon des informations publiées, mardi 23 juin, par le Financial Times. « L'accord de gouvernement français devrait arriver dans les prochains jours » a confirmé Gaëtan Desruelles, directeur général du consortium.

Tirage du Monde daté mardi 23 juin 1998 : 533 016 exemplaires

Mondial : l'agresseur du gendarme à Lens était dans un état d'ivresse prononcé

Le chancelier Helmut Kohl parle d'une « véritable honte » pour son pays

APRÈS le lynchage d'un gendarme grièvement blessé, dimanche 21 juin à Lens, en marge de la rencontre Allemagne-Yougoslavie, le principal suspect était toujours en garde à vue, mardi matin 23 juin. Cet Allemand âgé de vingt-sept ans, Markus Warnecke, interpellé par les gendarmes peu après les faits, devait être déféré dans la journée au parquet de Béthune (Pas-de-Calais) et pourrait être mis en examen pour tentative d'homicide. Sa personnalité intéressa au plus haut point les enquêteurs qui tentent de comprendre les motivations et le contexte de l'agression.

Au moment des faits, Markus Warnecke était en état d'ivresse avancé, avec un taux proche de 2 grammes d'alcool par litre de sang. Identifié par plusieurs témoins, il faisait partie d'un groupe d'une vingtaine de personnes, dont trois ou quatre ont directement participé au passage à tabac du gendarme. Originaire de Hanovre, dans le nord de l'Allemagne, ce célibataire doté d'un physique impressionnant - « une grosse tête, haute d'un mètre quatre-vingt-dix et pesant plus de cent kilos, tatouée sur tout le corps », selon une source proche de l'enquête - exerce son activité professionnelle dans une boutique de tatouages et serait adhérent d'un club local de motards ayant déjà attiré l'attention des policiers allemands.

PAS DANS LA LISTE

Rien n'indique que le jeune homme appartienne à une mouvance d'extrême droite, précise-t-on du côté des enquêteurs français. Son nom ne figure pas dans la liste des trois cents à quatre cents hooligans allemands, classés dans la catégorie C des supporters dangereux, qui avait été transmise par les policiers d'outre-Rhin à leurs homologues français avant le match de Lens. Le jeune homme n'était pas davantage connu pour des faits de délinquance. Les enquêteurs continuent de rechercher les autres participants à l'agression du maréchal des logis Daniel Ni-

vel qui, lundi soir, se trouvait toujours entre la vie et la mort, dans un « coma grave », au centre hospitalier de Lille.

Le chancelier allemand Helmut Kohl a dénoncé une « véritable honte pour l'Allemagne », tandis que le président Jacques Chirac condamnait les « violences inacceptables et dramatiques » et que le premier ministre Lionel Jospin fustigeait la « violence et la lâcheté indignes ». Evoquant une « violence barbare », le président de la Fédération internationale de football (FIFA), Joseph Blatter, a lancé un appel à tous les Etats européens et à l'Union européenne pour aider son organisme dans la lutte contre le hooliganisme. Le ministre chargé des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, a réclamé une « meilleure coopération entre les polices des pays concernés », citant l'Allemagne et l'Angleterre.

Sur ce plan, la police française se dit satisfaite de la coopération avec la police allemande qui lui transmet, à l'approche de chaque rencontre, des informations sur

les hooligans, munis ou non de billets pour assister aux matches. La ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, a déclaré que le gouvernement serait « intransigent et de la plus grande fermeté » vis-à-vis des actes de violence commis en marge du Mondial.

Dans l'après-midi du lundi 22 juin, un Allemand âgé de vingt et un ans, Danilo Hatif, a été condamné à trois mois de prison ferme par le tribunal correctionnel de Béthune, pour des actes de rébellion et de dégradations volontaires perpétrés samedi à Lens, alors qu'il s'appêtait à pénétrer dans un magasin proche de la gare. Placés en garde à vue, trois autres ressortissants allemands devaient être jugés en comparution immédiate, toujours à Béthune, dans la journée du mardi 23 juin, pour des violences sur agent de la force publique.

Erich Inciyan

Lire aussi notre supplément « Le Mondial », page 1

AUTRE NOURRITURE.

AUTRES COUTUMES. AUTRE LANGUE.
AU MOINS VOTRE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE
RESTE LE MÊME.

PREMIERS TELEPHONE ET RADIO-MESSAGER PORTABLES
PAR SATELLITE DU MONDE. DORENAVANT,
VOTRE RESEAU COUVRE TOUTE LA PLANETE.
TEL. 09 69 79 98 49 00 (100 F/mn) **09 69 79 98 49 00** WWW.IRIDIUM.FR
calling planet earth

TEMPS FORTS

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

Plusieurs

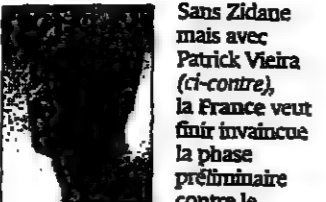
Plusieurs

Plusieurs

Idarme à Lens
le prononcé

LES TEMPS FORTS

- 1 SAINT-DENIS
Italie-Autriche, mardi 23 juin, à 16 heures au Stade de France (groupe B).
- 2 NANTES
Chili-Cameroun, le 23 juin, à 16 heures, au stade de la Beaujoire (groupe B).
- 3 SAINT-ETIENNE
Ecosse-Maroc, le 23 juin, à 21 heures au stade Geoffroy-Guichard (groupe A).
- 4 MARSEILLE
Brésil-Norvège, le 23 juin, à 21 heures au Stade-Vélodrome (groupe A).
- 5 LYON
Sans Zidane mais avec Patrick Vieira (ci-contre), la France veut finir invaincue la phase préliminaire contre le Danemark, le 24 juin à 16 heures au stade Gerland (groupe C).
- 6 BORDEAUX
L'Afrique du Sud rencontre l'Arabie saoudite, le 24 juin, à 16 heures au Parc Lescure (groupe C).
- 7 LENS
L'Espagne est opposée à la Bulgarie, le 24 juin, à 21 heures au stade Félix-Bollaert (groupe D).
- 8 TOULOUSE
Nigeria-Paraguay, le 24 juin, à 21 heures au Stadium municipal (groupe D).
- 9 TÉLÉVISION
Mardi 23 juin, Italie-Autriche : 16 heures sur TF 1. Italie-Autriche et Chili-Cameroun (16 heures) sont en duplex sur Canal Plus (16 heures). Brésil-Norvège (21 heures) : Eurosport (20 h 45) et France 2 (21 heures). Les deux matches sont en duplex sur Canal Plus (21 heures).
Mercredi 24 juin, France-Danemark (16 heures) : France 2 à 16 heures. A la même heure, Canal Plus diffuse en duplex France-Danemark et Afrique du Sud-Arabie saoudite. Espagne-Bulgarie (21 heures) : TF 1 à 21 heures. Nigeria-Paraguay (21 heures) : Eurosport à partir de 20 h 45. Canal Plus diffuse les deux matches en duplex à 21 heures.



Sans Zidane mais avec Patrick Vieira (ci-contre), la France veut finir invaincue la phase préliminaire contre le Danemark, le 24 juin à 16 heures au stade Gerland (groupe C).



LA CHRONIQUE DE PIERRE GEORGES

Les délires de Dupont-le-football

ET, au 32^e match, il posa sa télécommande. Epuisé, ahuri, l'esprit vaguement ailleurs. « Suis-je fou ? », se demandait-il. Pour la première fois, le doute saisissait Dupont-le-football. Il avait tout sacrifié à cela. Il ne parlait que de cela. Il ne vivait que pour cela. Il ne lisait que cela. Il ne mangeait et ne dormait qu'entre cela. Il se couchait avec le Maradona du désert et se levait avec le Maradona des Carpates.

Il avait tout organisé, tout réglé et tout oublié du reste. Football, football ! Ni femme ni enfants. Ni bac ni week-end. Ni sorties ni lectures. Rien. Un légume blanchi à la lumière du téléviseur et menant une vie délicieusement végétative. Il n'écoutait plus les commentaires, les commentateurs le fatiguaient. Il regardait les images, l'œil rond et vague, et commençait à délirer : « Carton ! carton ! » Il voyait des cartons partout et des violences ailleurs.

Il ne savait pas plus ce qu'il mangeait que ce qu'il regardait. Cela n'avait aucune importance. Quand sa compagne, une sainte, disait : « A table ! », il répondait : « Qu'est-ce qu'on joue ? » C'est dire si Dupont-le-football était « grave », selon le lapidaire constat de ses enfants.

AH ! TRIFON

Il était « grave », en effet, en plein enfermement dans sa cellule ronde peuplée d'étranges fantômes. Il regardait son mur d'écrans. Et du mur sortaient des créatures abominables. Car il avait un petit faible pour les monstres, ses monstres sacrés à lui. Son Trifon, par exemple, une sorte d'épouvantail bulgare, le mettait dans des foies infinis et des ricanements sans fin. Ah ! Trifon Ivanov, avec sa gueule de coin du bois, sa barbe à sabre et ses grandes pattes arquées !

Trifon ! Trifon ! Dans sa pauvre tête de malade, il en avait fait son héros maudit, un sombre génie, son Bossu de Sofia. Il le trouvait hugolien, Trifon, quasimodisque. Il l'imaginait amoureux platonique de la victoire, lui souriant sans cesse, la faisant fuir toujours, et grimant, désespéré, aux tours de Saint-Denis.

A l'entendre délirer de la sorte, on l'eût enfermé aussitôt. Mais Dupont-le-football était un fou de la plus grande sagesse. Il délirait à voix basse dans son musée égoïste, sa galerie de tableaux. Son univers à lui n'était pas peuplé d'équipes, encore moins de drapeaux, mais de héros, de personnages qu'il voulait romanesques. Il n'y avait pas de matches, seulement des épisodes, des chapitres, des hommes. Et quelques-uns, ses préférés, l'avaient marqué. Les Ecossais, bien sûr. Big Jim, le gardien des enfers. Ou alors Chilavert, ce monstre de goal paraguayen, au crâne rasé et à l'allure inquiétante d'un coupe-jarret de cape et d'épée. Ou encore ce grand petit Henry, foudre camouflée sous pavillon de nonchalance.

Et voilà qu'à la 32^e minute du 32^e match Dupont-le-football connut sa première défaillance et faillit sortir du terrain. A quoi bon tout cela ? Des profondeurs de la télévision montait un chant insulaire : *Rule, Britannia*. Sur la pelouse, Hagl et ses copains, notamment un dénommé Ilie, à retentir d'urgence, en faisaient bayer des ronds de melon aux troupes anglaises. Alors le pauvre hère s'accrocha, retourna à sa démenche. Et c'est en ricanant comme un Trifon qu'il s'en fut dîner en répétant : « Toujours une que les hooligans n'auront pas ! »

COLOMBIE
Le milieu de terrain et capitaine de l'équipe de Colombie, Carlos Valderrama, au sens de la passe inégalable, a été la vedette du match contre la Tunisie, lundi 22 juin, à Montpellier.

Pressons, il reste dix places !

IL AURA FALLU attendre trente-deux matches pour assister à une relative - surprise dans un Mondial d'une froide logique : la victoire par 2 buts à 1 de la Roumanie contre l'Angleterre, à Toulouse, le 22 juin. Avant, pendant et après cette rencontre classée « à risques », aucun incident grave n'a été signalé dans les tribunes ou dans les rues, dénommément heureux d'une semaine de psychose qui aura empoisonné la Ville rose, pourtant prompts à faire la fête. Avec cette victoire de la technique sur le physique, celle du plus malin aussi, la Roumanie est devenue le sixième pays qualifié pour les huitièmes de finale après le Brésil, la France, le Nigeria, la Croatie et l'Argentine.

Toutes les équipes ont désormais joué deux fois, et dix places sont encore à prendre pour les huitièmes de finale. Le rythme des matches ne s'accroît dans le troisième tour du premier tour avec seize rencontres - quatre par jour - jusqu'au 26 juin. Quelques belles journées s'annoncent sur le pré pour déloger dans chacun des huit groupes au premier et un deuxième tour, sans toujours savoir quelle place sera la plus enviable.

Notamment le mardi 23 juin, dans le groupe B, le choc annoncé un Italie-Autriche au stade Geoffroy-Guichard, à Saint-Etienne, aussi un sympathique match entre le Chili et le Cameroun. Le « champion du monde de la solidarité et de la solidarité », quant à lui, châtien Ivan Zamorano, l'équipe la plus jeune du tournoi, d'une moyenne d'âge inférieure à vingt-quatre ans. La France, elle, s'annonce une partie de ses remplaçants pour disputer au Danemark à Lyon, le 24 juin également,

la première place de son groupe. Les Allemands joueront le 25 juin contre des Iraniens aussi heureux de leur victoire que du communiqué de félicitations qu'ils ont reçu du département d'Etat américain. Mais l'Allemagne a honte. De Helmut Kohl aux joueurs, en passant par un président de fédération en larmes, plusieurs ministres et la presse, c'est tout un pays qui a crié son dégoût et affiché sa compassion après les violences perpétrées par quelque sept cents hooligans d'outre-Rhin, à Lens, dimanche 21 juin, en marge de la rencontre Allemagne-Yougoslavie. Cette honte a été exprimée officiellement par le chancelier allemand. Et la compassion va au gendarme Daniel Nivel, quarante-trois ans, hospitalisé à Lille, entre la vie et la mort et souffrant, selon les communiqués médicaux, de « multiples lésions cérébrales dont certaines sont irréversibles ».

« EFFROI ET DÉSARROI »
L'équipe allemande vit ce drame « entre effroi et désarroi », dit son gardien de but, Andreas Köpke. L'entraîneur Berti Vogts ajoute : « J'aurais préféré que nous perdions le match et que le policier soit en bonne santé. » Quant au président de la fédération allemande, Egidius Braun, il a fait savoir que cette affaire est « l'heure la plus noire de [sa] vie », précisant que « cette Coupe du monde ne peut plus [lui] procurer le moindre plaisir. » Tout en rappelant qu'il n'a jamais été question que son équipe se retire de la compétition, la fédération allemande a reproché à Bonn de ne pas avoir agi de manière préventive, malgré les « indices concrets »

sur le déplacement de hooligans à Lens.

L'auteur présumé de l'agression s'appelle Markus Warnke. Ce jeune de Hanovre (Basse-Saxe) - vingt-sept ans, 1,90 mètre, 120 kilos - connu de la police allemande, a été arrêté avec un taux d'alcoolémie de 2 grammes par litre de sang. En garde à vue depuis dimanche, il devait être mis en examen, mardi 23 juin, sous une qualification « criminelle ». Trois de ses complices, qui auraient participé à l'agression contre le gendarme, sont recherchés.

Jacques Chirac a déclaré partager « les sentiments unanimes des Français, qui déplorent et qui condamnent les violences inacceptables et dramatiques ». Lionel Jospin a qualifié les hooligans allemands de « bravaches » à la violence et à la lâcheté « indigne ».

Que faire contre ce « vandalisme moderne », se demandent les responsables politiques. Six cents hooligans allemands, très bien organisés, séjourneraient en France pendant la Coupe du monde, a indiqué la police de Hambourg. « Il faut isoler ces types et les tenir éloignés des matches », a demandé le ministre allemand des finances, Theo Waigel. Facile à dire, répondent en substance les spécialistes, pour qui, autant que le nombre de policiers, c'est leur mobilité et leur rapidité d'intervention qui comptent. Ainsi, Jean-Pierre Chevènement a réaffirmé que « le dispositif policier est largement suffisant ». Décidé « à réagir avec énergie et avec beaucoup de fermeté », le ministre a rappelé avoir ordonné « une évacuation [en urgence absolue], dont sept casseurs allemands à

Lens et quatre Britanniques à Toulouse ».

La FIFA, qui, jusqu'ici, préférait rester dans son cocon sportif, a provoqué une réunion d'urgence, lundi 22 juin, pour réfléchir aux « violences barbares » de Lens. Pas question de remettre en cause la compétition, a dit Sepp Blatter, nouveau président de la FIFA. Les sites des matches ne seront pas modifiés. Mais des mesures de sécurité renforcées seraient prises à l'intérieur des stades pour les matches « à risques ». La FIFA va également dialoguer avec les pays européens afin de mieux contrôler le déplacement des hooligans au-delà des frontières.

PAS D'INCIDENTS À TOULOUSE
Après le drame de Lens, les pouvoirs publics se sont félicités de l'absence d'incidents à Toulouse, autour du match Angleterre-Roumanie. Les précautions prises y ont sans doute contribué : 1 800 policiers et gendarmes assistés de sportifs britanniques ont assuré le maintien de l'ordre, tandis que les bars ont été fermés à 23 heures. Ce qui donne des idées à d'autres : la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique est interdite à Marseille jusqu'à mardi 23 juin à minuit, à l'occasion du match Brésil-Norvège. La vente d'alcools dans les aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle a été interdite, la nuit, durant la Coupe du monde. De nombreux commerçants lennois ont décidé de ne pas ouvrir leurs boutiques ou debois de boissons le vendredi 26 juin, jour du match Angleterre-Colombie.

Michel Guerrin

ESPAGNE, C'EST DANS LA POCHE.

Renseignements : 0 800 124 124

LE CHIFFRE DU JOUR 57

C'est le pourcentage des Français intéressés par la Coupe du monde, selon un sondage Louis Harris paru, mardi 23 juin, dans le quotidien France-Soir. Parmi les équipes ayant le plus de chances de remporter le Mondial, les Français citent le Brésil (42 %), devant la France (35 %), l'Allemagne (4 %) et le Nigeria (3 %).

LES ARBITRES

FRANCE-DANEMARK La rencontre entre la France et le Danemark (groupe C) sera arbitrée, mercredi 24 juin, à Lyon (16 heures) par Pierluigi Collina. L'italien sera assisté du Belge Marc Van den Broeck et du Maltais Emanuel Zammit.

AFRIQUE DU SUD-ARABIE SAOUDITE Mario Sanchez Yanten arbitrera le match Afrique du Sud - Arabie saoudite (groupe C), mercredi 24 juin, à Bordeaux (16 heures). Le Chilien sera assisté du Jamaïcain Owell Powell et de l'Irlandais Eddie Foley.

ESPAGNE-BULGARIE Le match Espagne-Bulgarie (groupe D) qui aura lieu mercredi 24 juin, à Lens, à 21 heures, sera arbitré par le Néerlandais Mario Van der Ende. Il sera assisté du Roumain Nicolae Grigorescu et du Chilien Jorge Alberto Diaz Galvez.

NIGERIA-PARAQUAY La rencontre Nigeria-Paraguay (groupe D) qui sera disputée, mercredi 24 juin, à 21 heures, à Toulouse, sera arbitrée par le Thaïlandais Pimou Un-Prasert, qui sera assisté de Mohamed Al Musawi, du sultanat d'Oman, et du Suédois Michael Nilsson.

Trajectoires croisées

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

« CE SONT des jeunes que j'aime beaucoup. » Quand il parle de Thierry Henry et de David Trezeguet, on sent chez Aimé Jacquet beaucoup d'affection, et une pincée d'incompréhension. Leur façon de vivre au sein du groupe l'a parfois déconcerté: les deux complices de l'AS Monaco sont capables de débarquer à ses causeries avec un baladeur sur les oreilles, d'oublier ses rendez-vous, d'ignorer les règles de base qu'il a fixées à la collectivité.

Thierry et David sont aux antipodes de ce que fut le jeune Aimé. Ils vivent la Coupe du monde comme un rêve éveillé, avec un naturel qui désarçonne. Lui a attendu d'avoir fait son service militaire pour « admettre que le fait de sortir d'un milieu simple ne [lui] interdisait pas certaines ambitions ».

Leur métonymie trajectoire croisée celle de toute une vie. Avec ses propres enfants - son fils, Nicolas, vingt-trois ans, est footballeur professionnel à Nancy; sa fille, Karine, vingt-six ans, institutrice à Miramas, près de Marseille - Aimé Jacquet n'a pas vécu le même choc générationnel qu'avec les deux compères. « Sûrement que, pour eux, je suis un problème, reconnaît-il. J'incarne une certaine rigueur de vie dans mon quotidien, alors qu'eux n'en ont absolument pas. » De quoi attiser d'interminables conflits entre père et fils. Mais Aimé Jacquet n'est pas le père, c'est le patron: « De la même école que Jean Tigana, affirme David Trezeguet. Ils ont la même façon de parler. » De n'engueuler, veut-il dire. Si, au bout du compte, le coach tricolore est enclin à l'indulgence pour les benjamins de l'équipe, c'est sans doute parce qu'il « dégage une grande chaleur », plus sûrement encore parce qu'il « derrière leur apparent dilettantisme, ils sont très professionnels dans leur préparation ».

Face aux Danois, les Bleus s'interdisent la roue libre

France-Danemark. Malgré leur confortable retraite au château de Pizay, dans le Rhône, les Français restent sous pression

LÉON a trois ans et aime faire la roue. Comme tous les pions. Lundi 22 juin, un peu avant 20 heures, il se pavane, en liberté, devant le perron du château de Pizay (Rhône) quand est arrivée l'équipe de France. L'animal a déployé son éventail de plumes devant ses visiteurs. Elles étaient bien sûr bleues. Les joueurs et l'encadrement sont descendus du car devant la grille fermée. A leur droite s'élevait un jardin à la française, planté d'ifs soigneusement taillés. Huit allées convergeaient au cordeau vers une statue rococo et découpaient la pelouse en triangles impeccables. Le parc a été dessiné en 1750 par un élève de Le Nôtre et figure dans La Route des jardins extraordinaires, bible de l'amateur. Au-delà s'étirait à perte de vue le vignoble du Beaujolais.

Leurs pas crissant sur le gravier finement ratisé, les invités ont traversé la cour intérieure autour de laquelle s'organisent les bâtiments. Les premières traces écrites de son existence remontent à 906. Une tour de guet avait été élevée là, sur le chemin d'une ancienne voie romaine reconstruite aujourd'hui en sentier de grande randonnée. L'édifice actuel date du XIVe siècle et fut remanié à la Renaissance.

HÔTEL QUATRE ÉTOILES Sur le perron, Françoise Colomb, la directrice de ce qui est devenu un hôtel quatre étoiles, a accueilli la délégation. Puis le personnel a conduit les joueurs à l'arrière, dans un pavillon de construction récente où étaient installées leurs chambres. Chaque habitation individuelle comportait un petit salon au rez-de-chaussée et une mezzanine où dormir. Par les baies vitrées, dans le soleil déclinant, les occupants ont vu onduler, à l'ouest, les monts jolis du Beaujolais et, à l'est, la plaine ventueuse de Bresse et le plateau tranquille des Dombes.

D'un château l'autre. L'équipe de France a donc abandonné pour trois jours, lundi 22 juin, le domaine de Montjoye, à Clairefontaine (Yvelines), pour celui de Pizay, sur la commune de Saint-Jean-d'Arvières (Rhône). Sa nouvelle demeure est située à 52 kilomètres de Lyon, où la sélection nationale doit affronter, mercredi 24 juin, celle du Danemark pour son dernier match dans le groupe C. Les femmes de ménage ont dû s'activer pour nettoyer les quarante-cinq chambres qu'occupaient jusqu'à midi encore la sé-



Youri Djorkaeff entouré d'Alain Boghossian et Thierry Henry, qui vient de marquer contre l'Arabie saoudite.

lection des Etats-Unis. Les agents du déminage, particulièrement vigilants lorsque les Américains vivaient ici, ont effectué une dernière inspection avant le changement de locaux. Puis les Bleus ont investi leur nouveau QG de campagne. L'acool avait été enlevé des mini-bars.

Les premiers arrivés sur place ont été une nouvelle fois Diamantino de Faria, le responsable des équipements, et André Bisson, le cuisinier, respectivement surnommés « Manu » et « Bibiche ». Les deux hommes ont quitté Paris juste après la destination finale. Henri Emile, l'intendant général, avait repéré depuis quelque temps le château de Pizay. L'adresse lui avait été glissée par Jean-Marcel Ferret, médecin des Bleus mais également de l'Olympique lyonnais: les « gones » ont l'habitude de se mettre au vert à cet endroit avant les matches importants. L'équipe de France l'avait donc testé en mars 1994 avant une rencontre amicale contre le Chili, au stade Gerland. Comme à chaque fois, Henri Emile avait recueilli de manière informelle les appréciations

de la destination finale. Henri Emile, l'intendant général, avait repéré depuis quelque temps le château de Pizay. L'adresse lui avait été glissée par Jean-Marcel Ferret, médecin des Bleus mais également de l'Olympique lyonnais: les « gones » ont l'habitude de se mettre au vert à cet endroit avant les matches importants. L'équipe de France l'avait donc testé en mars 1994 avant une rencontre amicale contre le Chili, au stade Gerland. Comme à chaque fois, Henri Emile avait recueilli de manière informelle les appréciations

Aimé Jacquet protège ses hommes de base

Les « remplaçants » de l'équipe de France ont bon espoir de faire leur première apparition en Coupe du monde, mercredi 24 juin, à Lyon, à l'occasion du match France-Danemark. « Les quatre joueurs de champ qui n'ont pas encore joué depuis le début du Mondial (ndlr, Vincent Candela, Christian Karembou, Frank Leboeuf et Patrick Vieira) évolueront à un moment ou à un autre de la rencontre », a annoncé Aimé Jacquet avant le départ des Bleus pour le château de Pizay (Rhône). Si le sélectionneur national n'a pas dérogé à la règle, se gardant de communiquer l'équipe titulaire avant le jour du match, certains joueurs semblent convaincus de leur présence sur la pelouse de Gerland. Ainsi le Kanak Christian Karembou affiche son optimisme: « Ceux qui n'ont pas encore joué vont pouvoir enfin, débiter le Mondial. » Laurent Blanc, Bixente Lizarazu, Emmanuel Petit et le capitaine Didier Deschamps, tous quatre avertis lors des précédentes rencontres, devraient rejoindre le banc de touche. A la pointe de l'attaque, l'incertitude demeure entre David Trezeguet et Stéphane Guivarch, remis de sa blessure au genou.

le déjeuner, au volant d'une camionnette de location remplie de matériel. Ceux-là ont l'habitude de tailler la route ensemble, se relayant au volant. Ils avaient déjà sillonné côte à côte la Suède en 1992 et la Grande-Bretagne en 1996, à l'occasion de championnats d'Europe des nations, traînant leur barda. André Bisson partageait cette fois en vacances. Le château de Pizay est une table bien notée dans les guides: elle n'aurait guère besoin d'être supervisée. « Je ne vais sans doute rien avoir à faire », se réjouissait « Bibiche ». Rémy Dufour, le chef du lieu, n'était pas mécontent non plus de l'arrivée d'une équipe aux goûts bien de chez nous, après avoir servi pendant quinze jours des cheeseburgers, des cookies et des brownies à ses anciens clients.

Un peu avant 16 heures, les joueurs ont à leur tour quitté Clairefontaine. Un car les a conduits jusqu'à la gare de Lyon où les attendait le TGV 977 de 17 h 18. Pour Jean-Pierre Cantin, l'officier de sécurité, et les hommes du Raid, le moment a été délicat. Le train avait été préalablement inspecté par une équipe spécialisée. Les Bleus sont montés dans un wagon de première qui leur était entièrement réservé, à une extrémité de la rame. Moins de deux heures plus tard, le voyage s'est achevé à la gare de Mâcon, où un nouveau car a emmené la sé-

lection des Etats-Unis. Les agents du déminage, particulièrement vigilants lorsque les Américains vivaient ici, ont effectué une dernière inspection avant le changement de locaux. Puis les Bleus ont investi leur nouveau QG de campagne. L'acool avait été enlevé des mini-bars. Les premiers arrivés sur place ont été une nouvelle fois Diamantino de Faria, le responsable des équipements, et André Bisson, le cuisinier, respectivement surnommés « Manu » et « Bibiche ». Les deux hommes ont quitté Paris juste après la destination finale. Henri Emile, l'intendant général, avait repéré depuis quelque temps le château de Pizay. L'adresse lui avait été glissée par Jean-Marcel Ferret, médecin des Bleus mais également de l'Olympique lyonnais: les « gones » ont l'habitude de se mettre au vert à cet endroit avant les matches importants. L'équipe de France l'avait donc testé en mars 1994 avant une rencontre amicale contre le Chili, au stade Gerland. Comme à chaque fois, Henri Emile avait recueilli de manière informelle les appréciations

de la destination finale. Henri Emile, l'intendant général, avait repéré depuis quelque temps le château de Pizay. L'adresse lui avait été glissée par Jean-Marcel Ferret, médecin des Bleus mais également de l'Olympique lyonnais: les « gones » ont l'habitude de se mettre au vert à cet endroit avant les matches importants. L'équipe de France l'avait donc testé en mars 1994 avant une rencontre amicale contre le Chili, au stade Gerland. Comme à chaque fois, Henri Emile avait recueilli de manière informelle les appréciations

Youri Djorkaeff retrouve la « petite Arménie »

Décines (Rhône) s'apprête à célébrer le retour de l'enfant du pays

DANS la banlieue est de Lyon, Décines, c'est la « petite Arménie ». Quand, après la première guerre, les patrons des câbleries de Charvieu et de la soie artificielle de Décines avaient besoin d'une main-d'œuvre bon marché, c'est dans les camps de réfugiés arméniens qu'ils allaient s'approvisionner. Aujourd'hui, 15 % de la population de Décines (30 000 habitants environ) sont d'origine arménienne. Ils forment une communauté toujours citée dans les banlieues de Lyon comme un modèle d'intégration, fidèle à sa culture d'origine et à une France vénérée comme une deuxième patrie.

Djorkaeff, c'est Décines, et Décines, c'est Djorkaeff. « Dans la ville, nous sommes au moins une trentaine de cousins », dit Arthur Hagopian, porte-parole d'un clan où l'amour de l'Arménie et l'amour du football ne font qu'un. L'amour de l'Arménie a été transmis à Youri Djorkaeff, trente ans, par sa mère, Marie Ohanlian, et celui du foot par son père, Jean, ancien arrière et capitaine de l'équipe de France - quarante-huit sélections -, qui, contrairement à la légende, n'est pas d'origine arménienne, mais kalmouk (ancienne minorité mongole déportée dans le Caucase par Staline), d'où lui vient son surnom de « Tchould ».

Même s'il est natif de Lyon, le cœur de Youri est resté à Décines, entre la maison familiale de la rue Bernard-Palissy et les hauts lieux de la « petite Arménie » que sont le monument aux victimes du génocide, la rue du 24-avril-1915, Radio-Arménie, le centre culturel, où les anciens de la communauté tuent le temps à jouer au Jaquet, et l'église arménienne, où Youri s'est marié. Chaque visite du « petit » est un événement. Il y fait le tour des cousins et copains, donne des maillots aux jeunes, pose pour les photos de famille. Après le tremblement de terre de décembre 1988, le clan Djorkaeff participe aux collectes et aux matches de soutien. Pour les enfants du Karabagh, il est présent au stade de Décines, où Arthur Hagopian fait venir, en 1995, d'anciennes gloires stéphanoises et lyonnaises, Joël Quiniou et Fernand Sastre, coprésident du Comité français d'organisation (CFO) aujourd'hui disparu.

A la veille de la Coupe du monde 1998, quand Jacques Chirac se rend à Clairefontaine pour encourager les Bleus, Youri Djorkaeff le félicite pour la reconnaissance par la France du génocide arménien. Il faut dire que la proposition de loi défendue par Martine David et Jean-Paul Bret, députés du Rhône, a été

préparée à Décines par Jules Mardrossian, président régional du Comité de défense de la cause arménienne (CDCA), et Ilda Tchobolian, directrice de la maison de la culture. « Youri fait partie de ces Arméniens de la troisième génération, explique Ilda Tchobolian, qui veulent retrouver leurs racines, communiquer avec leur culture d'origine, connaître leur passé, y compris le plus douloureux. »

ÉLEVÉ à LA DURE Au restaurant arménien, attablés autour d'un tch' keufte (viande crue), les plus anciens se souviennent de l'époque où leurs camarades de classe les traitaient d'« animaux » parce qu'ils buvaient du lait caillé, mangeaient de la viande crue et des feuilles de vigne. La réussite des Djorkaeff est leur revanche et leur fierté. Elle ne fut pas aisée. Jean surnommait Youri « la boule » parce qu'il le trouvait trop gros et trop petit. Si les trois fils, Denis, Youri et Micha, ainsi sur un terrain comme dans la vie, avaient le football « dans le sang », leur père les élevait « à la dure » au maniement du ballon. Par temps de gel, quand Jean avait décidé d'aller entraîner ses fils sur le stade de l'Union générale arménienne, aucun des trois n'osait élever la voix.

L'Union générale arménienne de Décines, fondée avant la guerre, est associée de près au destin des Djorkaeff. C'est dans ce club que Jean a commencé sa carrière, avant de la terminer comme entraîneur-joueur. Le club arménien (300 licenciés) n'évoque plus qu'en promotion d'honneur, mais il a disputé deux fois les 32^e de finale de Coupe de France, contre Nîmes et Cannes. C'est là aussi que Youri a fait ses premiers pas, avant de poursuivre à Villeurbanne, à Grenoble, au RC Strasbourg, à l'AS Monaco, au Paris-Saint-Germain et à l'Inter de Milan et de signer un bail avec l'équipe de France que Décines espère le plus long possible.

Le paradoxe veut que Youri Arménien ne se soit jamais rendu en Arménie. Mais, par le plus grand des hasards, il y a des chances qu'il visite à deux reprises le pays de ses aïeux en septembre: d'abord avec l'équipe de France, qui doit rencontrer l'équipe arménienne en poules éliminatoires de l'Euro 2000, puis avec Jacques Chirac, qui l'a invité à l'accompagner lors d'une visite présidentielle à Erevan et dans le Caucase.

Henri Tincq, à Lyon

LA PHRASE DU JOUR (1)

« Contrairement à MM. Blatter et Platini, j'ai trouvé l'arbitrage tout à fait correct lors des premiers matches. Mais, depuis quelques matches, il y a une exagération dans les cartons rouges et les avertissements (...). L'équipe de France pratique un jeu agréable. Mais le vrai test viendra en huitième de finale. Il ne faut pas s'emballer. Le Brésil reste le grand favori. Il y a aussi les équipes traditionnelles comme l'Italie, qui n'a pas encore joué sur sa vraie valeur, l'Allemagne, la Yougoslavie, qui m'a assez impressionné, l'Argentine, l'Angleterre, les Pays-Bas, et même le Nigeria, qui a surpris tout le monde. »

Prince Albert, membre du CJO, lundi 22 juin, lors de l'entraînement de la sélection des Pays-Bas à Monaco, repris par l'AFP.

Benoît Hopquin, à Saint-Jean-d'Arvières

« J'incarne une certaine rigueur de vie dans mon quotidien, alors qu'eux n'en ont absolument pas »

Advertisement for 'Volre pass sur 162' featuring a car and text about driving and insurance. Includes the name 'Peter Schmeichel, des' and 'Volre pass sur 162'.

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 1998

LE MONDE / MERCREDI 24 JUIN 1998 / III

Des lignes blanches à ne pas dépasser

● **LIMITES.** Le terrain de jeu, rectangulaire, est marqué par des lignes blanches. Mesurant 105 mètres dans la longueur (lignes de touche), 68 mètres dans la largeur (lignes de but), elles font partie intégrante des surfaces qu'elles délimitent. Le périmètre de jeu est divisé en deux moitiés par la ligne médiane, qui accueille, en son milieu, le point central, autour duquel est tracé un cercle de 9,15 mètres de rayon. Délimité, réglementé, cloisonné, le terrain de football n'autorise

aucune fantaisie en dehors de ces limites, sur lesquelles veillent trois arbitres.

● **UNE CHAUX TROP VIVE.** Jusqu'au milieu des années 60, le jardinier du stade blanchit la pelouse à la chaux pour tracer les lignes. Efficace mais dangereux car corrosif. A son contact, le joueur ressent un léger picotement, parfois même se brûle. Supportable quatre-vingt-dix minutes, franchement pénible sur la durée d'un championnat.

● **LES INCONVÉNIENTS DU PLÂTRE.** En 1970, on remplace la chaux par du plâtre. La gêne acridulée disparaît. Le joueur n'est plus en danger. C'est au tour du jeu d'être perturbé : sèche, la pâte durcit, surélevant de plusieurs millimètres la partie de terrain sur laquelle elle est déposée. Les artistes du ballon, surpris par un rebond capricieux, pestent.



● **PEINTURE PULVÉRISÉE.** A l'aube des années 80, la peinture vinylo sauve le football des aléas linéaires. « Il existe deux méthodes pour appliquer la peinture sur l'herbe, explique-t-on chez Filmaspot, une PME du Calvados qui fournit en équipements huit des dix stades du Mondial 1998. La première consiste à utiliser un pulvérisateur de type roulier. On trouve également des rouleaux traceurs qui fonctionnent comme une grosse éponge. En quelques heures, tout est sec. » Soit 700 mètres de lignes qui resteront en l'état entre trois et quatre semaines, le temps nécessaire au bon déroulement de la compétition. Coût de l'opération : près de 500 F. Le pulvérisateur, lui, revient à 2 500 F.

Cédric Ryan

Peter Schmeichel, des mains de pianiste dans des gants de gardien

France-Danemark. Le Danois, surnommé « Terminator » dans son club de Manchester United, est passionné de musique classique

LES MAINS sont énormes. Deux battoirs sur lesquels le colosse blond enfle une paire de gants matelassés. Avec son mètre quatre-vingt-trois et ses 98 kilos, Peter Schmeichel impressionne. Lorsqu'il répond aux questions, c'est souvent de manière concise, pour ne pas dire abrupte.

Sur les terrains, ses coéquipiers se font régulièrement réprimander par la voix rauque de celui qui est devenu au fil des ans l'un des gardiens de but les plus redoutés de la planète. Au Danemark, Peter Schmeichel est une idole. En Angleterre, où il exerce ses talents depuis sept ans sous les couleurs de Manchester United, le Danois traîne un surnom évocateur : « Terminator ». Racon d'un style qui fut, à une époque, plus « sauvage » qu'aujourd'hui.

Le public britannique se souvient de sorties kamikazes au-de-

vant des attaquants adverses, de chocs parfois brutaux lors de duels aériens. Dans un championnat où les contacts souvent rudes font partie d'une vieille tradition et où les gardiens peuvent être victimes de charges non sanctionnées alors qu'elles le sont partout ailleurs, Peter Schmeichel s'est toujours comporté en maître absolu dans sa surface. « Plus jeune, j'étais très nerveux. Avec le temps, j'ai appris à me concentrer différemment, et mon style a sans doute évolué », avoue celui qui s'apprête, mercredi 24 juin, face à la France, à battre le record de sélections (102) détenu dans son pays par l'ancien défenseur Morten Olsen, aujourd'hui entraîneur de l'Ajax d'Amsterdam.

Qui pourrait croire, en voyant les mains énormes du colosse, qu'une fois sortis des terrains il se métamorphose souvent en pla-

niste ? Une véritable passion qui lui vient de son père, Tokek, immigré polonais débarqué au Danemark en 1961, deux ans avant sa naissance. Pianiste émérite, son géniteur possède également une belle collection de violons. « Dès l'âge de quatre ans, j'ai choisi le football. Mais la passion de la musique ne m'a jamais quitté. Je sais que je ne suis pas un virtuose, mais j'adore me mettre au piano et jouer, parfois pendant deux ou trois heures de suite », avoue Peter Schmeichel, que certains témoins privilégiés ont pu également apercevoir jouer de la contrebasse et de la batterie.

« J'aurais aimé être un grand jazzman, mais ma formation me pousse toujours vers la musique classique », lance cet amateur de compositeurs russes qui avoue un faible pour Sergueï Vassilievitch Rachmaninov (1873-1943). Dans

sa belle maison de brique rouge située près de Manchester, le Danois s'est fait installer en sous-sol un véritable studio capotonné dans lequel il pianote régulièrement. A peine arrivé au domaine de la Frégate, lieu de résidence paradisiaque de la sélection danoise situé à Saint-Cyr-sur-Mer, entre Bandol et Toulon, dans le Var, le gardien a demandé au personnel de l'établissement de lui trouver un piano. Pour ne pas perdre la main.

RETRAITE SPORTIVE

En attendant une retraite sportive qu'il évoque parfois après quinze ans de haut niveau et un palmarès enviable (champion d'Europe avec le Danemark en 1992, champion d'Angleterre avec Manchester United à quatre reprises, vainqueur de la Cup en 1994 et 1996, sans oublier ses pre-

miers titres obtenus avec le club danois de Brøndby), Peter Schmeichel s'apprête une fois de plus à affronter l'équipe de France.

Ancien coéquipier et proche d'un certain Eric Cantona à Manchester, le gardien danois, fidèle à ses habitudes, ne craint personne. Depuis de longues années, la sélection danoise ne compte que trois stars, toujours les mêmes : les frères Laudrup et le gardien géant. En attendant d'ôter ses gants pour glisser ses doigts sur des touches noires et blanches, « Terminator » - le pianiste a bien l'intention de jouer une partition parfaite sur la pelouse de Gerland. A coups de gueule, d'épaulé, et de sorties déterminantes.

Alain Constant, à Saint-Cyr-sur-Mer

Quatre opposants iraniens remis en liberté

QUELQUES HEURES après avoir été arrêtés à Lyon, dimanche 21 juin, lors de la rencontre Etats-Unis-Iran, quatre iraniens ont été libérés, lundi 22 juin, en début d'après-midi. Les quatre hommes avaient été interpellés pour avoir manifesté leur opposition au régime de Téhéran, déjouant ainsi les strictes consignes données aux policiers afin d'empêcher toute manifestation d'ordre politique dans l'enceinte du stade. L'un d'eux, qui réside aux Pays-Bas, avait été arrêté pour « incendie volontaire d'un drapier » iranien tandis que les trois autres, des iraniens en exil aux Pays-Bas, aux Etats-Unis et au Canada, avaient été interpellés pour « incitation à la haine et à la violence » après avoir brandi des banderoles hostiles au régime de Téhéran.

Des billets pour Etats-Unis - Yougoslavie

LA FÉDÉRATION américaine de football, qui n'est pas parvenue à écouler tout son quota, a remis 1 200 billets pour le match Etats-Unis - Yougoslavie (jeudi 25 juin, à Nantes) à la disposition du Comité français d'organisation (CFO). Les billets, payables uniquement en espèces, seront proposés au prix de 145, de 250 ou de 350 francs au stade de la Beaujoire. Le CFO a précisé qu'il contrôlerait « strictement » l'opération. 1 100 billets pour le match Cameroun-Chili de mardi 23 juin ont été vendus de la même manière, lundi matin, en l'espace d'une heure et demie.

COUPS DE SIFFLET LA REVUE DE PRESSE

THE GUARDIAN (Grande-Bretagne)

(...) Les joueurs de Glenn Hoddle ont fait de leur mieux pour créer une harmonie (...). Cette défaite suggère que l'Angleterre n'a pas encore ce qu'il faut pour être au sommet. Mais une défaite ne symbolise pas une déroute. L'équipe de Hoddle a une chance de retrouver toute sa crédibilité, vendredi : si elle peut trouver un moyen d'annihiler les passes dangereuses de Carlos Valderrama. Mais, bien que déçu par la défaite, l'entraîneur anglais a sans doute été bluffé par le récit de ses joueurs. Que ce soit en trio, en quatuor ou en quintet, ils n'ont pas été égoïstes. En attaque, au moins, l'Angleterre a montré de très bonnes qualités tout au long du match.

QUEST-FRANCE

(...) Certes, la violence a souvent fait équipe avec le football. Les stades sont des lieux de passions et d'exces. De deux aussi : il arrive qu'une tribune s'effondre, comme à Furiani en Corse, ou que des batailles rangées éclatent dans les gradins, comme au Heysel en Belgique. Mais d'où vient que notre Mondial soit terni par des enragés européens ? Ce retour des barbares n'est pas tout à fait inattendu. Cela fait trente ans que la Grande-Bretagne souffre de ses hooligans. Ils furent à l'origine de plusieurs catastrophes meurtrières dans les stades, en particulier à Sheffield, en 1989 (96 morts). Depuis, on a appris à maîtriser la sécurité dans les gradins. Les organisateurs de l'actuelle Coupe du monde bénéficient de l'expérience acquise. Chassés des stades, les plus violents s'affrontent désormais en dehors, dans les rues. Et c'est à cela que nos forces de l'ordre n'étaient pas préparées.

McCarthy, le gavroche des townships, veut entrer dans l'histoire du Mondial

Afrique du Sud - Arabie saoudite. L'avant-centre extraverti est déjà une star dans son pays

BENNI MCCARTHY a une tête de voyou qui n'a pas froid aux yeux. Rescapé des cités mélangées les plus sordides d'Afrique du Sud, l'avant-centre prodige des Bafana Bafana cultive son look de gavroche des townships. Crâne rasé, oreilles percées de brillants taping-à-Joel, dents en or et cicatrice sur la joue, il court après la gloire comme un dératé. A vingt ans, il est entré dans l'histoire du football sud-africain en marquant, contre le Danemark, le 18 juin, à Toulouse, le premier but jamais inscrit par l'équipe nationale en Coupe du monde. Un but de filou culotté, une rapine en pleine surface à la barbe de Danois un peu lourdauds.

un club aussi prestigieux. Joker efficace mais peu utilisé dans sa nouvelle formation, le surdoué des Cape Flats fait alors également banquette chez les Bafana. Son parcours de météorite reprend l'année suivante quand Jo-mo Sono - le nouvel entraîneur de l'équipe nationale - décide de rajouter son effectif à l'approche de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en février, au Burkina Faso. Du jour au lendemain, Benni McCarthy devient un héros national en inscrivant sept buts pour les Bafana, dont quatre dans un même match, contre la Namibie. Le jeune espoir permet à son équipe d'aller jusqu'en finale et termine meilleur buteur ex aequo de la compétition.

Mais Benni McCarthy compte bien ne pas s'arrêter là. Contre l'Arabie saoudite, mercredi 24 juin, il veut encore mettre le ballon au fond des filets, qualifier son équipe et devenir le nouveau Ronaldo. « Je veux marquer un but spécial, un dont tout le monde se souviendra encore dans des années », lâche le gamin à l'anglais traînant et rocailleux hérité des Cape Flats, les quartiers mépris du Cap, la ville à la pointe sud du pays de Nelson Mandela. Au cœur des cités les plus pauvres ravagées par la guerre des gangs, c'est balle aux pieds que Benni McCarthy a trouvé son salut. Perle rare égarée sur les terrains poussiéreux et bosselés, le gamin se fait remarquer par un agent à l'œil aiguë avant d'évoluer en deuxième division et de briller au sein de l'équipe nationale des Espoirs.

GROUPES DÉCHAÎNÉS

La folie McCarthy s'empare alors de l'Afrique du Sud qui fête l'enfant prodige comme un demi-dieu. Au retour du Burkina Faso, il est assailli par des groupes déchaînés et ne doit son salut qu'à l'intervention d'un journaliste. « Benni président ! », titre même un journal conservateur blanc, contaminé par l'enthousiasme des townships pour le nouveau buteur des Bafana. Dans les cités noires ou métissées, le poster de Benni McCarthy remplace celui des vedettes de Manchester United et l'enfant des Cape Flats devient un modèle porteur d'espoir. « J'ai grandi au milieu de gens qui se traient dessus à longueur de journée et je m'en suis sorti. Si moi j'ai pu le faire, d'autres peuvent y arriver. C'est ça le message de ma réussite », explique-t-il.

Un peu grisé par son succès, le nouvel avant-centre des Bafana oublie quelque peu sa conscience

sociale et pose en « une » des magazines façon glamour sur papier glacé. A Vichy, le camp de base des Bafana pour la Coupe du monde 1998, c'est lui qui s'est taillé le plus grand succès auprès de la gent féminine locale, déambulant négligemment dans les rues de la cité thermale, le téléphone portable collé à l'oreille.



McCarthy après son but contre les Danois, le premier marqué par son pays dans un Mondial.

Sur le terrain, Benni McCarthy en fait également un peu trop et manque d'expérience au plus haut niveau. Gourmand et orgueilleux, il se perd parfois dans des dribbles ou des courses trop personnelles.

Mais, derrière sa gouaille de gros bras des Cape Flats qui roule les mécaniques, Benni McCarthy

est un garçon timide et appliqué. A l'entraînement, il fait partie des plus attentifs et, lors des matches, son talent à l'état brut en fait toujours un danger potentiel pour la défense adverse. Agacé par le côté « vedette » du personnage, Philippe Troussier - l'entraîneur français des Bafana - s'est d'abord montré particulièrement dur à l'égard du jeune attaquant. Mais, depuis, il en a fait l'élément clé de son dispositif offensif.

« Il est encore jeune, mais c'est le joueur du futur pour l'Afrique du Sud », affirme le coach de l'équipe nationale. Benni McCarthy, de son côté, fait semblant d'être modeste et se concentre sur le match contre l'Arabie saoudite : « Au niveau international, je ne suis pas encore une star. Peut-être après le Mondial. En tout cas, contre l'Arabie saoudite, je veux marquer trois buts. Le hat-trick en Coupe du monde, c'est mon rêve. »

Frédéric Chambon, à Vichy

Les Saoudiens soulagés par le départ de leur entraîneur

Le prince Walid Ben Bader Ben Saoud, président de la délégation saoudienne à la Coupe du monde 1998, s'est félicité « du moral retrouvé » de son équipe après le limogage de l'entraîneur brésilien Carlos Alberto Parreira. « Nous avons noté un véritable changement dans leur état d'esprit, a-t-il affirmé. Je pense que les résultats des derniers matches étaient dus à la pression exercée par l'entraîneur sur les joueurs. » Remercié samedi 20 juin, au lendemain de la défaite saoudienne face à la France (4-0), l'ancien entraîneur de l'équipe du Brésil a été immédiatement remplacé par son assistant, Mohammed al-Kharachi, qui dirigera la formation, d'ores et déjà éliminée, à l'occasion de son dernier match, joué, mercredi 24 juin, à Bordeaux, contre l'Afrique du Sud. « Les joueurs m'ont promis qu'ils obtiendraient un résultat positif, a assuré le prince Walid Ben Bader Ben Saoud. Ils ne souffrent plus de la pression, et nous espérons que ce match va révéler la véritable qualité du football saoudien. »

Votre passe pour la Coupe du Monde sur 162 KHz ou 1852 m

www.98radiofrance.com

162 kHz 1852 m GO/LW 98 Radio France

La radio associée au Comité Français d'Organisation de la Coupe du Monde de Football 1998, en partenariat avec la FIFA

STRATÉGIES LA POLITIQUE DE COMMUNICATION DES ENTREPRISES

Mastercard chouchoute les banquiers

ALORS QUE des bataillons de supporters anglais campent aux abords des stades sans billet, les invités des sponsors officiels sont eux, logés à une autre enseigne. Des chocolats, un sac de sport contenant deux polos et des casquettes pour Monsieur et son épouse, des cartes téléphoniques collecteurs, un livre sur le football et un ou plusieurs billets pour assister à des matches attendront chacune des six cents « Very Important Persons » (VIP) invitées par Mastercard International, dans leur chambre du Crillon, du Ritz ou du Prince-de-Galles.

L'établissement financier américain, partenaire officiel de la Fédération internationale de football association (FIFA) depuis 1990, a façonné à coups de dollars une cage dorée destinée à accueillir, à compter du 6 juillet à Paris, ce que la finance internationale compte de puissants. Objectif : leur faire vivre pendant sept jours, en dehors du temps et loin de toute perturbation, « ce que la France compte de meilleur » en « plaisirs musicaux, gastronomiques et architecturaux ».

Après avoir été transportés de l'aéroport à leur hôtel en voiture avec chauffeur, ces invités assisteront le 8 juillet à la demi-finale, passeront la soirée du 9 au Musée des arts forains, qui se transforme-

ra pour l'occasion en marché provençal (avec boulotroume et buffets campagnards), se divertiront le 10 à l'Opéra Garnier, qui accueillera, entre cocktail de bienvenue et cocktail dînatoire, une représentation de l'histoire de Manon (de Kenneth McMillan), avant d'être conviés, le 11 juillet, dans l'orangerie du château de Versailles, à une soirée « Quatre saisons ». Le 12 juillet, ils assisteront, enfin, à la finale au Stade de France.

HAUTE SURVEILLANCE L'organisation se fait sous haute surveillance dans une discrétion absolue. Un PC sécurité basé au douzième étage de la tour Malne-Montparnasse, à Paris, a accueilli pour des repérages, depuis plusieurs mois, une poignée d'experts débarqués de New York. Ils coordonnent les travaux d'une entreprise locale de sécurité chargée de surveiller - en doublon du système de sécurité propre au Mondial - les lieux (hôtels, bus, salons de réception, stades, etc.) abritant les VIP. « Il faut qu'à la moindre complication, au cas où une bombe explose, par exemple, on soit capable de réagir très vite », explique-t-on dans l'entourage de Mastercard.

Restent, pour le commun des mortels, outre des guides pratiques et des annuaires répertoires, sur les sites, quelques commerces acceptant l'Eurocard, cinq photos publicitaires immortalisant en noir et blanc des moments de légende. La campagne débutée en mai dans les neuf villes-sites est censée « parler à tous, même à ceux qui se jouent du football », selon Bertrand Suchet, de l'agence Louis XIV. Face à la beauté de l'instant, le nom de la carte de crédit disparaît presque derrière une image telle que le saut de Lev Yachine, gardien de l'équipe l'URSS, lors de la Coupe du monde de 1962 au Chili. Evidemment, le roi Pelé, promu porte-parole de Mastercard suite à un contrat exclusif de représentation, est de la partie. Grand absent de cette galerie du souvenir, Michel Platini : « Il ne pouvait évidemment coprésider le CFO et faire de la pub pour un sponsor ».

Florence Amalou



L'ANALYSE TECHNIQUE DE RAYMOND DOMENECH

J'y serai, le 12 juillet

J'Y ÉTAIS : à Lyon, avec ceux qui ont vécu une page d'histoire en direct, orchestrée par des médias qui ont expliqué ce qu'il n'était qu'un match de foot. Je n'ai pas bien saisi. Alors, pourquoi tant de pages pour un Iran - Etats-Unis opposant deux nains du football mondial ? Bon, j'y étais quand même : le football, comme outil politique qui plus est, et lorsqu'il concerne les « maîtres du monde », me fascine. L'Iran, pourrait-on dire, bien accroché à ses valeurs défensives millénaires, a su résister et exploiter quelques ouvertures pour venir à bout de jeunes loups américains naïfs, parfois imposants, souvent précipités, ne possédant pas toutes les finesses techniques pour contenter une opposition farouche... Toute ressemblance avec des situations existantes ou ayant existé n'est pas totalement fortuite. J'aurais aimé y être : à Bordeaux, pour du football pur et des Mexicains hitechcockiens qui, par leur allant, leur joie de jouer, ont retourné en leur faveur, et en partie à dix contre onze, un score de 2 à 0. Ah, si leurs ancêtres américains avaient eu cette capacité de révoite ! Ou à Lens, pour une nouvelle page d'histoire toulonnaise. Une équipe en bleu-blanc-rouge - la Yougoslavie - qui même par deux buts d'écart. Puis rattrapés par les Allemands. Domage. Je suis content quand même de ne pas y avoir mis les pieds. Ces envahisseurs barbares ne sont que quelques dizaines ou quelques centaines, dit-on : mais la rage s'étend. Allemands, Anglais, Néerlandais... il est temps d'éradiquer. Mieux vaut être ailleurs. A Lyon, par exemple, pour un France-Danemark de toutes les angoisses. Il semble anodin, ce match : nous sommes qualifiés ; mais il conditionne un huitième de finale contre le Nigeria. Donc, c'est surtout au sélectionneur qu'il pose problème. Mais ne fais-je pas partie des 60 millions de sélectionneurs français ? Alors, comment remplacer Zinedine Zidane, qui est irremplaçable ? Faut-il protéger les « sursitaires », Laurent Blanc, Didier Deschamps, Emmanuel Petit, Bixente Lizarazu, et les laisser au repos ? En les écartant, on peut penser qu'on diminue le potentiel de l'équipe, puisqu'ils étaient titulaires, et que l'on hypothèque l'avenir, mais l'entraîneur affirme sa confiance à tout un groupe, aux titulaires et aux remplaçants. Psychologie, condition physique, gestion des hommes. De tout cela, il faut tenir compte. C'est le casse-tête... Mais bon, j'y serai, et nous y serons tous, à Saint-Denis, le 12 juillet, pour encourager nos favoris.

Mais ne fais-je pas partie des 60 millions de sélectionneurs français ?

Les déboires inattendus de l'Espagne tournent à l'affaire d'Etat

Espagne-Bulgarie. Le président du gouvernement, José Maria Aznar, dénonce le « complexe de supériorité » d'une sélection ibérique que le roi Juan Carlos viendra soutenir à Lens

JAVIER CLEMENTE a donné la parole à sa défense. Lundi 22 juin, à l'avant-veille de la rencontre de la dernière chance contre la Bulgarie, le sélectionneur espagnol a envoyé deux défenseurs, Carlos Aguilera et Rafael Alkorta, flanqués du gardien remplaçant, Santiago Canizares, à la conférence de presse quasi quotidienne qui a rapidement tourné pour lui au cauchemar.

La déroute inattendue de l'Espagne est devenue une affaire d'Etat. Clemente accuse obstinément la malchance pour justifier les « ratés » de son équipe face au Nigeria (2-3) et au Paraguay (0-0). Il semble surtout coincé dans une logique perverse consistant à faire « tourner » ses joueurs dans l'espoir qu'une de ses « combinaisons » accouchera d'une solution miracle.

Les joueurs le soutiennent. « Sur l'effectif des vingt-deux, beaucoup de joueurs sont disponibles au meilleur niveau », a risqué Canizares, lundi. Mais ces faibles excuses ne suffirent plus à José Maria Aznar. Le président du gouvernement espagnol, qui barcelait le stade Roland-Garros de coups de téléphone, il y a quelques jours, pour s'enquérir des résultats d'Aranza Sanchez-Vicario en finale des Internationaux de France de tennis, a publiquement tancé « ses » footballeurs. Après le nul contre le Paraguay, il a rappelé le « complexe de supériorité » avec lequel l'Espagne était arrivée au Mondial.

SOURIRES CRISPÉS

Les joueurs de corvée de presse, lundi, se sont défendus mollement. Témoignage, le lapsus de Carlos Aguilera : « Nous étions... et nous sommes une équipe dont tout le monde pensait qu'elle irait loin. Ce n'est plus aussi clair aujourd'hui mais ça ne dépend plus seulement de nous ». Pour se sortir de l'ornière dans laquelle ils se sont fourrés, les Espagnols doivent non seulement battre la Bulgarie, mercredi 24 juin à Lens, - sous les yeux du roi Juan Carlos, envoyé à la rescousse - mais aussi croiser les doigts pour que le Paraguay perde contre le Nigeria.

Ils soutient, un peu crispés. « Les commentaires constructifs nous donnent du courage, assure Rafael Alkorta. Nous voulons offrir de la joie et de l'espoir à l'Espagne. Nous sommes des gens soudés, des amis, et nous respectons nos adversaires ». Javier Clemente continue sa croisade contre la presse qui l'accable. Dimanche 21 juin, il avait consigné son équipe au silence, alors qu'elle reprenait l'entraînement après une trentaine d'heures de « permission ». Lui-même n'avait pas prévu de s'adresser aux journalistes avant la conférence de presse officielle précédant le match de mercredi à Lens.

Mais cette politique de la chaise vide ne fait que l'isoler un peu plus, car les commentaires « extérieurs » sur l'équipe ne manquent pas. Hristo Stoichkov, l'attaquant bulgare longtemps vedette du FC Barcelone, a ainsi trouvé un relais inespéré pour une campagne d'intox de dernière minute. Même si

LA PHRASE DU JOUR (2)

« La FIFA déplore et condamne fermement ces actes de violence perpétrés par certains supporters allemands qui n'ont rien à voir avec le football et pense aux victimes. Les incidents de Lens n'avaient rien à voir avec ceux perpétrés à Marseille. Nous n'avons pas eu affaire à des hooligans, mais à une bande organisée rompue au terrorisme urbain, qui s'était donné rendez-vous à Lens et était parfaitement équipée d'après nos renseignements. Le football doit rester pur. On ne doit pas abandonner. Nous sommes inquiets devant la violence mais nous ne devons pas avoir peur. »

Sepp Blatter, nouveau président de la Fédération internationale de football (FIFA), lundi 22 juin, lors d'un point-pressé informel après la réunion d'urgence du bureau de la Commission d'organisation de la Coupe du monde.

son équipe n'est pour l'instant guère mieux lotie que la formation espagnole. « Ils ont sous-estimé leurs adversaires, a déclaré le joueur bulgare. Ils se sont crus les plus forts, mais la supériorité doit être démontrée sur le terrain. Maintenant, ils ont plus de pression parce qu'ils ont besoin de gagner ». Johan Cruijff, consultant sur une chaîne de télévision néerlandaise et généralement froid à l'égard de Clemente, a commenté ainsi la position critique de l'Espagne : « L'unique erreur que l'Espagne a peut-être commise est de croire qu'ils allaient gagner la Coupe du monde. » Plus tard, dans

un entretien à la chaîne nationale espagnole TVE, l'ancien entraîneur du FC Barcelone s'est laissé aller : « L'Espagne est arrivée ici en pensant que, sans jouer, elle avait déjà gagné le Mondial. C'est arrivé à beaucoup d'équipes d'être trop optimistes. Il faut remettre les pieds sur terre : l'Espagne n'a jamais rien fait en Coupe du monde. » Lundi, Canizares, lui, propose d'oublier, d'aller de l'avant : « L'équipe se sent bien pour aborder cette partie décisive. Nous aimons ce genre de situation. Nous avons tous déjà joué des matches comme ça où l'on n'a pas droit à l'erreur, et, si nous passons ce cap,

l'espoir sera à nouveau permis. » Mais ce discours déjà servi, après la défaite contre le Nigeria, s'use et ne l'engage guère. Sauf accident, le portero basque et capitaine de l'équipe, Andoni Zubizarreta, ne lui cédera pas sa cage. Seul le préparateur physique, Manuel Delgado Meco, garde le sourire. Lundi, il a évoqué les exercices visant au « rendement » auxquels se plient les joueurs. Ils en auront bien besoin pour ce qu'ils savent être une « sorte de finale avant l'heure ».

Patricia Jolly, à Vireuil-Saint-Firmin



Face à la Bulgarie, Sergi (12) et Alkorta (4) s'apprentent à disputer une « finale avant l'heure ».

Les ultimes joutes du vieux Trifon

AVEC Hristo Stoichkov, la star strablaire, et Emil Kostadinov, le buteur teigneux, il est le joueur symbole de cette génération qui a fait de la Bulgarie l'une des équipes les plus redoutées du football mondial. Doté d'un prénom improbable - « Je ne sais où mes parents sont allés le chercher, même en Bulgarie », dit-il - et d'une dégaîne peu banale, l'œil éteint, la barbe hésitante, les épaules voûtées et le pas lourd, Trifon Ivanov ne paie pas de mine. Il est pourtant l'élément stabilisateur de la défense bulgare.

Il y a quatre ans, il avait même été l'un des artisans principaux du miracle : qualifié pour la Coupe du monde à la dernière minute d'un match épique contre la France, la Bulgarie - qui lors de ces cinq précédentes participations à

la Coupe du monde n'avait pas remporté la moindre rencontre - était allée jusqu'en demi-finale de la World Cup américaine. Mercredi, à Lens, la même équipe risque fort de quitter la Coupe du monde par la petite porte et dès le premier tour. Son pitoyable nul face au Paraguay (0-0) et sa défaite logique devant le Nigeria (1-0) lui imposent désormais de battre l'Espagne, laquelle se trouve placée devant la même obligation de succès pour espérer poursuivre son chemin. Ce duel n'aura peut-être même pas de vainqueur : une victoire du Paraguay sur le Nigeria, dans l'autre rencontre du groupe D, renverrait les deux équipes à la maison.

Trifon Ivanov, une cigarette aux lèvres, semble presque préparé à une telle éventualité. Pourtant, en homme de devoir et en bon capitaine, il continue à tenir un discours de combat. « La tension au sein de l'équipe est de celles qui précèdent les grands matches, assure-t-il. Je sens que tous les joueurs n'ont

qu'un seul objectif : gagner, même si, malheureusement, tout ne dépend plus de nous. Nous n'avons plus d'alternative : il nous faut attaquer et attaquer encore. »

Mais les bonnes intentions ne suffisent pas toujours. Lors de leurs deux premières prestations, les Bulgares ont paru emprunés et privés d'imagination. Leurs attaquants ne se trouvent plus. Derrière sa défense, Trifon Ivanov apparaît essoufflé, pataud. Ses soixante-quinze sélections en équipe nationale et les saisons passées dans des clubs en Suisse, en Espagne et en Autriche commencent à peser.

RETROUVER LA HARGNE

Cette envie qui lui avait permis de déplacer des montagnes, il y a quatre ans, semble avoir déserté les rangs de l'équipe bulgare. Stoichkov et Ivanov, trente-deux ans tous deux, se permettent parfois d'écouter leurs séances d'entraînement sans que Hristo Bonev, avec leurs coéquipiers, ils ont passé ces derniers jours à traîner leur oisiveté, le téléphone portable à la main, dans les couloirs de l'hôtel Mercure du Parc du Courmayeur, dans l'Essonne. Cette équipe de trente-neuf n'a sans doute plus grand-chose à attendre du football.

Le testament « footballistique » de Trifon Ivanov est d'ailleurs tout prêt. « Notre génération s'est bien acquittée de sa tâche, estime-t-il. Ce qui restera mon plus beau fait d'armes, c'est d'avoir été de ceux qui ont disputé deux Coupes du monde et un championnat d'Europe consécutivement, alors que la Bulgarie n'est pas une superpuissance du football. Maintenant, il faut rejoindre l'équipe et se préparer à ce que - après une période extraordinaire - le football bulgare connaisse un passage à vide. J'espère que celui-ci durera le moins longtemps possible. »

Trifon et ses grognards savent désormais que chacun de leurs combats peut être le dernier. Contre l'Espagne, il leur faudra retrouver la hargne qui était la leur il y a quatre ans pour espérer repousser l'échéance. Et pour qu'au moins - si c'est ce qui doit arriver - cette équipe parte en beauté.

Gilles van Kote, à Evry

BULGARIE C'EST GAGNE D'AVANCE. FRANCE - BULGARIE 17 CENTIMES DE MORNS LA MINUTE. BULGARIAN TELEVISION. 02 32 21 79 800 134 223

Raul de Ma



P... (partial text from adjacent page)

الرياضية

L'Espagne

Raul de Madrid, le football à l'état pur

A vingt et un ans, le jeune prodige de Real et de la « Selección » a déjà tout connu de la gloire et de ses revers. Face à la Bulgarie, toute l'Espagne compte sur lui

LES louanges, les récompenses, l'argent, la gloire, tout cela est arrivé très vite. Peut-être un peu trop rapidement. Alors Raul Gonzales Blanco, jeune homme de vingt ans au physique avenant, a caqué. Mala, lorsque l'on devient une idole et même un véritable symbole de réussite pour une grande partie de la jeunesse de son pays, on ne se soustrait pas aussi facilement à la meute. Surtout en Espagne. De surcroît, lorsque l'on porte le maillot blanc du Real Madrid.

Raul n'a que vingt ans mais déjà un palmarès. Épié dans ses moindres faits et gestes - sur les terrains et en dehors -, le jeune prodige du football espagnol avait jusqu'à présent mené sa vie comme il l'entendait. A grande vitesse et avec une réussite éclatante : débuts sous le maillot mythique du Real à dix-sept ans, première sélection en équipe nationale à dix-neuf ans.

Sans doute trop naïf, Raul a cru pouvoir profiter de ses vingt ans comme l'aurait fait n'importe qui à son âge. C'était sans compter sur les chasseurs de scoops toujours à l'affût du moindre scandale, de la plus petite aventure croustillante. « Raul boit, fume, se drogue. Et sort avec une fille différente chaque soir... » Pendant de longs mois, les « révélations » sur la vie dissolue de l'idole ont couru dans Madrid. L'intéressé a laissé faire, se contentant de cloquer le bec aux critiques en brillant sur les terrains. Et, lorsque certains allaient trop loin, Raul leur lançait en souriant : « Franchement, je ne vois rien d'anormal à sortir de temps en temps lorsque l'on a mon âge ! C'est le contraire qui serait inquiétant... »

Pourchassé, traqué, Raul a résisté. Jusqu'à ce qu'une sale blessure, une pubalgie tenace, ne lui fasse rater une, deux, puis plusieurs rencontres de suite. Pour certains, la baisse de forme de Raul sur les terrains ne pouvait qu'être due à son mode de vie et à ses prétendues frasques nocturnes. A la Cité sportive, le centre d'entraînement du Real situé tout au bout de l'immense avenue de la Castellana, les journalistes mystérieux de jeunes filles qui n'avaient d'yeux que pour lui laissaient de plus en plus souvent la place aux insultes proférées par des socios mécontents.

En deux rencontres, tout va basculer. Face aux Allemands du Bayer Leverkusen d'abord, en Ligue des champions, Raul est remplacé à vingt minutes de la fin du match par l'entraîneur du Real, Jupp Heynckes. Furieux, le jeune attaquant espagnol l'insulte. Trois jours plus tard, le Real, avec dans ses rangs un Raul fantomatique, s'incline 3-0 face aux ennemis intimes du FC Barcelone. Adulé jusqu'alors, Raul se retrouve soudain la cible de toutes les critiques. Excédé, fatigué par cette pubalgie, il décide de ne plus répondre aux médias. Une décision plus que symbolique dans un pays où plusieurs quotidiens sportifs, des dizaines de stations de radio et de nombreuses chaînes de télévision livrent, chaque jour, de multiples reportages sur la vie quotidienne des grands clubs locaux.

En janvier 1998, Raul devient donc muet. Il résistera trente-six jours, un joli record. Lorsqu'il décide de briser ce silence, la conférence de presse organisée pour l'occasion à l'hôtel Emperatriz prend des allures d'événement national. « Je n'ai que vingt ans, et certains ont tendance à l'oublier. Je mène une vie normale, celle d'un jeune homme de mon âge... Dans la



Contre le Nigeria, Raul a marqué - mais l'Espagne s'est quand même inclinée (2-3).

... rue, on m'a traité d'ivrogne. Une ruine qui circule voudrait faire croire que je me drogue. Tous ces bruits m'ont profondément peiné. J'ai même été suivi jusque chez moi par des inconnus agressifs. Nous sommes dans un pays où règne la jalousie. On m'a, par exemple, attribué des dizaines de fiancées. J'ai même lu un article dans lequel on disait m'avoir aperçu dans trois boîtes de nuit différentes, un soir, alors que j'étais tranquillement chez moi, avec mes parents ! Je ne sais pas d'où ils sortent cela. Heureusement, ma famille, mes amis d'enfance et mes collègues du Real, notamment Hierro, Chendo et Canizares, m'ont énormément aidé. Grâce à eux, j'ai retrouvé le moral. Et ma blessure ne sera bientôt plus qu'un mauvais souvenir. En fait, ma seule erreur a été de continuer à jouer alors que je souffrais depuis le mois d'octobre. Quelques semaines plus tard, Raul remportait la Ligue des champions avec le Real face à la Juventus. Et les cris d'amour retentissaient à nouveau sur son passage.

PEDRO et Marisa, ses parents, ont difficilement vécu cette période délicate. Devant tant de calomnies, la famille Gonzales Blanco s'est muée dans le silence. Parents, frères, amis d'enfance, tous ont entouré Raul, laissant passer la tempête médiatique. « Ce que j'ai prouvé lors des trois dernières années ne peut pas s'effacer en trois mois. Et puis, maintenant que ma liaison avec Mamen est officialisée, ils vont peut-être enfin me laisser tranquille ! » lance un Raul débarrassé de sa pubalgie et futur époux de la superbe Mamen Sanz, célèbre mannequin qui a gagné le cœur du footballeur prodige.

Jeune, beau, riche et célèbre ? La trajectoire de ce fils de famille nombreuse et modeste élevé dans une banlieue populaire de Madrid semble pour l'instant parfaite. Son père, électricien, supportait l'Atlético, l'autre grand club madrilène. « Quand on voulait voir un match, on se pointait avec mon père à la porte 0 du stade Vicente-Caldes. Le gâcheur était un ami et nous

laissait rentrer gratuitement », se souvient Raul, qui aurait dû, en toute logique familiale, porter le maillot rouge et blanc de l'Atlético plutôt que la tunique blanche des voisins du Real. Mais il suffit parfois de peu de chose pour que le destin prenne une tournure différente.

Sur le terrain de Cototuelo, dans son quartier, le jeune Raul se fait déjà remarquer. En minimes, il inscrit 65 buts avec son équipe de San Cristobal de Los Angeles. Très vite,

« Il sait lire un match comme personne. Raul ne joue pas au football. Il est le football ! » Ferenc Puskas

la réputation de ce petit buteur miracle dépasse le quartier. Des recruteurs de l'Atlético remarquent le phénomène, et, un dimanche, le président du club madrilène, Jesus Gil y Gil, se déplace en personne pour se faire une opinion. « Ce garçon est une musique céleste ! » lance le redouté président, tombé sous le charme. Et voilà Raul, fils d'un fanatique de l'Atlético, endossant le maillot adoré avec l'équipe des cadets.

En une saison, il inscrit 58 buts sous ses nouvelles couleurs. Le compte de fils semble en mesure de devenir réalité, mais, quelques mois après son arrivée à l'Atlético, Jesus Gil y Gil décide brusquement de ne plus financer les équipes de jeunes du club. Les promesses faites à la famille Gonzales Blanco (Raul serait payé l'équivalent de 3 300 francs par mois, nourri, et ses études seraient prises en charge par l'Atlético) ne sont pas tenues. Ce sont les voisins du Real qui vont rapidement en profiter, ils feront signer le phénomène.

Shot arrivé dans son nouveau club, Raul intègre la Castilla,

l'équipe réserve du célèbre club madrilène. A cette époque, l'entraîneur de l'équipe première du Real s'appelle Jorge Valdano. L'ancien attaquant international argentin, adepte du beau jeu, tombe lui aussi rapidement sous le charme du pied gauche de Raul. Et, le 29 octobre 1994, il appelle la petite merveille en équipe première à l'occasion d'un match de championnat Sarago-

LA suite de sa carrière ressemble à une marche triomphale. Fabio Capello, l'entraîneur italien qui succède à Valdano, et qui est généralement avare de compliments, dit de lui : « Raul, c'est le talent à l'état pur. » Encore mieux : deux glorieux anciens du grand Real des années 50 se lancent à leur tour dans les louanges : « Il tente sur la pelouse du Bernabeu les mêmes gestes qu'il tentait dans les rues de son quartier, sans crainte de les manquer ! » déclare Alfredo Di Stefano, pendant que Ferenc Puskas va encore plus loin : « Il sait lire un match comme personne. Raul ne joue pas au football. Il est le football ! »

Javier Clemente, le technicien basque en charge de la sélection espagnole, ne peut évidemment pas ignorer longtemps le phénomène. Le 9 octobre 1996, il titularise pour la première fois Raul lors d'une rencontre entre la République tchèque et l'Espagne disputée à Prague. Depuis, le jeune prodige n'a plus quitté la sélection.

« Tout va très vite pour moi, mais je suis toujours le même ! Le football a changé ma vie, et je lui dois tout », lance Raul qui, avant que ne débute le Mondial, espérait bien fêter ses vingt et un ans sur le sol français, son anniversaire étant le samedi 27 juin. Mais les débuts désastreux de la Selección risquent de perturber le programme des festivités. Mercredi 24 juin, aux environs de 23 heures et à l'issue d'un match « à la mort » face aux Bulgares, tout un peuple saura enfin si le petit Madrilène est effectivement devenu un Grand d'Espagne.

Alain Constant

Jose Luis Chilavert, gardien-buteur

Nigeria-Paraguay. La star sud-américaine aime se faire remarquer et ne déteste pas être haïe

C'ÉTAIT un coup franc pour l'histoire. Un tir du gauche enroulé des vingt mètres, expédié par Jose Luis Chilavert à la 75^e minute du match contre la Bulgarie, vendredi 12 juin. Le ballon brossé par le gardien paraguayen s'est envolé en vrille, direction la lucarne. Mais, d'une pichenette, Zdravkov, le portier bulgare, a détourné la balle de sa trajectoire et privé le Paraguay d'un premier but et, peut-être, d'une première victoire dans un Mondial depuis 1986. D'une autre « première » aussi : Jose Luis Chilavert - un colosse de trente-deux ans au cheveu ras et au pied agile - s'est en effet promis de devenir le premier gardien buteur de l'histoire de la Coupe du monde.

L'homme a déjà une trentaine de buts à son actif, avec la sélection

Sur les bords du Rio de la Plata, il mélange avec bonheur arrêts de grande classe et provocations. « J'aime être haï », répond-il à ses détracteurs. Son goût affirmé pour les mauvais coups l'a conduit aux portes d'une vraie prison, avec succès, au lendemain d'une échauffourée. L'excès a crié à la discrimination : « Les Argentins ne supportent pas qu'un Paraguayen soit le meilleur dans leur pays. Ils pensent que nous sommes tout juste bons à construire leurs immeubles ou à nettoyer la cuisine des riches. »

L'opinion publique argentine s'est émue, l'ambassadeur du Paraguay est intervenu, et Chilavert est retourné à ses bonnes œuvres de gardien et buteur. En avril, au cours d'un match de championnat, il a réalisé une invraisemblable tri-

Nwankwo Kanu, le rescapé nigérian

La première et courte apparition en Coupe du monde, vendredi 19 juin, de l'attaquant nigérian Nwankwo Kanu fut un joli pied-de-nez au destin qui le conduisit sur une table d'opération le 27 novembre 1996 à Cleveland (Ohio). Ce jour-là, ce joueur qui avait déjà remporté un titre de champion du monde cadet, un autre de champion olympique et une Ligue des champions sous le maillot de l'Ajax Amsterdam fut opéré à cœur ouvert d'une « insuffisance valvulaire à l'aorte ». Il était donné perdu pour le football. Après quelques mois de rééducation, il reprend cependant son métier. Le 17 août 1997, il rejoue vingt-cinq minutes sous le maillot nigérian. Mais dans son nouveau club, l'Inter Milan, la concurrence condamne le jeune géant (1,97 mètre) à jouer les remplaçants de luxe. « Cela m'a permis de me préparer spécifiquement pour la Coupe du monde », dit-il. L'occasion pour Nwankwo Kanu de démontrer qu'il n'a rien perdu de son immense talent. Il n'a que vingt et un ans.

paraguayenne ou avec son club de Buenos Aires, Vélez Sarsfield, champion d'Argentine sortant. De son petit pied gauche (taille 39, pour ce gaillard haut de 1,88 mètre), Chilavert a blessé l'orgueil de nombre de gardiens de but, victimes de ses penalties imparables, inscrits en force à mi-hauteur ; l'un de ses chers confrères argentins a, lui, été proprement humilié par un coup franc victorieux décoché de 55 mètres !

Le 19 juin, face à l'Espagne, Chilavert a encore tenté sa chance, mais son tir s'est écrasé sur le mur adverse. Mercredi 24 juin, à Toulouse, contre le Nigeria, il joue la qualification du Paraguay pour les huitièmes de finale : ce petit supplément de pression n'est pas pour lui déplaire. « J'aime me faire remarquer », dit-il avec son aplomb de gamin parti des faubourgs les plus pauvres d'Asuncion pour frayer son chemin vers le sommet du classement des meilleurs gardiens du monde, selon les critères de la FIFA. Il n'hésite pas à dire son fait à un arbitre récalcitrant, à « chambrier » un adversaire malchanceux, à échanger des crachats, à invectiver un ramasseur de balles trop lent, ou, dans les vestiaires, à faire le coup de poing avec un journaliste un peu trop pugnace.

Le héros de huit millions de Paraguayens a rejoint l'Argentine depuis 1994, après un détour infructueux par Saragosse, en Espagne.

penalty stoppé, penalty puis coup franc marqués. « Chilavert ! », s'est extasiée la presse argentine, cette fois entichée de son génie.

Inclassable sur un terrain de football, Jose Luis Chilavert ne l'est guère plus dans sa vie d'homme public. Très présent dans le débat politique paraguayen, il prône un régime fort, très conservateur, mais ne se prive pas de faire occasionnellement campagne en faveur d'un candidat étiqueté à gauche. Il n'est jamais là où on l'attend, sauf sur le terrain de la fidélité aux origines. Le peuple - ces pauvres qu'il a côtoyés pendant toute son enfance à Luque et les Guaranis, ces Indiens du Paraguay dont il parle parfaitement la langue - le trouvera toujours à ses côtés.

En Argentine, il est l'un des rares à dénoncer ouvertement les tentatives de racket des footballeurs exercées par les supporters les plus violents, les Barrabravas. Il s'est promis de ne jamais donner d'argent à ces « inadaptes sociaux » : « Je préfère donner à manger aux enfants de la rue. » Pour tous ces déshérités, Jose Luis Chilavert n'exclut pas une reconversion politique après le football. Le plus tard possible. Comme son idole, le grand Italien Dino Zoff, il rêve de jouer jusqu'à quarante ans.

Eric Collier, à Buenos Aires

LENS, CE SOIR VOUS ALLEZ DÉCROCHER.

PARC DE Z. RÉDUCTION DE 50% EN FAVORIS PLEINES, 45% EN FAVORIS CHIFFRÉS ET 40% LE SAMEDI MATIN.

7

Renouvellements et liste des rendez-vous : 0 800 224 124

VI / LE MONDE / MERCREDI 24 JUIN 1998

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 1998

PAROLES DE ZINC LUC ROSENZWEIG

Ça suffit !

« C'est toujours les mêmes qui mettent le souk dans les stades »

LE PUBLIC du Toucan, à Bruxelles, ne se compose pas uniquement d'anges vêtus de leur propreté et de lin blanc. La morale qui est ici en vigueur, consistant à ne pas débiter les copains, et à payer son coup de temps en temps, ne coïncide pas toujours avec les articles du code pénal. Quelques avocats en mal de cause viennent d'ailleurs quelquefois traîner par là, car on ne sait jamais...

Mais, en dépit d'une méfiance généralisée à l'égard des forces de l'ordre, représentées dans l'environnement proche par un commissariat de police occupé par des fonctionnaires souvent plus imbibés que les clients du Toucan, on a ici une certaine idée de la loi et l'ordre. Et l'on est scandalisé par les exactions commises par les hooligans de toutes nationalités à l'occasion du Mondial.

« Moi, je te dis une chose, ces gens-là, qui viennent avec des barres de fer, c'est pas possible qu'ils aiment le football, ce qu'ils aiment, c'est la bagarre, la cogne et c'est tout ! » constate Henri, le patron.

Sur la télévision du bistrot, Colombiens et Tunisiens ont beau s'agiter comme de beaux diables, personne n'y prête vraiment attention. Ras-le-bol, ça suffit, on veut du foot et pas de la castagne, telle est l'opinion générale. Et bientôt ressort le traumatisme que tous ont vécu ici, celui du drame du Heysel, en 1985 : « Je me souviens, poursuit Henri, à l'époque je travaillais dans un resto près de la Grand Place. Les Anglais ont débarqué en masse et ont piqué toutes les caisses de bière. Alors j'ai dit à ma femme, qui était enceinte : "Plaque-toi, va pas prendre un coup dans l'état où tu es !" »

Qui est responsable ? Là, les opinions divergent et recourent les clichés politiques traditionnels qui alimentent les polémiques locales : « C'est toujours les mêmes, les Anglais, les Allemands, les Hollandais, les Flamands qui mettent le souk dans les stades. C'est pas des gens comme nous, c'est des brutes ! », tranche l'un. Cette explication paraît un peu courte à d'autres qui estiment que « des hooligans, il y en a partout, et que les plus coupables ce sont ceux qui les laissent faire, les clubs, les flics, les parents des jeunes qui laissent leur mêmes faire les imbéciles ». Enfin, l'accord se fait tout de même pour incriminer le grand méchant tric qui pourrait tout, le sport comme les gens : « Quand on pense que, rien que pour remplir ses caisses, la Fédération belge de football veut organiser après le Mondial un match Belgique-Maroc au Heysel, on se demande s'ils n'ont pas perdu la boule ! », tonne Henri. Il n'est pas le seul à trouver cette initiative farfelue, dans le climat de tension actuel. Une voisine, Raymond Dury, qui exerce les fonctions de gouverneur (préfet) de la région bruxelloise, est en train de faire démarrer sa tronçonneuse à scier les idées stupides.

SUR LES ÉCRANS DU MONDE UNE TÉLÉVISION PAR JOUR

L'Algérie, par satellite et par procuration

À TORT OU À RAISON, de nombreux Algériens pensent que les rafles anti-islamistes « préventives » ont véritablement donné le coup d'envoi du Mondial en France. Les Algériens, qui sont peut-être les gens qui ont le plus d'antennes satellite au monde, ont largement commenté ces opérations filmées pour les journaux télévisés en constatant avec une certaine amertume que la « participation » de l'Algérie à la fête en France se limite à cela.

Ces grands connaisseurs du football trouvent pourtant très naturel que leur équipe nationale, qui, depuis longtemps, joue mal, ne soit pas de la partie. C'est que, dans le monde du football, les choses se sont également dégradées, et la presse sportive algérienne ne cesse de pester contre un championnat fortement émaillé de combines. C'est un jeune politicien, Nourredine Boukrouh, qui le dit au passage d'un de ses articles, où il poursuit avec violence la « mafia politico-financière » algérienne. « La Coupe du monde bat son plein, les Algériens soutiennent avec enthousiasme les équipes africaines et arabes, mais cachent difficilement leur amertume. C'est que, même dans ce domaine, ils sont les derniers. Leur football est à l'image de leur compagnie nationale actuelles. »

Reste que les stades sont pleins, et les jeunes qui, il n'y a guère, se ruaiient derrière les prêches d'Ali Belhadj ont repris le chemin des gradins. Le foot est la seule religion qui peut espérer concurrencer un tant soit peu l'islam. Beaucoup au-

raient donc souhaité participer aux réjouissances, mais très peu ont tenté leur chance, sachant que les visas sont chichement délivrés par les autorités françaises pour des Algériens soupçonnés de vouloir gâcher la fête hexagonale. Alors, il reste la télévision.

SOUTIEN AU NIGERIA

Certains ont saisi l'occasion du Mondial pour abandonner les paraboles collectives, des modèles anciens dont la qualité de réception est médiocre. Le prix d'une parabole individuelle sur le marché algérien est devenu très abordable (12 000 dinars, soit 1 200 francs). On préfère bien entendu voir le Mondial sur les chaînes étrangères, françaises de préférence, pour échapper aux commentaires rébarbatifs des journalistes sportifs algériens. Les gens aiment bien Guy Roux, mais trouvent Thierry Roland un peu trop paternaliste quand il parle des footballeurs africains.

Lors des matches, les rues se vident, tandis qu'après des groupes de jeunes se forment qui décorifient la partie avec un luxe de détails étonnant. Le Brésil a les faveurs de tous, l'Arabie saoudite et la Tunisie ne provoquent pas l'enthousiasme. Le Maroc un peu plus. C'est pour les Nigériens que le cœur bat vraiment. Si une équipe africaine peut faire quelque chose, ce ne peut être que celle des Super Eagles. On suit aussi avec intérêt l'équipe de France, à cause de Zinedine Zidane, ce « Français qui est beaucoup algérien malgré Le Pen ». - (Correspondance d'Alger.)

INTERNET
<http://ds.dial.pipex.com/amd-webdesign/worldcup.htm>

de supporters anglais, un « courageux » anonyme a donc menacé l'auteur du second but roumain qui joue à Chelsea : « Foutu Dan Petrescu. Nous savons où tu habites. Tu peux t'inquiéter, tu peux vraiment t'inquiéter. FAIS-TOI TRANSFÉRER ! On ne te veut plus, on ne t'aime plus. » Hélas, il n'y a encore rien de prévu sur la Toile pour prévenir autant de bêtise.

Chez les gens de Brousse-le-Château, dans l'Aveyron
Marlène pense d'abord à ses desserts

À l'ombre du noyer, Marcel, l'ancien paysan âgé de quatre-vingt-un ans, chante à Mathilde, sa voisine hollandaise : « Chérie de mon cœur, quand je te vois, tu me fais toujours peur... » Mathilde, cinquante-huit ans, gagne à la pétanque, et ses compagnons, Firmin, Marcel, Hubert, Henri, tous retraités, plaisantent : « Il faut qu'on perde pour qu'elle gagne. » A leurs pieds, l'Alliance, le ruisseau de montagne, se jette dans le Tarn et le bruissement des peupliers.

Jean-Pierre, l'épicier, charge sa camionnette de sucre, d'huile et des revues *Nous deux* et *Intimité*. Au cours de ses tournées dans les hameaux, sur les causses de l'Aveyron, il lance aux paysans : « Alors, vous n'êtes pas au Mondial ? », et, dit-il, « ça les fait bien rigoler ». Pour la première fois, Firmin a renoncé à regarder un match (Colombie-Tunisie), car « les autres allaient faire une partie de pétanque », explique-t-il. Jean-Claude, dit « Coco », lui, est attaché à l'auberge du Relais du Château et clame en mangeant un baba au rhum : « Paris m'a pris dans ses bras, les femmes étaient belles. Dommage, l'argent n'a manqué. » Il chante : « Coco n'a rien fait dans sa vie, Coco vit de l'air du temps. » Réformé depuis un accident du travail, l'homme a été cheminot à Noisy-le-Sec. « Ce matin sur la route, entre Saint-Affrique et Millau, j'ai vu des coquelicots, mais alors, sur au moins 2 hectares, que des coquelicots... », annonce-t-il à Marlène, la jeune serveuse.

Marlène jette parfois un oeil sur l'écran de télévision, s'assoit - « il m'a l'air stressé, ce goal », remarque-t-elle - puis repart, s'es-touille les mains en disant : « Fait que je pense aux desserts. » Dehors, à l'ombre d'une statue de la Vierge, assis sur un banc. Gead, un Allemand, ancien capitaine de marine marchande, et sa femme, Irmgard, hument le vent. Ils habitent Hambourg, remontent le Tarn à bicyclette. « Le football, nous, on l'apprécie moyennement », sourient-ils.

Sur la berge du ruisseau, Vanessa, dix-huit ans, en bottes et en jean mouillant, se tient en équilibre en attirant vers elle, à l'aide d'un croc, les ronces, le lierre et la

vigne entremêlés. Suspendu à un arbre, son collègue Franck tape à grands coups de serpe sur les racines. « Tu y arrives ? - Non. - Ça t'énerve ? », taquina-t-elle. Le garçon ne répond pas.

« Ce matin, entre Saint-Affrique et Millau, j'ai vu des coquelicots, mais alors, sur au moins 2 hectares, que des coquelicots... »

Plus haut, le bruit d'une tronçonneuse éclate à travers un buisson : c'est Georges, l'ancien militaire. Il travaille en contrat emploi-solidarité pour le parc régional des Grands Causses qui débrousaille et nettoie. « Lui, c'est Ben Hur, comment il force ! », plaisante Emmanuel, vingt-neuf ans, le chef de chantier. Franck est redessiné de son arbre, boucsole Vanessa en disant : « Oh, pardon, Simone », puis la traite de Mistinguett. Pendant la pause, Vanessa s'assoit contre le dos de Franck. Elle est la seule de l'équipe à regarder le Mondial. Elle veut faire aussi le service militaire : « Ben, c'est comme ça, c'est mon caractère », dit-elle. Les garçons regardent d'autres programmes à la télévision.

« Ben Hur » s'agace : « Voilà ce que ça amène le football quand ça prend cette dimension : les hooligans. Tout le beau monde s'en fout. C'est comme à l'armée : ce sont toujours ceux qui décident de faire la guerre qui ne la font pas eux-mêmes. » Dans les cuisines de l'auberge, Philippe Senegas fait rissoler les ris d'agneau et revient les carottes à la crème, découpe les magrets, laisse fondre les cépes. « Non, pas là radio pendant le Mondial ! », confirme Monique, l'aide cuisinière, un peu excédée. Au pied de l'auberge, l'eau court sur les rochers, entre les certisiers. Les maisons s'élèvent autour du château, construit sur un pic au

début de la guerre de Cent Ans. L'herbe pousse entre les créneaux et le drapeau flotte, planté sur la tour, au nom du village : Brousse-le-Château.

A quelques kilomètres, sur l'un des lacets qui descendent sur le Tarn, des ouvriers s'affairèrent autour d'une machine. Dans quelques jours, la fibre optique sera installée et Brousse-le-Château relié au réseau. Eloy, le chef de chantier, n'est pas mécontent que l'Iran ait gagné. « Les Américains, ce sont les seigneurs. Ils s'imposent partout, ils sont les plus forts. On y revient, à l'époque des seigneurs. Nous, la petite entreprise, on va se faire bouffer. »

Il se tourne vers Alfred : « Et ce soir, qui joue contre qui ? » Alfred ne sait pas. « On est levé à 6 h 30, on rentre à 19 heures. Alors, le soir, on regarde, on connaît les résultats. Mais pour connaître les programmes suivants... », s'excuse Eloy. Jean-Luc, le conducteur de la « trancheuse », est « loué » pour la durée du chantier. Il habite en Seine-et-Marne. Joueur de foot, il a de l'admiration pour l'Allemagne, « le sang-froid, la discipline ». Alfred suggère, en rigolant : « Le patron, il pourrait nous installer une télé sur la machine, au moins pour les matches de la France. »

« Ce matin, entre Saint-Affrique et Millau, j'ai vu des coquelicots, mais alors, sur au moins 2 hectares, que des coquelicots... »

« Ben Hur » s'agace : « Voilà ce que ça amène le football quand ça prend cette dimension : les hooligans. Tout le beau monde s'en fout. C'est comme à l'armée : ce sont toujours ceux qui décident de faire la guerre qui ne la font pas eux-mêmes. » Dans les cuisines de l'auberge, Philippe Senegas fait rissoler les ris d'agneau et revient les carottes à la crème, découpe les magrets, laisse fondre les cépes. « Non, pas là radio pendant le Mondial ! », confirme Monique, l'aide cuisinière, un peu excédée. Au pied de l'auberge, l'eau court sur les rochers, entre les certisiers. Les maisons s'élèvent autour du château, construit sur un pic au

dehors, à l'ombre d'une statue de la Vierge, assis sur un banc. Gead, un Allemand, ancien capitaine de marine marchande, et sa femme, Irmgard, hument le vent. Ils habitent Hambourg, remontent le Tarn à bicyclette. « Le football, nous, on l'apprécie moyennement », sourient-ils.

Sur la berge du ruisseau, Vanessa, dix-huit ans, en bottes et en jean mouillant, se tient en équilibre en attirant vers elle, à l'aide d'un croc, les ronces, le lierre et la

vigne entremêlés. Suspendu à un arbre, son collègue Franck tape à grands coups de serpe sur les racines. « Tu y arrives ? - Non. - Ça t'énerve ? », taquina-t-elle. Le garçon ne répond pas.

« Ce matin, entre Saint-Affrique et Millau, j'ai vu des coquelicots, mais alors, sur au moins 2 hectares, que des coquelicots... »

Plus haut, le bruit d'une tronçonneuse éclate à travers un buisson : c'est Georges, l'ancien militaire. Il travaille en contrat emploi-solidarité pour le parc régional des Grands Causses qui débrousaille et nettoie. « Lui, c'est Ben Hur, comment il force ! », plaisante Emmanuel, vingt-neuf ans, le chef de chantier. Franck est redessiné de son arbre, boucsole Vanessa en disant : « Oh, pardon, Simone », puis la traite de Mistinguett. Pendant la pause, Vanessa s'assoit contre le dos de Franck. Elle est la seule de l'équipe à regarder le Mondial. Elle veut faire aussi le service militaire : « Ben, c'est comme ça, c'est mon caractère », dit-elle. Les garçons regardent d'autres programmes à la télévision.

« Ben Hur » s'agace : « Voilà ce que ça amène le football quand ça prend cette dimension : les hooligans. Tout le beau monde s'en fout. C'est comme à l'armée : ce sont toujours ceux qui décident de faire la guerre qui ne la font pas eux-mêmes. » Dans les cuisines de l'auberge, Philippe Senegas fait rissoler les ris d'agneau et revient les carottes à la crème, découpe les magrets, laisse fondre les cépes. « Non, pas là radio pendant le Mondial ! », confirme Monique, l'aide cuisinière, un peu excédée. Au pied de l'auberge, l'eau court sur les rochers, entre les certisiers. Les maisons s'élèvent autour du château, construit sur un pic au

début de la guerre de Cent Ans. L'herbe pousse entre les créneaux et le drapeau flotte, planté sur la tour, au nom du village : Brousse-le-Château.

A quelques kilomètres, sur l'un des lacets qui descendent sur le Tarn, des ouvriers s'affairèrent autour d'une machine. Dans quelques jours, la fibre optique sera installée et Brousse-le-Château relié au réseau. Eloy, le chef de chantier, n'est pas mécontent que l'Iran ait gagné. « Les Américains, ce sont les seigneurs. Ils s'imposent partout, ils sont les plus forts. On y revient, à l'époque des seigneurs. Nous, la petite entreprise, on va se faire bouffer. »

Il se tourne vers Alfred : « Et ce soir, qui joue contre qui ? » Alfred ne sait pas. « On est levé à 6 h 30, on rentre à 19 heures. Alors, le soir, on regarde, on connaît les résultats. Mais pour connaître les programmes suivants... », s'excuse Eloy. Jean-Luc, le conducteur de la « trancheuse », est « loué » pour la durée du chantier. Il habite en Seine-et-Marne. Joueur de foot, il a de l'admiration pour l'Allemagne, « le sang-froid, la discipline ». Alfred suggère, en rigolant : « Le patron, il pourrait nous installer une télé sur la machine, au moins pour les matches de la France. »

« Ce matin, entre Saint-Affrique et Millau, j'ai vu des coquelicots, mais alors, sur au moins 2 hectares, que des coquelicots... »

Plus haut, le bruit d'une tronçonneuse éclate à travers un buisson : c'est Georges, l'ancien militaire. Il travaille en contrat emploi-solidarité pour le parc régional des Grands Causses qui débrousaille et nettoie. « Lui, c'est Ben Hur, comment il force ! », plaisante Emmanuel, vingt-neuf ans, le chef de chantier. Franck est redessiné de son arbre, boucsole Vanessa en disant : « Oh, pardon, Simone », puis la traite de Mistinguett. Pendant la pause, Vanessa s'assoit contre le dos de Franck. Elle est la seule de l'équipe à regarder le Mondial. Elle veut faire aussi le service militaire : « Ben, c'est comme ça, c'est mon caractère », dit-elle. Les garçons regardent d'autres programmes à la télévision.

« Ben Hur » s'agace : « Voilà ce que ça amène le football quand ça prend cette dimension : les hooligans. Tout le beau monde s'en fout. C'est comme à l'armée : ce sont toujours ceux qui décident de faire la guerre qui ne la font pas eux-mêmes. » Dans les cuisines de l'auberge, Philippe Senegas fait rissoler les ris d'agneau et revient les carottes à la crème, découpe les magrets, laisse fondre les cépes. « Non, pas là radio pendant le Mondial ! », confirme Monique, l'aide cuisinière, un peu excédée. Au pied de l'auberge, l'eau court sur les rochers, entre les certisiers. Les maisons s'élèvent autour du château, construit sur un pic au

début de la guerre de Cent Ans. L'herbe pousse entre les créneaux et le drapeau flotte, planté sur la tour, au nom du village : Brousse-le-Château.

A quelques kilomètres, sur l'un des lacets qui descendent sur le Tarn, des ouvriers s'affairèrent autour d'une machine. Dans quelques jours, la fibre optique sera installée et Brousse-le-Château relié au réseau. Eloy, le chef de chantier, n'est pas mécontent que l'Iran ait gagné. « Les Américains, ce sont les seigneurs. Ils s'imposent partout, ils sont les plus forts. On y revient, à l'époque des seigneurs. Nous, la petite entreprise, on va se faire bouffer. »

Il se tourne vers Alfred : « Et ce soir, qui joue contre qui ? » Alfred ne sait pas. « On est levé à 6 h 30, on rentre à 19 heures. Alors, le soir, on regarde, on connaît les résultats. Mais pour connaître les programmes suivants... », s'excuse Eloy. Jean-Luc, le conducteur de la « trancheuse », est « loué » pour la durée du chantier. Il habite en Seine-et-Marne. Joueur de foot, il a de l'admiration pour l'Allemagne, « le sang-froid, la discipline ». Alfred suggère, en rigolant : « Le patron, il pourrait nous installer une télé sur la machine, au moins pour les matches de la France. »

« Ce matin, entre Saint-Affrique et Millau, j'ai vu des coquelicots, mais alors, sur au moins 2 hectares, que des coquelicots... »

La photographie d'Hugues de Wurtemberg

La défaite de leurs favoris a plongé dans la consternation ces supporters tunisiens, réunis dans un café parisien



Dominique Le Guilledoux, à Brousse-le-Château

Le gamin pouvait, Roumanie savait

Al Jazeera

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 1998

LE MONDE / MERCREDI 24 JUIN 1998 / VII

Un gamin pouvait, la Roumanie savait

Toulouse. L'entrée de Michael Owen a confirmé la classe du jeune Anglais mais n'a pas suffi

LE GAMIN a failli tout changer. A dix-huit ans, il est le plus jeune international anglais du siècle. Un visage de garçon bien sage, une famille bien comme il faut, une maman et un papa, deux frères et deux sœurs qui habitent Chester. Lui, il joue à Liverpool. C'est un buteur. En match de préparation au Mondial, contre le Maroc, il est devenu le plus jeune joueur de l'Histoire à marquer pour l'Angleterre. Il dit : « On doit se conduire

gure, et la balle était au fond des filets. » On peut dire précisément ce qui s'est passé. Petrescu s'est imposé physiquement à Le Saux et, lui étant passé devant, a glissé la balle entre les jambes de Seaman. Qui peut encore sauver Albion? Owen, bien sûr. Il ramasse une balle au vingt mètres, tire, le grand Stelea plonge, il est en retard. Las! Le ballon heurte la base du poteau droit. Arbitre français et impeccable,

Aucun incident majeur à déplorer

Le match à « hauts risques » Angleterre-Tunisie, qui avait mobilisé 1 800 policiers et gendarmes, lundi 22 juin, à Toulouse, n'a donné lieu à aucun incident majeur. « Nous maîtrisons la situation. Il n'y a pas de gros attroupements de supporters dans la ville, et, pour l'instant, il n'y a eu aucun gros incident entre supporters et forces de l'ordre », a déclaré le responsable du PC sécurité en fin de soirée. Dans le secteur du stade, un photographe de presse britannique a été frappé par un groupe de supporters anglais. Il souffre d'une clavicule cassée.

Tout au long de la journée, des milliers d'Anglais s'étaient rassemblés dans le centre-ville, mais pacifiquement, contrairement à la veille. Ils ont envahi les terrasses des brasseries et accroché des dizaines de drapeaux sur la façade du Capitole. Selon les sapeurs-pompiers, quatre personnes ont été évacuées médicalement dans la soirée en raison d'un « état d'ébriété avancée ». Comme prévu, les débits de boissons et les restaurants ont fermé à 23 heures. Au total, trois personnes ont été légèrement blessées, et les forces de l'ordre ont procédé à l'interpellation de douze personnes, dont onze Français, à la suite d'actes de vandalisme isolés.

bien sur le terrain et en dehors.

Tout le contraire de ce voyou de Teddy Sheringham, le « Teddy boy » de Manchester United avec qui il est en concurrence. Sheringham qui boit, qui fume et qu'on a surpris, en pleine période de préparation de l'équipe, dans une boîte de nuit portugaise, ivre mort. Une honte nationale, Sheringham.

Michael Owen est entré en jeu à un quart d'heure de la fin. « Il fallait tout tenter », explique Glenn Hoddle, l'entraîneur des Anglais. La Roumanie menait 1-0 depuis la 47^e minute. Le vieux Gheorghe Hagi, talentueux meneur de jeu roumain, n'était pas au mieux. Il avait envoyé depuis le début une demi-douzaine de tirs dans tous les coins du stade. Mais là, il ajusta du gauche une merveille de passe malgré le marquage de cette armoire à glace de Sol Campbell. La balle arriva sur la poitrine de Viorel Moldovan, puis sur son pied droit. But et coup de froid dans le Stadium de Toulouse. Toulouse, ça sonne exactement comme *to lose* en anglais. Perdre... Mauvais présage.

Déjà Hoddle avait lancé dans la bagarre David Beckham, la star de Manchester United, vedette des magazines « people » parce qu'il est le copain de Victoria Adams, la Spice Girl, alias Posh Spice. à qui il a offert un diamant digne de celui de la couronne en attendant le mariage, après le Mondial. Mais ce n'était pas assez. « On veut Owen! », scandaient des milliers de poitrines. Alors, l'arbitre assistant brandit son panneau lumineux. Le numéro 20 remplace le 10. Owen pour Sheringham, et le public rugit de plaisir. Avec Beckham et Owen sur la pelouse tout allait changer. On le crut.

« JE N'AI RIEN COMPRIS »

Owen est bien la bête amonécée. On attaque à la 83^e minute, il se jette sur un centre d'Alan Shearer, précédé d'un millième de seconde l'intervention de Popescu et propulse la balle hors de portée du gardien roumain : 1 partout, et le stade est en extase. Le principal est sauvé. Qu'on croit. Depuis le début du match, sans en avoir l'air, les Roumains dominent les Anglais, imposent leur tactique et leur technique individuelle. Ils ont eux aussi un jeune homme, âgé de vingt-quatre ans, à qui on n'en remontre pas. Adrian Ilie, dit « le Cobra ». Depuis qu'Hagi fatigué a rejoint le banc, il a pris le jeu à son compte.

Il reste quoi? Une minute, pas davantage. Depuis son camp, Dorinel Munteanu voit Petrescu quitter son aile droite et piquer vers la gauche en diagonale. Il lui adresse une balle qui paraît bien anodine. « Il faudra que je revole ça en vidéo, s'excuse David Seaman, le gardien anglais. Je n'ai rien compris. » Graeme Le Saux pas davantage. « J'étais au marquage de Petrescu. J'ai pris un coup de coude dans la fi-

Marc Batta siffle la fin. Les Roumains se prosternent devant leurs quelques centaines de supporters. Glenn Hoddle se console en se disant qu'un match nul contre la Colombie ouvrira la porte des huitièmes de finale. On félicite Owen pour son but. « J'aurais préféré ne pas marquer et qu'on fasse au moins match nul », répond-il poliment. Ce garçon est parfait.

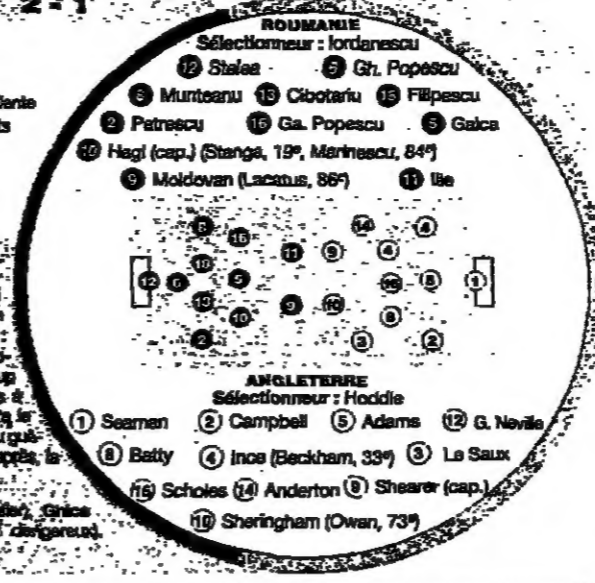
Jacques Buob

ROUMANIE-ANGLETERRE 2-1

GROUPE G - LUNDI 22 JUIN
21 heures, Stadium municipal, à Toulouse
• Temps agréable • Terrain souple • Pelouse excellent
• Ambiance très chaleureuse, animée par les chants des supporters anglais
Arbitre : M. Miao Saito (France)
Assistants de M.M. Poddighe (Fra.) et Sokolatos (Grèce du Sud)

ROUMANIE : Sélectionneur : Iordanescu
17 Stelea 18 Ciobotariu 19 Filipescu
20 Petrescu 21 Ga. Popescu 22 Galca
23 Hagi (cap.) (Stanga, 19P, Marinescu, 84P)
24 Moldovan (Lacatus, 86P) 25 Ilie

ANGLETERRE : Sélectionneur : Hoddle
1 Seaman 2 Campbell 3 Adams 4 G. Neville
5 Batty 6 Ince (Beckham, 33P) 7 Le Saux
8 Scholes 9 Anderton 10 Shearer (cap.)
11 Sheringham (Owen, 73P)



ROUMANIE : Moldovan (47^e), sur une passe de Hagi, de 5 m au centre, frappe du droit à mi-hauteur; Petrescu (80^e), sur une passe de Munteanu, de 5 m à gauche, frappe du gauche qui passe entre les jambes de Seaman.
ANGLETERRE : Owen (63^e), sur un centre de Shearer qui échappe à Scholes, à 4 m à droite, reprise croisée du droit en déséquilibre qui entre dans le coin gauche.

ANGLETERRE : 53 positions d'attaque dans les 30 m (24 + 29) dont 16 occasions (8 + 8); 13 tirs (3 + 10) dont 1 sur le poteau et 2 parés (0 + 2) par Stelea.
ROUMANIE : 43 positions d'attaque dans les 30 m (21 + 22) dont 3 occasions (2 + 1); 21 tirs (11 + 10) dont 2 contrés (1 + 1), 1 sur la barre transversale et 3 parés (1 + 2) par Seaman.

En faveur de l'ANGLETERRE : 15 coups francs (6 + 7) dont 3 hors-jeu (1 + 2), 3 corners (1 + 2).
En faveur de la ROUMANIE : 14 coups francs (6 + 8) dont 1 hors-jeu (0 + 1), 3 corners (3 + 0).

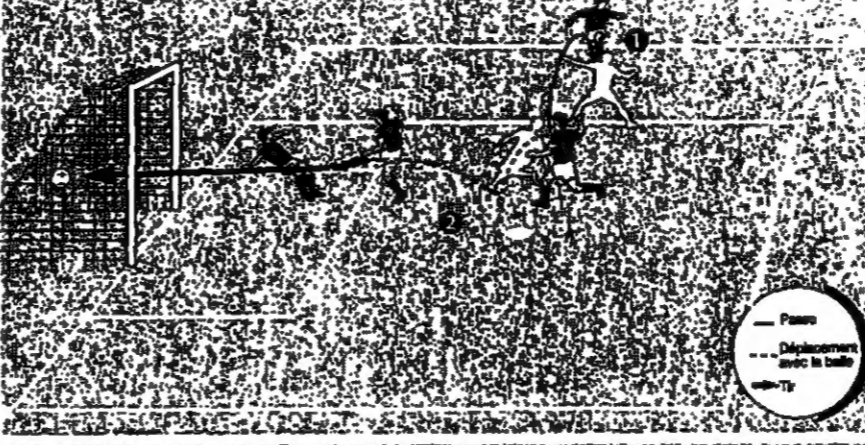
ROUMANIE : Constantin Galca (26 ans) a été le régulateur de son équipe au milieu du terrain. Par la justesse de son placement, le joueur de l'Espanyol Barcelone a récupéré de nombreux ballons qu'il a su toujours utiliser pour calmer le jeu, ou l'accrocher quand il le fallait. Avec Ilie, il fait partie des révélation roumaines de ce Mondial.

ANGLETERRE : Darren Anderton (26 ans) a sans doute convaincu les détracteurs qui lui préféraient David Beckham, plus brillant que son ancien « meilleur ». En train de dominer le milieu de terrain de Tottenham, dans son coté à droite, a proposé en vain de bonnes solutions à ses attaques de pointe, manquant un but d'extrême justesse.

LE PRÉSIDENT BUTE LA ROUMANIE À LA 47^e MINUTE

1 Après une remise en touche de Petrescu, Hagi, sur le côté droit à la limite de la surface de réparation, adresse une passe lobée dans l'axe du but.

2 Moldovan, dans le dos de la défense anglaise, amortit de la poitrine, à hauteur du point de penalty, s'avance sur 6 m et « fusille » Seaman d'une frappe violente du pied droit au centre du but.



L'équipe colombienne progresse lentement

Montpellier. La Tunisie séduit vainement

À QUELQUES MINUTES PRÈS, on imaginait déjà le pire pour les joueurs colombiens. Quatre ans jour pour jour après une défaite restée célèbre en Coupe du monde face aux Etats-Unis et un but inscrit contre son camp par le défunt Andrés Escobar, la sélection dirigée par Hernan Dario Gomez jouait sans doute plus que son avenir sportif dans ce Mondial. Face à une équipe tunisienne redevenue séduisante, les coéquipiers de Carlos Valderrama étaient obligés de l'emporter afin d'éviter une élimination prématurée et un retour au pays agité, pour ne pas dire dangereux. Comme pour confirmer cette menace qui semble planer sur la sélection colombienne où qu'elle aille, le sélectionneur avait même lâché, après la défaite subie face à la Roumanie et les terribles critiques qui suivirent : « Entraîner la Colombie, c'est une punition. C'est comme une condamnation. Je suis dégoûté... »

Sur le terrain et sous la canicule, les joueurs aux maillots jaunes ont en partie fait oublier leur triste entrée en matière face à la Roumanie. La sélection colombienne d'aujourd'hui n'a toujours rien à voir avec celle du début des années 90 qui séduisait la terre entière en développant ce fameux jeu de *toque* à une touche de balle, mais les progrès sont notables par rapport au match du 15 juin. Le triomphe obtenu le 5 septembre 1993 en Argentine (victoire 5-0 en match qualificatif pour la World Cup 94) reste encore dans la mémoire collective, et un tel festival n'est pas près d'être renouvelé.

Le talent naturel des joueurs colombiens n'en reste pas moins une réalité. Carlos Valderrama, trente-sept ans en septembre, ne retrouvera jamais ses jambes de jeune homme, mais sa vision de jeu reste phénoménale et son sens de la passe inégalable. De retour sur une pelouse montpelliéraine qu'il connaît bien pour l'avoir foulée pendant trois saisons (de 1988 à

RÉSULTATS ET CLASSEMENTS

GROUPE A

10-6	Bretail-Ecosse	2-1
10-8	Maroc-Norvège	2-2
10-6	Ecosse-Norvège	1-1
10-6	Bretail-Maroc	3-0
23-6	Bretail-Norvège	3-0
23-6	Ecosse-Maroc	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1	Bretail	6	2	2	0	5	1
2	Norvège	2	2	0	2	3	3
3	Ecosse	1	2	0	1	2	3
4	Maroc	1	2	0	1	2	5

GROUPE B

11-6	Italie-Chili	2-2
11-8	Cameroun-Autriche	1-1
17-6	Chili-Autriche	3-1
17-6	Italie-Cameroun	3-0
23-6	Chili-Cameroun	
23-6	Italie-Autriche	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1	Italie	4	2	1	0	5	2
2	Chili	2	2	0	2	3	3
3	Autriche	2	2	0	2	2	2
4	Cameroun	1	2	0	1	1	4

GROUPE C

12-6	Danemark-Ar. saoudite	1-0
12-6	France-Afr. du Sud	3-0
18-6	Danemark-Afr. du Sud	1-1
18-6	France-Arabie saoudite	4-0
24-6	Afr. Sud-Ar. saoudite	
24-6	France-Danemark	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1	France	6	2	2	0	7	0
2	Danemark	4	2	1	0	2	1
3	Afr. Sud	1	2	0	1	1	4
4	Ar. saoud.	0	2	0	2	0	6

GROUPE D

12-6	Bulgarie-Paraguay	0-0
13-6	Espagne-Nigeria	2-3
19-6	Nigeria-Bulgarie	1-0
19-6	Espagne-Paraguay	0-0
24-6	Espagne-Bulgarie	
24-6	Nigeria-Paraguay	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1	Nigeria	6	2	2	0	4	2
2	Paraguay	2	2	0	2	0	0
3	Espagne	1	2	0	1	2	3
4	Bulgarie	1	2	0	1	0	1

GROUPE E

13-6	Mexique-Corée du Sud	3-1
13-6	Pays-Bas-Belgique	0-0
20-6	Belgique-Mexique	2-2
20-6	Pays-Bas-Corée du Sud	5-0
25-6	Pays-Bas-Mexique	
25-6	Belgique-Corée du Sud	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1	Pays-Bas	4	2	1	0	6	0
2	Mexique	4	2	1	0	5	3
3	Belgique	1	2	0	2	0	2
4	Cor. du S.	0	2	0	2	1	8

GROUPE F

14-6	Iran-Yougoslavie	0-1
15-6	Allemagne-Etats-Unis	2-0
21-6	Allemagne-Yougoslavie	2-2
21-6	Etats-Unis-Iran	1-2
25-6	Allemagne-Iran	
25-6	Etats-Unis-Yougoslavie	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1	Allemagne	4	2	1	0	4	2
2	Yougo.	4	2	1	0	3	2
3	Iran	3	2	0	1	2	2
4	Etats-Unis	0	2	0	2	1	4

GROUPE G

15-6	Roumanie-Colombie	1-0
15-6	Tunisie-Angleterre	0-2
22-6	Colombie-Tunisie	1-0
22-6	Roumanie-Angleterre	2-1
28-6	Colombie-Angleterre	
28-6	Roumanie-Tunisie	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1	Roumanie	6	2	2	0	3	1
2	Angleterre	3	2	1	0	3	2
3	Colombie	3	2	0	1	1	1
4	Tunisie	0	2	0	2	0	3

GROUPE H

14-6	Jamaïque-Croatie	1-3
14-6	Japon-Argentine	0-1
20-6	Japon-Croatie	0-1
21-6	Argentine-Jamaïque	5-0
26-6	Argentine-Croatie	
26-6	Japon-Jamaïque	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1	Argentine	6	2	2	0	6	0
2	Croatie	6	2	2	0	4	1
3	Japon	0	2	0	2	0	2
4	Jamaïque	0	2	0	2	1	8

LES BUTEURS

4 buts	BATISTUTA (Argentine)
3	HENRY (France)
3	SALAS (Chili)
3	VIERI (Italie)
2	HERNANDEZ (Mexique)
2	ORTEGA (Argentine)
2	SUKER (Croatie)
2	WILMOTS (Belgique)
1 but : 36	Joueurs, plus 4 auteurs d'un but contre leur camp.

Alain Constant

